



UNIL | Université de Lausanne

Unicentre

CH-1015 Lausanne

<http://serval.unil.ch>

Year : 2018

MOUVEMENTS SOCIAUX ET CRISE POLITIQUE EN BOLIVIE (2000-2008)

Daroca Oller Santiago

Daroca Oller Santiago, 2018, MOUVEMENTS SOCIAUX ET CRISE POLITIQUE EN BOLIVIE
(2000-2008)

Originally published at : Thesis, University of Lausanne

Posted at the University of Lausanne Open Archive <http://serval.unil.ch>

Document URN : urn:nbn:ch:serval-BIB_C13B4B96D8224

Droits d'auteur

L'Université de Lausanne attire expressément l'attention des utilisateurs sur le fait que tous les documents publiés dans l'Archive SERVAL sont protégés par le droit d'auteur, conformément à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). A ce titre, il est indispensable d'obtenir le consentement préalable de l'auteur et/ou de l'éditeur avant toute utilisation d'une oeuvre ou d'une partie d'une oeuvre ne relevant pas d'une utilisation à des fins personnelles au sens de la LDA (art. 19, al. 1 lettre a). A défaut, tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par cette loi. Nous déclinons toute responsabilité en la matière.

Copyright

The University of Lausanne expressly draws the attention of users to the fact that all documents published in the SERVAL Archive are protected by copyright in accordance with federal law on copyright and similar rights (LDA). Accordingly it is indispensable to obtain prior consent from the author and/or publisher before any use of a work or part of a work for purposes other than personal use within the meaning of LDA (art. 19, para. 1 letter a). Failure to do so will expose offenders to the sanctions laid down by this law. We accept no liability in this respect.



UNIL | Université de Lausanne

FACULTÉ DE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES

**MOUVEMENTS SOCIAUX ET CRISE POLITIQUE EN
BOLIVIE (2000-2008)**

THÈSE DE DOCTORAT

présentée à la

Faculté de des Sciences Sociales et Politiques

de l'Université de Lausanne

pour l'obtention du grade de

Docteur ès sciences sociales

par

Santiago DAROCA OLLER

Directeur de thèse
Prof. François-Xavier MERRIEN

Jury

M. Nicolas BANCEL, Professeur à l'Université de Lausanne
M. Fernando CALDERON, Professeur à l'Université Nationale
San Martin à Buenos Aires
M. Antoine KERNEN, Maître d'enseignement et de recherche à
l'Université de Lausanne
M. Michel WIEVIORKA, Directeur d'études à l'EHESS de Paris

LAUSANNE
2017



UNIL | Université de Lausanne

Faculté des sciences
sociales et politiques

IMPRIMATUR

Le Conseil de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, sur proposition d'un jury formé des professeurs

- François-Xavier MERRIEN, Directeur de thèse, Professeur honoraire à l'Université de Lausanne
- Nicolas BANCEL, Professeur à l'Université de Lausanne
- Fernando CALDERON, Professeur à l'Université Nationale San Martin à Buenos Aires
- Antoine KERNEN, Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne
- Michel WIEVIORKA, Directeur d'études à l'EHESS de Paris

autorise, sans se prononcer sur les opinions du candidat, l'impression de la thèse de Monsieur Santiago DAROCA OLLER, intitulée :

« *Mouvements sociaux et crise politique en Bolivie (2000-2008)* »

Lausanne, le 31 octobre 2016

Le Doyen de la Faculté

Professeur
Jean-Philippe Leresche

Résumé

La Bolivie entre en 2006 dans un profond processus de changement à plusieurs niveaux. Ce processus ouvre sur une crise du lien social qui s'est manifestée en 2008. Deux projets de société se faisaient face et n'ont pas su trouver un espace de dialogue et de compromis : ils se sont engouffrés dans une dispute ouverte. La crise du lien social en Bolivie a posé d'abord la question de la possibilité de concevoir autrement et de reconstruire les fondements de ce lien, en ouvrant ainsi sur une sortie progressive à la crise. D'autre part, la crise a mis en évidence le risque de rupture et de désintégration sociale, car l'impossibilité de reconstruire ce lien aurait entraîné la division du pays. Cela aurait constitué une sortie régressive à la crise. Ainsi, l'objectif poursuivi dans cette recherche est de comprendre le processus de la crise du lien social bolivienne et la manière dont est gérée sa résolution. Cela en se plaçant dans une perspective qui insiste sur l'importance des relations de pouvoir. En conséquence, une sortie progressive à la crise du lien social passe par la réaffirmation du conflit — qui est le rejet de la violence. La réaffirmation du conflit mène à sa résolution à travers des relations de pouvoir où il y a reconnaissance de l'autre en tant que sujet d'action, ce qui signifie qu'il existe une interdépendance, même si celle-ci est déséquilibrée parce qu'elle favorise plus un acteur qu'un autre. Alors, se placer dans la perspective des relations de pouvoir pour analyser ce processus prétend à son tour apporter de nouvelles clefs de lecture pour une plus large compréhension de processus similaires ou de crises politiques et sociales de différentes intensités. Ces nouvelles clefs de lecture peuvent par ailleurs contribuer à la gestion de crise en cours et éventuellement à la planification de sorties progressives de ces situations.

Mots-clés : *Bolivie. Mouvements sociaux. Crise politique. Conflit. Relation de pouvoir.*

Abstract

In 2006, Bolivia initiated a profound process of change at several levels. This process unlocks a crisis of the social bond, which was deeply manifested in 2008. Two different projects of society faced each other and failed to find a space for dialogue and agreement: they were engulfed in an open dispute. This crisis first raised the question of the possibility of reconstructing the foundations of the social bond, thus opening a progressive way out of the crisis. On the other hand, the crisis has also highlighted the risk of rupture and social disintegration, because the impossibility of rebuilding the social bond would have led to the division of the country. This would have constituted a regressive way out of the crisis. In this context and considering a perspective, which emphasizes the importance of power relations, the objective pursued in this research is to understand the process of the crisis of the Bolivian social bond and the way in which its resolution was managed. Consequently, a progressive way out of the crisis requires the reaffirmation of the conflict, which is the rejection of violence. The reaffirmation of the conflict leads to its resolution through power relations where there is recognition of the other as a subject of action, which means that there is interdependence, even if it is unbalanced because it favors one actor more than another. Then, to adopt the perspective of power relations to analyze this process provides new keys for a broader understanding of similar processes or political and social crises of different intensities. These new reading keys can also contribute to ongoing crisis management and eventually to suggest a progressive way out of these situations.

Keywords: *Bolivia. Social movements. Political crisis. Conflict. Power Relations.*

REMERCIEMENTS

Cette thèse n'aurait pas pu être réalisée sans l'aide de nombreuses personnes que je tiens à remercier ici.

J'adresse d'abord mes remerciements à Monsieur François-Xavier Merrien, directeur de cette thèse, pour l'attention portée à ce travail, pour ses inestimables recommandations et sa patience infinie.

Pour leurs critiques constructives, je tiens à exprimer toute ma gratitude aux membres du jury de cette thèse : M. Nicolas Bancel, Professeur à l'Université de Lausanne, M. Fernando Calderón, Professeur à l'Université Nationale San Martín à Buenos Aires, M. Antoine Kernén, Maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne et M. Michel Wieviorka, Directeur d'études à l'EHESS de Paris

À mes collègues du PNUD-Bolivie, avec qui nous avons travaillé ensemble par des temps difficiles, et avec qui nous partageons un engagement fort pour la Bolivie : Christian Jette, Armando Ortuño, Antonio Aranibar, Patricia Vasquez, Francisco Canedo, Noelia Gómez, José Luis Fernández, Cristina Loma, Eliana Quiroz et Ana María Belmont. Particulièrement, à Yoriko Yasukawa, Coordinatrice résidente de l'ONU en Bolivie en 2008, qui nous nourrit de sa vision engagée et optimiste, de son leadership et pour la confiance qu'elle place en nous dans des moments critiques.

Toute ma gratitude va à Monsieur Kléber Ghimier, ancien coordinateur de recherche de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), pour la confiance qu'il m'a accordée, et pour ses conseils et son soutien.

Un merci tout spécial à mes amis Romain Voisard et Verena Gotthardt-Voisard qui m'ont accompagné et encouragé de leur amitié et de leur inépuisable générosité.

Un grand merci à Juliette Fraboulet, Agueda Vargas et Dora Canela pour les traductions et les corrections linguistiques.

Je remercie finalement de tout mon cœur mes parents, Tito et Marita, mes beaux-parents, Oscar et Ana María, et l'ensemble de ma famille pour leur soutien et affection. À Sofia et Gabriel, mes enfants qui sont nés au milieu de cette longue aventure académique et qui, ces derniers temps, ont su m'encourager à leurs manières, avec beaucoup d'amour et compréhension. À Cecilia Espinosa, mon épouse, ma camarade, ma complice, tout mon amour et toute ma reconnaissance : sans elle, la vie est tout simplement inimaginable.

CARTE DE LA BOLIVIE



TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	10
CHAPITRE 1. PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE	12
I. PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE	16
A. CE QUE N'ABORDE PAS CETTE THÈSE. —	18
II. STRUCTURE DE LA RECHERCHE	21
III. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE : LES BASES DE LA RECHERCHE	24
IV. LE CHERCHEUR ET L'ENQUÊTE	28
CHAPITRE 2. LA BOLIVIE, ENTRE LE CONFLIT ET LE PROCESSUS DE CHANGEMENT.	
REVUE DE LA LITTÉRATURE	31
I. QUELQUES ASPECTS HISTORIQUES DE LA RELATION ÉTAT – SOCIÉTÉ	31
II. L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX ACTEURS.	36
III. LA CONFLICTUALITÉ BOLIVIENNE ET LES CRISES POLITIQUES. -	46
CHAPITRE 3. DÉFINITION DE CONCEPTS ANALYTIQUES : CONFLIT ET POUVOIR	63
I. LE CONFLIT : UNE RELATION SOCIALE OPPOSÉE À LA CRISE ET À LA VIOLENCE	63
II. LA NOTION DU POUVOIR	67
A. QU'EST-CE QUE LE POUVOIR ?	68
B. LA MOBILISATION DES ATOUTS	73
C. LA SITUATION SOCIALE ET LE FACTEUR TEMPS DANS LA RELATION DE POUVOIR	75
D. LES RÉACTIONS FACE AU DÉSÉQUILIBRE DE POUVOIR : LA RÉDUCTION DES COÛTS ET LES OPÉRATIONS D'ÉQUILIBRE.	78
CHAPITRE 4. CONTEXTE HISTORIQUE.	80
I. LES CLIVAGES D'ORIGINE : LE RÉGIONAL ET L'ETHNIQUE	80
II. LA DÉMOCRATIE ET LES CRISES POLITIQUES ET SOCIALES.	86
III. LES TENDANCES HISTORIQUES DU DÉVELOPPEMENT DE LA BOLIVIE	90
CHAPITRE 5. LE RÉVEIL DU XXI^E SIÈCLE ET LA GUERRE DE L'EAU	100

I. LE CONTEXTE INTERNATIONAL	100
II. LE RÉVEIL DU XXI SIÈCLE	109
III. LA GUERRE DE L'EAU	112
A. ANTÉCÉDENTS RELATIFS À LA GUERRE DE L'EAU	112
B. POURQUOI LA GUERRE DE L'EAU ?	116
C. CE QU'IL S'EST DIT SUR LA GUERRE DE L'EAU	120
IV. SEPTEMBRE 2000 : LE BLOCUS DE LA PAZ	128
<u>CHAPITRE 6. LE RENFORCEMENT DES MOBILISATIONS ET LA GUERRE DU GAZ</u>	<u>131</u>
I. L'APPROFONDISSEMENT DES MOBILISATIONS	131
II. LES MARCHES DES PEUPLES INDIGÈNES DES BASSES TERRES	139
III. LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2002	142
IV. L'IMPUETAZO DU FÉVRIER NOIR	145
V. LA GUERRE DU GAZ	151
VI. LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE DU GAZ	156
A. CARLOS MESA, LE RÉFÉRENDUM SUR LE GAZ ET LA LOI DE L'HYDROCARBURE	157
B. LE CABILDO OUVERT À SANTA CRUZ ET L'AGENDA DE JANVIER	161
VII. UNE NOTE SUR L'OPINION PUBLIQUE	165
<u>CHAPITRE 7. LA REMISE EN QUESTION DES FONDEMENTS DU LIEN SOCIAL</u>	<u>169</u>
I. LES QUATRE DIMENSIONS DE LA RELATION DE L'ÉTAT COMME FONDEMENT DU LIEN SOCIAL	172
II. PACTE SOCIAL D'UNE PART, ET FOSSÉ SOCIAL D'AUTRE PART	179
III. LES FONDAMENTAUX DU LIEN SOCIAL EN TENSION : ÉTAT / PEUPLES INDIGÈNES ET ÉTAT / RÉGIONS	182
<u>CHAPITRE 8. LA TRAJECTOIRE VERS LA CRISE ET LA RUPTURE</u>	<u>185</u>
I. LE CONTEXTE POLITIQUE LATINO-AMÉRICAIN	186
II. LES ACTEURS ET L'ENJEU DE LA RELATION	194
III. L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET LE CHEMIN VERS LA CRISE	203
<u>CHAPITRE 9. L'ECLATEMENT DE LA CRISE ET SA SORTIE</u>	<u>214</u>
I. LA STRATÉGIE DES RÉFÉRENDUMS	214

II. L'ÉCLATEMENT DE LA VIOLENCE ET LA CRISE	221
III. LE DIALOGUE ET LA SORTIE DE LA CRISE	225
1. LA DEMANDE DES CITOYENS POUR LE DIALOGUE	231
2. LA VOLONTÉ DES LEADERS	233
3. LE TRAVAIL TECHNIQUE	235
IV. UNE NOTE FINALE SUR L'OPINION PUBLIQUE FACE À LA CRISE	237
<u>CHAPITRE 10. CONSIDERATIONS FINALES : EN GUISE DE CONCLUSION</u>	243
I. SUR LES RELATIONS DE POUVOIR, LE CONFLIT ET LA VIOLENCE	243
A. L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE COMME L'ESPACE FORMEL DE RELATION	243
B. 2008 : LE CONFLIT PERD LA RÉFÉRENCE INSTITUTIONNELLE	246
II. LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CRISE DU LIEN SOCIAL ET LES DÉTERMINANTS DE SA SORTIE	
PROGRESSIVE	252
<u>RÉFÉRENCES</u>	257
<u>ANNEXE 1. LISTE DES ENTRETIENS EFFECTUÉS</u>	269
<u>ANNEXE 2. BREFS EXTRAITS DES ENTRETIENS IMPORTANTS (NON ÉDITÉS)</u>	270

Liste des Acronymes

ADEPCOCA	Association de Producteurs de Coca
ADN	Action Démocratique Nationaliste
ALCA	Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)
APDHB	Assemblée Permanente des Droits Humains
BONOSOL	Bonus de Solidarité
CAO	Chambre Agricole de l'Orient
CERES	Centre d'Etudes de la Réalité Economique et Sociale
CIDOB	Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie
COB	Centrale Ouvrière Bolivienne
COD	Centrale Ouvrière Départementale
COMUNAL	Coordination de Mobilisation d'Unité Nationale
COMIBOL	Corporation minière de Bolivie
CONALCAM	Coordination pour le Changement
CONALDE	Conseil National Démocratique
CONAMAQ	Conseil National d'Ayllus et Markas del Qullasuyo
CPE	Constitution Politique de l'État
CSUTCB	Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie
DS	Décret Suprême
EMP	État-major du peuple
FEJUVE	Fédération des Comités de quartier
FMI	Fond Monétaire International
FTC	Organismes d'État-major
FSTMB	Fédération Syndicale des Travailleurs des Mines de Bolivie
IDH	Impôt direct sur les Hydrocarbures
IEHD	Impôt spécial sur les Hydrocarbures et sur ses dérivés
INRA	Institut National de Réforme agraire
MAS	Mouvement vers le Socialisme
MIR	Mouvement de Gauche Révolutionnaire
MNR	Mouvement Nationaliste Révolutionnaire

MST	Mouvement des Sans Terre
NNUU	Nations Unies
LAPOP	Projet d'Opinion Publique en Amérique Latine
ODM	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OEA	Organisation des États d'Amérique
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement
OIT	Organisation Internationale du Travail
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PODEMOS	Pouvoir Démocratique Social
SUMI	Assurance Materno-Infantile Universelle
TCF	Trillion de mètres cube ("trillion cubic feet")
TGN	Trésor Général de la Nation
UE	Union Européenne
UJC	Union de Jeunesse de Santa Cruz
UN	Unité Nationale
UPEA	Université Publique de El Alto
UNASUR	Union des Nations d'Amérique du Sud
UNRISD	Institut de Recherche des Nations-Unies pour le Développement Social
YPFB	Gisements Pétrolifères Fiscaux Boliviens (compagnie nationale bolivienne)

Chapitre 1. Problématique de la recherche

Avant 2006, la Bolivie était considérée à travers le prisme de la pauvreté et des inégalités. Selon l'Institut National de Statistiques de Bolivie, en 2005 la pauvreté touchait 59,63 % de la population, et la pauvreté extrême, 36,96 %. Cette même année, le coefficient de Gini était de 0,6¹.

D'autre part, la Bolivie était connue pour son importante conflictualité sociale. D'après la base de données conflictuelles du CERES, entre janvier 1994 et juin 2005, la Bolivie connut 3 853 événements conflictuels² (Laserna 2006, 88). La plupart d'entre eux eurent lieu pendant la dernière partie de cette période, et de façon progressive. Ainsi, le gouvernement du Général Hugo Banzer (août 1997 – août 2001) fit face à une moyenne de 28,4 conflits par mois. Ce chiffre s'élève ensuite à 35,7 sous le gouvernement de Sánchez de Lozada (août 2002 – octobre 2003), pour passer à la moyenne de 50,7 conflits sous le gouvernement de Carlos Mesa (octobre 2003 – juin 2005) (Laserna 2006, 96).

Durant cette période de haute tension sociopolitique, nous pouvons souligner quelques événements clés qui se sont constitués en fracture ; l'un d'entre eux n'est autre que la première « Guerre de l'Eau » du siècle qui eut lieu à Cochabamba en avril de l'année 2000. Le résultat fut l'expulsion du groupe multinational « Aguas del Tunari »³,

¹Voir lien : <http://www.ine.gob.bo/indice/EstadisticaSocial.aspx?codigo=30601>

² L'Observatoire des Conflits du CERES (Centre d'Études de la Réalité Économique et Sociale) a constitué une base de données depuis 1970 jusqu'à nos jours, se basant sur ce que relatent les principaux médias imprimés de Bolivie au sujet des événements conflictuels. Il est nécessaire de souligner qu'un conflit peut avoir plusieurs formes, entre autres des grèves et des mobilisations dans la rue pendant une période longue (plusieurs semaines voire plusieurs mois). La base de données répertorie toutes ces manifestations, en le synthétisant en un seul événement conflictuel. C'est à ce sens que l'on parle de « conflits nouveaux ». Par exemple, la Guerre de l'Eau ou la Guerre du Gaz ont été enregistrées comme un seul événement conflictuel ayant pris des formes différentes.

³ Ce groupe se formait de l'*International Water Limited*, propriété de la société italienne Edison SpA, et de l'entreprise états-unienne Bechtel, les deux détenant ensemble 50 % des actions. Le reste des actions était détenue à 25 % par l'entreprise espagnole Abengoa, et quatre investisseurs boliviens se partageaient les derniers 25 % des actions.

et la gestion du système d'approvisionnement revint en conséquence à l'ancienne entreprise municipale de l'eau (Daroca Oller 2001).

Un autre événement clé fut la dite « Guerre du Gaz » d'octobre 2003, dans la ville d'El Alto qui a conduit à la démission et à la fuite du pays du président Sánchez de Lozada, ainsi qu'à l'abandon du projet d'exportation de gaz naturel vers les États-Unis à travers un port chilien. L'une des devises de cette « guerre » était : « *le gaz revient d'abord aux Boliviens* ». La Guerre du Gaz se solda par des demandes concrètes relatives à la nationalisation des hydrocarbures et à la réalisation d'une Assemblée Constituante pour rédiger une nouvelle Constitution pour le pays.

Hormis leurs inscriptions en tant que victoires symboliques contre la dite « mondialisation néo-libérale », ces deux événements ont incarné un souhait d'autodétermination. Ils ont par ailleurs permis de renforcer les nouveaux mouvements sociaux au sein desquels s'antraient ces actions.

Ainsi, la force de ces nouveaux mouvements sociaux atteint son apogée lorsqu'Evo Morales remporte les élections présidentielles de décembre 2005, en devenant le 21 janvier 2006 le premier président indigène de la Bolivie. Morales pose clairement l'une des grandes lignes de son gouvernement lorsqu'il proclame :

« Il s'agit d'un gouvernement des mouvements sociaux. Il n'appartient pas aux partis traditionnels, ni de droite ni de gauche. Nous voulons le changement, mais pas pour nous venger de qui que ce soit. Ce que l'on veut c'est avoir tous les mêmes droits. Qu'il y ait égalité de chances. »
(Lavin 2006, 1)

Cependant, les demandes soulevées par la Guerre du Gaz n'étaient pas partagées par tous les Boliviens. Dans les régions de Santa Cruz, de Tarija, de Beni et de Pando, des mouvements locaux ont commencé à s'articuler autour d'un projet de décentralisation et d'autonomie régionale. Les élections de décembre 2005 ont permis d'élire pour la première fois des Préfets départementaux par vote populaire. Avant ces élections, le

Préfet était désigné par le Président de la République en tant que principale autorité politique départementale.

Le Mouvement vers le Socialisme (MAS) remporta seulement trois des neuf départements (Oruro, Potosí et Chuquisaca). Dans les six autres départements, ce sont des partis régionaux et des partis d'opposition au MAS qui remportèrent les élections. Parmi leurs revendications principales figurait la demande d'autonomie. Les élections départementales de 2005 ont conduit à une situation politique inédite, où l'État était entre les mains du MAS au niveau national, tandis que l'opposition assurait le contrôle au niveau départemental. Autrement dit, les revendications portées par les mouvements sociaux au cours de la Guerre du Gaz (telle que la demande d'autonomie des mouvements régionaux) ont conduit à une réalité électorale légitime, qui se traduit dans les faits au niveau national par le contrôle étatique du MAS, et par le pouvoir légitime de l'opposition au niveau départemental. Alors, deux projets de société se sont configurés et ils sont entrés en dispute.

C'est dans ce contexte complexe que la Bolivie ouvre une nouvelle page de son histoire. À cette époque, Alain Touraine relevait que :

« La Bolivie est le lieu où se décide la vie politique du continent et sa capacité à inventer un modèle politique et social capable d'agir sur une situation extraordinairement difficile. En ce sens, le futur politique du continent dépend, aujourd'hui, avant tout des opportunités de la Bolivie de construire et de réaliser un modèle de transformation sociale » (Touraine 2006, 53).

Cela pour deux raisons. La première est que la Bolivie avait commencé dès cette période à vivre un moment de transition exceptionnel relativement à la récente histoire latino-américaine : il s'agissait d'aller d'un modèle de démocratie strictement représentative à un modèle dans lequel une plus grande participation directe aux affaires publiques de la communauté est recherchée, modèle décentralisé visant à une plus grande équité sociale, grâce à laquelle les peuples indigènes seraient intégrés aux structures institutionnelles du pays.

La seconde raison repose en ce que cet ambitieux processus de changement a placé au premier plan — et peut-être comme jamais auparavant dans l’histoire du pays,⁴ le conflit historiquement non résolu qui sous-tend au tissu socioculturel bolivien propre aux rapports sociaux, et sa complexité principale qui réside dans une dialectique de la négation de l’autre (Calderón 1995), c’est-à-dire de la différence.

Ce processus de transition a non seulement proposé des changements dans les structures institutionnelles, mais aussi, dans ce tissu socioculturel complexe et dans les relations qui en dépendent. De manière générale, les changements de la structure institutionnelle se rapportent à la nouvelle structure d’autonomie, au nouveau rôle primordial de l’État dans l’économie et à la reconnaissance par l’État des structures et des institutions informelles indigènes, en les mettant au même niveau que les institutions républicaines comme c’est le cas de la justice autochtone indigène, ce que l’on a appelé le pluralisme juridique.

D’autre part, les changements opérés sur ce tissu socioculturel ont à voir avec l’arrivée pour la première fois dans l’histoire de l’État bolivien d’un indigène à la présidence du pays, à la structure du pouvoir de l’État et de la société dans laquelle les élites politiques se diversifient permettant à des indigènes et à des paysans d’obtenir une plus grande influence politique, au déplacement de la classe moyenne de l’administration publique pour laisser la place à un autre profil de fonctionnaires⁵ et à l’augmentation du pouvoir régional vis-à-vis de l’État central.

⁴ Évidemment, on peut discuter longuement autour de cette affirmation, surtout lorsque l’on se réfère à des événements historiques de grande ampleur, comme la guerre du Chaco et la révolution de 1952. La guerre du Chaco a fortement interrogé l’identité nationale ; elle a été un espace de rencontre de la Bolivie avec elle-même ; un espace où le pays a pris pleinement conscience de ce tissu socio-culturel complexe. Néanmoins, il n’y a pas eu de possibilité de dépassement vis-à-vis de ces contradictions et surtout de celle de la dialectique de négation de l’autre. La révolution de 1952 a remis en question certains aspects de cette dialectique de la négation, en permettant par exemple l’accès à des droits historiquement niés jusqu’alors, comme l’était le suffrage universel ainsi que le droit à la propriété des terres. Toutefois, la révolution a conçu un État républicain à la française, dans lequel a débuté un processus d’homogénéisation qui niait justement la complexité socioculturelle du pays. La réforme de l’éducation impulsée à cette époque et qui s’est prolongé jusqu’en 1994 lorsqu’une nouvelle réforme a eu lieu, en est un bon exemple dans la mesure où elle a promu l’instruction bilingue.

⁵ Selon l’étude de Soruco, Franco et Durán de 2014, les nouveaux fonctionnaires sont plus jeunes, d’avantage d’entre eux sont des femmes, d’avantage aussi sont d’origine indigène, et ces nouveaux

I. Problématique de la recherche

La complexité de ce processus de changement provoque une crise du lien social en Bolivie qui s'est manifesté d'une manière extrême en 2008. Les deux projets de société qui se faisaient face n'ont pas su trouver un espace de dialogue et connivence. On trouvait d'une part les mouvements sociaux liés au MAS, donc à l'État national, et d'autre part les mouvements autonomistes qui se rapprochaient du niveau départemental.

Or, si l'on parle de *crise*, de *reconstruction* ou de *transformation* du lien social au lieu de *détérioration* ou de *décomposition*, c'est afin d'envisager une double possibilité : en effet, comme le mentionne Morin, la notion de crise évoque l'incertitude face à ce qui peut se produire, qu'il s'agisse d'une détérioration de la situation initiale ou au contraire, d'une amélioration de celle-ci. La crise est donc conçue comme une rupture dans le processus de régulation, c'est-à-dire qu'elle a lieu lorsque les régulations du système ne fonctionnent pas correctement et que certaines déviations apparaissent (Morin 2001). À ce sens, comme l'a montré Wiewiorka, *crise* et *conflit* seraient des catégories d'analyse distinctes. De façon générale, il est possible de souligner cette différence en déclarant que « quand l'espace du conflit se contracte, l'espace de la crise s'étend » (Wiewiorka 2013, 707) et inversement.

Ainsi, une situation de crise peut stimuler l'imagination, car elle exige de trouver de nouvelles solutions. D'une certaine manière, les réponses à la crise peuvent donc être un facteur générateur de possibilités créatives, c'est-à-dire, que ces réponses permettraient la suppression de certains défauts majeurs du système social. Dans ce cas, la sortie de la crise est progressive et plus complexe. Mais par ailleurs, la crise entraîne aussi la formulation de réponses qui amènent à des solutions régressives, provoquant la disparition des libertés (Morin 2001).

Dans cette optique, la crise du lien social en Bolivie a posé d'abord la question de la possibilité de reconcevoir et de reconstruire les fondements de ce lien, en

fonctionnaires ont un meilleur niveau éducatif et professionnel, leurs revenus sont plus élevés que ceux de leurs parents. Soruco, Franco and Durán 2014

s'interrogeant sur les principes de la cohésion sociale. D'autre part, cette crise a mis aussi en évidence le risque de rupture et de désintégration sociale, car l'impossibilité de reconstruire ce lien aurait entraîné, pour ainsi dire, une « balkanisation » de la société bolivienne.⁶

De cette manière, l'objectif poursuivi dans cette recherche est de comprendre le processus de la crise du lien social bolivienne et la manière dont est gérée sa résolution. Cela en se plaçant dans une perspective qui insiste sur l'importance des relations de pouvoir, mais mettant de côté une approche du pouvoir comme oppresseur, perspective régulièrement adoptée, surtout dans le contexte d'une crise d'envergure comme celle qu'a traversée la Bolivie. Ainsi, se placer dans la perspective propre à l'importance des relations de pouvoir pour analyser ce processus prétend à son tour apporter de nouvelles clefs de lecture pour une plus large compréhension des processus similaires ou des crises politiques et sociales de plus basse intensité. Ces nouvelles clefs de lecture peuvent par ailleurs contribuer à la gestion de crise en cours et éventuellement à la planification de sortie progressive de ces situations. Dans ce contexte, deux questions se posent afin de guider et de structurer la recherche :

- i. Comment se caractérise la crise du lien social vécue en Bolivie entre 2006 et 2008 ?
- ii. Quels ont été les principaux déterminants qui ont rendu possible une sortie progressive et non régressive de la crise ?

Or, l'hypothèse proposée quant à la sortie de la crise, hypothèse centrale de notre étude, est qu'une sortie progressive de la crise du lien social passe par la réaffirmation du conflit — qui est le rejet de la violence. La réaffirmation du conflit mène à sa

⁶ D'ailleurs à l'époque de la crise, cette idée a été largement évoquée par des analystes internationaux, des médias nationaux et internationaux et aussi par des acteurs politiques nationaux. Ana Velasco fait une analyse des évocations concernant la balkanisation de la Bolivie, voir (Velasco Unzueta 2014). Par exemple, elle cite Aldo Mariategui lorsqu'il commence son article en signalant « Je ne sais pas si l'on se rendre compte que la situation en Bolivie peut devenir extrêmement grave, avec Santa Cruz comme la Croatie, et Tarija comme la Slovénie, contre la Serbie andine" Mariategui 2006 cité par Velasco Unzueta 2014, 1

résolution à travers des relations de pouvoir ou à travers des relations autres que des relations de force, ces dernières se structurant autour de la violence. Or, une relation de pouvoir ne peut exister que dès qu'il y a reconnaissance de l'autre en tant que sujet d'action, ce qui signifie qu'il existe une interdépendance, même si celle-ci est déséquilibrée parce qu'elle favorise plus un acteur qu'un autre. À l'inverse, la relation de force est une négation de l'autre en cherchant à l'affaiblir, à le soumettre voire à l'anéantir.

Par conséquent, une sortie progressive de la crise du lien social implique que la relation des acteurs entre dans une dynamique simultanée où convergent réaffirmation du conflit et rétablissement des relations de pouvoir. En revanche, on parle de sortie régressive lorsque la violence s'impose au conflit et que les relations de force dominent les relations de pouvoir. Cette dynamique rend alors la reconstruction du lien social difficile et conduit plutôt à la rupture.

A. Ce que n'aborde pas cette thèse. —

Il faut indiquer que cette thèse touche à plusieurs thèmes qui sont essentiels, non seulement pour comprendre l'actuel processus de changement que traverse la Bolivie, mais aussi pour comprendre le cycle historique tout au long de la construction de ce que l'on peut appeler la nation bolivienne. Cependant, cette thèse ne se concentre pas sur le développement analytique de ces thèmes, sinon sur les relations de pouvoir qui se jouent entre les acteurs au sein d'un processus de crise politique particulière, qui survient dans un moment déterminé.

Dans ce cadre, on peut mentionner trois de ces thèmes fondamentaux que cette thèse n'aborde pas. D'abord, il ne s'agit pas de faire une analyse à partir des contenus des différents projets de société en dispute. Cette étude s'attache plutôt aux mécanismes de changement et aux processus d'accords, et non pas aux changements des contenus de ce qui est débattu. Par exemple, les différents niveaux d'autonomie sont traités (autonomie départementale, municipale, régionale et indigène) comme mot d'ordre de la lutte, on analyse comment les acteurs mobilisent l'idée d'autonomie en tant qu'actif de pouvoir, soit pour avancer vers l'autonomie (dans le cas des régions

d'opposition), soit pour limiter l'avance de l'autonomie (dans le cas du gouvernement du MAS). Pour autant, la répartition des compétences de chacun des niveaux n'est pas retenue dans l'analyse. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas, par exemple, de comparer les différences entre les compétences que les régions de l'opposition proposent au niveau départemental avec celles que le gouvernement pose comme base. Carlos Bórth (2009) et Carlos Romero (2009) ont largement documenté ces changements en effectuant une analyse sur les principales différences entre le texte constitutionnel avant et après l'accord.

Deuxièmement, la tension entre l'État plurinational et la nation bolivienne n'est pas explicitement problématisée. Un des accords constitutionnels a été de changer dans l'article 3 de la Constitution, la mention « peuple bolivien » par la formule « nation bolivienne ». Ce changement n'est pas seulement formel, car le projet de Constitution reconnaissait les 36 nations indigènes, les communautés interculturelles et afro-boliviennes et les Boliviens en général, comme composante du « peuple bolivien ». Comme l'indique Bórth (2009), ce changement aurait enlevé aux Boliviens non indigènes une référence culturelle et nationale, en laissant d'autant plus le doute sur l'existence d'une nation bolivienne qui sous-tendait à l'existence de l'État plurinational. À partir de ces évolutions, aucune réflexion plus précise n'a été produite quant à ce qu'implique réellement la nouvelle Constitution sur la notion de nation bolivienne. Il s'agit là d'une réflexion importante à effectuer et à approfondir, mais cette thèse ne l'aborde pas directement.

Découlant du point antérieur, et depuis un regard plus large, une analyse sur la continuité historique qu'implique le processus de changement initié en Bolivie en 2006 dans la construction de la nation bolivienne n'est pas réalisée. Comme le montre Calderón, sans une lecture critique de l'actuel processus qui fait ressurgir une mémoire collective, le sentiment d'une continuité historique est rompu, et cela rend la nation non viable. Autrement dit, « *sans l'idée de continuité historique, il ne peut exister aucune idée de nation* » (Calderón 2011, 242).

L'idée sur l'analyse de la continuité historique peut se voir selon différentes perspectives. L'une des plus significatives est probablement la référence à la Révolution

nationale de 1952. James Dunkerley fait un premier pas dans cette perspective en mobilisant une grande partie de la production intellectuelle réalisée sur la Révolution de 1952 : il entame une comparaison entre l'actuel processus de changement et la Révolution de 1952. Cet auteur signale que les tensions entre continuité et rupture dans chacun des deux processus sont au cœur de la vie moderne bolivienne, puisque *« l'identification d'une continuité, tout du moins d'une similarité qui perdure permettant de faire des comparaisons, demeure palpable »*(Dunkerley 2015, 282). Dunkerley cite Victor Paz Estenssoro, l'un des grands leaders de la Révolution et Président de la Bolivie en 1952, lorsqu'il indique que le concept nationaliste de base de la Révolution était :

« [...] de faire de la Bolivie une nation authentique, au sens de servir sa construction en tant que nation, dotée d'une économie diversifiée, et non d'une monoproduction, grâce au développement équilibré de ses régions, à travers la solidarité entre les habitants du pays. » (Dunkerley 2015, 265).

Dans ce cadre, pour Calderón, c'est dans l'articulation entre la dimension nationale et la dimension sociale que se déploie la dynamique indigène. Il s'interroge sur l'irruption des nouveaux mouvements indigènes en tant que forces multiculturelles capables d'influer sur les problèmes de représentation et de participation citoyenne, servant au renforcement du régime démocratique, dans ce contexte nouveau qu'est la cohabitation interculturelle. En d'autres termes, la construction de la nation serait liée à la relation entre la réforme sociale et le pluralisme démocratique (Calderón 2011, 244).

Dans cette perspective, et en se plaçant dans la vision historique de construction de nation bolivienne, on peut se demander si l'actuel processus représente la fin du cycle historique initié avec la révolution de 1952, ou bien s'il ouvre un nouveau cycle. Cette question constitue en elle-même un thème d'investigation des plus significatifs, mais qui n'est pas abordé dans le cadre de cette recherche.

II. Structure de la recherche

La recherche est structurée autour de trois axes d'analyses, à savoir : 1. l'analyse et la relecture de la littérature, 2. l'analyse de la construction des divergences qui ont amené à la crise et 3. l'analyse de la crise même et sa sortie. De cette façon, la caractérisation de la crise du lien social ainsi que les facteurs qui pourraient permettre une sortie progressive de cette crise vont émerger de ces axes d'analyses. Cette recherche s'achève avec une réflexion sur les implications théoriques et empiriques des résultats obtenus. Les axes d'analyses et les implications de la recherche seront structurés comme suit :

Premier axe : Relecture de la littérature. — La révision de la littérature propre à la situation politique bolivienne se présente en deux parties. D'abord le chapitre 2 expose une synthèse des études réalisées sur les thématiques centrales développées dans cette thèse, à savoir : les principales caractéristiques historiques de la relation État/société, l'émergence de nouveaux acteurs, la revitalisation des anciens mouvements sociaux, la conflictualité bolivienne et les crises politiques de la période 2000-2008. L'objectif de cet état des lieux est de situer notre étude dans cette production intellectuelle et de souligner sa contribution à la compréhension de cette période importante dans l'histoire du pays.

D'autre part, dans le chapitre 3 se précisent les définitions théoriques des concepts qui cherchent à construire un cadre analytique dans lequel on puisse définir ce que l'on entend par conflit, crise, violence et pouvoir. Ces définitions nous permettent d'établir des critères d'analyse de la crise du lien social et des relations de pouvoir qui en découlent.

Second axe : La construction des divergences. — L'analyse de ce processus se fera en trois parties. Dans le chapitre 4 sont interrogés les antécédents historiques au cours desquels se sont définis les clivages d'origine : l'ethnie et le territorial/régional. Certaines considérations générales sont posées à propos des tendances historiques du développement bolivien.

Dans les chapitres 5 et 6, une description sociologique des succès politiques, sociaux et économiques les plus marquants de ce début de XXI^e siècle est développée, succès qui étaient en train de cristalliser un désaccord de visions, de positions, de propositions et de projets de sociétés. Ces désaccords touchent au cœur du lien social du pays. Ces succès ont conduit à l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et politiques et ont aussi précipité l'effacement d'autres acteurs.

Bien sûr, ces succès se sont déroulés dans un contexte international en changement. Si la fin années 1990 et le début des années 2000 a été marqué par l'influence majeure qui des institutions de Bretton Woods sur les pays en développement à travers l'impératif de réduction de la dette externe et les stratégies de réduction de la pauvreté. C'est au milieu des années 2000 que ce contexte évolue, entre autres grâce à l'affaiblissement de cette influence, à la fixation du prix du pétrole autour de 100 dollars le baril et à l'arrivée dans plusieurs pays d'Amérique Latine de gouvernements à tendance socialiste, portant une vision neo-développementiste. Ce changement est aussi pris en compte dans le processus de constructions des divergences.

Troisième axe : La crise et la sortie —Ce troisième axe est développé en trois parties. Le chapitre 7 se concentre sur l'analyse des principes du lien social qui sont entrés en crise, et qui ont configuré le conflit polarisé ayant presque conduit la Bolivie à la rupture. Dans les chapitres 8 et 9, l'analyse se structure autour du processus qui a conduit, en suivant notre hypothèse d'étude, d'abord le conflit vers la crise, puis la crise vers le conflit. Il s'agit donc d'étudier un double processus : d'une part comment se sont engagées les relations de pouvoir entre les acteurs et pourquoi celles-ci se sont transformées en relation de force où la violence a commencé à dépasser le conflit (chapitre 8), et d'autre part, comment a été restaurée la relation de pouvoir, où le conflit est rétabli, permettant ainsi une sortie progressive de la crise du lien social (chapitre 9).

Finalement, les considérations finales abordent en deux sections les conclusions de cette recherche. Dans la première section, on propose une réflexion sur les relations de pouvoir, le conflit et la violence qui se sont développés au cours de la crise du lien social. La deuxième section se concentre sur les principales caractéristiques de la crise

du lien social et sur les principaux facteurs entrés en jeu pour la sortie progressive de la crise.

Il semble à présent nécessaire de dresser une brève analyse de l'approche théorique de la recherche. Ainsi, les concepts de crise, de conflit et de violence, que nous avons adopté dans cette recherche rejoignent l'approche développée par Michel Wiewiorka⁷. Concevoir le conflit et la violence comme des dynamiques opposées nous permet d'une certaine manière de délimiter l'espace dans lequel se développent les relations de pouvoir, puisque celles-ci se déroulent au sein du conflit et non pas dans la violence. C'est en se plaçant dans cette approche relationnelle du pouvoir que l'apparition de la violence admet une mutation de la relation de pouvoir en relation de force, l'objectif étant d'anéantir ce qui s'y oppose (Foucault 1984).

Cependant, le travail de Wiewiorka atteste que l'opposition entre le conflit et la violence n'est pas absolue, d'autant qu'il est possible, selon le contexte et les acteurs, que la violence soit matérialisée comme l'un des facteurs fondateurs du conflit. Tenir compte de cet élément est incontournable étant donné que l'espace de la violence s'est ouvert et renouvelé depuis qu'ont disparu les deux grands conflits structurels de la société (la lutte des classes et la Guerre Froide). Dans ce contexte, Wiewiorka souligne que l'une des lacunes existantes pour étudier la relation entre le conflit et la violence se situe précisément dans l'espace national, où dans certains cas une violence extrême prend naissance, mais se rapproche pourtant d'un conflit négociable (Wiewiorka 2002, 22). Cette recherche sur le cas bolivien pourrait contribuer, d'une certaine façon, à combler cette lacune en étudiant comment les conflits et la violence se répondent et se lient dans un scénario complexe de crise du lien social.

Or, l'analyse des relations de pouvoir se concentre autour de travaux d'auteurs qui ont adopté une conception relationnelle du pouvoir, loin de la conception wébérienne basée sur la domination. En particulier, l'approche adoptée dans cette recherche s'appuie sur les travaux de Croizier et Friedberg (1977), de Foucault (1984, 1975) et

⁷ Ses travaux ont été particulièrement importants pour rendre compte du positionnement de notre cadre théorique Wiewiorka 2005 , Wiewiorka 2013 696-713, Wiewiorka 2002 12-24, Wiewiorka 2004-2005 22-24

d'Emerson (1962) parmi d'autres. Ces conceptions nous permettent d'opérer cette analyse des relations de pouvoir à travers des concepts comme celui des « atouts de pouvoir », de la « mobilisation des atouts de pouvoir » et de l'« espace temporel ».

D'autre part, cette approche est retenue dans la recherche dans la mesure où elle fournit une plus grande flexibilité pour analyser les relations entre les différents acteurs, y compris entre les différents acteurs étatiques, comme dans le cas de la Bolivie où la crise du lien social prend la forme d'un face à face entre l'État national et l'autorité départementale. D'autres approches qui sembleraient appropriées ne posent pas une telle flexibilité d'analyse. C'est le cas par exemple du modèle analytique de la mobilisation des ressources et de l'action collective élaboré par Charles Tilly, en particulier lorsque son approche s'attache au conflit autour du pouvoir politique. Ce modèle serait le plus adapté à notre cas. Il se concentre sur la relation qui confronte d'un côté l'État, le gouvernement ou le régime en place, aux acteurs collectifs dont les capacités de mobilisation sont différentes. Par exemple, un des éléments centraux des travaux de Tilly est la capacité des gouvernements à contrôler la mobilisation et l'action collective par des normes et des cadres juridiques ou des activités répressives (Tilly 1978). Force est de constater que cette grille d'analyse est difficilement applicable lorsque le conflit se produit entre différents niveaux de l'État, comme il est question dans notre étude.

III. Approche méthodologique : les bases de la recherche

Cette recherche se base sur le relativisme méthodologique qui prétend étudier les phénomènes sociaux depuis leur contexte social et historique (Jacorzynski 2004, 30), en tentant de neutraliser les préjugés socioculturels du chercheur, afin d'adopter la perspective la plus impartiale possible sur les événements.

Atteindre l'impartialité est sans doute un des défis majeurs du chercheur, avant tout lorsque l'objet étudié revêt une implication émotionnelle. Cela a été le cas dans cette recherche. Toutefois, deux éléments ont aidé à la formation d'un terrain propice à l'impartialité. L'un méthodologique, lié à l'approche du relativisme méthodologique, qui, comme le souligne le Rapport sur le Développement humain 2002 en Bolivie « *cherche*

à comprendre un fait social à partir de différents points de vue » (PNUD 2002, 13). L'autre est factuel, lié au lieu depuis lequel cette recherche s'est réalisée. Entre février 2008 et juillet 2013, j'ai travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), comme spécialiste en cohésion sociale et coordinateur de projets. La plateforme offerte par les Nations Unies a été une opportunité unique, au sens où elle a rendu possible, depuis l'impartialité face aux événements, une relation proche avec les principaux acteurs en conflit.

Dans ce cadre, j'ai eu la possibilité de participer, en tant qu'observateur aux principaux moments de négociation entre le gouvernement national et les autorités départementales. Cette plateforme m'a également ouvert l'accès à une information spécifique et non publique et à des espaces de discussion, de réflexion et d'analyse avec des acteurs politiques, sociaux et académiques à propos de la crise et ses défis. Depuis cette position privilégiée, le relativisme méthodologique s'est accompagné de la combinaison de méthodes de recherche qualitatives et quantitatives qui incluaient :

Des entretiens approfondis : entre mai 2007 et décembre 2008, puis entre février et avril 2016, j'ai mené près de 25 entretiens semi-structurés avec le secteur d'entreprise de Santa Cruz, des membres de l'Assemblée Constituante, des dirigeants sociaux, des députés nationaux, des représentants de la coopération internationale et des autorités de haut niveau du gouvernement (ministres, vice-ministres), dont le Vice-président de Bolivie, Álvaro García Linera. Si le cadre des entretiens a toujours fait référence à des tensions liées à la crise, à la polarisation politique et au conflit entre les acteurs, tous ces entretiens n'ont pas pris la même forme. Par exemple, l'enquête liée au secteur d'entreprise de Santa Cruz s'est bâtie à partir des différentes visions de l'économie qui étaient en jeu, celle qui leur est propre et celle de l'État. Avec les représentants de la coopération, l'entretien a tourné autour de leur rôle d'observateurs et de leurs perceptions du dialogue de septembre et d'octobre 2008. Le dialogue avec les acteurs politiques s'est centré sur les ruptures, la polarisation des visions, la violence, parmi d'autres sujets abordés. Les entrevues ont apporté des éléments clés à la construction des regards portés et des visions des acteurs, de leurs discours, des oppositions et des tensions existantes. Cependant, compte tenu des formalités exigeant le même format

des entretiens, ces échanges n’ont pas tant contribué à reconstruire des stratégies et des contre-stratégies de leurs actions et de leurs visions sur le pouvoir. Pour aborder ce sujet, les conversations ont été essentielles.

Conversations : Les conversations en tant que méthode de recherche⁸ se sont avérées adéquates pour mieux comprendre les stratégies des acteurs, la rationalité de leurs actions et les lectures de la conjoncture politique de ce moment. Beaucoup de détails non rendus publics sur les événements ont été obtenus. Au total, douze conversations avec des leaders de l’opposition politique, de l’opposition régionale, des leaders politiques du gouvernement, et d’autres acteurs académiques et intellectuels de chacune des deux lignes de pensée ont été réalisées.

Les conversations n’étaient pas des espaces artificiels comme l’ont été les entretiens approfondis ; ils se réalisaient au contraire dans un contexte quotidien et détendu. À la différence des entretiens, aucune sollicitation de conversation formelle n’était demandée, les échanges prenaient plutôt deux formes : une forme spontanée, généralement au cours d’un séminaire ou d’une réunion de travail, une forme informelle généralement autour d’un café. Dans le cadre de cette recherche, les différences entre entretiens et conversations peuvent se synthétiser de cette manière :

	Entretiens approfondis	Conversation
Guide de Questions	Entretiens semi-structuré	Structure uniquement des sujets importants à traiter
Forme de sollicitude	Formelle, verbale, ou écrite	Informelle ou rencontre spontanée
Objectif	Connaître les aspects généraux des différentes visions, des discours, des lectures de la situation	Recueillir des informations non publiques qui se réfèrent à des lectures de situation, à la rationalité des actions et aux stratégies
Relation avec l’interlocuteur	Formelle, qui ne demande pas nécessairement de relation préalable	Relation préalable nécessaire
Enregistrement	Magnétophone et prise de notes pendant l’entretien	Sans magnétophone durant la conversation, enregistrement

⁸Dans son article « Conversations pour la Compréhension », Canales démontre l’importance de la conversation pour l’investigation sociale. Se référer à Canales 2002 33-40, 2002

		postérieur des aspects les plus importants
Ambiance	Distante en raison des formalités	Ambiance détendue et meilleure syntonie due au cadre informel
Développement	Discours élaboré, réfléchi au préalable et politiquement correct. Peu d'analyse critique.	Récits riches de détails non publics, spontanés et critiques

Observation directe : L'observation directe a été rendue possible à travers la participation aux tables de négociations qui ont eu lieu à Cochabamba en septembre et octobre 2008, en particulier au cours de la session de fermeture, non publique, où participaient le Président Evo Morales et le Vice-Président Garcia Linera, les principaux négociateurs du gouvernement, les Préfets de l'opposition et leurs équipes de soutien et les observateurs internationaux : représentants des Nations Unies, de l'UNASUR, de l'OEA, l'Union Européenne et diverses ambassades. J'ai également pu participer à différentes réunions avec les acteurs en conflit.

Analyse du contenu : différentes données écrites ont été analysées. Parmi ces écrits, des discours publics des principaux acteurs, des registres historiques de la presse écrite, des documents sur les accords partiels, des documents académiques ainsi que la trace écrite des tables de négociations de Cochabamba.

Analyse de la base de données : deux types de données ont été analysées. Sondages d'opinion, la plupart sollicitées par le PNUD afin de réaliser des analyses de conjonctures et des scénarios prospectifs. De l'autre côté, nous avons pris appui sur des données du Latinobaromètre⁹ et des données de la LAPOP¹⁰.

⁹Le Latinobarómetro est une étude d'opinion publique qui rend annuellement 20.000 entretiens dans 18 pays d'Amérique Latine, représentant plus de 600 millions d'habitants. Se référer à : <http://www.latinobarometro.org/lat.jsp>

¹⁰La LAPOP est la principale institution académique qui réalise des entretiens d'opinion publique dans les Amériques. Tous les deux ans, elle publie le sondage du Baromètre des Amériques, lequel couvre actuellement 26 pays y compris tout le Nord, le Centre et le Sud de l'Amérique, ainsi que la Caraïbe. Se référer à : <http://www.vanderbilt.edu/lapop-espanol/index.php>

IV. Le chercheur et l'enquête

Ce projet doctoral est bien plus qu'un simple sujet de recherche. Le choix de cette recherche est porté par mon engagement envers mon pays et par le processus de changement que traverse la Bolivie. Ce processus n'échappe pas au risque d'échec, comme cette étude le démontre, mais il projette un meilleur avenir et apporte une base crédible pour la construction d'un pays meilleur, plus juste et plus équitable. Ce processus ne se concentre pas seulement autour d'un parti politique, d'un groupe d'acteurs ou d'un leader charismatique. Il s'ancre dans une dimension plus large.

C'est justement cet esprit-là qui m'a poussé à mener ma recherche de la manière la plus sérieuse possible et qui nourrit également mon engagement intellectuel. Pour cette raison, la définition du sujet de cette recherche doctorale n'a pas pu se faire sans le rattacher à la dynamique sociopolitique bolivienne. Il me semble important de raconter brièvement comment ce sujet de thèse a été choisi.

En octobre 2005, j'ai entamé le programme de doctorat avec l'intention d'étudier comment l'action des mouvements sociaux était capable d'influencer les politiques publiques dans le but de réduire les inégalités. L'intérêt de cette recherche reposait sur l'importance historique des mobilisations et des mouvements sociaux en Bolivie, dans un contexte latino-américain, avec entre autres la Guerre de l'Eau et la Guerre du Gaz au début du siècle, pour ne citer que ces deux événements marquants.

D'autre part, le choix de ce sujet se rapportait au projet de recherche « Réponses sociales aux inégalités et aux changements politiques » que l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) mettait en place au même moment, au sein duquel j'ai commencé à travailler en janvier 2006 en tant qu'analyste chercheur.

En décembre 2005 ont eu lieu les élections générales. Préalablement, des sondages prévoyaient une victoire du Mouvement vers le Socialisme (MAS) d'Evo Morales avec 34 à 36 % des votes (Fara 2006, 140). Cette donnée aurait impliqué des alliances nécessaires du MAS avec d'autres partis, pour pouvoir gouverner. Toutefois, Evo Morales remporte les élections avec 54 % des votes. Depuis le retour de la démocratie

en 1982, aucun parti n'avait remporté plus de 32 % des votes, ce qui l'obligeait à former des pactes avec d'autres partis du Congrès. Ces alliances politiques constituaient la base de ce qui a été désigné par le terme de « démocratie pactée ».

Ainsi, les 54 % des votes obtenus par le MAS n'ont pas seulement rompu avec la démocratie pactée, ils ont aussi permis de se diriger vers ce qu'Evo Morales lui-même qualifie de « gouvernement des mouvements sociaux » (Lavin 2006). En effet, le MAS n'était pas uniquement considéré comme un parti politique traditionnel, il était également perçu comme un conglomérat de mouvements sociaux. Les mouvements sociaux qui avaient pris part aux protestations des cinq dernières années y étaient représentés : les mouvements paysans, indigènes, ouvriers, les Comités de quartier, les mineurs, les producteurs de coca, entre autres. Dans ce cadre, l'une des principales mesures du gouvernement d'Evo Morales a été de mettre en place une instance consultative externe à l'État, qui regroupait les principaux dirigeants de ces mouvements. Cette instance qui continue aujourd'hui à exister, s'est fait connaître comme le « Cabinet parallèle ».

Dans ce contexte nouveau, il n'était plus pertinent de penser l'influence des mouvements sociaux sur la construction des politiques publiques de réduction des inégalités ; les mouvements sociaux n'influençaient plus les politiques sociales puisqu'ils étaient chargés par l'État d'élaborer ces nouvelles politiques. C'est à ce tournant que la recherche a évolué. La réflexion se centrait désormais sur le nouveau rôle étatique des mouvements sociaux. Concrètement, ils allaient participer à la construction des politiques publiques avec comme ambition la réduction des inégalités.

Après avoir suivi le processus bolivien tout au long de sa première année, j'ai rédigé une proposition de recherche doctorale sur ce thème, qui articulait deux dimensions au sein desquelles les mouvements sociaux jouaient un rôle central. D'une part, il s'agissait de l'Assemblée Constituante, chargée d'élaborer un pacte social s'appuyant sur les bases relatives aux politiques de réduction des inégalités. D'autre part, il importait de se pencher sur la place de la Bolivie dans l'économie mondialisée, à travers les différents accords commerciaux tels que l'ATPEDEA avec les États-Unis, l'ALBA-

TCP avec le Venezuela et le Nicaragua, ou encore les négociations entre la Communauté andine des nations (CAN) et l'Union Européenne¹¹.

À mon retour en Bolivie en mai 2007, dans le cadre du projet RUIG mené par le département de sociologie de l'Université de Genève en association avec l'UNRISD, j'ai justement entrepris une recherche sur ce dernier thème. En janvier 2008, j'ai finalisé une étude de cas intitulée *Les Régimes alternatifs de commerce en Amérique Latine : le cas de la Bolivie*.

Au cours de cette recherche, il m'a semblé que tant que le problème de fond ne serait pas soulevé, autrement dit tant qu'aucune solution de résolution des désaccords entre les deux projets de société ne serait apportée, tout autre débat autour des inégalités ou du développement resterait vain. Au mois de février 2008, j'ai commencé à travailler pour le PNUD et à vivre de près ces oppositions. C'est ainsi qu'à la fin de cette même année, lorsqu'une sortie à la crise a été trouvée, j'ai élaboré le projet de recherche sur lequel s'est construit cette recherche.

Riche de cette proximité d'avec les événements et les acteurs, j'ai eu l'opportunité de co-diriger et de co-rédiger le Programme Conjoint de Construction de Paix des Nations Unies en Bolivie, lequel s'est réalisé entre 2009 et 2012. J'étais par ailleurs chargé de coordonner l'instauration des initiatives du PNUD au sein de ce programme, ce qui m'a permis de consolider certaines relations avec des acteurs de chaque « camp ». Cette recherche a ainsi été menée sur ces bases-là, s'appuyant sur les motivations énoncées.

¹¹La Loi de Priorité Douanière des Andes et d'Erradication de la Drogue, désignés par le sigle ATPEDEA est un accord commercial avec les États-Unis qui posait les conditions de priorités de la douane relativement au textile, aux bijoux, entre autres, couplé aux objectifs posés dans la lutte contre le narcotrafique.

L'Alliance Bolivienne pour les Peuples de Notre Amérique – Traité de Commerce des Peuples (ALBA-TCP) est un accord qui encadrerait l'exportation du soja bolivien vers le marché vénézuélien.

D'autre part, en 2007, un accord commercial a été négocié entre la CAN présidée alors par la Bolivie, et l'Union Européenne.

Chapitre 2. La Bolivie, entre le conflit et le processus de changement. Revue de la littérature

Ce chapitre expose une révision des études réalisées sur les thématiques centrales développées dans cette thèse, à savoir : les principales caractéristiques historiques de la relation État/Société, l'émergence de nouveaux acteurs ou revitalisation des anciens mouvements sociaux, la conflictualité bolivienne et les crises politiques de la période 2000-2008. L'objectif de cette révision de la littérature est double. D'une part, développer les principaux contenus de ces thématiques, qui serviront de base pour mieux comprendre les relations de pouvoir analysées plus tard. Et d'autre part, situer notre étude dans cette production intellectuelle et de souligner sa contribution à la compréhension de cette période si importante dans l'histoire du pays.

I. Quelques aspects historiques de la relation État – Société

Il est important d'analyser certains éléments de la relation État – Société en Bolivie, qui d'ailleurs, a toujours généré un grand débat. *“Tant de société pour si peu d'État”* est une phrase qui s'est popularisée non seulement dans le milieu académique bolivien mais aussi chez les leaders d'opinion et la classe politique. Cette phrase fait référence à la densité organisationnelle de la société bolivienne, la même qui s'accompagne d'une grande capacité de mobilisation face à un État non seulement faible institutionnellement mais également dépourvu de son rôle de protection et de garantie des droits.

Sans se livrer à ce large débat, il paraît important de soulever au moins deux caractéristiques historiques et présentes dans la littérature concernant la construction de cette relation État – Société.

La première caractéristique concerne une double dimension de la citoyenneté, à la fois individuelle et collective. Cet aspect est important au sens où il représente une particularité de la société bolivienne. La dimension collective se base sur une énorme “densité organisationnelle” au sein de laquelle coexiste un large éventail d'organisations

à représentation sociale et territoriale : des communautés indigènes aux associations de commerce et d'entreprises, en passant par les Comités de quartier et les Comités Civiques Régionaux.

Des auteurs comme Barragán, Zabaleta et Tapia¹² rendent compte de cet aspect à travers plusieurs étapes de l'histoire nationale et à différents niveaux. Barragán (2001) étudie comment les organisations indigènes se sont constituées en un frein à l'expansion et au contrôle normatif de l'État bolivien naissant ; il s'agissait déjà de la force organisationnelle des peuples indigènes. De son côté, Zabaleta (1986) pose le terme de "société bigarrée" pour décrire la coexistence de différents types de sociétés qui conçoivent des formes sociales et productives multiples, formant ainsi une hétérogénéité structurelle et organisationnelle qui pose des limites à la construction étatique. Tapia (2002) , lui, traite d'une Bolivie multisociétale pour expliquer comment les droits politiques ne s'exercent pas uniquement à travers les élections et les institutions libérales, mais se fait à travers les organisations collectives et syndicales (PNUD 2007, 356).

Il est évident qu'en Bolivie le mécanisme qui consistait pour les individus à demander l'accomplissement et le renforcement d'un ensemble de droits autant politiques, civiques, sociaux et culturels, qu'économiques, a historiquement permis d'édifier cette affiliation et de cette appartenance à des organisations collectives. Pour sa part, l'État a réagi à la puissance de cette "densité organisationnelle" en étendant la gamme de ces droits à des individus organisés en collectivités. (PNUD 2007).

Selon les mots de García Linera (2000, 95), l'institutionnalisation étatique a légitimé la citoyenneté corporative, conduisant ainsi à renforcer cette réalité. Pour autant, l'octroiement de cette citoyenneté corporative par l'État a résulté sur une faiblesse puisque l'État peut désormais leur retirer cette légitimité. En effet, García Linera décrit la période néolibérale (1985 – 2005) comme une tentative étatique de délégitimer la citoyenneté corporative, d'imposer une citoyenneté libérale en

¹² Barragán 2001 , Tapia 2002b , Zabaleta 1986

concevant la figure du “citoyen non public” en d’autres termes : “un individu isolé, votant et propriétaire” (García Linera 2000, 96).

La seconde caractéristique, en lien avec la première, se rattache à la relation historique entre protestation et pacte. Ainsi, le Rapport sur le Développement Humain, relatif à l’État bolivien met en lumière l’articulation entre une logique corporative et une logique libérale au sein de laquelle les protestations et les pactes ont pu devenir des éléments centraux de la relation État / Société (PNUD 2007, 359).

A ce sens, Barragán (2001) signale que dès la période de construction étatique post-coloniale, les regroupements de collectifs tout autant que les corporations sociales et territoriales ont été des acteurs de premier ordre dans l’articulation et la médiation entre la citoyenneté individuelle et l’État ; cela ayant renforcé la relation entre l’État et la Société.

La reconnaissance partielle par l’État de ces corporations n’a pas été immédiate sinon graduelle. Les protestations, les révoltes et les contestations de ces acteurs ont précédé cette reconnaissance par l’État.

Ce phénomène a entraîné la formation de pactes entre l’État et les acteurs collectifs, permettant d’étendre les espaces d’autonomie et d’acceptation réciproque, mais impliquant tout de même – comme il a été évoqué au point précédent – que ce rapport reste d’une certaine manière soumis à la volonté de l’État (PNUD 2007, 359).

En résumé, la citoyenneté individuelle établie une relation directe avec l’État, à qui elle exige des droits à travers le système bureaucratique étatique : qu’il s’agisse de demandes civiles comme l’obtention de documents d’identification, ou des demandes sociales concernant par exemple le rapport quotidien aux services de santé et d’éducation. Dans cette relation directe avec la bureaucratie d’État, le citoyen individuel se sent régulièrement vulnérable, détenant des capacités limitées pour demander et exercer ses droits. Dans ce contexte, l’individu renforce sa capacité à d’exercice de ses droits à travers l’action et la médiation d’une organisation corporative.

A ce sens, une des conclusions du Rapport sur le Développement Humain titré L'état de l'État en Bolivie, est la suivante : l'État a à la fois *“renforcé le rôle des acteurs collectifs et affaibli les acteurs individuels”* ; cela implique que l'individu ressent régulièrement que ce n'est pas sa condition d'individu qui lui permet d'être traité comme un citoyen porteur de droit, sinon son intégration au sein d'un collectif qui lui fait acquérir du poids et de la valeur face à l'État, et plus concrètement face aux autorités et aux fonctionnaires publics (PNUD 2007, 431).

Or, la rébellion et la protestation ont été les mécanismes par lesquels les organisations corporatives du pays, depuis différents espaces sociaux et territoriaux, ont demandé des droits et exigé des traitements selon leurs intérêts. Cela a généralement conduit à établir des accords et/ou des pactes entre l'État et les organisations corporatives.

Dans ce cadre, on constate peu d'épisodes où l'action de cette citoyenneté corporative a pu changer la relation entre État et Société. La Révolution Nationale de 1952 est peut-être l'évènement de majeur impact dans cette relation. Le suffrage universel qui a permis aux indigènes de voter et d'accéder à la citoyenneté, l'accès à la terre pour les paysans rendu possible par la réforme agraire, le partage du pouvoir (co-gouvernement) du Centre Ouvrier Bolivien, les milices ouvrières et paysannes qui, dans un premier temps, remplacèrent pratiquement l'armée, sont quelques éléments qui donnent une idée de l'envergure du changement de relation entre l'État et la société, suite à la Révolution.

La formation du Pacte Militaire – Paysan en 1964 constitue également un autre évènement lié à la Révolution, porteur de changement dans la relation État / Société. Certes, l'alliance entre les syndicats paysans et la bureaucratie étatique incarnée par les militaires n'a pas été un changement aussi impactant que la Révolution, mais il est certain que ce pacte a dominé et conditionné l'espace politique national jusqu'à la fin des années 1970¹³.

¹³ Pour une relecture de l'histoire et des implications du Pacte Militaire – Paysan, se référer à Soto 1994

Dans ce contexte, Calderón et Szmukler démontre comme l'écart croissant entre les besoins en expansion de la population et un faible processus de modernisation associé à une démocratie limitée doté d'une fragile institution politique, a conduit à ce que la politique, tout au long du XXe siècle, se fasse dans une large mesure dans les rues¹⁴.

Ce sont le manque d'institutions fortes et légitimes capables de traiter les demandes des citoyens, et la méfiance chronique face au pouvoir et au silence des élites, qui ont conduit le peuple à la nécessité de faire de la politique dans la rue (Calderón et Szmukler 1999) à travers la protestations et les manifestations sociales.

A cela, Calderón et Szmukler proposent quatre explications corrélées : d'abord, l'existence d'un décalage chronique entre une urbanisation constante et une faible industrialisation. Ensuite, la persistance d'importants écarts sociaux qui posent l'incapacité de l'État et de la société à donner vie à des processus d'intégration sociale solides et constants. Puis, l'accélération d'un interculturalisme particulier qui, d'une part accentue le dynamisme cosmopolite, mais qui maintient et reproduit d'autre part des relations économiques traditionnelles avec le monde rural. Cet interculturalisme n'est pas pleinement assumé ; en son sein persistent des forts mécanismes de dégradation culturelle. Enfin, les conflits se produisent dans la rue en reproduisant le modèle des relations sociales hiérarchiques d'origine coloniale. Si les individus ne considèrent pas les autres comme leurs égaux, dotés des mêmes droits et des mêmes responsabilités, il en résulte une incapacité chronique à communiquer, qui se solde à son tour par le problème central de la civilité urbaine, c'est-à-dire la dignité humaine.

À travers ces éléments, Calderón et Szmukler contribuent à mieux appréhender la relation État / Société, en soulignant le fait que la persistance de phénomènes hiérarchiques socio-culturels explique en quoi les conflits et la politique se produisent dans la rue ; en reprenant l'idée de l'"autre inférieur à soi" cette hiérarchie qui perdure

¹⁴ La phrase si populaire en Bolivie de "la politique dans la rue" a été traitée dans les études de Fernando Calderón, référent incontournable pour comprendre la relation État-Société en Bolivie Calderón 1983

retire ainsi du sens au dialogue et aux processus de délibération collective (Calderón et Szmukler 1999 spécifiquement le chapitre XIII).

II. L'émergence de nouveaux acteurs.

En Bolivie, l'usage du terme de "mouvements sociaux" s'est largement répandue et selon Mayorga, il était utilisé par différents acteurs sociaux pour s'auto-désigner non seulement en tant que protagoniste de la protestation sociale, mais également comme force de proposition de changement. Dès les débuts du gouvernement du MAS en janvier 2006, celui-ci usait du terme "mouvements sociaux" dans une double dimension. D'abord pour désigner ce que le gouvernement identifiait comme une "révolution démocratique et culturelle" du MAS. Ensuite, pour se référer au support social sur lequel s'appuyaient les initiatives officielles. Mayorga relève que cet usage du terme de "mouvements sociaux" reflétait :

"une utilisation élastique du concept, de faible rigueur conceptuelle. A ce sens, des organisations syndicales, des acteurs de la protestation et même des secteurs organisés autour de différents objectifs sont désignés comme mouvements sociaux. Dans certains cas, c'est une caractéristique identitaire qui mène à cette désignation, dans d'autres cas, c'est le type d'action déployé ou les objectifs détenus qui sont responsables de cette désignation."
(Mayorga 2007, 36)

L'analyse la plus précise des mouvements sociaux sur cette période réside probablement dans l'œuvre *Sociologie des Mouvements Sociaux* de García, Chávez et Costas, dans lequel les auteurs écrivent que les mouvements sociaux :

"ont transformé nombreux aspects du champ politique en modifiant l'espace légitime de production politique, en concevant autrement les conditions socio-économiques et ethniques des acteurs, en créant de nouvelles manières de "faire de la politique", mais aussi en agissant sur le sens et les finalités de la politique" (García Linera, Chávez León, et Costas Monje 2008, 18)

Une des contributions majeures de cette recherche repose dans l'analyse de la construction interne des mouvements sociaux, à travers la description de leurs principales caractéristiques, de leur capacité à s'articuler, des projections dont ils s'accompagnent, des potentialités et des nouvelles formes de gouvernance interne. De cette manière, cette étude révèle que l'irruption et le renforcement des mouvements sociaux doivent être perçus comme les conséquences d'un changement relatif à ce que l'on entend par "action collective" : l'action collective ne se base plus sur la fonction, autrement dit sur les critères de classe sociale et du secteur d'activité. L'action collective est désormais pensée à partir du critère d'action territoriale et culturelle. (Garcia Linera, Chávez León, et Costas Monje 2010, 4)

Cette étude met en lumière un moment clé de la restructuration du champ politique en Bolivie, moment au cours duquel l'émergence de ces mouvements ont fait face à l'hégémonie néolibérale défendue par les groupes de pouvoir politico-gouvernementaux, par les entreprises nationales et transnationales.

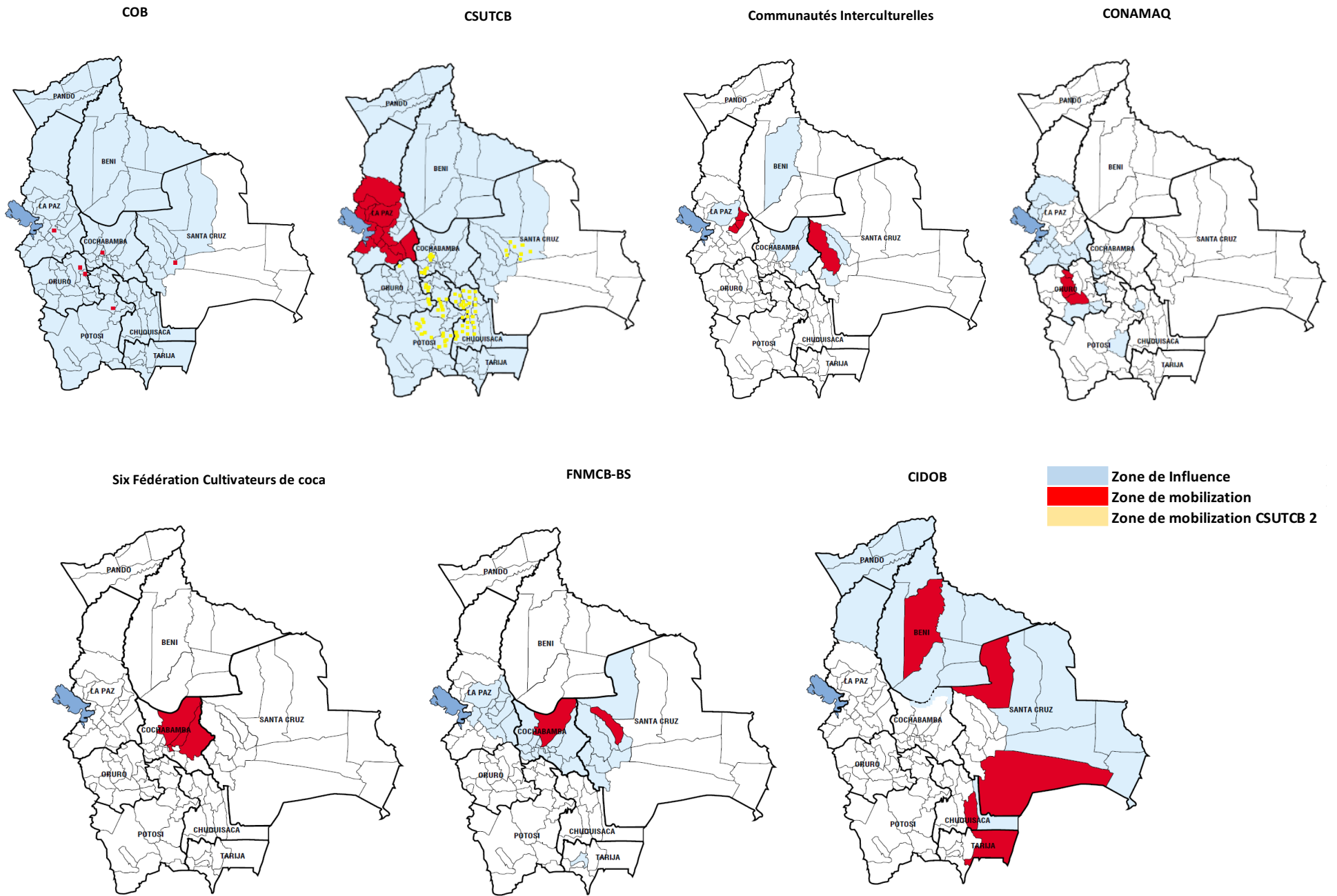
Alors, ces acteurs et les mouvements qui leur sont liés sont au centre des mobilisations qui ont eu lieu entre 2000 et 2005, et plus encore ce sont ceux-là même qui constituent la base sociale et politique du gouvernement du Mouvement vers le Socialisme. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de réaliser une cartographie basique des plus importants mouvements en question. Notre travail s'appuie sur l'étude réalisée par Garcia Linera, Chávez León et Costas Monje (2010)

Le *Centre des Ouvriers Boliviens* (Central Obrera Boliviana – COB) est l'organisation sociale historique qui a donné naissance à la majeure partie des autres mouvements. Comme on le verra dans les prochains chapitres, si la COB a activement participé aux protestations et aux conflits de la période 2000-2008, elle ne les a toutefois pas menés. Le COB a été fondée le 17 avril 1952, durant les jours qui suivirent la Révolution Nationale de 1952. Cette formation regroupait à cette époque la majorité des syndicats existants : l'industrie manufacturière, ferroviaire, pétrolière, les artisans, les paysans, et d'autres. Toutefois, c'est le secteur minier qui constitue le noyau fondateur de cette organisation. La COB a été créée comme une organisation regroupant diverses organisations sociales, qui jusqu'à ce jour articule divers mouvements sociaux, y compris

les syndicats de propriétaires et des travailleurs de la santé, autour d'un projet de revendication ouvrière populaire (García Linera, Chávez León, et Costas Monje 2008, 38). Dans cette optique, les principales revendications étaient relatives à l'augmentation salariale, à la stabilité du travail, à la dérogation de lois et de normes considérées comme néolibérales. Ces demandes étaient historiquement dirigées vers l'État, lequel était considéré conjointement au secteur d'entreprise, comme le principal adversaire.

La *Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie (CSUTCB)* trouve son origine en 1979, au sein du Congrès d'Unité Paysanne, parrainée par la COB. Elle regroupe les syndicats paysans des trois régions du pays : l'Altiplano, los Valles et la région de l'Orient. Ses revendications se concentrent autour de demandes socio-économiques (telles que les réseaux routiers de voisinage, les tracteurs, les crédits agricoles, etc), de demandes politiques à travers le changement de la Loi Nationale de Réforme Agraire (INRA), l'abolition du Décret Suprême 21060 qui introduit une vision politique néolibérale. Par ailleurs, la CSUTCB soutient la réalisation de l'Assemblée Constituante. Ces revendications se déploient par le biais d'un répertoire d'actions diversifié dont la rédaction de pétitions, des marches, des blocages de routes près de la capitale, la participation électorale grâce au Mouvement Indigène Pachakuti (MIP). Ces demandes sont directement adressées à l'État.

Carte 1. Zones d'influences et mobilisations des Mouvement Sociaux



La *Fédération Nationale des Femmes Paysannes Bartolina Sisa*¹⁵ (FNMC-BS) a été fondée en 1980. C'est une organisation affiliée à la CSUTCB. La FNMC-BS cherche à donner un rôle plus impactant aux paysannes, au sein de la vie politique syndicale (García Linera, Chávez León, et Costas Monje 2008, 504) (pg504). Formellement, elle revêt la même structure organisationnelle que la CSUTCB mais dans les faits, sa portée est plus restreinte. La FNMC-BS se limite au soutien à l'intégration des femmes de la région andine, d'une partie des vallées de Cochabamba, de Tarija, et du département de Santa Cruz.

La *Confédération Nationale de Ayllus et Markas*¹⁶ du Qullasuyo (CONAMAQ) est l'organisation indigène des *Tierras Altas* : elle concerne les peuples Aymaras, Quechuas et Urus. Elle s'est formée en 1997 autour des communautés indigènes de Oruro, Potosí, Chuquisaca et la Paz. Depuis son origine, ses revendications se structurent autour de la restitution des terres d'origine aux communautés de la région, et de la reconnaissance formelle des autorités indigènes originelles. Pour cela, la confédération place l'Assemblée Constituante comme une de ses demandes centrales. C'est vers l'État que sont dirigées ses revendications.

La *Confédération des Peuples Indigènes Boliviens (CIDOB)* est une organisation fondée en 1982. Elle se définit comme mouvement de représentation des peuples indigènes des *Tierras Bajas* de Bolivie, dont les Chiquitanos, les Ayoreos, les Guarayos, les Guaranis, pour n'en citer que quelques-uns. Au mois d'août 1990, ce mouvement lance la Marche des Indigènes pour le Territoire et la Dignité. C'est à cette occasion qu'émerge la revendication d'une Assemblée Constituante. Ce mouvement s'adresse lui aussi directement à l'État, plaçant au centre des revendications l'accès aux services de

¹⁵ Cette fédération a adopté le nom de Bartolina Sisa en hommage à la femme qui, conjointement à son compagnon Túpac Katari, a lutté contre le pouvoir colonial au cours du XVIIIe siècle (García Linera, Chávez León and Costas Monje 2008)

¹⁶ L'Ayllu est l'unique base territoriale d'organisation indigène des Andes. Elle se compose de plusieurs familles qui s'organise sur la base de la propriété collective et du travail collectif. La Marka est la dénomination territoriale de l'ensemble de l'Ayllu. Pour une étude plus approfondie de la structure organisationnelle des peuples indigènes des Andes, se référer à Albó, Xavier et Galo, Ramón 1994.

santé et d'éducation, ainsi que la reconnaissance de ses territoires et de sa force d'autodétermination.

La *Confédération Syndicale des Communautés Interculturelles Originelles de Bolivie (CSCIOB)* s'est constituée en 1970 initialement sous le nom de Centrale Syndicale des Colonisateurs de Bolivie (CSCB). Elle réunit entre autres les peuples Aïmaras, Quechuas, Guaranis, Lecos, Moxetenes, qui ont émigrés vers d'autres territoires du pays. Ce processus a été désigné par le terme de "colonisation" et s'est accentué depuis la Révolution Nationale de 1952. Au cours de cette période, selon García, Chávez et Costas, un mouvement de colonisation a pris forme, encadré et planifié par l'État pour occuper les terres dépeuplées et pour stimuler la diversification de la production. D'autre part, une colonisation plus spontanée a eu lieu, colonisation que l'on peut associer à la construction de la principale route de Bolivie, qui relie la Paz à Cochabamba et à Santa Cruz (García Linera, Chávez León, et Costas Monje 2008, 272). En 2014, le terme de "colonisateurs" a évolué vers celui de "communautés interculturelles". Cette structure revendique l'affiliation de deux millions et demi d'individus, ce qui fait d'elle l'organisation la plus large en termes de participants. Cette fois encore, les principales demandes étaient adressées à l'État ; ces demandes se rapportent à la concession de terres, à la réalisation de routes, et depuis les années 1990, à la réalisation de l'Assemblée Constituante.

Les *Six Fédérations de Cultivateurs de coca de Cochabamba* a pris forme en 1992, dans la région subtropicale du Chapare, à mi-chemin de Cochabamba et de Santa Cruz. Les producteurs de feuilles de coca se sont organisés dans le but de résister face aux diverses politiques d'éradication de coca. Leurs revendications reposaient sur l'interruption de l'éradication forcée, sur l'obtention du droit de cultiver une parcelle de coca¹⁷ par famille. Le développement voulu par l'État impliquait le retrait des cultures de coca au profit de d'autres cultures ; ces politiques de restructuration étaient gérées par les municipalités des zones en question, et non pas par le gouvernement central.

¹⁷ Ces parcelles de coca correspondaient à un lot de terre de 40 mètres sur 40 mètres, c'est à dire une parcelle de 1600m².

Dès l'an 2000, ces fédérations portaient également des revendications propres à d'autres secteurs et à d'autres organisations. Elles ont par exemple participé activement à la Guerre de l'Eau et à la Guerre du Gaz. Ses principaux adversaires sont l'État, l'Ambassade des États-Unis d'Amérique ainsi que des institutions telles que la DEA qui soutenaient l'éradication du coca. En tant que Président, Evo Morales assurait la charge décisionnelle la plus importante.

La *Fédération des comités de quartier d'El Alto (FEJUVE)* a été fondée en 1979. Elle regroupait les organisations de voisinage de la ville. Ses revendications tournaient autour des services publics de base comme le raccordement à l'eau, les égouts et le gaz. Elle soutenait aussi les secteurs de microentreprises. Ces demandes étaient adressées directement à la municipalité. Dans les années 2000, ces Comités ont joué un rôle majeur dans le cycle de protestations qui traversait le pays. Au cours de cette période, en plus d'inclure l'Assemblée Constituante comme demande phare, ils ont érigé l'État central et les entreprises transnationales acteurs dans la distribution de l'eau et dans la gestion des hydrocarbures, comme principaux adversaires.

La *Coordination de l'Eau et de la Vie* a été fondée en 1999. Elle réunissait une trentaine d'organisations rurales et urbaines de Cochabamba, dont la Fédération manufacturière, les Comités de quartier, les Comités Civiques de province, les organisations environnementales (Garcia Linera, Chávez León, et Costas Monje 2010, 627). La Coordination est née conjointement à la revendication d'une meilleure gestion de l'eau à Cochabamba via l'assurance que les tarifs des services n'augmenteraient pas, et que la Loi sur l'Eau en vigueur à ce moment-là soit changée.

La Coordination de l'Eau et de la Vie s'est positionnée en faveur de l'expulsion de l'entreprise transnationale qui gérait ce service et la gestion communautaire de l'eau. A travers la Guerre de l'Eau d'avril 2000, cette coordination est devenue l'organisation sociale la plus représentative dans la lutte altermondialiste et a bénéficié d'une grande notoriété internationale. En 2003, elle s'est associée à d'autres organisations sociales comme la COB, les Comités de Quartiers, l'Organisation du Gaz qui était à la tête de ce que l'on a appelé la Guerre du Gaz. (Garcia Linera, Chávez León, et Costas Monje 2010, 633). Là aussi, l'État central et les entreprises transnationales étaient ses adversaires.

Ces mouvements ont émergé et ré-émergé dans des contextes spécifiques, avec des demandes singulières, mais ne sont pas restés isolés dans leurs propres luttes. Ils ont commencé à se lier en transcendant les secteurs auxquels ils appartenaient. Par exemple, la Coordination de l'eau réclamait la création de l'Assemblée Constituante ; de son côté, la Fédération des cultivateurs de coca de Cochabamba portait un discours nationaliste, dépassant ainsi la revendication relative à la culture de coca.

Cette caractéristique a permis la formation de supra-mouvements qui détenaient une capacité accrue à accumuler des "actifs de pouvoir"¹⁸ permettant de renforcer leurs positions. Dans ce contexte, en janvier 2003 s'est formé l'État Majeur du Peuple (EMP), mené conjointement par le mouvement des Cultivateurs de Coca de Cochabamba et par le MAS, qui réunissait divers secteurs urbains et ruraux du pays, dans le but de « *faire avancer la résistance populaire conjointe et la lutte articulée face au gouvernement* » (Ichuta Nina 2008, 10).

Evo Morales a fait remarquer que l'EMP a pris forme en raison d'une certaine « conscience nationale de défense des intérêts de la Bolivie ». Il constate également que « la coca n'est pas le sujet le plus importante, sinon la question de ne pas vendre le gaz pour une sortie par le Chili et l'opposition à l'Accord de libre-échange des Amériques (ZLEA) (Clajadep 2003, 1)

Dans cette trajectoire d'action, un ensemble d'organisations se réunit pour former un Pacte d'Unité (PU) en septembre 2004, avec comme objectif l'incitation à convoquer une Assemblée Constituante ; une autre revendication réside dans la proposition de nouvelle Constitution réunissant toutes les organisations. Ces structures sont les suivantes : la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie (CSUTCB), la Confédération Syndicale des Communautés Interculturelles de Bolivie (CSCIB), la Confédération Nationale des Femmes Paysannes Indigènes Originaires de Bolivie "Bartolina Sisa" (CNB – CIOB – BS), ainsi que le Conseil National des Ayllus et des Markas du Qullasuyu (CONAMAQ). (Valencia García et Égido Zurita 2010, 18).

¹⁸Dans le chapitre théorique, les concepts utilisés sont décrits avec plus de précision, entre autre celui d'« actif de pouvoir ».

Selon Schavelzon, “la formation du Pacte d’Unité comme congrégation d’organisations paysannes et indigènes a été la base sociale depuis laquelle s’est organisée la proposition défendue par le MAS au sein de l’Assemblée Constituante” (Schavelzon 2012, 60). Cette proposition envisageait entre autres la formation de l’État Plurinational, l’autonomie indigène et la justice plurinationale.

Une fois que le MAS siège au Gouvernement, et pendant les moments les plus conflictuels au sein de l’Assemblée Constituante, on assiste à la formation en Janvier 2007, de la Coordination Nationale pour le Changement (CONALCAM), en tant qu’instance de coordination entre mouvements sociaux, pouvoir exécutif et pouvoir législatif. Selon Mayorga, plutôt que d’une instance distincte du Pacte d’Unité, la CONALCAM vise à prolonger et à flexibiliser le Pacte en l’articulant à d’autres secteurs populaires proches du gouvernement (Mayorga 2011b, 28). D’autre part, l’établissement de ces mécanismes de coordination entre le CONALCAM et les pouvoirs exécutif et législatif signifiait le passage d’une relation de coordination entre mouvement sociaux (sous le Pacte d’Unité) à un leadership plus conséquent de ces mêmes organisations au sein du Gouvernement. En 2008, lorsqu’au sein de l’Assemblée Constituante les conflits et la polarisation se renforcent, la CONALCAM intègre d’autres organisations sociales de poids, comme les fédérations des Comités de Quartier, des fédérations syndicales, des syndicats d’étudiants ainsi que les acteurs des coopératives minières. La CONALCAM s’est alors placée comme une force sociale de pression lors de situations conflictuelles, et comme une base de soutien électoral dans l’approbation de la nouvelle Constitution Politique de l’État (Mayorga 2011b, 24).

Pour poursuivre, il est important de lier la (ré)émergence des mouvements sociaux au contexte international, notamment à travers le surgissement de mouvements transnationaux qui se sont opposés à la globalisation avant tout financière. Comme le note Mayorga, aux demandes locales s’ajoutent les protestations et les revendications du mouvement altermondialiste qui rassemblaient tout un ensemble de syndicats, d’organisations non gouvernementales, de fondations, de réseaux d’activistes et de diverses organisations sociales et politiques du Nord et du Sud, structuré autour de postures anti-neolibérales, écologistes, indigènes, et qui portaient des revendications

de démocratie directe, d'autogestion, de participation citoyenne sous la consigne « Un autre monde est possible » (Mayorga 2007, 39)

L'espace d'interaction entre les revendications nationales et les revendications globales s'est construit autour de campagnes menées par la société civile mondiale. Cet espace s'est déployé notamment lors des Forums Sociaux Mondiaux qui ont eu lieu à Porto Alegre – depuis, ces Forums s'organisent dans d'autres pays.

Entre 2000 et 2007, la participation des mouvements boliviens aux réseaux de contestations globaux s'est accrue à mesure que d'importantes campagnes internationales ont pris forme, réclamant des solutions concrètes aux conditions de vie inégalitaires entraînées par la dite globalisation néolibérale. Ces campagnes internationales plaidaient en faveur d'un "commerce juste", de l'instauration de la taxe Taubin sur les transactions financières internationales, de la restitution de la dette externe. Elles se constituaient autour du refus des traités de libre-échange.¹⁹

Ce refus des traités est significatif pour les mouvements sociaux boliviens, au sens où il leur a permis de ne pas simplement s'implanter autour d'un discours critique portant leur mécontentement, mais de concevoir parallèlement des propositions, des alternatives applicables dans le contexte national.

Pour illustrer cette influence des campagnes globales sur la situation nationale, Mayorga cite le processus de conversion de la lutte contre les traités de libre-échange en une proposition de « politique de relations internationales sur le modèle du commerce juste, présenté sous l'appellation de Traité de Commerce des Peuples (TCP) » (Mayorga 2007, 39). Dans ce cadre, l'une des premières actions du gouvernement du MAS a été de signer l'admission de la Bolivie au sein de l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique)²⁰. Avec l'arrivée de la Bolivie, le TCP a été introduit

¹⁹ Mayorga et Córdoba ont réalisé une étude dans laquelle ils analysent l'influence des campagnes internationales sur les mouvements sociaux boliviens et sur les dynamiques nationales. Se référer à : Mayorga and Córdoba 2007

²⁰ L'ALBA a été fondée en décembre 2004 sous l'impulsion du Venezuela et de Cuba, comme contre-proposition à l'ALCA (Zone de Libre-Echange des Amériques). Se référer à : <http://alba-tcp.org/contenido/historia-del-alba-tcp>

comme instrument d'échange commercial solidaire et le sigle de l'organisation est devenu ALBA-TCP.

En plus de l'efficacité et la soutenabilité de l'ambition transnationale apportées par l'introduction du TCP, cette mutation de l'ALBA a permis de concrétiser le lien entre le mouvement altermondialiste et les mouvements sociaux boliviens. Ce rapprochement entre le niveau national et transnational s'est formellement illustré par la figure d'Evo Morales, en tant que président de la Bolivie et comme ancienne figure symbolique du mouvement altermondialiste et acteur du Forum Social Mondial.

III. La conflictualité bolivienne et les crises politiques. -

L'une des études les plus importante de cette période fut le rapport du PNUD de 2002 sur le Développement Humain en Bolivie, qui centré son attention sur les capacités politiques de la société bolivienne et ses acteurs afin de favoriser le développement humain du pays.

Ce Rapport a été réalisé entre les mobilisations de 2000 et les élections de 2002. Il s'intéresse aux grandes orientations politiques des leaderships politiques et sociaux, aux capacités des citoyens en termes de capital social et de capacités délibératives, facteurs essentiels au développement humain.

Le rapport conclut que les limites qui se présentent face au développement humain marquaient : "un moment d'inflexion et de changement aussi bien quant au sens du développement que dans les contenus de la démocratie, ce qui suppose chercher une nouvelle articulation entre les deux." (PNUD 2002, 15)

Le Rapport souligne les avancées et les limites dans le domaine économique ainsi qu'au niveau de l'institutionnalisation étatique. Bien que les réformes économiques basées sur l'ajustement structurel (Décret Suprême 21060 qui introduit la politique néolibérale) aient permis d'arriver à un niveau de croissance positive, ces réformes n'ont pas réussi à faire baisser les taux de pauvreté et d'inégalités. En cela, le faible dynamisme et la décroissante productivité des secteurs de l'économie concentrant la plus grande part des actifs, expliquent les grandes difficultés à générer un cercle vertueux qui associe

une croissance économique plus soutenue, et une diminution de la pauvreté (PNUD 2002, 18). D'autre part, le rapport indique que même si les changements initiés au milieu des années quatre-vingt (comme la réforme constitutionnelle, la décentralisation administrative et la transformation profonde du système de justice) ont généré des progrès significatifs dans le plan institutionnel, ils ne suffisaient pas à renforcer la légitimité et l'efficacité de l'État (PNUD 2002, 19).

Dans ce cadre, l'idée d'inflexion et de changement qui se souligne met en lumière, d'une part, l'impossibilité du *status quo*, et de l'autre, l'imprécision à propos des contenus et de l'orientation du changement. Le rapport trace cette situation en disant : *“on ne sait pas jusqu'à où l'on voyage, pas non plus ce que l'on chargera sur nos épaules, mais il y a un sentiment généralisé de que le voyage est inéluctable.”* (PNUD 2002, 37).

Peut-être que le fait qui marquait avec le plus de force l'inflexion et le changement se trouvait dans les visions et les lectures des leaders politiques et sociaux de cette époque. Bien qu'il existe différents positionnements à l'intérieur de ces leaderships, en général les deux se rejoignaient dans le diagnostic sur les limites des réformes institutionnelles et dans les résultats du modèle économique pour produire de l'intégration sociale et une réduction de la pauvreté. Mais ils attestaient de profondes divergences quant aux solutions nécessaires, c'est-à-dire quant aux orientations du changement.²¹

Concrètement, le Rapport indique que les leaders politiques et sociaux boliviens assistent à certain épuisement des réformes économiques et institutionnelles depuis le milieu des années 1980. Cette inefficacité des réformes serait liée entre autres, à deux phénomènes importants : d'abord à la profonde méfiance de la société envers les partis politiques et au faible impact des politiques économiques sur le bien-être social. D'autre part, chacun des "leaders" a vanté les avancées politiques, culturelles, sociales du pays depuis le retour à la démocratie ; pour autant, ils reconnaissent l'existence de dettes en suspens, de limitations quant au développement institutionnel, à la justice,

²¹ Spécifiquement le chapitre 5 de ce rapport analyse les orientations des leaders politiques et sociaux (PNUD 2002, 149-182)

à l'intégration sociale et surtout, face à l'incapacité de l'État à proposer un projet de société inclusif (PNUD 2002, 30).

Quant aux différences, le rapport mentionne les anciennes visions portées sur le changement, la crise économique, la confiance et les protestations ainsi que les propositions pour le futur politique et économique du pays. A ce sens, la plupart des leaders politiques ont considéré que la sortie de crise passait par une revitalisation du communautarisme, par la revalorisation des valeurs et des pratiques andines et amazoniennes, par la re-conception de la démocratie libérale de manière à intégrer des mouvements qui s'étaient déclarés pour une démocratie communautaire basée sur les usages et coutumes autochtones. En résumé, tandis que les leaders des partis politiques considéraient qu'il était possible de transformer le modèle et le système *du dedans*, les leaders sociaux optaient pour des résolutions plus radicales (PNUD 2002, 32). Il était question de la formation d'une Assemblée Constituante, de reconstruire un système d'organisation andin et amazonien selon le modèle précolombienne, en allant jusqu'à s'inspirer de l'anarchisme.

Pour dépasser cette discorde entre leaders politiques et leaders sociaux, le Rapport plaidait en faveur d'une synthèse des domaines de l'économie, du politique et du social, structuré autour de l'intérêt public, à travers un processus délibératif permettant aux diverses orientations de débattre de leurs opinions respectives via l'équité du temps de parole. Cet espace devait permettre la construction de pactes, et aboutir à des accords promouvant le développement humain (PNUD 2002, 22).

Un autre point de vue nous est livré par García Linera²² : celui-ci décrit la situation politique bolivienne du début des années 2000 comme une période de crise étatique, laquelle tiendrait à trois facteurs :

²²Álvaro García Linera est un intellectuel bolivien reconnu, qui a fait parti de l'Armée Guérilla Tupac Katari. Il a été incarcéré entre 1992 et 1997 pour accusation de terrorisme. En 2005, il a accepté la proposition à la candidature pour la vice-présidence du gouvernement d'Evo Morales. Il est depuis 2006, Vice-président de Bolivie.

- i. Les forces dominantes ne correspondent plus à la reconstitution régionale de quelques mouvements sociaux capables de contrôler politiquement des ensembles sociaux urbain - ruraux, et d'imposer des politiques publiques et des modifications dans la distribution de l'excédent social.
- ii. La création soutenue par une partie de la société de formes alternatives de médiation politique, de nouvelles institutions dans l'exercice de représentation, d'organisation, de mobilisation politique en marge des partis politiques.
- iii. L'effondrement de la confiance en la modernité et en la démocratie, qui assuraient jusque-là une légitimité au néolibéralisme (García Linera et Gutiérrez 2002, 155-157) cité par (Gómez 2010, 58).

Dans ce cadre, García Linera propose d'expliquer l'émergence et le ressurgissement de différents mouvements sociaux par trois concepts : la forme syndicale, la forme multitude et la forme communale²³.

La *forme syndicale* correspond à l'organisation classique qui émerge dans l'entreprise autour d'un discours unificateur porté sur le salariat. Les mobilisations des années 2002 ont vu se dessiner une solide structure organisationnelle qui englobait tout le territoire national. Ces structures se caractérisaient par une forte capacité mobilisation, indépendamment de la direction hiérarchique. En interne, des pratiques de démocratie via les assemblées et délibérative ont éclot (García Linera 2001).

Selon García Linera, la *forme multitude* est une forme d'action collective récurrente dans l'histoire sociale bolivienne. Il la définit comme un :

"bloc d'action collective qui articule plusieurs structures d'organisations autonomes des classes subalternes autour des constructions discursives et symboliques de l'hégémonie, dont la particularité est de concerner des groupes différents des classes subalternes" (García Linera 2001, 39).

²³L'auteur développe ces concepts en García Linera 2001, 15-38.

Il estime que la Coordination de l'Eau de Cochabamba incarnait cette forme multitude, en ce que le processus d'unification territoriale, mouvant, s'organisait autour de revendications initiales autour des ressources primaires (eau et prix des services de base) et s'est ensuite converti en demandes "pro-actives" centrées sur la reconnaissance de différents mécanismes démocratiques et de pouvoir politique. Ce processus a pu intégrer différentes identités locales urbaines et rurales autour de demandes communes (García Linera 2001).

Enfin, la *forme communale* qu'identifie l'auteur correspond à un type d'organisation des communautés et des ayllus²⁴, représenté dans le mouvement social indigène particulièrement au cours des mobilisations sociales de septembre 2000. Selon García Linera, les mobilisations et les protestations propres à la forme communautaires se caractérisent par l'effacement du pouvoir étatique au profit d'un pouvoir politique communal supra-régional et décentralisé, rendu possible par l'extension du modèle de démocratie communale au niveau régional et national, par les revendications d'une politique égalitaire comme composante centrale de la mobilisation sociale et par la lutte pour des structures traditionnelles indigènes de représentation, de hiérarchisation, de division et de signification du monde (García Linera 2001, 68-75).

Comme le souligne Gómez, García Linera perçoit le conflit politique de la période 2000-2008 à travers le phénomène de transition d'une forme étatique à une autre. La transition étatique y est décrite comme une composante du concept d'État en tant que système politique formé par un ensemble d'institutions, d'idées et de forces, et par l'action conjointe des forces du champ social.

Il soutient que ce processus de transition étatique se produit lorsque la structure de l'État entre en déclin, lorsque les croyances se fragilisent et que les institutions cessent d'être légitimes, lorsque le tissu social cesse de se conformer aux impositions ; c'est alors que le processus de turbulence politique se déploie (García Linera 2009, 11) cité par (Gómez 2010, 69).

²⁴L'Ayllu est le noyau de base de l'organisation politiques et territoriales des peuples indigènes de la région andine.

L'auteur soutient ainsi qu'entre 2000 et 2003, les idées néolibérales dominantes dans la société se sont effondrées, laissant place à l'émergence de trois idées qui commençaient à se répandre dans l'imaginaire social, à savoir : l'égalité entre les indigènes et les métis, la nationalisation des ressources naturelles, et l'autonomie. Par la suite, entre 2003 et 2005, l'auteur estime qu'une situation d' « équilibre catastrophique » est advenue, concept que García Linera (García Linera 2009, 13) emprunte à Gramsci pour traiter d'un niveau de conflictualité social dans une société où deux blocs s'affrontent pour le leadership intellectuel, moral et politique (Gómez 2010, 68). Cet équilibre rassemble le bloc politique dominant (les partis politiques traditionnels au contrôle de l'État) et le bloc politique émergent (les mouvements sociaux). Lorsqu'Evo Morales est élu président en Janvier 2006, ce rapport évolue, et avec lui le rôle de l'élite au pouvoir.

Pour Luis Tapia, les mobilisations qui ont commencé en 2000 configurent un camp de forces au sein duquel le modèle économique et politique est critiqué. Il remarque que ces mobilisations se sont produites *en dehors* de la politique traditionnelle, et désigne cet espace par le terme de « non-politique » (Tapia 2002a, 72). Tapia considère qu'une des caractéristiques de la Coordination de l'Eau est qu'elle s'est formée autour de la défense d'un bien naturel comme l'eau. Dans ce cadre :

“la lutte anti-neolibérale, la plus représentative du mouvement a esquissé un horizon d'autogestion des ressources naturelles couplé à une réforme de la vie politique au sein de la société civile en introduisant un sentiment démocratisant qui modifie profondément, de fait, la situation de monopole de la politique octroyée de manière constitutionnelle au système de partis politiques” (Tapia 2002a, 54).

Quant aux mobilisations indigènes de septembre 2000, Tapia considère qu'il existe une certaine complexité mêlant des demandes relatives au régime de propriété terrienne et la revendication d'une identité paysanne et indigène ; ce rapprochement met en relief l'hétérogénéité de la société et l'autonomie aymara. *“Dans ce cas, ce n'est pas seulement une partie de la société qui se soulève mais plutôt une autre société, avec ses propres formes d'organisation, ses croyances et sa culture”* (Tapia 2002a, 57).

Au regard des événements qui ont débuté en 2000 et qui se sont poursuivis en février 2003, Raul Prada considère pour sa part que c'est l'effondrement du modèle politique et économique ainsi que la question de la survie des structures coloniales qui apparaissent distinctement. Situation qui, selon Prada, mène à penser la démocratie comme démocratie coloniale (Prada 2005, 54). Selon Gómez, Prada envisage les mouvements sociaux comme annonciateurs d'un nouveau débat sur la démocratie envisagée comme plus radicale, dotée du pouvoir constituant de la multitude, des populations détenant leurs propres caractéristiques de classe, et des identités collectives. Il affirme que cette démocratie radicale ne peut se passer d'une décolonisation envisagée comme revendication des institutions, des espaces et de la territorialité (Gómez 2010, 99).

Prada (2000, 95) propose une conception de la violence comme forme de justice, montrant comment cette forme de violence s'est manifestée au sein des conflits sociaux de 2000 en Bolivie. Prada considère que la force n'est pas seulement un fondement de la loi et que le droit n'a pas uniquement recours à la « force organisée » pour être applicable, mais que le droit est immédiatement une force. Cette affirmation le conduit à penser la violence comme forme inhérente à la justice. Prada écrit :

« Force, violence, justice et droit sont intimement liés ; il existe une force originelle dans la violence, il existe une violence originelle dans la justice, et l'oubli de la force et de la violence sont à l'origine du droit. Le droit est le présent institutionnel de la justice ; en plus de la rendre légale, il délimite et exclue d'autres types de justice en les rendant illégitimes, en les classifiant comme violentes et injustes. » (Prada 2000, 97)

Selon l'auteur, en Bolivie la violence de l'État ne s'est jamais totalement appuyée sur le droit, ni sur l'applicabilité de la loi. Cette violence était transgressive et directement utilisée par ceux qui commandaient l'État. Ainsi, un manque de crédibilité s'est constituée autour de la loi et de l'ordre juridique. En cela, le recours à la violence lors de la Guerre de l'Eau pouvait se lire comme : *« une subversion des origines qui s'attache à détacher l'histoire de sa mémoire, en poursuivant un nouveau commencement, qui nous force à nous tourner vers des archétypes inscrits dans l'inconscient social, lesquels*

convertissent la Guerre de l'Eau en une lutte de la communauté pour son devenir » (Prada 2000, 104).

Selon Prada, la Guerre du Gaz a été un événement unificateur, qui concernait tous les secteurs de la société engagés dans les mouvements sociaux depuis 2000. La Guerre du Gaz a permis d'unifier le mouvement social qui s'était disséminé dans ses diverses composantes régionales. Il affirme que la défense du gaz s'est transformée en revendication qui englobait divers aspects des luttes sociales, à savoir : la résistance à la globalisation et aux politiques néo-libérales, la récupération des ressources naturelles et la lutte pour les excédents, les revendications culturelles, nationales et ethniques (Gómez 2010, 100) . Autrement dit, la Guerre du Gaz dessine :

« non seulement une nouvelle carte politique, mais également un nouvel espace de relations sociales. Le contrôle social, la force du niveau communale, la constitution d'un intellect général, la démocratie de la multitude, sont des figures mises en scène. » (Prada 2003, 44)

Dans une autre perspective, Robins (2006) constate que la protestation autant que la répression –lorsque la protestation sort victorieuse–, affirment la multiplicité des identités mobilisées : identités de classe, ethniques, régionales, ou territoriale. Toutefois, en prenant l'exemple de la Guerre du Gaz, il montre que des contradictions internes se reflètent aussi dans les mouvements sociaux

« Alors que les leaders régionaux et nationaux cherchent à inscrire le conflit dans un contexte national, à travers des préoccupations comme l'exportation du gaz naturel ou la privatisation croissante des services publics, les acteurs communaux sont préoccupés par des problèmes locaux et à de nombreuses reprises ils considèrent les leaders uniquement à travers leurs intérêts propres, sans se rapporter réellement à ceux qui les représentent. » (Robins 2006, 7-8)

L'aboutissement de la Guerre du Gaz, qui a mené à la destitution du président alors en exercice Sánchez de Lozada, a voilé à la fois les fragmentations internes des

organisations et les différends entre les mouvements sociaux, ainsi que le rôle fondamental des acteurs locaux et de l'organisation communale (Robins 2006).

Par ailleurs, Córdova (2010) cherche à montrer l'importance des coordinations de mobilisation qui ont mis en relation différents groupes et sujets sociopolitiques, en retraçant les mobilisations entre la Guerre de l'Eau de 2000 et l'élection d'Evo Morales à la présidence, en décembre 2005²⁵. Selon lui, ces coordinations forment une caractéristique organisationnelle propre à cette période.

En parallèle, le système de partis est entré dans sa phase de décomposition, et la dimension représentative a été partiellement reprise par les mouvements sociaux. La réforme de la Constitution de 2004 a rendu possible l'élection d'autorités à travers le regroupement de citoyens. Selon lui, c'est grâce à ces phénomènes que les mouvements sociaux ont pu définir l'agenda public et se placer dans la prise de décisions importants, sans la médiation des partis politiques. Toutefois, des mouvements en opposition ont également pris forme, lesquels combinaient des protestations et des actes institutionnels (Córdova Eguívar 2010, 184). Córdova se réfère à ce sujet aux mouvements civiques régionaux.

« En janvier 2005, ils ont obligé le gouvernement à organiser un référendum sur l'autonomie départementale et l'élection directe des Préfets, lesquels étaient avant cela, désignés par le président. C'est ainsi que l' « Agenda de Janvier » s'est formé, prenant ses distances avec l' « Agenda d'Octobre » [conséquence de la Guerre du Gaz] ; les deux dynamiques se faisaient directement face à travers des protestations qui concernaient la modification des institutions du pays : les autonomies départementales et l'Assemblée Constituante. [C'est ainsi que] Face aux mouvements

²⁵Córdova remarque que durant cette période « les conflits autour des ressources naturelles se distinguent, lesquels prennent de manière symptomatique le nom de « guerres » : blocages de routes, la « guerre de la coca », la marche indigène exigeant la convocation de l'Assemblée Constituante en 2002, le « février noir » et la « Guerre du Gaz » en 2003, la « Guerre de l'Eau » à El Alto, les mairies autonomes de Santa Cruz, les marches pour la loi sur les hydrocarbures qui ont fait tomber le président Carlos Mesa, entre les années 2004 et 2005 ». (Córdova Eguívar 2010, 183)

populaires, paysans et indigènes de la partie occidentale, des mouvements civiques de l'Orient se sont constitués, regroupés autour des demandes d'autonomie, bénéficiant du soutien et de la force de position des organisations corporatives d'entreprise » (Córdova Eguívar 2010, 185).

Au sein de la confrontation entre ces deux blocs, Córdova identifie comme nouveauté la formation de coalitions qui agissaient à la fois dans les arènes institutionnelles et en dehors d'elles. Il cite pour illustrer son propos, le cas du Conseil National Démocratique (CONALDE), le groupe de Préfets d'oppositions et les Comités Civiques Régionaux, et la Coordination Nationale pour le Changement (CONALCAM), qui regroupe les principales organisations et mouvements sociaux soutenant le gouvernement, et que le président Morales présentait comme l'instance suprême de décision gouvernementale. Córdova cite ce qui constitue pour lui l'exemple le plus remarquable de cette confrontation : « *en septembre 2008, des mouvements populaires de la CONALCAM et des mouvements civiques du CONALDE ont bloqué en même temps les mêmes routes* » (Córdova Eguívar 2010, 192).

Pour Mayorga, (2011a) la situation décrite par Córdova a entraîné entre 2005 et 2009 une mutation considérable de l'État bolivien, à travers le changement relationnel entre l'État et l'économie, la transformation conséquente du système politique et culturel, et l'émergence de nouveaux modèles d'interaction et d'intégration sociale.

Ainsi, Mayorga souligne que cette période se caractérise par une polarisation radicale due à la confrontation entre l' « Agenda d'Octobre » (qui exige la nationalisation des hydrocarbures et une Assemblée Constituante) et l' « Agenda de Janvier » (qui réclame l'autonomie départementale et l'élection de préfets). Ces agendas sont défendus par des acteurs politiques et sociaux qui s'opposent et s'affrontent autour de postures idéologiques de gauche et de droite, à la fois dans le cadre d'une division territoriale entre l'Occident et l'Orient, et au sein des milieux urbains et ruraux du pays. L'auteur souligne que ces agendas se sont matérialisés par diverses mesures comme : l'élection directe des préfets en décembre 2005, la nationalisation des hydrocarbures en mai 2006, l'approbation des autonomies dans quatre des départements à travers le

référendum de juillet 2006 et l'instauration de l'Assemblée Constituante en août 2006 (Mayorga 2011a, 196)

Ces avancées n'ont pas contré la formation d'une crise politique, la même qui selon Mayorga, ne peut s'expliquer uniquement au regard des intérêts et des calculs politiques des acteurs et du manque de volonté politique dans la résolution des lacunes de la culture démocratique du pays. Si les faits énoncés permettent d'expliquer certains aspects de la crise, Mayorga met l'accent sur :

*“la convergence inédite de trois scénarios ou arènes institutionnelles qui ont modifié le fonctionnement du système politique et qui ont affecté le processus décisionnel. D'un côté, la situation était celle d'un **gouvernement divisé** entre les pouvoirs exécutif et législatif. D'autre part, on pouvait discerner une **division verticale** des pouvoirs entre le Gouvernement central et les préfectures. Pour finir, l'**Assemblée Constituante** était soumise à la pression des acteurs externes qui influençaient l'agenda de ces réunions, dont l'objectif était initialement la réforme totale de la Constitution. »* (Mayorga 2011a, 197)

Concrètement, le terme de “gouvernement divisé” désigne la situation où la Chambre des Sénateurs est contrôlée par une partie de l'opposition. Depuis le retour de la démocratie en 1982, cette situation n'avait jamais eu lieu. Le parti au gouvernement détenait toujours le pouvoir exécutif. La division verticale des pouvoirs s'est produite avec l'élection des Préfets aux élections de décembre 2005. Il en résulta que six des neuf départements ont élu des préfets d'opposition au gouvernement. Comme l'indique Mayorga, depuis près de trois décennies que le système démocratique était en vigueur, il ne s'était pas produit de telles nouveautés politico-institutionnelles et une telle superposition de scénarios, qui ont d'autant plus complexifié la crise (Mayorga 2011a, 197).

Dès lors, en ce qui concerne le développement et à la sortie de crise en 2008, il est possible de mentionner trois travaux qui traitent de cette crise selon trois points de vue différents. D'abord, *Du conflit au dialogue : mémoires de l'accord constitutionnel* est une analyse des faits qui ont conduit à la résolution de crise depuis la vision des

principaux acteurs de l'accord, qu'ils soient proche du gouvernement ou du côté de l'opposition. Ensuite : *Nous ne l'avions pas imaginé ainsi : une histoire de dialogue, conflit et pacification en Bolivie* est un document qui énumère les principaux faits marquants de la crise et de sa résolution à travers le rôle des Nations Unies en tant qu'observateur du processus de négociation et de l'accord constitutionnel d'octobre 2008. Enfin, *Au lendemain de la guerre* est une enquête journalistique qui se concentre sur l'histoire non rendue publique des événements les plus importants qui ont marqué la crise et qui ont été déterminants dans sa résolution.

Dans *Du conflit au dialogue*, Carlos Romero, alors Ministre du Développement rural et Carlos Bórth, alors sénateur du parti d'opposition PODEMOS (Pouvoir Démocratique et Social) ont analysé les événements depuis leurs positions relatives. Raúl Peñaranda, journaliste de renom, a complété cette analyse par une chronique du processus constituant et de la crise, basée sur des témoignages des principaux leaders du parti officiel et de l'opposition.

Romero décrit brièvement les principaux faits qui ont conduit à la crise : les désaccords au sein de l'Assemblée Constituante, les tentatives infructueuses de débattre, le référendum révocatoire (du 10 août 2008) et l'affrontement violent de Pando (du 11 septembre 2008) lequel précède l'instauration d'une table de négociation.

L'analyse se concentre sur les négociations qui ont eu lieu à la fois au Parlement en tant qu'espace formel, et dans des espaces informels et non publics. Ces négociations étaient destinées à trouver les mécanismes de comptabilité entre le projet de Constitution Politique mené par le Gouvernement, et les Statuts Autonomes, soutenus par les départements de l'opposition.

Pour Romero, le rôle du Parlement a été un élément-clef, puisqu'il réendosse son rôle d'intermédiaire politique –bien que pas toujours de manière formelle comme il le reconnaît–, et se replace à travers des initiatives de quelques uns de ses représentants. Romero relève que :

“les parlementaires légitimés par leur groupe politique, ont assumé un rôle fondamental dans l’articulation de consensus avec le pouvoir exécutif, avec les mouvements sociaux et les autres groupes parlementaires. Pour leur part, quelques représentants de l’opposition ont accompli un rôle clef dans la génération du consensus grâce à des acteurs de corporations, avant tout des agro-entrepreneurs et des membres du secteur des services. A leur tour, les consensus avec ces acteurs ont facilité plus tard une meilleure articulation entre représentants parlementaires, dans certains cas, en s’isolant des décisions politiques de leurs partis”. (Romero 2009, 29-30)

D’autre part, Romero rappelle l’importance des espaces non publics et informels au sein desquels des représentants de chacune des forces se sont rencontrés, loin de la pression publique. Ces espaces ont facilité la formation de consensus et de rapprochements. Ces espaces étaient portés et soutenues par la Fondation Bolivienne pour la Démocratie Multipartite (fBDM) qui avait pour priorité le débat technique et la construction de propositions alternatives sur les thèmes les plus polémiques au regard du contenu constitutionnel qu’ils portaient. (Romero 2009, 30)

Romero valorise le pacte politique obtenu, au sens où il a permis :

« d’améliorer qualitativement les contenus du texte constitutionnel, de pacifier le pays dans un moment où la confrontation civile n’était plus très loin, de concilier et de faire converger fondamentalement les deux visions opposées du pays. Le pacte a démontré aussi que des accords politiques étaient possibles et que le chemin pour dépasser nos contradictions était nécessairement celui du dialogue et de la confrontation d’idées. Par ailleurs, il a confirmé l’importance de compter sur des espaces alternatifs pour construire des propositions techniques relatives aux contenus thématiques du débat national. » (Romero 2009, 43).

Romero termine en soulignant que les trois piliers fondamentaux propres aux transformations structurelles, qui sont intégrés dans le contenu constitutionnel, avaient à voir avec la projection d’un État plurinational post-colonial, au moyen de l’instauration

des autonomies et de la définition d'un nouveau rôle de l'État dans l'économie. (Romero 2009).

De son côté, Carlos Bórth (2009) identifie cinq facteurs explicatifs de l'entrée en conflit des forces politiques, et qui à leur tour ont conduit à la construction d'un pacte politique :

1. La polarisation politique la plus prononcée durant les quasi 30 années de démocratie continue, qui place le processus constituant au centre de la conflictualité. Cette polarisation exige des différents essais de dialogue et d'accords qu'ils se concrétisent.
2. Les affrontements violents du 11 septembre à Pando, qui bouleversent le pays et qui installent dans la société *"la conviction que seul un grand accord politique, d'envergure nationale"* (Bórth 2009, 58) peut éviter la répétition de ces événements.
3. Les résultats du référendum révocatoire du 10 août 2008 qui a modifié le rapport de force à la faveur du Gouvernement.
4. Le soutien international, en particulier de l'UNASUR (Union des Nations d'Amérique du Sud), qui a appuyé le gouvernement depuis les affrontements de Pando. D'autres organismes internationaux comme l'ONU, l'Union Européenne, la OEA ont manifesté leur disposition à soutenir le dialogue.
5. La volonté politique de certains acteurs de chacune des forces, à trouver des solutions. Bórth insiste sur le rôle d'Evo Morales dans la décision gouvernementale de modifier le projet constitutionnel.

Ainsi, pour Bórth :

« (...) le pacte politique qui s'est matérialisé le 21 octobre 2008 ne pouvait s'expliquer de manière satisfaisante s'il ne tenait pas compte de l'extrême polarisation politique qui paralysait le pays depuis le milieu de l'année 2006, des événements sanglants du 11 septembre à Pando, du sévère bouleversement du rapport de force entraîné par le référendum révocatoire, du soutien international massif en faveur du gouvernement

bolivien, et bien entendu de la volonté politique de certains protagonistes du dialogue, à apporter des solutions ». (Börth 2009, 61)

Finalement, Börth tout autant que Romero, fait un retour sur les principales modifications opérées par le projet de Constitution ; parmi celles-ci, on peut identifier :

1. L'introduction du concept de nation bolivienne, puisque le projet constitutionnel admettait le modèle plurinational, en reconnaissant les 36 nations indigènes, mais en laissant de côté ceux qui n'en font pas partie.
2. Des précisions à propos du pluralisme juridique, avant tout en incluant "explicitement le recours obligatoire à la défense et aux garanties de la personne dans la juridiction indigène" (Börth 2009, 81) et en définissant le lien personnel de l'individu à la communauté comme élément principal de l'importance de la juridiction indigène.
3. La portée de l'autonomie rapportée à une meilleure précision des compétences de chaque niveau des entités autonomes. En cela, Börth fait référence à tous les niveaux d'autonomies : autonomie départementale, autonomie régionale, autonomie municipale et autonomie indigène.
4. Les réformes de la Constitution décidées par deux tiers des votes des membres présents à l'Assemblée Législative.

Dans *Nous ne l'avions pas imaginé ainsi*, Elena Díez Pinto (2011) fait une relecture à deux années de la crise traversée. Il s'agit d'un travail réalisé avec le soutien du Bureau de Prévention de Crise de Récupération du PNUD ; il prétend étudier les leçons retenues par les Nations Unies lors du soutien qu'elle a apporté aux débats et à la pacification.

Díez Pinto souligne que :

"Dans le cas de la Bolivie, la communauté internationale n'a pas assumé un rôle traditionnel de "médiation" puisque les acteurs nationaux n'ont pas été ceux qui ont défini le rythme, les procédures et les contenus du débat et des accords. Le rôle des organismes et des représentants internationaux a été décisif pour la

réussite du processus, moyennant un accompagnement prudent mais compromis dans le débat, contribuant à générer certaines conditions de confiance et de transparence, facilitant des modes de communication et d'information, et exerçant à certains moments critiques, une sorte de pression "morale" pour que le dialogue avance et pour que la pacification se consolide" (Díez Pinto 2011, 41).

Díez Pinto s'intéresse par ailleurs à la perception des acteurs politiques à propos du rôle joué par les Nations Unies dans ce processus. En général, cette perception a été favorable avant tout dans des moments où le processus de négociation se détériorait.

"Au cours du processus, lorsque le débat s'est rompu, les Nations Unies ont déclaré : "nous faisons un effort pour ce pays, nous tous qui sommes ici". Et je crois que c'était là des paroles de réflexion pour tous" propos du Sénateur Roger Pinto de PODEMOS cité par (Díez Pinto 2011, 35)

Finalement, quatre années après la crise de 2008, et celle des accords constitutionnels qui ont rendu possible la sortie de crise, dans *Au lendemain de la guerre*, Boris Miranda (2012) présente une série de chroniques d'investigation journalistique. Selon ses propres mots, ce recueil est :

"une chronique de chroniques de scénarios éloignés, mais tous liés. Une récréation d'histoires alignées derrière une même confrontation politique qui a exigé la réalisation d'une centaine d'entretiens avec les acteurs de chacun des épisodes." (Miranda 2012, 14)

Selon l'auteur, dans un pays comme la Bolivie, où se produisent des événements conflictuels de différente nature, l'année 2008 représente un véritable moment de rupture, le plus important depuis la révolution nationale de 1952. C'est un moment qui a marqué un avant et un après dans l'histoire du pays (Miranda 2012, 13)

Dans ce contexte de production intellectuelle, la contribution de la présente recherche doctorale est motivée par la réalisation d'une lecture sociologique de la

période 2000-2008. Période dans laquelle s'est produit une série de crises politiques, dont la dernière trouve ses fondements dans la dimension sociale, mettant en péril la continuité de la Bolivie comme pays unifié. Les études réalisées jusqu'à cette date s'attardent sur des moments ou des événements spécifiques, comme la Guerre du Gaz ou la crise du processus constituant.

D'autre part, à la différence des études évoquées, l'analyse de la crise et sa résolution se font dans cette étude depuis une perspective qui revalorise le conflit en tant qu'espace d'action et d'interactions pour les acteurs ; le conflit est perçu comme un espace dans lequel des relations de pouvoir s'établissent entre les acteurs. La manière dont s'établissent ces relations de pouvoir détermine si cet espace d'action qu'est le conflit, *s'élargit* afin de favoriser la formation d'accords, ou *s'il se referme*, conduisant ainsi à une situation de crise et de rupture. La perspective théorique adoptée dans cette étude oppose le conflit et la crise : au sein du conflit, les relations de pouvoir admettent des solutions et des accords, alors qu'au sein de la crise, des relations de force se déploient lesquelles mènent à la violence et se concluent par une rupture.

Enfin, apporter aux travaux traitant des crises politique une perspective relationnelle du pouvoir, éloignée de la conception webérienne qui associe pouvoir à domination, est une autre particularité de cette étude. Cette perspective rend possible l'analyse du type et de la qualité des relations de pouvoir qui s'amorcent, et leurs manières d'influer dans les enjeux de la relation.

Chapitre 3. Définition de concepts analytiques : Conflit et pouvoir

I. Le conflit : une relation sociale opposée à la crise et à la violence

Le conflit est un concept difficile à aborder. Selon le point de vue que l'on adopte, le conflit peut être conçu de façon différente. Il peut par exemple être pensé comme une anomalie de la société à laquelle il faudrait remédier. Dans cette lignée, Wieviorka cite deux exemples : d'abord Durkheim qui considère le conflit comme un élément perturbateur ne contribuant ni au progrès ni à l'intégration sociale ; ensuite Parsons, pour qui le conflit aurait des conséquences agitatrices, dissociatives et dysfonctionnelles pour la société, c'est-à-dire que le conflit serait en quelques sortes une maladie sociale (Wieviorka 2013).

Dans une perspective opposée, Wieviorka postule que le conflit correspondrait à l'idée d'une lutte sociale amenant à une sélection naturelle à travers la déprédation, la violence, la rupture et la guerre civile. Cette perspective serait liée aux idées d'Herbert Spencer ainsi qu'au Darwinisme social (Wieviorka 2013)²⁶.

Il est évident qu'aucune de ces perspectives n'entre dans le cadre de l'hypothèse centrale de notre étude, qui consiste à penser que la sortie progressive d'une crise de la cohésion sociale passe par la réaffirmation du conflit, tout en portant en même temps le rejet de la violence. Pour cette fin, il faut adopter une perspective permettant au conflit d'avoir une pertinence centrale dans la vie sociale, mais qui se différencie en même temps de la perspective marxiste du conflit – celle-ci situe la lutte des classes pour le contrôle des moyens de production comme le conflit structurant de la société. Une perspective qui se différencie également d'avec celle de Weber, qui pense le conflit à

²⁶Dans cette tradition Wieviorka 2013 cite Bannister 1989 Hofstadter 1995 Williams Williams 2000 186–1992

partir des luttes religieuses ou ethniques, et qui a centré son intérêt sur la bureaucratisation et la rationalisation de la société (Wieviorka 2013).

Ainsi, notre approche du conflit sera plus proche de celle de Georg Simmel qui estime le conflit comme central pour la vie sociale, constituant entre autres un facteur d'unité et de régulation de la vie collective. Etant donné qu'il efface la dualité, (Wieviorka 2013, 699) le conflit est une « *résolution des tensions entre contraires* » (Simmel 1904, 490). Cette perspective, qui d'après Wieviorka a influencé la sociologie américaine, pose le conflit comme une relation sociale.

Circonscrire le conflit dans une relation sociale entraîne une série d'implications conceptuelles, en opérant par exemple une distinction entre des dynamiques opposées que sont le conflit de la violence et le conflit de la crise. Cette conception relationnelle du conflit et ses implications sont étudiées par Michel Wieviorka²⁷ ; elle constitue la base conceptuelle qui nous permet d'étudier la validité de l'hypothèse de l'étude.

Pour que le conflit se constitue en une sorte de régulation de la vie collective, ce que Simmel nomme « *la résolution des tensions entre les contraires* », le conflit doit être développé dans un domaine spécifique, dans un cadre relationnel au sein duquel les acteurs partagent des références communes minimales, qu'elles soient réglementaires, culturelles ou autres. Wieviorka définit ce cadre comme une sphère d'action commune où se déploient des relations entre adversaires, où l'autonomie des acteurs se développe. Concrètement :

« Cette sphère d'action, cet espace partagé, a pour effet d'assurer que les questions en jeu dans le conflit soient reconnues par les acteurs qui s'opposent les uns des autres, luttant pour contrôler les mêmes ressources, les mêmes valeurs ou le même pouvoir » (Wieviorka 2013, 700).

Or, le conflit, en tant que relation sociale, ne peut être établi que si trois éléments sont présents : une sphère d'action²⁸, un principe d'identité permettant à chacune des

²⁷Voir par exemple (Wieviorka 2005a, b, 2013)

²⁸Wieviorka souligne que la sphère d'action correspond au principe de la totalité définie par Alain Touraine, voir (Touraine 1978).

parties de se définir de manière singulière, et un principe d'opposition, au biais duquel chaque partie se situe par rapport à un adversaire (Wieviorka 2013, 700).

Dès lors, la « sphère d'action » s'avère être un concept clef afin de mieux comprendre la distinction entre conflit et crise. Comme l'a souligné Wieviorka, crise et conflit seraient des catégories d'analyse distinctes. De façon générale, "quand l'espace du conflit se contracte, l'espace de la crise s'étend" (Wieviorka 2013, 707) et inversement. En d'autres termes, l'espace du conflit se réduit en même temps que la sphère d'action se resserre ; lorsque la crise advient, la relation conflictuelle entre les acteurs commence à se fissurer, laissant place à une tendance à la rupture et à la possibilité de voir émerger des formes de violence.

En ce sens, la manière la plus efficace d'affronter une crise serait de prendre le chemin du conflit afin d'étendre la sphère d'action, conduisant à la formation et au renforcement des positions des acteurs qui entrent alors dans une relation antagoniste (Wieviorka 2013, 708). En d'autres mots, la sortie de la crise passerait par la réaffirmation du conflit.

Dans ce contexte, Wieviorka définit le conflit comme :

« Un rapport inégal entre deux personnes, deux groupes, deux ensembles qui s'opposent au sein d'un même espace avec chacun pour objectif ou pour horizon non pas de liquider la partie adverse et avec elle la relation elle-même, mais de modifier cette relation et tout du moins d'y renforcer sa position relative. Le conflit, si l'on accepte cette définition certes très étroite, est le contraire de la rupture, où deux personnes, deux groupes, deux ensembles se séparent pour ne plus envisager que la distance et l'ignorance mutuelle, au mieux, la destruction de leur camp, au pire. » (Wieviorka 2005, 24)

Cette définition démontre que le conflit se base sur la reconnaissance de l'*autre* comme *sujet*, lequel travaille à sa manière afin d'arriver à un objectif à travers le renforcement de sa position dans la relation. Cet objectif dépend de la relation

conflictuelle qui s'établit. Cela implique que la relation ne s'établisse pas entre ennemis mais plutôt entre adversaires qui peuvent arriver à stabiliser une relation par son institutionnalisation en posant des règles de négociation, même si cela implique la dissolution de la relation conflictuelle (Wieviorka 2002, 14). D'autre part, le fait que le conflit mette en scène des adversaires et non pas des ennemis ne revient pas à dire qu'aucune forme de violence n'est en mesure d'apparaître. Cependant, l'hypothèse qu'expose Wieviorka est que le conflit et la violence s'opposent. Concrètement, il relève que :

« le conflit non seulement ne se confond pas avec la violence, mais tend pour l'essentiel à en être l'opposé. La violence ferme la discussion, plutôt qu'elle ne l'ouvre, elle rend difficile le débat, l'échange, même inégal, au profit de la rupture ou du seul rapport de force, à moins qu'elle ne surgisse parce qu'il y a rupture, pur rapport de force. » (Wieviorka 2005, 25).

Dans ce contexte, l'apparition de la violence exprimerait la faiblesse du conflit. Selon Wieviorka (2002, 18), cela pourrait se manifester dans trois cas :

- i. Lorsque le conflit est nouveau et n'a ni fini de se construire, ni d'être perçu comme tel par les acteurs et par la société.
- ii. Lorsqu'au contraire, le conflit est dans une phase de crise et de déclin historique.
- iii. Lorsque le conflit est dans une phase intermédiaire, c'est-à-dire, qu'il y a un conflit en éclosion, qui n'a pas fini de se former. Parallèlement, un vieux conflit persiste, qui, bien qu'il soit sur sa fin, n'a pas fini de s'épuiser.

Or, Wieviorka souligne que l'opposition entre conflit et violence est une hypothèse qui guide l'étude, un instrument de recherche mais en aucun cas, une théorie générale. Il signale que l'opposition entre le conflit et la violence n'est pas absolue, d'autant qu'il est possible selon le contexte et les acteurs, que la violence soit matérialisée comme l'un des facteurs fondateurs du conflit. Tenir compte de cet élément est incontournable étant donné que l'espace de la violence s'est ouvert et renouvelé

depuis qu'ont disparu les deux grands conflits structurels de la société : la lutte des classes et la Guerre Froide. (Wieviorka 2002, 22).

Finalement, il est important de signaler que la notion de conflit peut être associée à la notion de pouvoir. Cela implique que les individus, sans cesser d'être sociables, peuvent s'opposer et se disputer ouvertement les uns avec les autres. Cela se passe lorsque les intérêts sont antagoniques et que les acteurs sont en conflit à cause de la situation ou du pouvoir en vigueur. Les individus ou les groupes qui participent à cette relation sont plus sensibles aux émotions,²⁹ lesquelles peuvent éventuellement conduire à la violence ; ils sont capables de mobiliser des ressources pour réussir rationnellement leurs objectifs. La relation qu'ils établissent est rationnelle, ils ne tendent pas vers la destruction de l'autre (Wieviorka 2013, 699). Dans la section suivante, nous analyserons justement le pouvoir comme une relation sociale.

II. La notion du pouvoir

Le pouvoir est un phénomène qui peut être compris comme une forme socio-naturelle de l'existence humaine (Burchell 1991, 138). Il peut être « considéré comme la condition de toute vie sociale : « *pas de société sans règles, pas de règles sans pouvoir* »³⁰. Toutefois, la simplicité et l'universalité de ce phénomène s'opposent à la complexité de sa conceptualisation, laquelle devient fuyante et multiforme (Crozier and Friedberg 1977). Car le pouvoir n'est pas seulement un concept débattu dans différents champs des sciences sociales ; comme Ruano-Borbalan l'affirme, il faut avoir à l'esprit que les relations de pouvoir, depuis la dernière moitié du siècle passé sont en constante mutation. Ainsi :

« depuis quelques décennies, les sciences sociales et humaines ont montré que l'on assiste à une modification des formes du pouvoir dans tous les domaines et à toutes les échelles : les formes hiérarchiques et autoritaires s'effacent au profit de la négociation et de nouvelles formes d'autorité et de pouvoir, faisant

²⁹ Sur ce point, Wierwiorka fait référence à l'étude de Randal Collins, dans laquelle il rapporte que la violence doit être une forme de communication émotionnelle Collins 2008

³⁰ Burdeau 1949 cité par Ruano-Borbalan 2002, 3

appel à la coopération. Cette transformation du pouvoir ne signifie pas du tout sa disparition, mais son fractionnement et sa diffusion. » (Ruano-Borbalan 2002, 12).

En effet, la question du pouvoir ne se réfère plus exclusivement aux sphères de la politique et de l'État : elle les dépasse et s'étend à d'autres dimensions sociales, y compris au sein de la vie quotidienne. Par conséquent, le pouvoir est toujours exercé, affectant ainsi les actions et les idées individuelles et collectives. Mais il est nécessaire de prendre en considération le fait que la nature, les caractéristiques, les dimensions, les types et l'exercice du pouvoir peuvent considérablement varier selon les différentes situations sociales (Olsen et Marger 1993). Pour cela, le pouvoir doit être étudié en tenant compte des particularités de chaque champ social où il se manifeste.

Deux faits émergent quant à cette notion de pouvoir : le pouvoir est enraciné dans la vie sociale et, en même temps, ses manifestations se métamorphosent dans la société contemporaine.³¹ Mais alors, en réalité, qu'est-ce que le pouvoir ? Comment est-ce que l'on comprend ?

Nous allons maintenant traiter la définition et l'approche conceptuelle du pouvoir retenus pour l'analyse de cette recherche.

A. Qu'est-ce que le pouvoir ?

Apporter une réponse à cette question n'est pas simple. Car comme Emerson (1962) l'affirme, il existe un écueil récurrent dans les conceptions communes du pouvoir social qui empêche un développement théorique adéquat, paralysant la recherche. Cette difficulté repose sur le traitement implicite du pouvoir, considéré comme l'attribut d'une personne ou d'un groupe (Crozier and Friedberg 1977).

Selon cette conception, la recherche porterait autour de la réflexion suivante : Qui sont les détenteurs du pouvoir dans une communauté donnée ? On se met alors à classifier les personnes d'après des critères de pouvoir selon un modèle dit de « structure

³¹ À cet égard voir Ruano-Borblan 2002, Lallement 2002 et Russ 1994 .

de pouvoir ». Cependant, cette classification pose une conception de « structure » très discutabile, basée sur une supposition d'un « pouvoir généralisé », là aussi très discutabile.

Ainsi, Emerson affirme qu'il est communément observé qu'une personne X domine Y en étant subalterne de Z. Ces définitions des relations de pouvoir n'admettent donc pas de complément. Autrement dit, affirmer que « X a le pouvoir » reste trop vague à moins que nous spécifions « sur qui », alors que le pouvoir est une propriété de la relation sociale. Le pouvoir n'est pas un attribut de l'acteur (Emerson 1962, 31-32).

Robert Dahl donne une définition du pouvoir qui est devenue incontournable.³² Dans les années cinquante Dahl écrit qu' « *un individu 'A' possède le pouvoir sur un individu 'B' dans la mesure où il parvient à faire en sorte que 'B' puisse faire quelque chose que, autrement, 'B' n'aurait pas fait seul* ». ³³

Malgré la pertinence de cette définition due à sa simplicité – et donc à sa prétention universalisante –, Ruano-Borbalan énonce clairement les problèmes que pose cette définition. Il souligne le fait qu'une telle conception du pouvoir :

« ne préjuge pas des moyens mis en œuvre (de la terreur à la persuasion-sédution), ni des buts (avidité, idéologie, etc.). On s'accorde aujourd'hui pour estimer que le pouvoir suppose fondamentalement la volonté d'agir en direction de buts reconnus par tous les acteurs sociaux » (Ruano-Borbalan 2002, 3).

De leur côté, Crozier et Friedberg soutiennent que la définition de Dahl recèle certaines faiblesses, comme le fait qu'elle n'arrive pas à faire la distinction entre pouvoir intentionnel et conséquences non désirées par les protagonistes. Si l'on suit la pensée de Dahl, identifier la spécificité du pouvoir de 'A' selon l'action demandée s'avère

³² Ruano-Borbalan 2002 poursuit la définition élaborée par Dahl 1957.

³³ Traduction par nos soins. La définition originale en anglais est la suivante : "A has power over B to the extent that he can get B to do something that B would not otherwise do." Dahl 1957 201-215, cité par Bernhagen 2002.

difficile. Mais surtout, cette définition est biaisée car elle se place dans une perspective où le pouvoir serait un attribut des acteurs (Crozier and Friedberg 1977).

C'est justement à cette conception du pouvoir comme « attribut des acteurs » que ces Crozier et Friedberg s'opposent. Ils simplifient la définition de Dahl en déclarant que le pouvoir implique la possibilité que quelqu'un puisse agir sur autrui. À partir de ce simple postulat, ils développent une conception du pouvoir basée sur l'idée que le pouvoir est une relation et non pas un attribut des acteurs. Une relation qui, d'ailleurs, est instrumentale, non transitive et réciproque, mais aussi déséquilibrée.³⁴

Ces auteurs soulignent que le pouvoir est une relation pour deux raisons : d'une part parce que la seule façon dont il puisse se manifester et devenir contraignant est par sa mise en œuvre dans une relation entre deux ou plusieurs acteurs (individuels ou collectifs) dépendants les uns des autres dans l'atteinte d'objectifs communs qui conditionnent leurs objectifs individuels. D'autre part, le pouvoir ne peut se développer que grâce à l'échange entre les acteurs engagés dans cette relation, ce qui implique une permanente adaptation des acteurs entre eux. De cette façon, il devient fortement lié à la négociation. En bref, Crozier et Friedberg signalent que le pouvoir est une relation d'échange et de négociation où deux acteurs ou plus, sont engagés.

Le pouvoir, affirment-ils, est aussi une relation instrumentale. En effet, si l'on considère la logique instrumentale d'une relation de négociation, le pouvoir se conçoit seulement dans la perspective de l'accomplissement d'une finalité déterminée, d'un but spécifique. Afin d'y aboutir, ce dernier oblige aux acteurs à s'engager et à mettre à disposition des ressources.

Or, d'après la transitivité mathématique, si 'A' est plus grand que 'B' et celui-ci est plus grand que 'C', alors 'A' est plus grand que 'C'. Toutefois, si c'est un acteur 'A' qui parvient à ce qu'un acteur 'B' fasse une action déterminée, et ensuite 'B' parvient à ce

³⁴ Le développement conceptuel qui prend forme à ce stade et s'étend jusqu'à la fin de cette section est basé sur Crozier et Friedberg, 1977.

qu'un acteur 'C' fasse la même action, il se peut que 'C' ne la fasse jamais si c'est 'A' qui la commande.

Ainsi, ce caractère non transitif implique que le pouvoir est inséparable des acteurs, mais aussi des actions demandées, car « *chaque action constitue un enjeu spécifique autour duquel se greffe une relation de pouvoir particulière* » (Crozier and Friedberg 1977, 58). Autrement dit si 'A' peut réussir à ce qu'une action déterminée puisse être réalisée par 'B', il se peut que pour une autre sorte de action, 'A' doive déployer plus d'efforts, et qu'il ne puisse rien faire pour que 'B' accomplisse une troisième catégorie d'action que 'B' réaliserait en revanche si un acteur 'C' le lui demandait.

Finalement, le pouvoir est une relation réciproque mais déséquilibrée. Relation réciproque d'abord, parce que la négociation implique l'échange. A cet égard, il ne pourrait pas y avoir une relation de pouvoir, si l'acteur 'A', par exemple, ne met aucune ressource à disposition, car dans ce cas, il n'y aurait rien à échanger. Relation déséquilibrée d'autre part,³⁵ compte tenu du fait que l'on ne pourrait pas dire que 'A' est dans une situation de pouvoir à l'égard de 'B', si l'échange entre les deux est égal. Pour cela, l'échange doit être déséquilibré en faveur d'un des acteurs pour que l'on puisse parler proprement de relation de pouvoir. Ainsi, le pouvoir se conçoit :

« comme une relation d'échange, donc réciproque, mais où les termes d'échange sont plus favorables à l'une des parties en présence. C'est un rapport de force, dont l'un peut tirer davantage que l'autre, mais également où, l'un n'est jamais totalement démuné face à l'autre [...]. En d'autres termes, le pouvoir de 'A' sur 'B' correspond à la capacité de 'A' d'obtenir que dans sa négociation avec 'B' les termes de l'échange lui soient favorables. » (Crozier and Friedberg 1977, 59).

³⁵ Nous reviendrons sur l'idée de déséquilibre plus bas lorsque nous aborderons l'asymétrie et l'équilibre des relations de pouvoir avec Wrong 1993.

Dans une même conception relationnelle et non pas substantialiste du pouvoir, Foucault signale que :

« Le pouvoir n'est pas une substance. Il n'est pas non plus un mystérieux attribut dont il faudrait fouiller les origines. Le pouvoir n'est qu'un type particulier de relations entre individus. Et ces relations sont spécifiques : autrement dit, elles n'ont rien à voir avec l'échange,³⁶ la production et la communication, même si elles leur sont associées. Le trait distinctif du pouvoir, c'est que certains hommes peuvent plus ou moins entièrement déterminer la conduite d'autres hommes, mais jamais de manière exhaustive ou coercitive. Un homme enchaîné et battu est soumis à la force que l'on exerce sur lui. Pas au pouvoir. » (Foucault 1986, 5) cité par (Russ 1994, 193).

Ainsi donc, selon Jacqueline Russ (1994) Foucault refuse d'associer le pouvoir aux conceptions classiques de domination et de violence que l'on retrouve chez Max Weber, ou à l'idée de servitude volontaire et d'amour au maître qui sont développés par La Boétie. D'ailleurs, Foucault fait la distinction entre relation de pouvoir et relation de violence lorsqu'il précise que :

« ce qui définit une relation de pouvoir, c'est un mode d'action qui n'agit pas directement et immédiatement sur les autres, mais qui agit sur leur action propre. Une action sur l'action, sur des actions éventuelles, ou actuelles, futures ou présentes. Par contre une relation de violence agit sur un corps, sur des choses : elle force, elle plie, elle brise, elle détruit : elle referme toutes possibilités ; [...] et si elle rencontre une résistance elle n'a d'autre choix que d'entreprendre de la réduire. Une relation de pouvoir, en revanche, s'articule sur deux éléments qui lui sont indispensables pour être justement une relation de pouvoir : que "l'autre" (celui sur lequel elle s'exerce) soit bien reconnu et maintenu jusqu'au bout comme sujet d'action ; et que s'ouvre, devant la

³⁶ Ici, la notion d'échange a une connotation plutôt économique, elle ne doit pas s'entendre au sens de réciprocité que Crozier et Friedberg lui attribuent.

relation de pouvoir, tout un champ de réponses, réactions, effets, inventions possibles ». (Foucault 1984, 313)

Les relations de pouvoir sont en même temps, intentionnelles et non subjectives ; elles sont donc intelligibles. Car elles sont, de part en part, traversées par un calcul. Alors le pouvoir s'exerce nécessairement avec une série de visées et d'objectifs, qui n'impliquent pas qu'elles résultent du choix ou de la décision d'un sujet individuel (Foucault 1976, 125). Ainsi, Russ synthétise cette conception foucauldienne en signalant que la rationalité du pouvoir ne se confond pas avec celle des décisions individuelles, mais avec un mouvement de stratégies³⁷ et de tactiques d'un côté, et de résistances et de contre-tactiques diverses de l'autre, qui se constituent, en quelque sorte, dans les colonnes vertébrales du pouvoir (Russ 1994).

B. La mobilisation des atouts

Comme considèrent Crozier et Friedberg (1977), ce sont les atouts, les ressources et les forces des parties engagées dans la relation qui sont à l'origine du pouvoir. La puissance respective des acteurs repose en eux, celle-là même qui définit la nature de la relation de pouvoir. Par conséquent, les atouts sont le fondement du pouvoir, ils ne sont pas le pouvoir lui-même. À cet égard, Etzioni (1993) refuse la perspective basée sur le sens commun, qui a tendance à estimer le pouvoir d'un acteur par un simple inventaire de ses atouts. Etzioni affirme qu'en réalité, la quantité d'atouts dont dispose un acteur détermine seulement le contexte social de son pouvoir – pouvoir potentiel ou pouvoir détenu–, et que ces atouts lui permettent de supporter son action. Or, la quantité d'atouts qu'il utilise réellement pour produire « le pouvoir » doit être pensé dans une perspective plus organisationnelle et volontariste des relations sociales. A ce sens, chaque acteur doit effectuer constamment, et souvent inconsciemment, un choix

³⁷ À cet égard, Jacqueline Russ cite Foucault quand il signale que « *la stratégie désigne un ensemble complexe. Aux significations multiples et entrecroisées. Stratêgia signifie, en grec, le commandement d'une armée et conduit au premier sens de stratégie, comme art de faire évoluer une armée sur le théâtre d'opérations. Mais le mot de stratégie désigne aussi, à la figure, un ensemble de moyens et d'actions coordonnées, en vue d'une fin. Troisième sens (figuré, mais proche du sens originel) : il s'agit de l'ensemble des procédés utilisés dans un affrontement pour priver l'adversaire de ses moyens de combat et le réduire à renoncer à la lutte ; il s'agit alors des moyens destinés à obtenir la victoire* » (Foucault 1984, 319) cité par (Russ 1994, 196).

distributif. C'est-à-dire qu'il décide quelle part de ses atouts est consommée pour satisfaire des besoins immédiats, quelle part est conservée pour une consommation plus tardive, et quelle part est investie pour accroître ses atouts et les convertir en « pouvoir ». Les atouts sont donc un aspect relativement stable ou structurel des relations sociales, tandis que le pouvoir est plutôt dynamique (Etzioni 1993).

De cette manière, les atouts, en tant que possessions d'un acteur, peuvent être convertis en pouvoir, mais ils ne sont pas nécessairement utilisés. Ainsi, souligne Etzioni, dans une situation déterminée, si un acteur riche en atouts ne mobilise pas plus qu'une petite fraction de ceux-ci, il perdra en premier lieu, face à un acteur plus pauvre, mais qui se sera davantage investi en mobilisant plus d'atouts. En réaction, l'acteur plus riche en atouts sera souvent amené à mobiliser davantage de ses atouts propres et, à long terme, la situation résultera à une « victoire » du plus « riche ». Néanmoins, si le contexte de la relation détermine peu de manches et le résultat est irréversible, alors l'acteur le plus « pauvre » en atout, du fait qu'il aura fait preuve de plus de pouvoir en temps réel, tendra à régner. Ceci s'applique, par exemple, aux mouvements révolutionnaires ou d'indépendance nationale, dans le cas des systèmes mal intégrés, et à la transgression de la législation dans le cas des systèmes mieux intégrés (Etzioni 1993).

Or, même si les atouts, individuels, culturels, économiques, sociaux, ne constituent pas le pouvoir en soi, Crozier et Friedberg mettent l'accent sur le fait que les atouts définissent des cadres sociaux, spatiaux et temporels sur lesquels les acteurs construisent leurs stratégies. D'ailleurs, un inventaire des atouts « *permettra de préciser et d'introduire dans l'analyse les inégalités entre acteurs, inégalités qui tiennent à leur insertion commune et à leur position respective dans un champ social structuré* » (Crozier and Friedberg, 63).

Or, bien que les atouts soient un aspect relativement stable des relations sociales, comme nous venons de le voir, ceux-ci peuvent se dégrader s'ils ne sont pas mobilisés à dans la relation et dans l'occasion adéquates. Cela nous amène à penser la pertinence de la mobilisation des atouts. En considérant alors le caractère non transitif du pouvoir – ce qui implique, encore une fois, que « *chaque action constitue un enjeu spécifique autour duquel se greffe une relation de pouvoir particulière* » (Crozier and Friedberg

1977, 58) – les atouts non appropriés à la relation et qui sont mobilisés, ne peuvent pas générer de « pouvoir ». En d'autres termes, si 'A' ne parvient pas à obtenir de 'C' la même action qu'il a obtenue de 'B', peut-être qu'il ne mobilise pas d'atout suffisamment pertinent, ceux-là même qui lui donneraient un pouvoir sur 'C'.

De cette façon, la mobilisation des atouts appropriés aux spécificités de chaque relation singulière devient un élément capital des jeux de stratégies, des tactiques et des résistances et contre-tactiques, inhérent aux relations de pouvoir et qui sont, d'après Foucault, les colonnes vertébrales du pouvoir.

C. La situation sociale et le facteur temps dans la relation de pouvoir

La situation sociale et le facteur temps sont deux éléments clef dans l'analyse des relations de pouvoir.³⁸ Ainsi, les possibilités qu'un acteur puisse agir sur différentes relations de pouvoir en même temps – ce qu'implique une diversification de ses domaines d'investissement – peuvent être appréciées à travers la compréhension de sa situation sociale. De cette façon, comme le soulignent Crozier et Friedberg (1977), le fait d'avoir plusieurs engagements constitue pour un acteur un atout de premier ordre, et ceci car il pourra :

- a. Limiter les périls qu'impliquent toute relation de pouvoir car la pluralité de ses engagements lui offre la possibilité de répartir ses investissements et d'échapper au risque inhérent au fait de se concentrer sur un seul objectif ;
- b. Avoir plus de chances de fortifier ses stratégies offensives, car en diversifiant ses relations de pouvoir, l'acteur peut réunir l'ensemble de ses ressources et les investir dans une relation précise, dans laquelle il aura plus d'avantages.

³⁸ Cette section se base sur l'analyse de Crozier et Friedberg, qui étudient ces deux éléments sur la base de leur exemple classique de la relation entre M. Dupont et M. Durand. « *M. Dupont, riche notable dans une petite ville de province, demande à M. Durand, modeste artisan, de réparer sa maison. Une relation de pouvoir s'établit entre eux du fait de cette demande. Et le prix que M. Dupont acceptera de payer en échange de cette réparation sera fonction du rapport de force qui prévaudra* ». (Crozier and Friedberg 1977, 62)

D'autre part, la connaissance de la situation sociale des acteurs permet de mieux comprendre la façon dont ils gèrent le facteur temps dans la relation de pouvoir. Car la dimension temporelle est une condition *sine qua non*, qui leur ouvre la possibilité de devenir l'une des sources principales (sinon la principale) dans la diversification des enjeux.

Comme le disent Crozier et Friedberg (1977) il sera peu probable qu'un acteur accepte de perdre si, à court terme, il ne prévoit pas de gagner par la suite. Néanmoins, le facteur le plus important est celui du temps, car la possibilité qu'il a d'établir un horizon temporel à long terme dans une relation de pouvoir devient un atout de premier ordre. Autrement dit, la dimension temporelle permet de mesurer la marge de manœuvre de l'acteur. Dans certaines relations, cette dimension peut même devenir le principal atout. Dans certaines situations où un des acteurs semblerait démun³⁹, il est possible de voir que, n'ayant plus rien à perdre, le « temps », pour lui, devient indifférent. Il peut trouver dans cette indifférence un atout précieux face à un autre acteur « pressé » par le temps, ce qui lui permettra de retrouver le pouvoir à partir d'une situation de faiblesse.

Dans ce contexte, l'identification des ressources et des atouts dont disposent les acteurs, permet d'observer que face à une même relation de pouvoir, des acteurs distincts réagissent de façon différente car tous ne possèdent pas les mêmes caractéristiques : possibilités alternatives, horizons temporels, mesures de leur engagement, capacités à ajuster leurs investissements afin de minimiser leur probabilité de perte – risque implicite dans toute relation de pouvoir. De cette manière, moins un acteur pourra mesurer ses engagements, moins il sera prêt à s'engager. Certaines stratégies de protection qui se manifestent par des comportements de retrait ou d'apathie peuvent être examinées à l'aune de cette énonciation.

Crozier et Friedberg (1977) constatent que la différence de capacités stratégiques entre acteurs se baserait sur la différence existant entre leurs contextes sociaux. De cette

³⁹ Avec cet exemple, Crozier et Friedberg (1977 :64) essaient de montrer non seulement le rôle capital du facteur temps, mais tentent parallèlement de souligner encore une fois que, dans une relation de pouvoir un acteur n'est jamais totalement démun³⁹ face à l'autre.

façon, il est possible qu'un acteur accroisse sa capacité stratégique en fonction d'une ressource déterminée, mais que cette même capacité n'affecte pas de la même manière la stratégie d'un autre acteur, car certains processus cumulatifs existent, qui ouvrent une possibilité de profit à certains acteurs, et non pas à d'autres. Cela revient à dire qu'une même ressource pourra être mobilisée et transformée en « pouvoir » par certains acteurs, alors qu'elle ne le sera pas pour d'autres.

A ce sens, ces auteurs admettent que certaines notions comme celle de « puissance », de « pouvoir social » et d'« emprise sociale » peuvent être redéfinies de manière plus efficace si l'on considère, d'une part, que les acteurs se placent dans un champ social structuré, et d'autre part, que la position de chaque acteur dans ce champ social détermine ses capacités stratégiques. Ainsi, ils définissent ces notions :

« par la capacité supérieure d'un acteur d'étendre le champ d'exercice d'une relation de pouvoir et de la porter sur un terrain où le rapport de force lui sera favorable. Elle permet ainsi d'intégrer dans la réflexion les inégalités sociales entre acteurs qui font que certains auront dès le départ plus de chances que d'autres de s'établir en situation de domination. » (Crozier and Friedberg 1977, 65)

Toutefois, Crozier et Friedberg rappellent que même si les inégalités économiques et sociales entre acteurs se constituent en éléments clefs pour comprendre comment se déploie une relation de pouvoir, il est certain que certaines contraintes structurelles à une situation déterminée peuvent les modérer voire les supprimer. Alors, à fortiori, la possession d'une gamme d'atouts et de ressources étendues ne suffit pas à maîtriser une relation de pouvoir ; autrement dit, il est indispensable non seulement de les mobiliser et de les activer, mais aussi de mobiliser les atouts appropriés à la situation relationnelle, en considérant, encore une fois, ses contraintes structurelles particulières et spécifiques.

D. Les réactions face au déséquilibre de pouvoir : la réduction des coûts et les opérations d'équilibre.⁴⁰

Le coût se réfère, dans la définition de pouvoir d'Emerson à la résistance à être surmonté. Mais il n'est assumé que par l'acteur qui satisfait les demandes faites par l'autre. Alors, le processus de réduction du coût peut se produire de différentes formes. En général, Emerson signale que la réduction du coût est un processus impliquant une série de changement dans les valeurs (personnelles, sociales, économiques), ce qui réduit les « douleurs » associées lorsqu'un acteur satisfait les demandes d'un autre plus puissant. Cependant, il faut souligner que ces ajustements ne changent pas nécessairement l'équilibre ou le déséquilibre de la relation, à la différence des opérations d'équilibre. (Emerson 1962, 34). Ainsi, les réductions de coût se produiront même dans des conditions d'équilibre. Ceci est évident, d'après Emerson, pour les transactions économiques comme pour d'autres relations sociales, où les coûts associés sont ancrés dans des attitudes et valeurs modifiables. Normalement, les tendances de réduction des coûts fonctionneront pour approfondir et stabiliser les relations sociales indépendamment de la condition d'équilibre.

Or, les processus d'équilibre d'Emerson opèrent à travers des changements de variables qui définissent la structure de la relation de pouvoir et dépendance. Ainsi, en considérant que la « dépendance » est une fonction commune de deux variables, les modifications suivantes déplaceront la relation de pouvoir vers un état d'équilibre :

- I. *« Si 'B' réduit des investissements motivationnels pour les buts obtenus via 'A'.*
- II. *Si 'B' développe des sources alternatives pour la satisfaction de ces buts.*
- III. *Si 'A' augmente des investissements motivationnels pour les buts obtenus via 'B'.*
- IV. *Si 'A' est dénué de sources alternatives pour accomplir ces buts. »* (Emerson 1962, 35)

⁴⁰ Cette partie est basée entièrement sur le travail d'Emerson Emerson 1962 31-41

Ainsi donc, Emerson souligne que chacune de ces quatre types d'opérations d'équilibre correspond à des processus sociaux bien connus. La première opération équilibre la relation à travers le retrait motivationnel de 'B', l'acteur le plus faible. La deuxième implique la création de relations sociales alternatives par 'B', en d'autres termes l'extension du réseau du pouvoir. Le troisième est basé sur « l'octroi d'un statut » à 'A', et le quatrième implique la formation d'une coalition (Emerson 1962, 35).

Chapitre 4. Contexte historique.

I. Les clivages d'origine : Le régional et l'ethnique

Seize ans après le 25 mai 1809, date du premier soulèvement subversif à Chuquisaca, l'Alto Pérou⁴¹ réussit son indépendance le 6 août 1825. Suite à une demande venant de l'Assemblée Constituante, Simon Bolivar rédigea la première Constitution et la lui rendit le 26 mai 1826 (Quisbert 2010). Le texte envoyé depuis Lima fut accompagné par un discours adressé aux législateurs, où Bolivar déclarait dans l'avant-dernier paragraphe que “[...]seul Dieu pouvait appeler cette terre Bolivie... Un amour effréné de liberté...”(Bolívar 1995, 242)

Nulle part ailleurs en Amérique Latine la guerre d'indépendance ne dura aussi longtemps. Cet « amour effréné de liberté » marca son empreinte dans la nation après seize ans de luttes indépendantistes, et s'inscrivit au fur et à mesure dans l'esprit national tout au long de son histoire. La Bolivie se constitua à travers d'immenses luttes socio-politiques et socio-culturelles qui, comme le rappelle Calderón, même si elles n'étaient pas les seules luttes sur le plan international, elles adoptèrent une dynamique particulière, impulsées par la force de la société bolivienne. Cette force, exprimée par de multiples acteurs et mouvement sociaux, s'érigea comme un élément central de l'identité nationale moderne bolivienne (Calderón 1999).

Les luttes sociales se structurèrent autour de clivages qui naquirent avec la République : les deux clivages les plus importants furent l'ethnique et le régional. Bien que la Bolivie fût possible grâce à une vision partagée de cinq provinces⁴² qui se

⁴¹ Le 6 août 1825, l'Alto Pérou proclama son indépendance avec le nom de République de Bolivar, à l'honneur du libérateur. Néanmoins, le 3 octobre 1825, une des premières lois promulguées par la nouvelle République changea son nom, suite à la proposition du député de Potosí, Manuel Martin Cruz, qui dit “si de Romulus vint Rome, de Bolivar viendra Bolivie” Voir Mesa Gisbert, de Mesa and Gisbert 2012

⁴² L'Assemblée Générale Délibérante des Députés de Provinces de l'Alto Pérou réunit 48 législateurs qui représentaient cinq régions, à savoir : Charcas, Potosí, La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Couthbert 2010

matérialisa dans une unité territoriale, dans la réalité, il n'eut pas d'autres éléments de cohésion qui auraient pu éventuellement limiter ces clivages.

La première constitution légitima le clivage ethnique parce que, même si toutes les personnes nées sur le territoire de la nouvelle République étaient reconnues en tant que boliviens, la citoyenneté n'était réservée qu'à un certain nombre d'entre eux. Seuls étaient considérés citoyens les boliviens mariés ou majeurs, s'ils savaient lire, écrire et s'ils avaient *“un emploi ou industrie; o profess[ai]ent une science ou art, sans sujétion à un autre en qualité de servant domestique”* (Bolivar 1826 art. 13).

La constitutionnalisation de cette division répondait à une réalité sociale bien établie tout au long de la période coloniale, que la création du nouvel ordre n'eût jamais l'intérêt d'abolir. D'après Sergio Almaraz, ceci s'explique par une proclamation de la République vidée des vraies valeurs et idéaux républicains : la liberté et l'égalité, car les dirigeants de la guérilla altopéruvienne, qui se battaient contre le pouvoir espagnol, furent exterminés par les longues années de guerre. En échange, ceux qui accédèrent à l'Assemblée Nationale de 1825 étaient les criollos⁴³ aisés qui se retrouvèrent :

“...vivant dans un pays d'indiens, petit, pauvre, auquel, sans les compétences des espagnols, ils dominaient complètement mais [sans] l'accepter. L'oligarchie, après 1850, initia son divorce psychologique encouragé par le contact avec l'Europe, qui introduit des éléments idéologiques et culturels qui accentuèrent la séparation. Au fond ils se sentaient offensés par le pays [...] Ils voulaient un environnement à l'européenne, moderne, propre et avec des indiens habillés en combinaisons et chaussures [...] Ils mirent en place un mécanisme psychologique auto justificatif à travers lequel ils s'adaptèrent sans accepter, et qui donnait elle-même les éléments de la différenciation entre les élites et le peuple. (Almaraz 1969, 7-8).

⁴³ N.D.L.T Descendants des Espagnols venus en Amérique lors de la colonisation.

Ce clivage entraîna une profonde négation de l'autre, constitutionalisée dans la négation des droits citoyens de la majorité des boliviens de la naissante République.⁴⁴ Les luttes que les peuples indigènes ont revendiquées tout au long de l'histoire de la Bolivie revenaient, de façons différentes, au droit à la reconnaissance non seulement de leurs droits, mais aussi de leurs modes de vie.

Par ailleurs, le clivage territorial se développa à partir des sociétés régionales, où les élites revendiquaient des visions et des intérêts locaux construits en opposition des visions générées par le pouvoir central⁴⁵. Les régions non seulement voyaient le centre comme étant déconnecté des réalités locales, mais aussi comme étant une menace. (Calderón 1999, 446).

L'image de ce clivage d'origine se reflète sans doute dans un dicton populaire de l'époque qui disait : *“la Présidence bolivienne avait son siège sur la monture du petit chef en service et dans l'endroit où le mandataire étouffait une révolution ou une émeute”*.⁴⁶ Une donnée, exprimée dans cette caricature de la Présidence qui n'est pas anodine et qui renforce cette dispute entre le centre et les régions, est le fait qu'entre 1825 et 1900, des 62 fois que c'était réuni le Congrès⁴⁷, 31 d'entre elles se produisirent à Sucre (ancienne Charcas), 20 à La Paz, 8 à Oruro, 2 à Cochabamba et 1 à Tapacarí.⁴⁸

Vers la fin du XIXe siècle, le dégel de la guerre du Pacifique (1879 – 1883), le début du déclin de l'extraction de l'argent (Potosí et Sucre), ainsi que l'apparition de l'extraction minière de l'étain (Oruro et La Paz), entraînèrent le pays dans une guerre

⁴⁴ La Bolivie est née avec près de 1 100 000 d'habitants, parmi lesquels on comptait à l'époque, 800 000 étaient indigènes, 200 000 européens et criollos, 93 000 métisses et 7 000 afro-américains, dont 4 700 étaient des esclaves, voir Sistema de las Naciones Unidas en Bolivia 2009

⁴⁵ Le pouvoir central concerne la capitale ou le siège de gouvernement.

⁴⁶ Il existe plusieurs sources pour cette phrase, dont colaboradores de Wikipedia

⁴⁷ D'après Asamblea Legislativa Plurinacional de Bolivia *“les réunions législatives ont fonctionné avec des dénominations différentes: Congrès Ordinaire, Extraordinaire, Assemblée Générale, Congrès General Constituyente, Assemblée Nationale et Congrès Constitutionnel* .

⁴⁸ Voir ibid.

civile. La Paz des libéraux, qui comptait avec presque deux fois les habitants de Sucre, arborait le drapeau du fédéralisme et gardait une position guerrière concernant le Chili.

Les avancées militaires de Sucre vers La Paz brûlèrent des villages indigènes de l'altiplano sur leur passage, ce qui facilita une alliance entre La Paz et ces groupes indigènes, dirigés par Zárate Wilka. Cette alliance fut décisive et offrit la victoire aux libéraux. Néanmoins, le projet fédéraliste n'aboutit que dans un simple changement de siège du gouvernement à La Paz, gardant Sucre comme capitale de la Bolivie. En outre, l'alliance avec les indigènes de l'altiplano finit avec l'arrestation, puis la mort de leur dirigeant. Les libéraux justifièrent cette rupture par un plan subversif indigène allégué, qui aurait prétendu mettre en place un projet pour revendiquer leur droit à la terre. (Mesa Gisbert, de Mesa, et Gisbert 2012).

L'échec du projet fédéraliste peut se comprendre aussi comme une négation des revendications régionales. La Paz prit le pouvoir politique à Sucre et par la suite, il ne le partagea pas avec les régions, niant sa propre revendication originelle. Comme l'a fait remarquer Calderón, c'est sur la base de ces revendications régionales, associées à la méfiance historique envers le pouvoir central, que se développèrent les différentes initiatives et luttes régionales pour essayer de changer la configuration du pouvoir territorial en Bolivie. Dans ce contexte se développèrent tout au long de l'histoire nationale différents types d'alliances, soit entre régions et pouvoir central, soit entre différents régions (Calderón 1999).

Comme nous l'avons mentionné précédemment, ces clivages de base, établis sur la négation de l'autre, ont soutenu différentes luttes et mobilisations de revendication des droits et reconnaissance tout au long de l'histoire nationale. À ce sujet, il existe de nombreux travaux sur les luttes et mobilisations indigènes⁴⁹ ainsi que sur les luttes régionales.⁵⁰

⁴⁹ Voir entre autres Albó 1999 451-482 Albó 2008 Ticona Alejo 2004 8-21 García Linera, Chávez León and Costas Monje Calderón 1999 427-450 Romero 2006

⁵⁰ Voir entre autres Barragán and Roca 2005 Calderón Bustos 2011 95-151 ICOBA 2008 Lavaud 1998

Or, la révolution nationale de 1952, a marqué un jalon central dans le développement de ces clivages et se constitue en tant que l'avancée la plus importante du XXe siècle en ce qui concerne les droits des indigènes et l'impulsion du développement de la région orientale de la Bolivie.⁵¹

Trois des mesures appliquées par le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), qui avait commandé la révolution, amplifièrent sensiblement les droits des indigènes et des paysans : Le *suffrage universel* décrété le 21 juillet 1952, qui comprit près d'un million de nouvelles personnes⁵², octroyant ce droit à des femmes et des illettrés, la plupart indigènes. Tous les boliviens majeurs pouvaient même présenter leur candidature pour des postes d'autorité. La *réforme agraire* d'août 1953, qui redistribua la terre en éliminant le latifundium. D'après Gisbert, si le suffrage universel avait inséré la majorité du pays dans la vie politique, cette réforme inclut près de deux millions de personnes dans l'économie (Gisbert 2011). La *réforme de l'éducation* de 1955, qui souleva la question de l'universalisation de l'éducation, ainsi que son caractère obligatoire, en rupture avec l'idée d'une éducation spéciale pour les indigènes (Gisbert 2011).

Par ailleurs, les ressources économiques produites par la nationalisation des mines et d'autres ressources obtenues d'emprunts, furent investies dans la construction de routes, la colonne vertébrale du pays. La première route goudronnée du pays fut construite, entre Cochabamba et Santa Cruz, permettant ainsi l'accès à l'Ouest de la Bolivie, ce qui impulsa le développement économique de cette région (Gisbert 2011). Avant la révolution, le MNR avait utilisé les revendications régionales de Santa Cruz contre le pouvoir exercé par la Paz, comme bannière de la lutte contre le gouvernement oligarchique de l'époque (Calderón 1999). C'est pour quoi, comme l'indique Lavaud, les

51 Nous n'avons pas l'intention de faire un bilan de ces mesures pour analyser les impacts positifs et négatifs, pour cela il existe de nombreux écrits sur la Révolution Nationale de 1952, qui analyse la complexité de cette révolution et ses mesures, par exemple Malloy and Thom 1971 , Maloy 1989 , Mansilla 2003 101-113, Mayorga 1985 , Medina Echavarría 2002 , PNUD and FES-ILDIS 2003 , Ticona Alejo , Zavaleta 1964 , Lavaud , Maloy , Malloy and Thom

52 D'après Mesa, parmi les 3 080 921 habitants en Bolivie au moment des élections de 1951, 204 649 étaient inscrits pour voter, c'est-à-dire, au tour de 6% de la population. Aux élections suivantes, celles de 1956, des 3 328 450 habitants, 1 119 047 étaient inscrits, soit un tiers de la population. Mesa Gisbert 2006

intérêts de Santa Cruz et de l'industrie de l'agroalimentaire furent encouragés, tout comme l'exportation du pétrole, qui fut renforcée par l'investissement des ressources publiques. Ces mesures commencèrent à porter ses fruits en 1958, lorsque la Bolivie devint autosuffisante en viande, puis en riz, ainsi qu'en sucre et coton, entre 1963 et 1969. Le PIB de la région passa de 10 millions de dollars annuels à 40 millions entre 1952 et 1964, ce qui entraîna un apport au PIB national qui passa de 2,6% à 9,1% (Lavaud 1998, 275).

Néanmoins, les conflits entre le MNR (parti du gouvernement) et les élites de Santa Cruz ne tardèrent pas à apparaître. Comme le précise Calderón, ces disputes surgirent à cause de facteurs comme la demande de Santa Cruz de garder 11% des ressources, qui venaient du pétrole (en qualité de redevances), ainsi que la distribution des autres produits étatiques, les tensions politiques entre les dirigeants locaux du MNR et les élites dominantes de Santa Cruz. Ces conflits, qui provoquèrent même des affrontements armés, renforcèrent la légitimité d'une instance de représentation régionale qui eut une importance cruciale pour les luttes régionales à venir : le Comité Civique de Santa Cruz (Calderón 1999).

De même, dans les autres régions du pays, des tensions furent produites par des demandes régionales pour avoir accès à plus de pouvoir et à plus de ressources de l'État. Une grande partie de ces conflits furent apaisés par la médiation du MNR et d'autres partis politiques.

Or, sous les dictatures militaires (1964-1982) les mouvements régionaux se caractérisaient par une forte capacité à fédérer les élites locales et leurs demandes se concentraient sur des projets de développement régional qui prenaient une orientation libérale. Pour autant, les mouvements sociaux appuyèrent le coup d'état de 1971 contre le Général Torres qu'ils considéraient communiste.

Au cours des années 1980 et 1990, les mouvements régionaux ont subi plusieurs transformations. Comme le signale Calderón, le processus démocratique a rendu possible l'incorporation d'organisations ouvrières ainsi que de paysannes, qui étaient auparavant en marge des Comités Civiques. Leurs revendications furent chaque fois plus

contestataires envers le centralisme d'État, exigeant une décentralisation plus forte et une reconnaissance en tant que mouvement (Calderón 1999, 97).

II. La démocratie et les crises politiques et sociales.

La Bolivie a une longue tradition de luttes sociales qui se sont exprimées surtout à travers des manifestations de rue ; celles-ci ont atteint différents degrés d'intensité. Comme signalé précédemment, les institutions formelles, en général, n'ont pas été capables d'ouvrir des voies par lesquelles ces conflits auraient pu être gérés. Ainsi, les nombreux conflits peuvent s'expliquer par le débordement de la politique formelle, causée par la protestation et l'action sociale des acteurs, ce qui constitue enfin une expression de la « politique des rues »⁵³.

Comme le montrent les données de l'Observatoire des Conflits du CERES³, la moyenne des événements conflictuels en période démocratique,⁵⁴ qui va de 1982 à 2008, fut d'environ 30 par mois, c'est-à-dire que le pays a été témoin de l'apparition d'un nouveau conflit par jour pendant ces 26 ans.

Ce qui a caractérisé ces 9.000 événements conflictuels, voire plus, suscités depuis 1982, c'est la fragmentation, tant des demandes sociales que des acteurs qui les organisèrent. Cette fragmentation est liée à des facteurs tels que la faiblesse de l'État pour articuler la demande sociale, ou la tendance de l'organisation corporative des acteurs. Cependant, l'un des facteurs les plus explicatifs, est la crise des mouvements sociaux boliviens qui eut lieu au milieu des années 80, suite à l'implantation de la nouvelle politique économique qui introduit les réformes néolibérales.

Cependant, le début de cette fragmentation est associé au retour de la démocratie en octobre 1982. Ainsi, le contexte économique critique⁵⁵ de l'époque produisit une

⁵³ Voir Calderón, Fernando et Zsmukler, Alicia, 2000, *La política en las calles*. Ed. Plural, CERES et Universidad Andina, La Paz.

⁵⁴ Après plusieurs dictatures militaires successives, la Bolivie débute en octobre 1982 la période démocratique actuelle.

⁵⁵ En 1982, on enregistra un taux de croissance de -3,9%, soit un PIB négatif. Entre 1980 et 1985, les revenus courants de l'État chutèrent de 40,1% du PIB à 27,1%. Néanmoins, c'est pendant cette même

crise de gouvernance profonde.⁵⁶ Avec la médiation de l'Église catholique, le Gouvernement, les partis politiques, les secteurs sociaux et les entreprises se mirent d'accord sur une sortie à la crise de type procédurale et à courte portée, celle-ci requérait la démission du président Siles Suazo et donc, l'avancement des élections. De cette façon, le 6 août 1985, un an avant d'avoir accompli son mandat, Siles Suazo remit l'écharpe présidentielle à Víctor Paz Estenssoro.⁵⁷

À la fin de ce même mois, Paz Estenssoro prononça la célèbre phrase « Notre Bolivie se meurt » pour lancer le Décret Suprême 21060, qui contenait la Nouvelle Politique Economique (NPE) et qui commença l'ajustement structurel et les réformes de première génération qui allaient stabiliser l'économie. Avec le Décret Suprême (DS) 21060, non seulement s'inaugura le cycle néolibéral, mais aussi la nommée "démocratie pactée".

Ainsi, le "Pacte pour la Démocratie" signé par le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) de Paz Estenssoro et l'Action Démocratique Nationaliste (du Luart et al.) du Général Banzer, accorda son soutien politique dont le DS 21060 avait besoin pour être implanté, puisqu'il garantît le contrôle du Congrès et rendit possible la répression des mouvements de protestation sociale impulsés par la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) contre la nouvelle politique économique (Calderón 1996). Le gouvernement de Siles Suazo, ne réussit pas à articuler un pacte qui rende possible la

période que le remboursement des intérêts de la dette extérieure augmenta, passant de 3% du PIB à 7,2%, selon Humérez Quiroz and Marisacal Ayaviri 2005 60-95. L'hyperinflation atteint le 27.000% le premier semestre de 1985. Voir Echazú 2002 .

⁵⁶ Durant les 33,8 mois que dura le gouvernement de Siles Suazo, 54 nouveaux conflits différents se produisirent, soit près de 2 nouveaux conflits sociaux par jour. Parmi ces conflits, 56,3% étaient des luttes économiques liées à des demandes d'augmentations salariales et des règlements de salaires non payés. Pour plus de détails concernant les caractéristiques de ces conflits, voir Laserna and Villaroel 2008b .

⁵⁷ Les élections présidentielles de juillet 1985, aboutirent pour la quatrième fois à des élections parlementaires, car aucun des candidats n'obtint la majorité absolue des voix. Le parti du Général Banzer, l'ADN, avait gagné les élections avec 32,83% des voix. Le MNR de Víctor Paz Estenssoro arriva en deuxième avec 30,36% des voix et le MIR de Jaime Paz Zamora (le vice-président de Siles Suazo) en troisième, avec 10,18% des voix. Au Parlement, Víctor Paz reçut les voix du MIR et débuta sa quatrième présidence après celles de 1952-1956; 1960-1964; 6 août-4 novembre 1964 (Calderón 1996).

mise en place du plan qu'il avait lancé précédemment et qui n'était pas très différent du DS 21060 (Morales, 1989).

Le Décret Suprême 21060, qui réussit à freiner l'hyperinflation, engendra le licenciement de 80% des travailleurs des mines. Ceci conduisit en août 1986, dix-mille travailleurs de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) et de la Fédération Syndicale des Travailleurs des Mines de Bolivie (FSTMB) à commencer la « Marche pour la vie ». Le Gouvernement empêcha la marche d'arriver jusqu'à La Paz et envoya l'armée et les forces aériennes pour l'arrêter. Finalement, un accord évita un affrontement qui aurait pu avoir des conséquences néfastes. Le repli de la marche n'empêcha pas l'application de la nouvelle direction économique, qui annonça *“le coup de grâce à un syndicalisme déjà blessé à mort”* (La Razón, 2007:35). Dans cette ligne, Garcia Linera signale que la démocratie représentative inaugurée en 1982 a marqué le cycle de l'agonie du mouvement ouvrier, telle qu'elle était conçue jusque-là. (Garcia, Chavez et Costa. 2008)

L'ampleur de la crise du syndicalisme peut-être mise en évidence par une donnée : lors de la première présidence de Sánchez de Lozada (1993-1997) ont été enregistrés seulement en moyenne 13 conflits par mois (Laserna et Villaroel 2008a), l'enregistrement le plus faible de toute la période démocratique,⁵⁸ ce qui correspond à la mise en place de la deuxième vague de réformes néolibérales, dont la vente des entreprises étatiques sous le schéma de la capitalisation.

⁵⁸ L'enregistrement le plus élevé de la période démocratique se produit fut pendant la présidence du Dr. Hernán Siles Suazo (1982-1985), avec 54 nouveaux événements conflictuels par mois. Ensuite, suivit la période de la présidence de Mesa (Octobre 2003 à Juin 2005), avec 50,7 nouveaux événements par mois.

Tableau 1. Evènements Conflictuels par Période Présidentielle			
Période	Pacte/Gouvernement/Président	Total Nombre de Conflits	Moyenne Conflits par mois
11/11/1982 4/08/1985	Sans accord UDP/Siles Suazo	1,825	54
5 /11/1985 6/08/1989	Pacte pour la Démocratie MNR/Víctor Paz	1,180	24,6
7/08/1989 6/08/1993	Accord Patriotique MIR/Jaime Paz	968	20,2
7/08/1993 6/08/1997	Pacte de Gouvernabilité MNR/Sánchez de Lozada	631	13,1
7/08/1997 6/08/2001	Compromis pour la Bolivie ADN/Hugo Banzer*	1,364	28,4
7/08/2001 6/08/2002	Compromis pour la Bolivie ADN/Jorge Quiroga	355	29,6
7/08/2002 17/11/2003	Accord MNR-MIR MNR/Sánchez de Lozada	518	35,7
18/11/2003 12/06/2005	Sans accord Carlos Mesa	1,042	52,4
13/06/2005 22/01/2006	Sans accord Eduardo Rodríguez	248	34
*Démission par maladie Source : (Laserna et Villaroel 2008b, 26)			

Après le Pacte pour la Démocratie, il eut l'Accord Patriotique (1989), le Pacte pour la Gouvernabilité (1993), le Compromis pour la Bolivie (1997) et l'accord MNR-MIR (2002) (Torrice 2014). Pendant plus de 15 ans, ces pactes donnèrent au pays la stabilité politique et les conditions de gouvernance nécessaires pour la mise en place de réformes constitutionnelles, réformes sociales, politiques et économiques qui se suivirent durant cette période (Voir tableau 1). Cependant, selon Calderón, les pactes ne réussirent pas à rompre avec la logique clientéliste et de prébende du système politique (Calderón 1996), au contraire, elles la renforcèrent, car les coalitions furent basées sur la distribution de quotas de pouvoir au sein de l'État⁵⁹ et entre ses membres.

⁵⁹ Ces quotas de pouvoir allaient du contrôle des Ministères et des commissions parlementaires jusqu'aux fonctions électives pour le parlement en tant que magistrats du pouvoir judiciaire. Cette logique de répartition atteint l'extrême lorsqu'en 2002, les partis politiques, en fonction du gouvernement, se

Pendant toute cette période, les syndicats et les mouvements sociaux remirent en cause de façon permanente le rôle central des partis politiques dans la construction de la démocratie et dans la gestion même du pays. Plusieurs études rendent compte du rôle central des mouvements sociaux et des organisations sociales pendant la période démocratique (Garcia Linera, Chávez León, et Costas Monje 2010). Par ailleurs, Ticona décrit la dynamique des organisations paysannes et indigènes face aux principaux défis des premières années de la démocratie, en soulignant les formes d'organisation interne, les différences et relations avec les partis politiques, ainsi que la lutte pour un espace qui était resté historiquement sous l'hégémonie ouvrière/minière, jusqu'en 1985 (Ticona A, Rojas O, et Albó 1995). Ces études mettent en évidence le rôle revendicateur des causes sociales, spécialement définies dans la lutte historique des peuples indigènes.

Néanmoins, ce n'est qu'en 2000 que commence un vrai questionnement autour tant du modèle néolibéral que de la « démocratie pactée ». Non seulement, le pays assiste à la lassitude de 15 ans d'application de la politique néolibérale, mais aussi à l'émergence de nouveaux acteurs sociaux qui commencent à remettre en cause fortement le caractère institutionnel et la structure organisationnelle de l'État, ainsi que les relations qui émergent d'un tissu socio-culturel construit historiquement depuis la colonie.

III. Les tendances historiques du développement de la Bolivie⁶⁰

Or, il est important d'analyser quelques unes des caractéristiques historiques relatives au développement de la Bolivie. La Bolivie a toujours été l'un des pays les plus pauvres d'Amérique Latine, avec le plus faible PIB par habitant et des inégalités de revenu élevé. La Bolivie a partagé avec Honduras, le Nicaragua, le Guatemala et le Paraguay une situation socio-économique caractérisée par un niveau élevé de pauvreté

divisèrent les différents postes à l'intérieur d'un même Ministère. Il est même arrivé, que le Ministre fasse partie d'un parti, le vice-ministre d'un deuxième et le Directeur de département d'un troisième parti.

⁶⁰ Cette section se base sur une étude précédant (Canedo, Daroca Oller, and Ortuño Yañez 2009, 2-7)

et d'inégalités sociales. Non seulement la société bolivienne s'est toujours caractérisée par des ressources financières limitées, mais elle est aussi une société profondément inégalitaire.

Il est alors possible d'analyser au moins trois aspects liés aux tendances historiques du développement de la Bolivie. A savoir :

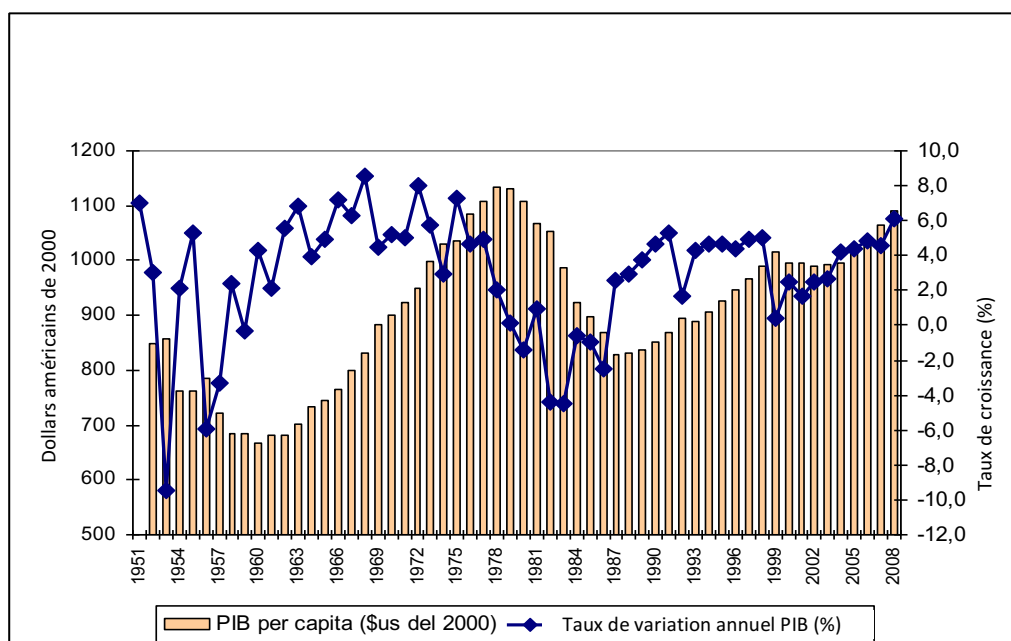
- I. La persistance d'un modèle de croissance et de répartition des revenus qui a historiquement toujours été incapable de réduire la pauvreté et les inégalités.
- II. La difficile "unité nationale", les inégalités territoriales et la dynamique politique territoriale.
- III. Les peuples indigènes et l'insuffisance des institutions de l'État

a. La persistance d'un modèle de croissance et de répartition des revenus qui a historiquement toujours été incapable de réduire la pauvreté et les inégalités. On peut se rendre compte, non seulement au sein de la majorité de la population mais également parmi les élites, que la Bolivie cumule un certain nombre de retards au niveau des infrastructures, du développement social et de la modernisation économique, qui empêche au pays d'effectuer ce grand pas vers "le développement et la modernité". Dans une certaine mesure, cet aspect a été associé à un taux de croissance économique modeste et fortement instable. Il est alors intéressant de remarquer par exemple que le PIB par habitant de la Bolivie en 2008 était encore plus faible que le PIB par habitant atteint en 1978 (voir le Graphique 1).

Cela reflète clairement l'existence d'un réel problème dans la capacité structurelle à créer de la richesse et à stimuler l'économie. En outre, différentes études ont montré qu'il ne s'agit pas seulement d'une croissance modeste et volatile, mais d'autant plus d'un système peu enclin à générer des emplois et à réduire la pauvreté et les inégalités. On parle d'un "modèle de croissance" basé sur l'exploitation de quelques matières premières, fortement dépendant des variations de prix de ces produits à

l'international, à forte intensité capitaliste et doté de peu de capacité à propager son dynamisme à d'autres secteurs⁶¹ (Voir Graphique 1).

Graphique 1. Evolution PIB per capita (USD. 2000) et Taux de croissance



Source : (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009)

Le corollaire de cette caractéristique structurelle de l'économie bolivienne est la difficulté à améliorer rapidement les indicateurs sociaux, de sorte qu'aujourd'hui, la Bolivie demeure l'un des pays de la région où la mortalité infantile est la plus élevée, où l'espérance de vie est la plus faible et la couverture sociale de base est minimale. En effet les statistiques montrent que le pays a réussi à améliorer de manière continue certains indicateurs sociaux depuis le milieu des années 1950, puis depuis le début de la période démocratique (de 1982 à ce jour), mais le problème de l'emploi et le faible revenu persistent, restant bien loin des standards de bien-être de ses pays voisins.

En outre, entre 1985 et 2000, la Bolivie a été l'un des pays qui mit en œuvre la politique du Consensus de Washington avec le plus d'enthousiasme : la plupart des marchés ont été libéralisés, un processus agressif de privatisation des plus grandes entreprises publiques (« capitalisation ») a été établi, ainsi qu'une réforme radicale du système de pension, en privatisant son administration. De même, on assiste

⁶¹ Différents Rapports du Développement Humain ont mis en lumière les faits traités ici, se référer à (PNUD 2005)

parallèlement à la formation de réformes sociales significatives comme la décentralisation municipale (Loi de Participation Populaire), la réforme de l'éducation et la mise en œuvre d'un système d'assurance universelle pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans. Ces changements se sont réalisés dans un environnement politique très stable, dans lequel le leadership présidentiel était fort et le système de coalitions de partis, solide (1993-1997).

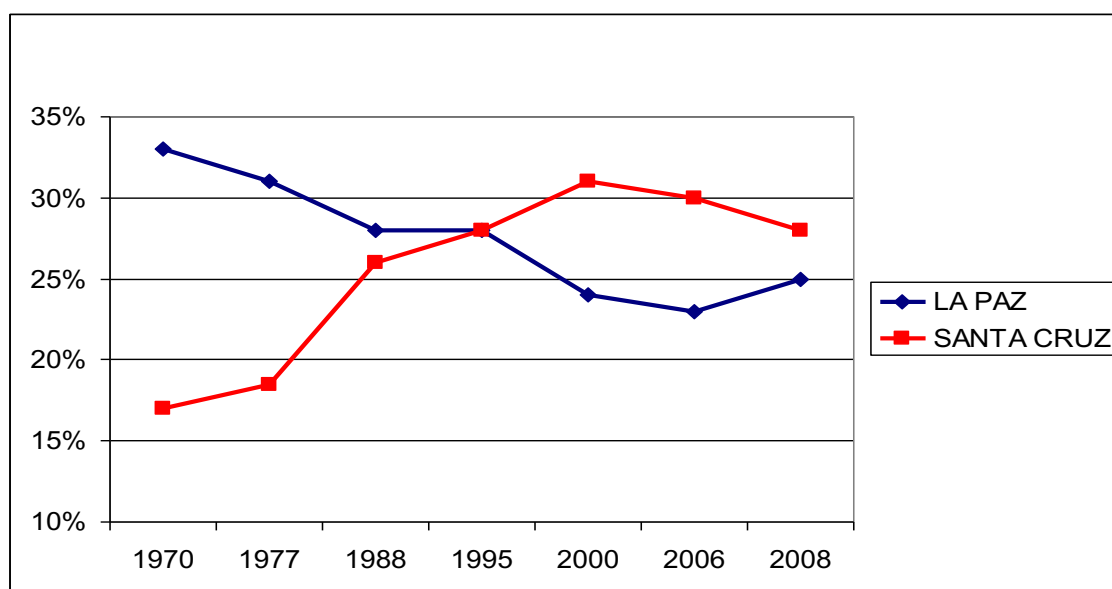
Dans une certaine mesure, la population a soutenu l'action de modernisation libérale au cours des années 1990, mais rapidement, la persistance des problèmes bien connus de croissance et de répartitions inégalitaires voire son renforcement, ont généré un mal-être et une frustration grandissante. La décennie libérale a très certainement transformé la société bolivienne à bien des égards (un bilan équilibré de la période n'a pas encore été fait), mais certainement cette décennie a échoué quant à sa tâche de modernisation, et n'a pas su en finir avec le « modèle de développement » inégalitaire qui avait été la norme dans le pays.

b. La difficile "unité nationale", les inégalités territoriales et la dynamique politique territoriale. Les difficultés rencontrées par la consolidation d'une « unité nationale » et l'articulation des divers territoires qui composent le pays sont d'autres caractéristiques propres à l'histoire et au développement de la Bolivie. Il est possible qu'en raison de sa géographie abrupte, diverse et traversée par deux grandes cordillères, le pays a été incapable d'articuler son territoire, sous l'ère coloniale et tout au long de la période républicaine. La présence de l'État a toujours été faible dans de nombreuses régions loin des « centre du pouvoir » - cela ayant alimenté les « localismes » y les dynamiques politiques nettement régionalisées.

En réalité, plusieurs historiens ont mis en corrélation les différentes périodes d'hégémonie politique qu'a traversé le pays, et les changements relatifs aux noyaux de « puissance régionale » ; ainsi la « période conservatrice » de la fin du XIXe siècle se basait sur la prédominance du sud autour de la capitale Sucre et des grandes mineurs d'argent qui incarnaient l'élite économique hégémonique ; ensuite, la « période libérale » qui a émergé depuis la Guerre Civile de 1900 a provoqué le transfert du pouvoir du Sud vers le Nord, à la ville de La Paz, associant son pouvoir politique à l'apparition de

grandes entreprises minière d'étain. Dans une large mesure, le XXe siècle a été une période de domination par La Paz, en tant que centre politique et économique, d'abord associé au libéralisme oligarchique des mines, associé ensuite au nationalisme-révolutionnaire des années 1950 et 1960.

Graphique 2. Participation régionale au PIB (1970 - 2008)



Source : (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009)

Ce type de puissance régionale est venu modifier l'organisation du territoire, accéléré par l'impulsion de ses propres transformations démographiques, économiques et sociales, déclenchées par la Révolution Nationale de 1952. Le pays était en voie d'urbanisation ; c'est dans ce contexte que s'est produit la « déplacement vers l'Est du pays » et par conséquent la croissance de Santa Cruz et du complexe agro-industriel de cette région. En 1950, un peu plus de 10 % de la population urbaine vivait dans les zones orientales du pays, aujourd'hui près de 40 % réside dans ces régions. Plus encore, en 1970, 17 % du PIB était détenu par Santa Cruz et 33 % par La Paz. En 2008, le département oriental contribue à 30 % du PIB, doublant ainsi la Paz, qui couvre 25 % du PIB (Voir Graphique 2).

L'émergence économique et démographique de Santa Cruz qui tend à se consolider et qui apparaît dans toute sa dimension au cours des années 1990, se fait dans un environnement social et politique très particulier. Cette région avait traditionnellement été exclue des préoccupations des différents pouvoirs politiques

centraux, elle était au cœur d'une forme d'abandon et de relégation bien établis, elle portait une culture dont les caractéristiques s'avéraient être bien différentes de celles de la zone andine, une culture au sein de laquelle l'élite sociale était très attachée à la terre et à la défense du « régional », avec des structures corporatives (le Comité civique, par exemple) qui dans une certaine mesure ont été les référents des réclamations historiques pour un « meilleur développement ». Au contraire de la zone occidentale, à Santa Cruz une base agro-industrielle entrepreneuriale s'est consolidée, relativement plus moderne et largement plus dynamique que dans le reste du pays ; phénomène auquel il faut ajouter une importante croissance migratoire, les migrants étant attirés par le dynamisme de la région, et eurent tendance à s'assimiler et non pas à se différencier.

Le poids économique croissant de Santa Cruz était déjà bien visible dès la fin des années 1980, mais il est devenu d'autant plus évident durant la période dite de « démocratie pactée » (1985 – 2000) prenant la forme d'une alliance entre le monde de l'entreprise de Santa Cruz et les structures des partis politiques hégémoniques de la période, qui ont par exemple cédé le contrôle des tâches gouvernementales les plus intéressantes aux plus puissantes corporations de Santa Cruz (le Ministère de l'Agriculture par exemple), cela sans remettre en question la domination des dirigeants politiques occidentaux.

Cette alliance paraissait naturelle si l'on tenait compte du fait que la base économique la plus dynamique de la « démocratie pactée » et du réformisme libéral étaient les secteurs d'exportation agro-industriel de Santa Cruz, si un secteur ne connaissait que moyennement de réussite, le processus de modernisation se faisait justement dans cette région. Cette nouvelle réalité a été suivie de près par le « boom » du gaz à la fin des années 1990, concentré pour l'essentiel à Santa Cruz et dans le sud du département de Tarija, lui aussi relativement mis à l'écart de l'action étatique bien que l'on comptât des élites politiques d'origine créole très impliquées dans la vie politique nationale.

La crise de la « démocratie pactée » coïncide avec un moment où, plus clairement, le centre économique du pays se déplace géographiquement vers l'Est et

vers le Sud du pays en raison de la prédominance de l'agro-industrie et l'industrie du gaz, bases de la croissance économique, ainsi que suite à la crise de l'alliance entre le secteur de l'entreprise de Santa Cruz et le pouvoir politique de la Paz, au cours de la présidence de Carlos Mesa. En tout état de cause, la question d'un déséquilibre notable du pouvoir territorial et ses effets sur la répartition du pouvoir politique national, qui n'a pas été remis en question depuis la Guerre Fédérale de 1900, est de nouveau placée au centre du débat politique, non sans conflits.

c. Les peuples indigènes et l'insuffisance des institutions de l'État. Le développement institutionnel - les tendances du développement socio-économique et ses liens avec les Peuples Indigènes ont historiquement été des éléments majeurs non résolus.

Selon des récentes estimations, environ 60% de la population bolivienne s'identifie comme appartenant à un peuple indigène. En dépit de leur statut majoritaire et son rôle central dans la compréhension de la configuration sociale, culturelle et économique de la société bolivienne, les peuples indigènes ont subi de fortes inégalités dans l'accès aux ressources économiques, dans les services sociaux et la reconnaissance culturelle. La plupart des indicateurs socio-économiques révèlent des écarts importants entre les citoyens indigènes et non-indigènes, toujours pas résolus.

Dans une certaine mesure, l'incapacité de l'État bolivien à être présent sur tout son territoire et le manque de légitimité de plusieurs de ses institutions, ont à voir avec le décalage entre un cadre institutionnel qui ne tient pas compte de la réalité culturelle qu'il prétend réguler.

Il n'est certainement pas possible de dire que la nature de l'exclusion des citoyens indigènes n'a pas changé depuis l'époque coloniale. Sans aller trop loin, il suffit de dire que la Révolution Nationale a marqué une étape cruciale dans la voie de la reconnaissance de la citoyenneté des Indigènes, avec l'instauration du suffrage universel et de la Réforme Agraire en 1952-1953.

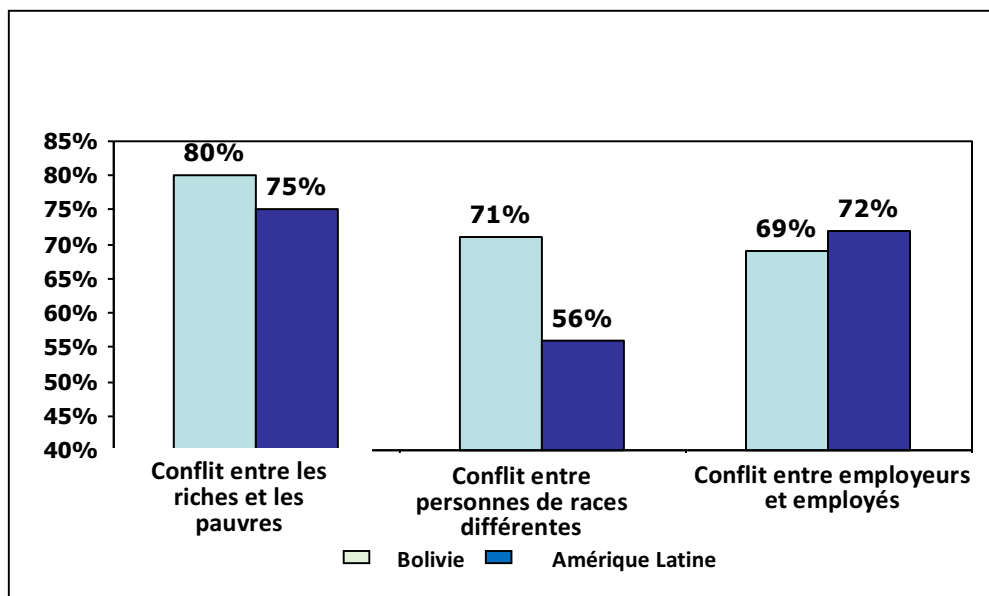
Toutefois, il convient de souligner que le discours nationaliste-révolutionnaire était essentiellement homogénéisant culturellement, il tentait d'unifier la société toute entière autour de l'idée de « métissage ». Dans cette logique, les Indigènes ont désormais été considérés comme des membres de la « paysannerie », structurant leur participation à la vie publique autour de logiques syndicales et de corporations paysannes. La gauche et les nationalistes boliviens assumaient de telles orientations, en mettant d'une part l'accent sur les conflits de classe et mettant en évidence d'autre part la dichotomie entre Nation / anti-Nation comme base de leurs discours politiques, évitant explicitement le traitement des clivages ethnoculturels.

Cependant, depuis les années 1970, des mouvements politiques et sociaux indigènes émergent, le plus important étant le "Katarismo" qui réclamait au nom de la gauche, la nécessité de s'occuper des Indigènes, à cette époque fortement marquée par les retards sociaux et économiques du monde paysan.

Ces groupes ont joué un rôle important dans la reconquête de la démocratie, conjointement aux organisations ouvrières et à celles de la gauche de la classe moyenne. Au cours de la « démocratie pactée » ces préoccupations refont surface, fortement amenées par les Indigènes de "terres basses" qui, depuis le milieu des années 1990 réclament la reconnaissance de leurs territoires ancestraux et la nécessaire reconnaissance de la pluralité culturelle de la nation bolivienne.

Dans une certaine mesure les réformes de la Constitution en 1997 ont conduit à reconnaître ces revendications, en proclamant le caractère "multiculturel" du pays, et plusieurs autres réformes assument cette inclinaison, comme la loi INRA et la loi de Participation Populaire. En dépit de ces succès, il était évident que la politique n'assumerait pas tout à fait l'envergure du mal engendré par l'exclusion des Peuples Indigènes au cours de l'histoire, ainsi que leur positionnement identitaire compliqué, résultant directement des relations ethnoculturelles tendues, qui n'ont pas été admises explicitement (Voir Graphique 3).

Graphique 3. Pourcentage de personnes qui disent que le conflit entre est « très forte » ou « forte » - Latinobaremètre 2007



Source : (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009)

Par conséquent, c'est sur la base des insuffisances de la réforme institutionnelle promue par la « démocratie pactée » que le trouble paysan croissant a pris la forme de fortes mobilisations sociales, et a conduit à la résurgence des tensions ethnoculturelle depuis la fin des années 1990⁶². Tout cela a conduit à un renouvellement du discours politique de gauche, qui pose comme élément central l'adéquation de l'État à la réalité et aux pratiques institutionnelles des Peuples Indigènes, ainsi que la considération de ces groupes comme protagonistes du changement politique.

Ces trois tensions historiques propres au développement économique et social de la Bolivie ont toujours été présentes, générant des conflits et exigeant des capacités politiques de gestion. Durant une large partie de la période de la "démocratie pactée" (1985-2000), il a été tenté de donner des réponses, à partir, par exemple, de la conviction que la réforme économique libérale et le réformisme social pouvaient stimuler la modernisation du pays. Toutefois, comme il a été montré, l'échec des

⁶² Il est intéressant de souligner que les tensions ethnoculturelles résultent peut-être non seulement d'une situation d'inertie sociale, sinon des transformations sociales des années 1980 et 1990, qui ont rendu possible à de nombreux indigènes l'accès à l'éducation et à des conditions de vie meilleures, mais qui ont aussi montré les limites culturelles de cette mobilité sociale, alimentée par des frustrations et des exclusions évidentes que la société bolivienne n'a pas su admettre ouvertement.

réformes mises en place pour générer une croissance soutenue, l'impact de la crise économique régionale de 2000 et l'épuisement politique des coalitions partisans proches du gouvernement ont considérablement réduit la capacité de l'État à administrer raisonnablement ces tensions. L'équilibre obtenu dans certains domaines (au niveau régional par exemple) se sont affaiblis, et le malaise prend vie à travers une conflictualité accrue. La grave crise politique et la crise de l'État en 2000-2005 en ont été le résultat, générant des processus politiques que l'on pensait encore impossible au milieu des années 1990. Nous allons tenter d'analyser dans le détail la dimension politique de cette crise, qui ne peut cependant pas être dissociée des facteurs structurels précédemment développés.

Chapitre 5. Le réveil du XXI^e siècle et la Guerre de l'Eau

Ce chapitre et le suivant sont une description sociologique des événements politiques, sociaux et économiques les plus importants qui eurent lieu au début du XXI^e siècle et qui ont amenés, sans le savoir ni le vouloir, à divergence de points de vue, de positions et de propositions de projets de société. Divergences qui ont mis en question les principes de base du lien social en Bolivie. Ces événements ont entraîné l'apparition de nouveaux acteurs sociaux et politiques mais ont aussi accéléré la disparition d'autres acteurs.

Il ne s'agit ni d'un bilan historique ni d'une analyse exhaustive des événements. Nous voulons simplement souligner l'évènement comme faits sociaux, regarder les acteurs impliqués, les enjeux et éventuellement les décisions et les conséquences politiques, sociales et/ou économiques de ceux-ci.

Ces événements diffèrent les uns des autres par leur complexité et leur caractère. Les uns sont des événements conflictuels, les autres sont des mobilisations sociales, d'autres encore sont des événements politiques ponctuels ou des mesures économiques, des accords entre acteurs ou alors des divergences entre eux. Certains sont tout à la fois. Quoi qu'il en soit, ils montrent un chemin et définissent un contexte qui est importants pour la compréhension de la crise de 2008.

I. Le contexte international

Avant d'entreprendre l'analyse de ces événements, il est nécessaire de rappeler le contexte international de ces événements. Le fait que les années 1990 sont marquées en Amérique Latine par la promesse néolibérale, qui survient comme une réponse face à la dénommée "décennie perdue" dans cette région. Si en Juillet 1981 le Costa Rica a déclaré le moratoire de sa dette externe, c'est la décision du Mexique en août 1982 qui suit l'exemple du Costa Rica, qui constitue l'élément déclencheur marquant le début de la « décennie perdue ». D'autres pays de la région n'ont pas attendu pour leur suivre le pas, parmi eux le Brésil et l'Argentine.

Comme le montre Bárcena, les déséquilibres macroéconomiques internes comme les chocs externes liés à la chute des prix des hydrocarbures à la fin des années 1970 et à la disponibilité et aux coûts du financement externe, ont été les causes premières de la crise des années 1980 (Bárcena 2014, 9). Selon la CEPAL, la crise de la dette a eu lieu durant une période difficile caractérisée par des déséquilibres et des ajustements, obligeant la majorité des pays de la région à instaurer des réformes structurelles qui ont entraîné des conditions pour stabiliser l'économie et l'intégrer au marché international de manière soutenable (CEPAL 1996, 7).

Dans ce contexte, à la fin de l'année 1989 l'Institut International de l'Économie a organisé une conférence : Latin American Adjustment : How Much Has Happened? Au cours de cette conférence, John Williamson a présenté un document intitulé « What Washington Means by Policy Reform»⁶³ (« Ce que Washington entend par Réforme Politique ») dans lequel il expose dix méthodes de réforme économique qui étaient largement soutenues par la politique de Washington⁶⁴. C'est ainsi que le terme de « Consensus de Washington » a été décidé, lequel orientait la politique néolibérale appliquée en Amérique Latine. Les dix mesures du consensus sont les suivantes (Williamson 1990) :

1. Une stricte discipline budgétaire ;
2. Prioriser l'orientation des dépenses publiques vers des secteurs offrant un fort retour économique sur les investissements ;
3. Mise en place d'une réforme fiscale pour élargir l'espace fiscal et diminuer les taux marginaux ;
4. La libéralisation des taux d'intérêt ;
5. L'instauration d'un taux de change unique et compétitif ;

⁶³Se référer à Williamson 1990

⁶⁴ Selon Williamson 1990, se référer à la Banque Mondiale, au Fond Monétaire International, au Congrès des États-Unis, à la Réserve Fédérale, aux hauts responsables des États-Unis et aux groupes d'experts.

6. La libéralisation du commerce extérieur ;
7. La suppression des barrières aux investissements directs de l'étranger ;
8. La privatisation des entreprises d'État ;
9. La déréglementation des marchés et l'abolition des barrières d'importation et d'exportation ;
10. La protection de la propriété privée, dont la propriété intellectuelle ;

Ces dix mesures ont été par la suite ajustées, par ce que l'on nomme les réformes de première et de seconde génération. Elles s'attachent ainsi à mettre en place des mesures tournées vers la réforme politique légale, la création d'institutions régulées, les politiques anti-corruption, la flexibilité du marché du travail, l'Accord avec l'Organisation Mondiale du Commerce, des régimes de change sans intermédiaires, des réseaux de sécurité sociale et de réduction de la pauvreté (Martínez Rangel et Soto Reyes Garmendia 2012, 58).

Les gouvernements latino-américains ont fait appliqué ces réformes de première et de seconde génération de manière plus ou moins rigide, mais tous avec conviction. Comme le signale Casilda, la nouvelle politique économique a reçu un soutien fort des institutions de Bretton Woods, qui ont proportionnellement attribué des crédits selon le degré d'implication des gouvernements, pour soutenir la mise en marche de ces réformes. (Casilda 2005, 10).

Les réformes de deuxième génération ont répondu à un des éléments les plus critiqués des dix politiques originels : l'absence de considération de la pauvreté. En cela, comme l'indiquent Delgado et Martínez, en 1996 une initiative conjointe des pays pauvres hautement endettés (HIPC, sigle en anglais) a pris forme à travers la remise d'une partie de leur dette. Cette remise était encadrée par une série de réformes et de politiques économiques dirigées vers la croissance, le développement et la lutte contre la pauvreté. L'initiative, lancée en 1996, a été renforcée en 1999 (Enhance HIPC initiative) dans l'idée de baisser les seuils de ce qui était considéré comme une dette

soutenable, et de faciliter l'accès à la remise d'une partie de dette (Delgado Alfaro, Ortiz Aguilar, and Martínez Rolland 2005, 158). Ces auteurs décrivent le processus par lequel les pays devaient passer pour accéder à ces bénéfices. Ils identifient concrètement deux points : celui de la décision et celui de la remise.

Le point de décision désigne la situation où le pays endetté doit avoir instauré un programme de stabilité macroéconomique et de réforme structurelle durant au moins trois ans, et avoir un niveau de dette insoutenable, y compris après avoir reçu un allègement de sa dette ordinaire. Avant que ce point de décision soit approuvée, il est exigé au pays endetté qu'il prépare un programme de lutte contre la pauvreté, lequel est comme le Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP). Ce document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) était encadré par la Banque Mondiale et impliquait également que le pays signe un programme de croissance et de réduction de la pauvreté avec le FMI (Poverty Reduction and Growth Facility, PRGF). A ce moment le pays recevait un allègement d'une partie de sa dette intérieure par la Banque Mondiale, alors que le FMI apportait une assistance transitaire. Le processus se termine avec le point de remise de dette, qui désigne la phase où le pays a réussi les réformes énoncées pour la première phase. C'est seulement alors qu'il reçoit un allègement définitif de sa dette, qui doit être suffisant pour assurer la soutenabilité de la dette (Delgado Alfaro, Ortiz Aguilar, et Martínez Rolland 2005, 159).

La Bolivie a été un des pays qui s'est livré à cette initiative et qui a initié en 2000 une phase de dialogue pour élaborer un document de stratégie dans le but de réduire le taux de pauvreté (DSRP). Nous reviendrons dans ce chapitre sur ce processus.

Dès alors, en considérant les variations d'un pays à un autre, Casilda remarque que les réformes réussies les plus visibles des politiques du Consensus de Washington :

“ont consciencieusement appliqué la prudence monétaire, qui a réduit l'inflation à seulement un chiffre, pratiquement dans tous les pays. La discipline fiscale a fait diminuer la moyenne du déficit budgétaire de 5% du PIB à approximativement 2% et a réduit la dette externe publique de 50% à moins de 20% du PIB. Pour sa part, l'ouverture commerciale a fait baisser la moyenne

des tarifs douaniers de plus de 40% à presque 10%. Les restrictions du secteur douanier affectent seulement 6 % de celles-ci, en comparaison aux 38% du milieu des années 80 (...). L'investissement étranger direct (IED) net est passé de 4.250 millions de dollars pour la période 1988-1989 à 15.775 millions de dollars pour la période 1990-1994, pour atteindre 60.948 millions entre 1995 et 1999, remontant jusqu'à 78.143 millions pour l'année 2000. (...) (Casilda 2005, 10).

Les privatisations de banques, d'entreprises d'électricité, de pétrole, de télécommunications et de réseaux routiers, ainsi que des services d'eau et de gaz, représentent plus de la moitié de la valeur de toutes les privatisations qui ont eu lieu dans les pays en voie de développement dans le monde (Casilda 2005, 10).

En plus des privatisations, les traités de libre échange (TLC) ont incarné l'autre grand symbole du modèle néolibéral, bien que ces traités aient permis une ouverture économique. Elías (2015, 48-49) identifie trois mécanismes :

- Les traités régionaux. - Factuellement, il s'agit du Mercosur créé en 1991 (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et de la Communauté Andine des Nations (la C.A.N. qui comprend Bolivie, Colombie, Chili, Pérou, Equateur et Venezuela) qui à cette même époque ont remplacé l'ancien Pacte andin. Les politiques d'ouverture impulsées ont facilité la rapide libéralisation du commerce à l'intérieur de la C.A.N. et du Mercosur, en favorisant le commerce réciproque et en se servant d'autant plus de base à la conclusion d'accords de libre échange au sein de la zone et en dehors.
- Le multilatéralisme. - lequel s'est construit sur la base des négociations du « Cycle d'Uruguay » (« Ronda Uruguay ») durant la période 1986 – 1999. Outre les réductions douanières, l'intention est à l'ouverture du secteur des services et de la protection de la propriété intellectuelle. De cette manière, l'accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT, son sigle en anglais) devient en 1995 l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

- Les traités bilatéraux d'inversion. - Selon Elías, les pays d'Amérique du Sud ont mis en vigueur 224 traités, parmi lesquels 162 ont été appliqués entre 1990 et 1999 (72% des traités) et seulement 56 entre 2000 et 2014. Les six restants ont été appliqués avant 1990 (Elías 2015, 49)

Un des concepts clefs introduit par le néolibéralisme est la théorie du ruissellement (« trickle down ») qui soutenait que la richesse générée par l'économie de marché grâce au dynamisme du secteur privé, allait en baissant et en bénéficiant à tous les niveaux de la société. Comme le montre Brieger, l'application de toutes ces mesures conduisait à un modèle de croissance dans laquelle la richesse s'étendait progressivement à tous les niveaux de la société. (Brieger 2002, 343)

C'est justement à partir de l'échec de cette idée que les critiques envers le modèle néolibéral sont les plus vives. Il ne s'agit pas simplement de considérer que la croissance économique n'a pas été celle espérée, sinon que la richesse produite n'a pas atteint des niveaux significatifs de réduction de la pauvreté, ni d'inégalités. En d'autres termes, ce qui a été produit n'a pas été distribué comme il était attendu. A ce sujet, Casilda indique que la croissance du PIB au cours de la "décennie perdue" tournait autour des 1%, alors qu'elle était de 1.5% pendant la décennie 1990. Cela signifie que sur les 450 millions de personnes qui vivaient en Amérique Latine aux débuts des années 2000, plus de 150 millions étaient dans une situation de pauvreté (moins de 2 dollars par jour) et que 80 millions subissaient une pauvreté extrême (moins de 1 dollar par jour) (Casilda 2005, 11).

Les attentes non réalisées ont engendré une désillusion croissante que plusieurs sondages d'opinion ont relevés⁶⁵. Ainsi, à la fin des années 1990, les enquêtes du Latino-baromètre ont montré qu'en général :

⁶⁵ L'exemple le plus significatif est sans doute le cas chilien. Comme le Rapport sur le Développement Humain de 1998 le relève, "une remarquable avancée de la modernisation dans tous les domaines de la société chilienne coexiste avec une incontestable situation de misère" (PNUD, 1998, 53). Ainsi, "conjointement aux réussites et aux avancées importantes, des signes de méfiance plus ou moins prononcés dans les relations interpersonnelles comme dans le rapport des individus aux institutions de

“ les latino-américains ont senti que leurs économies ne fonctionnaient pas bien, que leur qualité de vie avait baissée par rapport à la génération précédente et que la pauvreté atteignait des niveaux sans précédent (...) Les gens ont témoigné d’une grande anxiété concernant l’emploi et leurs revenus, parce qu’ils identifient un présent peu favorable et un futur encore plus incertain (...). Au cours des successives enquêtes du Latino-baromètre, la population a manifesté une impression persistante de vivre dans des sociétés ressenties comme injustes, comme un reflet de l’inégalité sous-jacente en termes d’opportunités, en matière d’éducation de base et d’enseignement supérieur, d’emploi et de participation citoyenne (Casilda 2005, 11-12).

Une autre des grandes critiques adressées au modèle néolibérale s’attache au système de gouvernance des institutions de Bretton Woods, en particulier au mécanisme d’élection des présidents de ces institutions. Les mêmes étaient contrôlées par les principaux actionnaires représentés par les pays hautement industrialisés. Joseph Stiglitz a mis en lumière le point critique de ce système lorsqu’il indique que ces institutions :

“ [...] étaient dominées non seulement par les pays industrialisés les plus riches, mais aussi par les intérêts commerciaux et financiers de ces pays, ce qui se reflète naturellement dans les politiques de ces entités, dans le fait que ces organismes ont toujours été incarnés par des représentants des pays industrialisés, ainsi ces institutions ne sont pas représentatives des nations qu’elles prétendent servir.” (Stiglitz 2002, 41) cité par (Martínez Rangel et Soto Reyes Garmendia 2012, 59).

Ce système de gouvernance limite la participation et la voix des différents pays dans les décisions majeures, dont les conséquences les affectent directement. Ce fait,

santé, d’éducation, de travail. La misère existante renvoie au fait que les mécanismes de sécurité qu’offre l’actuel “modèle de modernisation” s’avèrent insuffisants” (PNUD, 1998, exposé 3).

en plus de restreindre d'autant plus la marge de manœuvre, a accru l'idée que les gouvernements n'avaient pas de pouvoir réel de décision dans leurs propres pays.

Ainsi, le modèle néolibéral a d'autant plus entraîné la formation d'un discours sur hégémonie, qui ne laissait pas entrevoir d'autres alternatives réelles de développement. Ce discours était lié à des idées comme celles exprimées par Francis Fukuyama et son concept de "fin de l'histoire"⁶⁶. Brieger exprime cet tentative hégémonique de la façon suivante :

“De manière manichéenne et avec provocation, cette direction était présentée comme l'unique chemin vers la croissance et le développement. Ne pas s'ancrer dans la politique néolibérale reviendrait à retourner vers l'obscurité de l'histoire pour le plus jamais en sortir. » (Brieger 2002, 343).

La phrase de Brieger ne dénote pas seulement la prétention hégémonique, mais il illustre aussi la confrontation idéologique qui s'est structurée autour du néolibéralisme. Williamson lui-même a considéré que, dans certains cas, il y eut une perspective idéologique dans la mise en place des réformes, surtout ceux liés aux privatisations. (Casilda 2005, 13).

La prétention hégémonique, le manque de résultats quant à la distribution de la richesse et la misère sociale, sont quelques uns des éléments qui ont contribué au surgissement et à la mobilisation des secteurs de la société qui se plaçaient en opposition au modèle néolibéral et contre la forme de globalisation qu'il promouvait. Comme il a été mentionné, la privatisation et le libre-échange ont été les principaux foyers de protestations puisqu'elles ont incarné la globalisation économique financière contre laquelle ils s'opposaient. De fait, la première grande protestation contre ce type de globalisation a eut lieu à Seattle durant les derniers jours de novembre 1999, contre la dénommée "Round du Millénaire" organisée par l'OMC.

Posé comme le grand rassemblement pour le développement, ce Sommet prétendait trouver des accords afin de répondre aux déséquilibres entre les pays

⁶⁶ Se référer à (Fukuyama 1992

développés et les pays en voie de développement, engendrés par le Cycle d'Uruguay. Il posait : « *la nécessité de libéraliser de manière rapidement et à des niveaux significatifs des produits de haut intérêt pour les pays en développement* » (Ocampo 1999, 1) Mais un des faits les plus marquants de ce Sommet repose sur le désaccord entre les États-Unis et l'Union Européenne à propos de plusieurs thèmes majeurs comme les marchés agricoles (Bello 2001).

Les événements de Seattle constituent la première grande mobilisation sociale du mouvement dit "anti-mondialiste" renommé depuis mouvement "alter-mondialiste". Seattle marque un point de rupture qui a laissé place à une série de protestations et de mobilisations dans différentes parties du monde contre la "globalisation néolibérale" et les institutions qui portaient cette politique. En mars 2000 d'autres événements se sont produits à Washington, en septembre à Melbourne et depuis, à Prague où des mobilisations massives se sont déployées contre des rencontres organisées par le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC (Bello 2001). Depuis le contexte national, la guerre de l'Eau d'avril 2000 à Cochabamba ont aussi marqué également une étape importante, car ce fut la première fois qu'une entreprise multinationale se voyait expulsée d'un pays en développement, réquisitionnant ainsi le processus de privatisation des services de base. Toutefois, cet événement ne rassemble pas l'ensemble des voix de protestation, dans d'autres pays d'Amérique Latine des manifestations des mouvements indigènes, des sans-terre, des syndicats et de d'autres organisations qui ont pris vie (Seoane et Taddei 2001).

Dans ce contexte, Seoane et Taddei indiquent que le Forum Mondial de Porto Alegre en janvier 2001 a été le résultat de ces diverses formes de protestations. Selon ces auteurs, trois facteurs ont rendu possible ce Forum :

- i. Le processus d'accumulation des expériences et des propositions du mouvement international anti-néolibéral, par exemple à travers les débats autour de la Taxe Tobin ;
- ii. L'approfondissement de la protestation sociale en périphérie, particulièrement en Amérique Latine ;

- iii. L'esprit de la gauche sociale et la politique brésilienne, en particulier la gestion municipale de la ville de Porto Alegre par le Parti des Travailleurs (PT), parti de gauche (Seoane et Taddei 2001, 120).

Le Forum Social Mondial est pensé comme un forum parallèle et d'opposition au Forum Économique Mondial qui se réunit en janvier de chaque année à Davos. Depuis le mouvement anti-globalisation, le Forum Social Mondial est perçu comme un espace qui confrontait « la pensée unique et les forces du capital » (Seoane et Taddei 2001, 120). Il est certain que ce Forum représentait un espace qui rassemblait tous les efforts de pensée alternatifs opposés à la globalisation néolibérale. Des alternatives qui se reflétaient non seulement dans le slogan « Un autre monde est possible », mais aussi dans des propositions plus concrètement comme celles impulsées par diverses campagnes internationales, comme la Campagne pour la réduction de la dette extérieure, la Campagne pour le commerce équitable, l'initiative de la Taxe Taubin soutenue par ATTAC (L'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'action citoyenne).

Le Forum Social Mondial a rassemblé de plus en plus de personnes, tout comme les protestations contre les institutions de Bretton Woods et les traités de libre-échange spécifiquement contre l'initiative des États-Unis de créer la zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

C'est dans ce contexte international que s'est développé la période de protestation sociale en Bolivie et la construction de la divergence, que nous allons analyser dans les prochains chapitres.

II. Le réveil du XXI siècle

Le 6 août 1997, il se produit un fait particulier dans la jeune démocratie bolivienne. Le général Hugo Banzer Suárez, dictateur qui avait gouverné la Bolivie avec une « répression aveugle » (Mesa Gisbert 2006, 710) pendant sept ans (d'août 1971 à juillet 1978), devint Président constitutionnel de la Bolivie, après avoir gagné les élections du

1^{er} juin de cette même année. Par ailleurs, pendant ces élections, Juan Evo Morales Ayma fut élu Député de Cochabamba, avec 70% des voix dans sa commune.

En juillet 1999, le gazoduc qui avait concrétisé la vente du gaz au Brésil commença à opérer. Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis que le Général Geisel et Banzer lui-même aient signé une lettre d'intention pour développer ce projet. Ce gazoduc concrétisa la nouvelle ère du gaz en Bolivie⁶⁷ et fit du Brésil le premier partenaire en hydrocarbure de la Bolivie.

Vers la fin de cette même année (1999), le gouvernement de Banzer convoqua un Dialogue National pour l'élaboration participative de la Stratégie Bolivienne de Réduction de la Pauvreté (EBRP). La Stratégie était une condition sine qua non pour que la Bolivie puisse avoir accès au programme HIPIC⁶⁸ II, de réduction de la dette extérieure.

Il existe trois éléments importants à retenir du Dialogue National. Ces éléments reflètent le mode opératoire de l'État bolivien concernant sa relation avec la société civile et la communauté de donateurs. Ces éléments furent remis en cause par les mobilisations sociales. Paradoxalement, ces remises en cause ont débuté par la Guerre de l'Eau, qui eut lieu pendant le Dialogue National de 2000.

Ces trois éléments sont : les acteurs, la relation entre les résultats du Dialogue et l'EBRP et les conditions de la dette.

À l'intérieur de ces trois niveaux de Dialogue (municipal, départemental et national), la plupart des acteurs impliqués faisaient partie du corps Étatique : au travers des trois niveaux) et le législatif (au niveau municipal et national). De même, étaient

⁶⁷ Voir entre autres Gómez 2002, Educa

⁶⁸ Selon les critères de surendettement établis par la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), la Bolivie fut éligible pour le programme de réduction de la dette pour les Pays Pauvres Très Endettés (HIPC selon son sigle en anglais Heavily Indebted Poor Countries). Ainsi, avec le HIPC I de 1997 ont été annulés 788 millions de \$US de la dette bolivienne. Le HIPC II permit ensuite une réduction de 1 776 millions de \$US. En juin 2001, la Bolivie eut droit à une nouvelle réduction de sa dette, cette fois-ci de 629 millions \$US, grâce à un programme appelé « Au-delà de l'HIPC » Fundación Jubileo 2009 .

présents les partis politiques, les universités et les entreprises. La société civile fut représentée par des fondations, des ONG et des Comités de Surveillance Municipaux créés par la loi de Participation Populaire, des femmes furent sélectionnées par ces Comités et par des organisations municipales, départementales ou nationales (Almagro 2004, 11), et ensuite appelées pour représenter les intérêts sectoriels spécifiques, comme les organisations de producteurs et de paysans. Théoriquement, il s'agissait d'une importante participation et d'une représentation objective de l'État et de la société. Néanmoins, selon les évaluations qui suivirent le Dialogue National, l'absence de représentation syndicale, comme dans le cas de la Central Ouvrière Bolivienne (COB) ou de la Confédération Syndicale de Travailleur Paysans de Bolivie (CSUTCB), remit en cause la légitimité de ce processus. Cette remise en cause est à l'origine du débat au sujet des réels représentants des organisations de la société civile, reconnus par l'État et qui participèrent au Dialogue.

Le deuxième élément est lié aux résultats du Dialogue, en relation avec le document de Stratégie Bolivienne de Réduction de la Pauvreté. L'élaboration de la stratégie fut confiée à l'Unité d'Analyse de Politiques Sociales et Economiques (UDAPEX et KAS), plus particulièrement à l'un de leurs consultants (Almagro 2004, 12) et non pas au Secrétariat Technique du Dialogue National. La coordination entre ces deux instances fut insuffisante et par conséquent, la EBRP ne tenu pas compte des "*éléments les plus importants des conclusions du Dialogue*" (Pinc 2002, 57). Le sentiment des participants fut que le Gouvernement ne percevait le Dialogue que comme une exigence pour avoir accès au HIPC II et non pas comme une conviction d'État (Pinc 2002, 42). La question soulevée ensuite portait sur le vrai but de promotion d'une participation des différents niveaux de l'État et des différents acteurs de la société civile, étant donné qu'au final les opinions et le consensus obtenus n'étaient pas pris en considération. Il y eut lieu un processus de dialogue de cinq mois avec les différents acteurs et ce fut un consultant qui élaborait les Stratégies pour réduire la pauvreté de ce qui était à l'époque le pays le plus pauvre de l'Amérique Latine après Haïti.

Le troisième élément est lié au conditionnement de l'annulation de la dette. Non seulement le gouvernement bolivien était obligé de réaliser le dialogue et l'élaboration

de l'EBRP, mais l'annulation faisait partie des accords signés avec le FMI, par conséquent l'annulation était elle aussi liée aux privatisations et à l'ajustement fiscal (Fundación Jubileo 2009, 2). La remise en cause est liée à l'*ownership* de l'État ou à ce qu'on appellera ensuite la souveraineté étatique ce qui lui permettra de prendre ses propres décisions et définir ses propres politiques. Ce questionnement prend tout son sens lorsqu'il considère que, tel que l'indique un rapport de la Fondation Jubileo, avant le HIPC la dette extérieure de la Bolivie dépassait les 4000 millions de \$US. La dette après l'HIPC dépassait les 5000 millions de \$US. Cette augmentation s'explique par les emprunts majeurs que la Bolivie a été obligée de faire, étant donné le besoin d'investissement et du déficit fiscal (Fundación Jubileo 2009, 2).

En résumé, la réalisation du Dialogue national de 2000 montre, en insistant sur le l'aspect rétrospectif, les contradictions de l'État à cette époque. De manière plus caricaturale nous pouvons dire que le dialogue multi-acteurs et multi-niveaux, fut ressenti comme un besoin démocratique et inclusif par les donateurs et comme une exigence parmi d'autres par le Gouvernement. Ce fut un processus pour définir la stratégie de la réduction de la pauvreté, mais dans lequel ne participèrent pas les plus pauvres. Malgré cette limite, le résultat n'avait pas moins de validité, et pourtant, il ne fut pas intégré dans la Stratégie, laquelle ne tient pas du Dialogue.

La remise en cause des contradictions, de façon implicite ou explicite, a été de plus en plus présente lors des mobilisations sociales qui ont suivies, dont la première d'entre elles, fut la Guerre de l'Eau.

III. La Guerre de l'Eau

A. Antécédents relatifs à la Guerre de l'Eau

Plusieurs facteurs ont permis de poser le problème de l'eau comme élément clé de la vie quotidienne des habitants de Cochabamba. Cette région était historiquement le bassin de provision des centres miniers de Potosí et d'Oruro – résultante de la vocation agricole de Cochabamba. Cette tendance s'est approfondie en diversifiant la production et en étendant l'agriculture industrielle, concentrée autour des fermes familiales et des

entreprises de campagne. Cela a eu pour effet d'accroître l'agriculture extensive et du besoin en eau pour irriguer (Vargas 2000 cité par Assies 2001).

D'autre part, l'explosion démographique qui s'est produit dans la ville de Cochabamba au cours des années 1990 ne s'est pas accompagnée d'une extension des services de base. C'est ainsi que, selon Laserna, en 2000, le réseau de service public d'eau potable et des égouts de la ville s'est étendue à seulement 50% des foyers, obligeant ainsi la population non concernée à utiliser des sources d'eau alternatives comme des puits communautaires ou familiaux, ou encore des camions citernes (Laserna 2000).

D'autre part, le Rapport sur le Développement Humain de 1995 sur Cochabamba fait référence à des études sur les saisons pluvieuses, montrant une tendance nette à l'allongement des cycles secs et au raccourcissement des cycles humides. Ce phénomène accentue encore le manque d'eau dans cette région (PNUD, 1995).

Ces carences en eau conduisent les habitants à concevoir des projets à court et à long terme, pour y remédier. Le projet le plus impactant est celui de l'immense barrage de Misicuni⁶⁹, originellement pensé dans les années 1950 et qui avait commencé à prendre forme sous le gouvernement de Barrientos (1966 - 1969) (Assies, 2001). Ce projet a été conçu pour remédier aux problèmes d'eau dans la ville, pour rendre possible l'irrigation des vallées et des zones agricoles, tout en générant de l'énergie électrique. Misicuni est devenu plus qu'un projet de développement régional ; dans l'imaginaire des habitants de Cochabamba le projet incarnait le moyen rêvé pouvant mettre fin aux problèmes engendrés par la pénurie d'eau. Cette représentation dans l'imaginaire collectif a d'autant plus permis à ceux qui portaient le projet au sein du débat régional, à utiliser Misicuni comme un instrument politique visant à obtenir des fonds plus importants pour cette cause.

En marge de l'existence de Misicuni et de quelques autres projets, les lacunes historiques portant sur l'approvisionnement en eau et relatives au Service Municipal

⁶⁹Nom du lieu où le barrage devrait se construire

d'Eau Potable et des Egouts (SEMAPA) ont été résolues par des mesures à court terme comme le forage de puits semi-profonds et profonds dans les provinces voisines. Les premiers efforts datent de 1960 (Assies 2001), mais c'est après le milieu des années 1970 que la SEMAPA a creusé 10 puits de 120 mètres sur la commune rurale de Vinto, en promettant que ces mesures ne nuiraient pas à ses habitants.

Face à cela, un Comité Citoyen de Vinto s'oppose à ces mesures, avec pour argument, l'idée que ces forages engendreraient des nuisances et des risques environnementaux dans la région. "L'eau est le patrimoine de Vinto" était le mot d'ordre ; toutefois cette démarche s'est soldée par un échec. Ces problèmes et ces tensions se sont maintenues jusqu'aux débuts des années 1990, lorsque SEMAPA a entrepris le forage. Cette fois-ci, la résistance a été plus forte dans la mesure où des organisations sociales de communes avoisinantes comme Quillacollo, Tiquipaya, Sipe Sipe et Colcapirhua (Assies, 2001), et des autorités locales ont rejoint la lutte de Vinto, conduisant SEMAPA à suspendre les forages.

Quelques années plus tard, en 1995, face à cette résistance, la SEMAPA s'est vue obligée de forer des puits en zones militaires. Cette même année, la Fédération Départementale d'Irrigation de Cochabamba est créée, laquelle devient le principal pôle de protestations contre les tentatives répétées de perforation de puits, qui persistent jusqu'en 1998.

Misicuni était évoqué par les opposants aux actions de la SEMAPA et prenait chaque fois plus de force. Cependant, comme l'a souligné Laserna, Misicuni présentait des restrictions techniques et financières⁷⁰. De ce fait, des propositions de moindre envergure comme le barrage de Corani⁷¹ ont été érigées comme des alternatives viables. Mais malgré ces restrictions, le projet de Misicuni a fini par s'imposer.

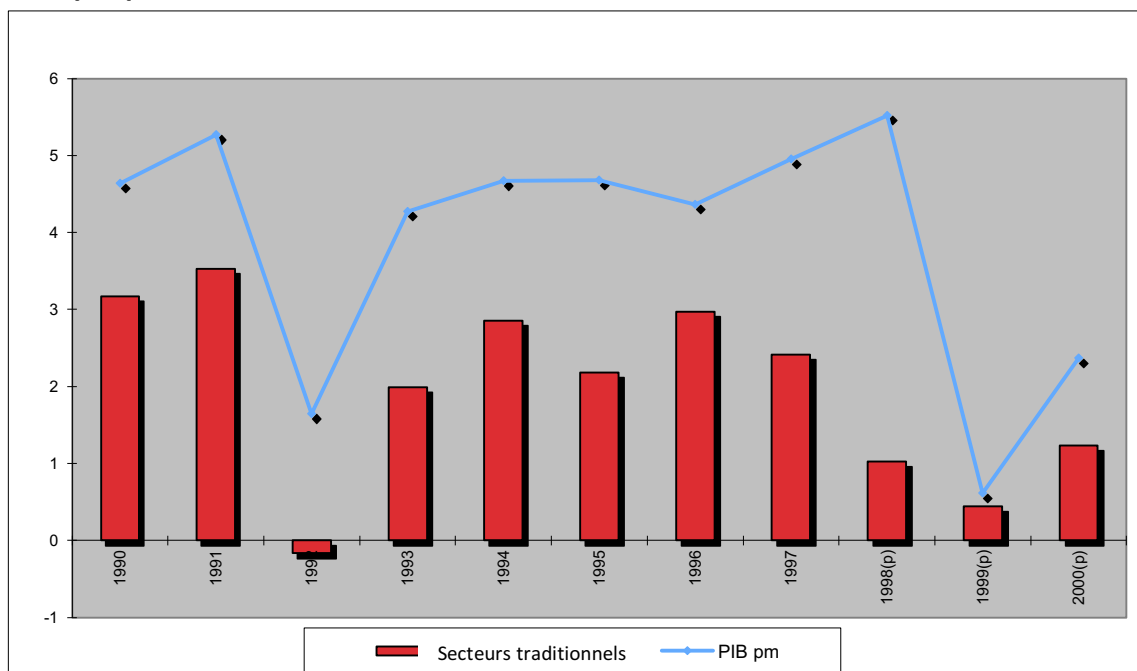
⁷⁰ Les restrictions techniques concernaient la construction d'un tunnel par lequel circulerait l'eau. L'élaboration de ce tunnel nécessitait une ingénierie hautement complexe, qui avait pour conséquence d'augmenter considérablement les coûts du projet. Se référer à Laserna 2000 36-49, 2000:39

⁷¹ Du nom de la commune où ce barrage était prévu

En plus de ces antécédents propres au problème de l'eau, un autre élément est à prendre en compte pour comprendre la réalité qui est celle de la Guerre de l'Eau : la crise économique dans les secteurs traditionnels.

Entre 1996 et 1998, la Bolivie voit son PIB atteindre une croissance de 5%. Sur cette même période, les secteurs qui génèrent la moitié du PIB sur la décennie 1990, et qui couvrent deux tiers des emplois (secteur d'agro-élevage traditionnel, secteur manufacturier et de service, principalement le transport et le commerce), ont traversé une phase de "récession de la croissance" c'est-à-dire que la croissance était largement en dessous de ses performances entre 1990 et 1996, et cela avait des répercussions négatives sur le principal facteur de croissance de la demande agraire : la consommation des foyers (Voir graphique 4)⁷².

Graphique 4. Contribution sectorielle à la croissance



source : Daroca Oller 2002

A cette tendance macroéconomique, s'ajoute la diminution du dynamisme du marché informel, du a deux faits : d'une part, la réforme de la douane initiée en 1998 sous l'impulsion de la Banque Mondiale, la même réforme qui a affectée le secteur informel alimenté par la contrebande. D'autre part, le début de la politique d'éradication

⁷² Document de travail sur l'IDH, Bolivie, 2002 (mimeo).

forcée de la culture excédentaire de coca sur le tropique du Cochabamba. Ces réformes affectent directement les revenus de milliers de familles qui vivaient de ces deux activités.

Dans ce scénario de pénurie, la Guerre de l'Eau s'est donc disputée autour de ces revendications historiques pour l'eau, des pertes des principales sources de revenus relatives à l'économie informelle, du ralentissement de la croissance des secteurs économiques qui généraient le plus d'emploi.

B. Pourquoi la Guerre de l'Eau ?

La Guerre de l'Eau est le nom qui a été donné aux protestations qui éclatèrent à Cochabamba au début de l'année 2000 et qui atteignirent leur apogée en avril de cette même année. En septembre 1999, SEMAPA, l'entreprise de l'eau à Cochabamba fut privatisée au consortium Aguas del Tunari. Formée à 50% par l'International Water Limited (propriété d'Edison SpA d'Italie et Betchel des EU), 25% par Abengoa, une entreprise espagnole, et les derniers 25 % détenus par quatre investisseurs boliviens. Les protestations initièrent par des réclamations d'une augmentation des tarifs. Elles devinrent des protestations de masse bien articulées avec la création de la Coordinatrice de l'Eau et de la Vie, qui regroupait divers acteurs comme : des agriculteurs irrigateurs, des paysans, des organisations professionnelles, des groupes de quartier, travailleurs d'usine, des groupes environnementalistes, des enseignants urbains et ruraux, des universitaires, des transporteurs, et des cultivateurs de la feuille de coca du Chapare. La Guerre de l'Eau finit par l'expulsion du consortium de Cochabamba et la conversion de SEMAPA en une entreprise municipale.

La Guerre de l'Eau⁷³ d'avril 2000 a été considérée par plusieurs analystes sympathisants du mouvement altermondialiste comme étant l'un des premiers conflits emblématiques contre la mondialisation et le néolibéralisme (Assies 2001) (García Linera et al. 2000) (Vargas et Kruse 2000).

⁷³Pour plus d'information sur ce conflit voir Daroca Oller 2001 , Assies 2001 106-134, García Linera, Gutiérrez, Prada and Tapia 2000 , Vargas and Kruse 2000 7-14..

La rescision du contrat avec le consortium Aguas del Tunari et la conversion de SEMAPA en une entreprise municipale avec « autogestion sociale » fût assumée par les acteurs sociaux comme une victoire face au néolibéralisme. Par ailleurs, la Guerre de l'Eau montra que les pactes politiques entre les partis politiques ne suffisaient plus pour garantir la gouvernabilité nécessaire à la mise en place de mesures. Du point de vue politique, toutes les conditions nécessaires à la privatisation de SEMAPA étaient remplies : Le Congrès avait ratifié les contrats, la plupart des députés de Cochabamba et les autorités locales soutenaient le consortium, même le Comité Civique⁷⁴ de Cochabamba était d'accord avec la privatisation.

Divers sont les éléments qui pourraient apporter une raison à l'échec du pacte politique dans la garantie de la privatisation, autrement dit, la raison de la Guerre de l'Eau. A ce sujet nous pouvons mentionner d'un côté les éléments contextuels, comme le problème historique de l'eau à Cochabamba, qui est une situation de contraction de l'économie dans les secteurs clés. D'un autre côté se trouvent les éléments liés à la mise en place de la privatisation et la conjoncture du conflit lui-même.

Parmi les éléments du contexte, Cochabamba a toujours subi des problèmes de sécheresse qui faisaient que l'eau soit rare. A ceci s'ajoute le fait que la ville, à cette époque, subissait une explosion démographique qui ne fut pas accompagnée par l'approvisionnement de services basiques. Ainsi, le réseau du service public d'eau potable et le réseau d'égouts, ne couvraient que 50% des foyers, ce qui obligeait le reste de la population à utiliser des sources alternatives comme des puits privés, communautaires ou familiaux, des camions citernes pour l'approvisionnement d'eau, entre autres (Laserna 2000).

En outre, entre 1998 et 1999, le PIB connut une croissance d'autour de 5%. Cependant, pendant cette période les secteurs traditionnels (secteur agricole traditionnel, secteur manufacturier, secteur des services et principalement le transport

⁷⁴ Les Comités Civiques sont des instances de représentation des intérêts régionaux de chaque département de la Bolivie. Les 9 départements de la Bolivie possèdent des Comités Civiques qui regroupent des acteurs et des organisations de la société civile régionale. Traditionnellement ce furent les instances formelles de la représentation des intérêts de la société civile face à l'État.

et le commerce) qui avaient représenté la moitié du PIB dans les années 90 et qui avaient créé deux tiers de l'emploi existant, souffrirent une forte récession et ceci eut des conséquences négatives sur la consommation finale des foyers (Daroca Oller 2001). À cette tendance vient s'ajouter une diminution du dynamisme du marché informel, généré par deux facteurs : la réforme de la douane initiée en 1998, qui affecta significativement le secteur informel alimenté par la contrebande, ainsi que l'éradication de la culture de la feuille de coca dans le tropique de Cochabamba. Ces deux réformes nuisirent à l'économie de nombreux foyers qui obtenaient leurs principaux revenus de ces deux activités (Daroca Oller 2001, 6).

Or la mise en place du contrat supposa, entre autres, une augmentation des tarifs.⁷⁵ Selon le contrat, cette augmentation était destinée à financer la part d'investissement de l'entreprise transnationale consacrée à l'amélioration de la couverture des services. L'autre problème de la privatisation de l'eau était lié au fait que les familles et les communautés qui avaient creusé des puits avec leurs propres moyens devaient maintenant payer l'utilisation de cette eau, puisque la nouvelle entreprise avait installé des compteurs d'eau dans ces puits privés.

Le changement des règles de l'extraction de l'eau et l'augmentation des tarifs configura un scénario social agité, les systèmes formels de représentation n'offrant pas de solutions (car, comme mentionné précédemment, ils étaient favorables à la privatisation). La conjoncture de la protestation prit force et créa une instance de représentation (la Coordinatrice de l'Eau et la Vie), qui était en dehors des marges de représentativité formelle et qui sut articuler la force sociale émergente en une protestation plurielle dans laquelle participa un large éventail d'acteurs (Daroca Oller 2001).

⁷⁵ D'après le Consortium, l'augmentation fut de 10% pour les foyers défavorisés et de 30% pour les foyers à grand volume de consommation. Selon les plaintes des personnes, les augmentations auraient été pour certains cas de 300%. A ce sujet, le consortium déclara qu'ils avaient amélioré la provision en eau, augmentant les heures de service, ainsi que la pression. Ceci entraîna une plus grande consommation d'eau et par conséquent, une augmentation du prix de la facture d'eau Ryle 2011 .

Vu qu'il ne s'agissait pas d'une représentation formelle au début, le Gouvernement ne reconnut pas la Coordinatrice de l'Eau comme étant un acteur valide pour la négociation. Cependant, au fur et à mesure que la Coordinatrice prit force, le gouvernement n'eut pas d'autre choix que de négocier avec elle (Crespo 2000). Ainsi, la Coordinatrice de l'Eau surgit comme une forte remise en question du système de représentation formelle, car ces instances, tant les partis politiques que le comité civique, n'ont pas su assimiler et donc représenter la demande des différents secteurs sociaux. Le Comité Civique est une instance de représentation régionale intégrée par différentes institutions et organisations sociales. Traditionnellement ce fut une instance qui représente la société civile face aux instances publiques.

La reconnaissance de la Coordinatrice par le Gouvernement ne parut que trop tard, lorsque leurs demandes changèrent au fur et à mesure que le conflit s'aggravait et devenait plus violent en même temps que la position du Gouvernement s'affaiblissait. Dans un premier temps, les protestations exigeaient la révision et modification du contrat avec Aguas del Tunari. Néanmoins, ils exigèrent plus tard l'annulation du contrat et l'expulsion de la transnationale⁷⁶ : symbole du modèle néolibéral. L'expulsion de ce consortium ouvrait la voie à la récupération de l'entreprise municipale qui avait été privatisée, avec comme seule différence, son autogestion sociale.

Un jeune homme mort, plusieurs blessés par balle, des images à la télévision qui montraient un tireur d'élite tirant sur la foule, le début d'un état de siège qui finit quelques jours plus tard avec une mutinerie de la Police Nationale qui réclamait près de 50% d'augmentation salariale, poussèrent finalement le Gouvernement à rescinder le contrat avec Aguas del Tunari.

En résumé, la Guerre de l'Eau a été un jalon fondamental pour deux raisons : ce fût la première grande remise en cause du modèle économique néolibéral, basée sur une profonde demande de dignité. Ce fût aussi la première grande remise en cause du système de représentation formelle, à travers la création d'une nouvelle instance de

⁷⁶ D'autres nouvelles demandes furent l'approbation des modifications proposées par la loi 2029 d'Eau, la liberté des détenus dans les protestations, l'indemnisation de la famille du jeune homme mort et les dépenses médicales des blessés des affrontements. Daroca Oller

représentation non formelle qui articula le désenchantement des organisations sociales et des individus au sujet de la gestion privée de l'eau. En d'autres termes, la portée du désenchantement social et la capacité articulatoire et de mobilisation de la Coordinatrice de l'Eau remettaient en cause le modèle néolibéral en même temps qu'ils donnaient origine à ce qui postérieurement s'appellerait les mouvements sociaux.

Il est difficile de dire à quel point la Guerre de l'Eau fut le conflit qui alimenta et inspira les revendications qui arrivèrent après, étant donné les déterminants spécifiques que les protestations successives eurent. Le fait est que, la Guerre de l'Eau a marqué "un jalon fondamental du divorce de la classe politique, les institutions étatiques et la population" (Mayorga et Córdova 2007, 58).

C. Ce qu'il s'est dit sur la Guerre de l'Eau

Les boliviens n'ont pas été indifférents aux protestations portées lors de la Guerre de l'Eau. Dans tous les secteurs, les boliviens se sont exprimés et ont manifesté face aux réussites de la Guerre de l'Eau à Cochabamba. De la même manière, le milieu intellectuel a proposé plusieurs interprétations sur ce que signifiait la protestation, et sur les succès et les échecs qui eurent lieu au cours du conflit.

Ces différentes lectures ont enrichi le panorama global de la protestation. Elles ont permis de dresser une carte des différentes interprétations de la Guerre de l'Eau, répertoriées jusqu'à la première année après la fin du conflit.⁷⁷

De manière non-définitive, la carte des interprétations et des lectures relatives à la protestation d'avril peut se lire de la manière suivante : 1) on identifie une position qui considère que ce conflit a été une guerre contre l'eau, résultant sur une situation où les plus pauvres sont ceux qui ont le plus perdu. 2) Une autre position soutient que cette protestation constitue la base nécessaire à la construction d'un projet de démocratie du

⁷⁷ La Guerre de l'Eau continue jusqu'à aujourd'hui, près de 20 ans plus tard, à être un sujet d'étude dont les interprétations divergent. Nous nous baserons ici uniquement sur les interprétations qui ont été émises lors de la première année du conflit, dans le but d'émettre une interprétation contextuelle et temporelle, pour donner une vision plus authentique de la Guerre de l'Eau en soi même, en tant qu'évènement à part entière.

peuple reposant sur l'autonomie et sur l'autodétermination ; à ce sens, cette protestation s'affirmerait en opposition au déterminisme excluant du néolibéralisme. 3) D'autres récupèrent les victoires d'avril à différents niveaux. 4) Une posture qui considère que ce nouveau protagoniste ouvre sur de nouveaux défis quant à l'approfondissement de la démocratie.⁷⁸ 5) finalement on présente deux lectures de la Guerre de l'Eau provenant de l'extérieur.

La Guerre contre l'eau

La conclusion de la bataille finale a conduit beaucoup de boliviens et de boliviennes à se demander : "et maintenant, quoi ?"⁷⁹. Cette question qui sonnait l'alerte lors des festivités qui eurent lieu dans les rues de Cochabamba ; tous n'étaient pas d'avis à ce que quelque chose soit célébré. Peu de temps s'est écoulé avant que quelques uns manifestent des critiques face au résultat des mobilisations et aux intérêts qui étaient derrière.

A ce sens, il était soutenu que lors de la Guerre de l'Eau, les habitants de Cochabamba avaient "conduit à une guerre contre l'eau" (Laserna 2000). Et ceux qui avaient entrepris cette guerre étaient "ceux qui cherchaient à profiter des besoins primaires et des aspirations des citoyens pour monter un projet insoutenable ; ceux qui ont mis un point final à la guerre sont les mêmes qui ont réussi à profiter de la colère environnante et des protestations dans l'unique but de récupérer ou de s'attribuer une position de pouvoir, ou de conserver quelques intérêts propres." (Laserna 2000).

Si l'on part de cette même lecture, d'après Laserna la protestation d'avril a produit une des mobilisations les plus participatives et spontanées des derniers temps, guidée par un discours populaire révolutionnaire, mais orienté par des objectifs profondément

⁷⁸ Ces positions, bien qu'elles soient posées par des intellectuels qui dépendent leurs visions, reflètent et influent non seulement sur les positions dans des secteurs cloisonnés de la société, mais aussi sur la population en général, qui participe quotidiennement au débat public. En marge de ces postures, il existe d'autres analyses importantes, qui consistent entre autre à étudier les continuités et les ruptures du mouvement, au regard de mouvements historiques comme la COB et la CSUTCB; se référer à Crespo, 2000.

⁷⁹Première de couverture de l'hebdomadaire Pulso del Viernes – jeudi 20 avril 2000

conservateurs et réactionnaires dans la pratique, générant ainsi des résultats opposés à ceux auxquels aspiraient les participants (Laserna 2000).

Laserna affirme que la guerre de l'Eau a engendré un mouvement néo-conservateur qui s'oppose dans le discours à la globalisation et à la privatisation, mais qui s'avère être corporatif et anti-démocratique dans la pratique au sens où il utilise, mais ignore les problèmes des secteurs non représentés comme le ravitaillement en eau. (Laserna 2000). On peut ajouter que ce mouvement révèle ses traditionalismes en admettant l'État comme à la fois adversaire et bienfaiteur. L'État est considéré comme agissant tel qu'il l'a toujours fait. Cette contradiction fondamentale repose dans le fait que l'administration publique désireait satisfaire les exigences du mouvement, mais n'en avait pas les moyens. (Laserna 2000).

Laserna considère que la récupération de l'entreprise SEMAPA par la municipalité a été la réussite la plus symbolique de la bataille finale (Laserna 2000). Toutefois, dans les faits elle servira de "laboratoire d'expérimentation d'un modèle de gestion qui portait déjà les qualificatifs d'autogestion et de social, qui ne prendra pas forme – pas non plus sur papier. (Laserna 2000)

Projet de Démocratie de la Plèbe. -

En opposition aux postures qui considèrent ce mouvement comme la Guerre contre l'Eau, l'interprétation du groupe "Comuna"⁸⁰, se rapproche de la Coordination de l'Eau. Ce groupe considère que la Guerre de l'Eau a commencé à tisser un contenu social d'un horizon politique alternatif, basé sur l'autodétermination, au sens où la multitude⁸¹ produit une manière différente d'exercer et de ressentir le pouvoir politique et l'espace public (García Linera et al. 2000) Ces auteurs signalent qu'une

⁸⁰ Le groupe Comuna était un groupe d'intellectuels rapprochés à la Coordinatrice de l'eau. Les principales personnes rattachées à ce groupe étaient : Alvaro García Linera, Luís Tapia, Raúl Prada et Raquel Gutiérrez.

⁸¹ Selon ces auteurs, le terme de "multitude" est entendue comme une forme d'inter-unification pratique, délibérée et discursif. Il désigne des structures variées allant d'organisation local, de quartier, de travail, de liens amicaux, assemblées autour d'objectifs communs qui affectent tout un chacun et qui prend la forme d'un regroupement massif, flexible, multicentral et semi-institutionnalisé (García et al. 2000:158)

« certaine ambition démocratique s'est éveillée au sein du mouvement, qui ne pourra être satisfaite qu'à travers la reconfiguration de l'État, et dans l'exercice réel de devoirs politiques. Une certaine forme de souveraineté est alors détenue par le peuple, le pouvoir délibératif s'exerce dans les assemblées, et les mairies semblent porter une organisation alternative de la réalité de la nation, du sentiment d'appartenance générale et de l'intervention dans l'espace public. La multitude a commencé à prouver que la souveraineté collective est possible, et bien qu'à bout de force elle ait été ramenée à son impuissance passée face à l'État, des tendances sont à noter en terme d'expansion de cette souveraineté à d'autres dimensions de la vie sociale, y compris des sphères du gouvernement national". (García et al, 2000, 170)

Le groupe *Comuna* constatait que l'État restait muet et commençait à se disloquer parce que la multitude déployait des formes de participation politique assembléistes qui donnaient au citoyen le contrôle et la responsabilité directe des objectifs poursuivis et de ses décisions. La capacité d'expansion était innovante, au sens où elle créait un tissu assembléiste d'une portée régionale, en guise de laboratoire de ce qui pourrait être créé au niveau national." (García et al, 2000, 174)

Dans cette perspective, le groupe soutient que la Coordinatrice portait la formation d'une nouvelle identité sociale plébéienne qui n'était pas uniquement habilitée à discuter du traditionnel discours régionaliste des élites fortunées, mais qui était en mesure aussi de créer des pratiques de fonctionnement politique d'autogestion (García et al, 2000, 174)

Ces formes d'autogestion et d'autodétermination de la multitude, au fondement du projet de la plèbe, s'élevaient face au néolibéralisme et aux changements opérés dans la société bolivienne au cours des 15 années de politique néolibérale dans le pays. Par conséquent, la posture de la multitude s'opposait à ceux qui avaient soutenu ces politiques (l'État) et s'opposait aussi à ceux qui incarnaient ce modèle néolibéral (l'entreprise *Aguas del Tunari*). L'alliance entre l'État et cette entreprise brisait l'autonomie du peuple, entraînant des conditions de vie de plus en plus précaires via

l'expropriation de l'eau, ressource inaliénable des habitants et des habitantes de Cochabamba.

Pour les membres du groupe Comuna, les événements d'avril dévoilent qu'il n'existe pas de solution libérale pour la Bolivie. Ils considèrent que la population

“a fait de l'exercice de cette force populaire une expérience culturelle, en trouvant d'autres formes de gestion publique, d'autres significations à la pratique démocratique ; ces expérimentations sont source d'un processus d'effondrement, lent mais qui va continuer, et cela sur le plan national, de la posture de soumission répandue avant les événements, mise en place par la classe dominante durant 15 ans. (García et autres, 2000, 168)

En guise de synthèse, ils soutiennent qu'en avril le mouvement de la Bolivie plébéienne a été expérimentée, qu'en étant actif loin des espaces et des principes portés par les institutions libérales, une politique basée sur le collectif a pris vie. La mobilisation populaire a déferlé sur des espaces dépolitisés lors cette époque d'offensive conservatrice néolibérale, qui a attaqué, affaibli et réformé les anciens espaces nationaux de la politique (García et autres, 2000, 177)

Les Victoires d'Avril. -

Pourquoi parlons-nous de victoires ? C'est la question à laquelle Vargas et Kruse tentent de répondre, en énonçant les principales réussites obtenues, non sans souligner qu'il s'agit de victoires *“uniquement si les potentialités d'aujourd'hui deviennent des résultats demain”* (Vargas et Kruse 2000, 8). Ils posent ainsi un regard suspendu au-dessus d'une histoire qui n'est pas encore finie, en identifiant les défis futurs de ce mouvement émergent. Les victoires obtenues sont les suivantes :

- Le retrait de Cochabamba de l'entreprise Aguas del Tunari a évité un désastre économique en empêchant *“une opération de pillage estimée à des montants injustifiables”* (Vargas et Kruse 2000, 8), due aux logiques perverses sur lesquelles s'appuyaient cette concession. Le peuple allait en effet se voir dérober ses

ressources économiques dans le but de financer des projets qui ne lui auraient pas bénéficiés.

- Dans le champ politique, les urgences de l'époque ont été établies. Elles ont permis de révéler les logiques perverses et les pratiques de corruption à tous les niveaux du gouvernement, ainsi qu'au sein des institutions financières internationales. Loin d'être un affaiblissement de la démocratie, ces révélations ont ouvert la possibilité de construire une démocratie réelle. Ce moment est identifié comme le "non" nécessaire à l'établissement d'un "oui", il est la graine nécessaire à la construction de ce "oui". (...) Des ruptures porteuses de renouveau ont eu lieu au sein du Parlement, du pouvoir exécutif, des partis politiques, du Comité civique et des organisations syndicales. Ces ruptures s'affirmaient comme étant un signal d'alerte tout autant qu'en enseignement fondamental pour l'approfondissement de la démocratie." (Vargas et Kruse 2000),

- L'espace public fondé en avril était

"un espace de délibération et de réflexion. Les avis étaient décriés comme jamais auparavant, et tous (ou presque) étaient acteurs et analystes. (...) Ce processus était conjoint à une morale publique de grande ampleur, reposant sur l'auto-contrôle et le principe de responsabilité." (Vargas et Kruse 2000, 12),

- Les événements d'avril ont conduit à deux nouvelles réalités : la présence de nouvelles forces et la force de proposition de celles-ci dans la recherche et la planification de solutions viables, de manière responsable, brisant la dualité État/marché.
- La Coordination a porté un modèle décisif, qui a permis d'initier un processus constant d'interactions entre la nouvelle entreprise municipale *ad hoc* de l'eau, et les quartiers de la ville ; une discussion ouverte, publique et participative s'est établie, à propos du problème de l'eau. Des organisations de quartier y participaient, ainsi que des groupes écologistes, le secteur de l'irrigation, les

communautés rurales, des entrepreneurs et des groupes d'autogestion. Chacun portait des propositions différentes visant à accomplir un objectif commun, celui de la réalisation d'une entreprise efficace, transparente, ayant comme principe l'équité sociale. (...) Les capacités de la Coordination étaient en jeu : il fallait que celle-ci soit en mesure d'approvisionner plus d'habitants en eau sans faire disparaître le sentiment d'appartenance commune nouvellement articulé au cours du mois d'Avril.

- A un niveau plus dissimulé, la Guerre de l'Eau a réduit en miettes le lexique propre au néolibéralisme, qui verrouillait l'accès aux matériaux du passé en présentant le présent comme quelque chose d'inévitable. Ainsi, l'ordre symbolique dans l'exercice du pouvoir étatique a traversé un réajustement dramatique – au moins pour un moment. Les événements d'avril prouvent que l'amnésie n'est pas une condition permanente, que l'action collective est possible et efficace (Vargas et Kruse, 2000).

Les défis pour la Démocratie. -

René Cardozo analyse la Guerre de l'Eau à partir des défis que ces événements causent à la démocratie. Il reconnaît que cette période illustre bien le manque d'articulation entre les citoyens et les institutions publiques. *“Une faille qui s'approfondit à mesure que le système politique demeure insensible, et les organisations sociales ressentaient une nécessité de plus en plus pressante, d'exprimer leurs demandes.”* (Cardozo 2000, 74) Cette crise de la représentativité a montré les limites de la démocratie pactée dans sa capacité à ouvrir des espaces de participation de la société civique au système politique. Ces faits ont conduit à l'émergence de nouvelles instances de représentation et d'expression des nécessités populaires.

En ce sens, Cardozo signale que l'émergence de la société civile et le rôle de protagoniste que pouvaient avoir les nouveaux acteurs dans les processus sociaux sont inégalables. Il est donc fondamental pour la démocratie de prendre en compte, à l'intérieur de ses institutions politiques, ce nouveau protagoniste, qui impliquait d'autant plus une nécessaire adéquation du système politique à ces nouveaux défis. Ainsi, les

événements qui se sont produits illustrent l'interpellation du système politique dans son ensemble (Cardozo 2000,76)

Alors, la Guerre de l'Eau met en lumière la nécessaire consolidation et institutionnalisation, dans le cadre de l'administration du pays, d'espaces de dialogue et de concertations.

“Le système politique se doit de s'ouvrir à une nouvelle forme d'action. La classe gouvernementale se doit d'assurer au citoyen l'écoute et le respect de ses réclamations. La notion de gouvernance ne peut continuer à être entendue comme un simple pacte entre des partis politiques, sur le dos de la société” (Cardozo, 2000,79)

Pour Cardozo, la crise n'est pas un événement dont il faudrait avoir peur ; elle pourrait au contraire permettre de perfectionner le système de gouvernement et de représentation. Tout ce qu'a traversé la Bolivie depuis les années 2000 ne révèle pas son impossibilité de faire société, mais bien au contraire la possibilité de modifier et de construire un système politique plus responsable justement face à nos propres responsabilités (Cardozo 2000, 82).

Autres regards. -

Willem Assies, du Centre sur les Etudes Rurales du Collège de Michoacán, a identifié deux éléments au cœur des significations de la protestation de la Guerre de l'Eau. D'un côté, pour Assies, ce qui était en jeu à ce moment va beaucoup plus loin qu'une simple défense des usages et des coutumes ; plus loin encore que la protestation contre les hausses de tarifs de l'eau ; ce qui est en jeu dépasse également le contrôle des ressources immédiates et l'accaparement des profits matériels, puisque la protestation a acquis un contenu symbolique qui défiait à la fois le modèle de société dominant et le mode de développement imposé depuis 1985, au prix de coûts sociaux beaucoup plus élevés et de bénéfices médiocres pour la majorité de la population.

Le deuxième élément dont parle Assies consiste à identifier avril comme un défi important pour le système de représentation en vigueur, incapable de canaliser les

intérêts et les préoccupations toujours plus étendues, des secteurs de la population, donnant ainsi lieu à des actes extra-institutionnels.

Un autre regard intéressant provient du groupe marxiste constitué autour du journal espagnol *El Militante*⁸², qui constate que le conflit de l'eau a seulement permis de résoudre la crise engendrée par les contradictions les plus profondes du capitalisme dans son étape néolibérale. La Guerre de l'Eau représente dans cette perspective le recul de l'avancé néolibérale, freinant à la fois la volonté d'une entreprise transnationale, et d'autre part, l'assujettissement des usages et coutumes traditionnelles du recours à l'eau dans l'espace rural.

De cette manière, d'après, Ayllón, la Guerre de l'Eau s'érige comme l'un des événements les plus marquants parmi les formes de mobilisations « *des peuples opprimés face au capital* » (Ayllón 2000,1)⁸³ Dans la lecture finale de la Guerre de l'Eau que fait *El Militante*, on peut lire que les facteurs qui ont provoqué l'insurrection à Cochabamba et le mouvement des paysans n'ont pas disparu, puisque la Bolivie, qui est le pays le plus pauvre d'Amérique Latine, a été dévastée par des années de privatisation, des dérégulations, des licenciements massifs, etc. Les paysans boliviens font partie des plus pauvres du monde. L'écrasante majorité de la force de travail bolivienne est au chômage ou sous-employée. « *Beaucoup d'autres mouvements comme celui-ci se produiront par la suite, et cela parce que cette fois, la lutte a été victorieuse (bien que partielle)* » (Martín, 2000,3)⁸⁴

IV. Septembre 2000 : Le blocus de La Paz

Or, en septembre de cette même année se produit un autre événement conflictuel important nommé le « Septembre Noir ». Des paysans aimaras réunis dans la Confédération Unique Syndicale des Travailleurs Paysans de Bolivie (CSUTCB), bloquèrent les routes d'accès à la ville de La Paz. Le blocus avait pour intention de faire

⁸² Pour d'autres références sur *El Militante*, se référer à : <http://www.elmilitante.org/>

⁸³ Ayllón, 2000. Dans *El Militante* N° 132

⁸⁴ Martín, 2000. Dans *El Militante* N° 131

valoir les revendications socio-économiques des paysans de l'Altiplano, mais finit par remettre en cause fortement le type de relation socioculturelle qui existait entre indigènes et personnes de peau blanche, appelés « karas » par les aimaras.

Lorsque débuta la négociation avec le gouvernement, le dirigeant de la CSUTCB, Felipe Quispe, "el Mallku", commença son intervention en marquant clairement d'où il venait et en faisant référence à deux pays, deux Bolivies :

« Je parlerai avec Bánzer de Président à Président. Je représente les communautés indiennes, lui, ce qu'on appelle la Bolivie » (Mantilla Cuellar 2000, 14)

Cette forte division était basée dans des sujets d'identité depuis lesquelles il dénonça le racisme avec des larmes dans les yeux et devant les caméras de la télévision. Cette scène fut retransmise dans tout le pays

“Il fit passer la dimension expressive de la protestation avant la rationalité des intérêts en conflit. A partir de ce moment, le débat politique fût centré dans les « deux Bolivies » [une indigène et une « kara »] et pour la première fois, la discrimination raciale s'installa comme problème social dans l'espace public et irradiia le monde de la vie quotidienne comme un sujet prédominant de conversation”. (PNUD. 2002:139)

Les interpellations à la société bolivienne étaient directes :

« Nous ne sommes pas racistes. Racistes sont ceux qui lorsqu'ils nous serrent la main, sentent l'odeur de la Pachamama et se lavent les mains avec de l'alcool » (Mantilla. 2000:17)

Le Mallku fût provocateur dans chacun de ses entretiens à la télévision ou à la radio. Toujours soulignant cette division par des approches différentes. Par exemple, il remit en cause l'interculturalité alléguée, avec des phrases telles que :

“La fille de Sánchez de Lozada (ancien Président) ne se mélangerait pas avec un indien aimara. La famille de Banzer (le président de l’époque) ne s’apparenterait jamais avec nous” (Mantilla Cuellar 2000, 17)

Ce conflit, comme l’indique Mantilla, configura et délimita l’altérité d’un peuple ignoré par le monde urbain et moderne. Pour cette raison, une reconnaissance normative de pays multiethnique et pluriculturel ne suffit pas, la reconnaissance de l’autre doit finir avec les sentiments de supériorité de la société moderne par rapport à la société traditionnelle fondamentalement rurale et indigène (Mantilla Cuellar 2000, 46). Ainsi, le débat sur les deux Bolivies commença à remettre en cause la source des relations socioculturelles qui existait dans le pays.

Or, la Guerre de l’Eau tout comme le blocus de La Paz ont plus été des évènements de réaction que de proposition. Ils questionnèrent la structure institutionnelle de l’État et le type de relations socioculturelles de la société bolivienne. Néanmoins, ils ne proposèrent pas de projet historique de société. C’est-à-dire, ils n’avaient pas l’intention d’emmener au pouvoir un indigène pour qu’il initie un changement profond du pays basé sur ces deux dimensions. Ce fait ne nie pas que les revendications de ces évènements se soient constituées dans le noyau de la proposition de changement que propose le processus de changement de 2006, ce furent des jalons marquants de ce processus. (Daroca Oller 2009).

Chapitre 6. Le renforcement des mobilisations et la Guerre du Gaz

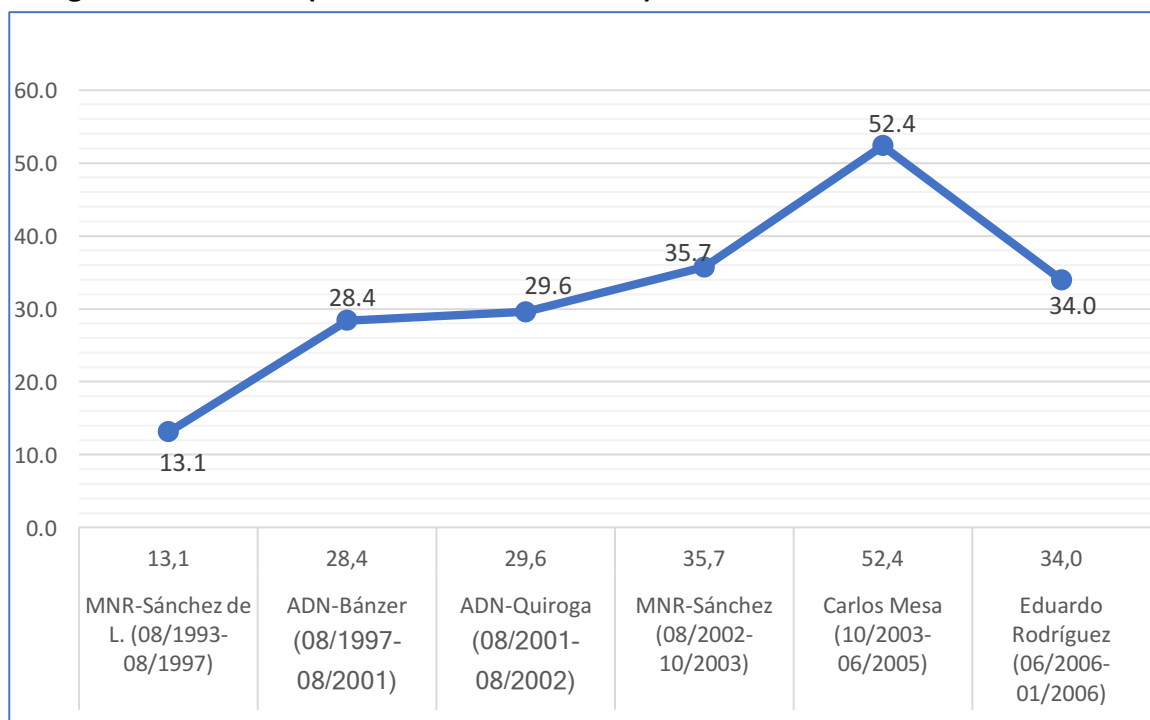
I. L'approfondissement des mobilisations

La présidence du Général Banzer fit face à l'augmentation de la conflictualité du pays, celle-ci ne fit que s'aggraver jusqu'au milieu de l'année 2005, lorsque Eduardo Rodriguez débuta son gouvernement de transition. Le premier graphique montre cette tendance croissante. Lors de son premier gouvernement, Sanchez de Lozada (1993-1997), ne subit que 13,1 nouveaux conflits par mois⁸⁵, alors que Carlos Mesa en éprouva 52,4 par mois, c'est à dire près de 2 nouveaux conflits par jour.

La période la plus conflictuelle, entre 2001 et 2005, donna à la Bolivie 5 présidents. Hugo Banzer, Jorge Quiroga, Gonzalo Sánchez de Lozada, Carlos Mesa et Eduardo Rodriguez. Il eut trois successions constitutionnelles. En août 2001, Quiroga remplaça Banzer, obligé à renoncer à cause de sérieux problèmes de santé. En octobre 2003, Mesa remplaça Sanchez de Lozada, qui fuit le pays à cause de la Guerre du Gaz. En juin 2005, Rodriguez remplaça Mesa, qui renonça à cause de l'agitation du pays.

⁸⁵ L'Observatoire des Conflits du CERES a construit une base de données depuis 1970 jusqu'à nos jours, celle-ci, basée sur l'enregistrement des principaux médias imprimés de Bolivie de tous les événements conflictuels qui se produisent. Par exemple, la Guerre de l'Eau fut un ensemble de grèves et mobilisations, c'est-à-dire qu'il y eut plusieurs événements conflictuels pendant quatre mois, pourtant, la base de données ne registre qu'un seul. C'est pour cela que l'on parle de « conflits nouveaux ».

Graphique 5. Bolivie : Moyenne du nombre de nouveaux évènements par mois selon le régime Présidentiel (Août 1993 - Janvier 2006)



Source : Élaboration propre basée sur les données de la base de données de conflictualité du CERES

C'est dans ce contexte qu'après la Guerre de l'Eau et le blocus de La Paz, les mobilisations sociales continuèrent à exercer une pression sur le gouvernement de Général Bánzer. Cependant, ces mobilisations commencèrent à agglutiner différents acteurs et demandes. Ainsi, en novembre 2000, fut créé la Coordinatrice de Mobilisation Unique Nationale (COMUNAL), dont les principaux membres furent la Coordinatrice de la Défense de l'Eau et de la Vie, la Confédération des Six Fédérations de Producteurs de Coca et une fraction de la CSUTCB et de la confédération des Irrigants.

La première mobilisation importante de la COMUNAL fut la « Marche Pour la Vie et la Souveraineté des Peuples » qui partit de Cochabamba vers La Paz le 9 avril 2001. Cette marche revendiquait diverses demandes des acteurs qui intégraient la COMUNAL, entre autres, la modification de la Loi INRA (Réforme Agraire), la promulgation du règlement de la Loi de l'Eau et le rejet de l'éradication de la feuille de coco à Los Yungas (OSAL 2000, 96).

Pendant deux semaines la marche tarda à arriver à La Paz, la Police Nationale essayait violemment d'intervenir et éviter l'arrivée de la marche dans la capitale. Lors de

ces interventions, il eut des blessés, des morts et plusieurs dirigeants furent arrêtés. C'est pour cette raison que les demandes 9 et 10 furent ajoutées aux autres demandes de la marche (voir encadré 1).

Encadré 1.

Dix demandes de la marche "Pour la vie et la Souveraineté des peuples" de la COMUNAL (Avril 2001)

- 1 – Modification de la Loi INRA (Réforme Agraire).
- 2 - Modification de la Loi des Eaux.
- 3 – Non aux bases militaires aux Yungas ni au Chapare.
- 4 - 80 millions de dollar pour le développement alternatif au Chapare.
- 5 – Que l'État reprenne le contrôle d'YPFB.
- 6 – Coordination de 20 millions de dollars à 30 000 petits prestataires des banques et entités financières.
- 7 – Non à la privatisation de l'éducation.
- 8 – Investigation des fortunes et lutte contre la corruption.
- 9 – Aide aux victimes de désastres naturels. Donation de 1 000 dollars par hectare perdue, 2 000 dollars par habitation perdue et 5 000 dollars pour chaque mort
- 10 – La fin des procès judiciaires contre les syndicalistes.

Source: (Los Tiempos 2001)

Menée par celui qui à l'époque était député national et dirigeant principal des Six fédérations de producteurs de coca du Chapare, Evo Morales Ayma, la marche arriva à La Paz le 23 avril, mais la COMUNAL et le Gouvernement attendirent le 2 mai pour signer un accord basique. Cet accord établissait la levée des blocus des routes et le retrait des forces policières et militaires.

Il est important de souligner certains points centraux pour la compréhension de cette période de mobilisations. Le premier est que la création de la COMUNAL et de cette marche en particulier, marque fortement la *nationalisation* du mouvement *cocalero*. C'est-à-dire, l'agenda revendicatif de ce mouvement ne se circonscrivait plus à l'espace territorial du Chapare, à Cochabamba, ni aux sujets liés à la feuille de coca, il se souciait aussi des sujets d'intérêt national.

Le deuxième point est en lien avec une période de diversification des acteurs et de protestation. La création de la COMUNAL, avec des différents acteurs et demandes nationaux n'est qu'un front de conflit parmi tous les autres auxquels le gouvernement devait faire face. En même temps que se produit la marche « Pour la vie et la Souveraineté des Peuples », une autre marche partait depuis les Yungas, c'était la marche de producteurs de coca de cette région contre l'éradication forcée. Pour sa part, la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) négociait différentes demandes avec le gouvernement, dont l'augmentation salariale des fonctionnaires de la santé et de l'enseignement (professeurs). D'ailleurs, le 2 mai, le même jour que le gouvernement signait l'accord avec la COMUNAL, la COB débuta la marche « Pour la Dignité au Travail et le Sauvetage de la Patrie », qui demandait entre autres la révision du Décret Suprême 21060, qui excluait la COB de la négociation salariale. Elle demandait aussi la révision de la loi 1008 qui contemplait l'éradication des champs de feuille de coca excédentaires, l'annulation de la flexibilité au travail et la restitution des entreprises capitalisées à l'État (OSAL 2002c, 97).

Cet approfondissement et diversification des mobilisations et de ses acteurs implique non seulement l'agrégation et supposition des demandes (la COB avait elle aussi une demande pour freiner l'éradication de la feuille de coca et la COMUNAL revendiquait aussi la restitution des entreprises capitalisées), mais elle implique aussi une dispute implicite pour la direction de la revendication sociale. Cette dispute cependant, n'affecte pas la puissance de la mobilisation sociale et la force des demandes sociales.

Dans ce contexte de mobilisations sociales croissantes, le Général General Hugo Banzer fut obligé, à cause de graves problèmes de santé, à renoncer à la présidence de la République le 6 août 2001. C'est à ce moment-là que se produit la première des trois successions constitutionnelles qu'aura le pays au cours des quatre prochaines années. C'est le vice-président Jorge Quiroga qui assume le contrôle de l'État.

Lors de son discours d'investiture, le président Quiroga propose une trêve dans les mobilisations sociales jusqu'à la fin de l'année, avec le but de mettre en place un plan anticrise, en même temps qu'il contemplait une politique fiscale rigoureuse et des

mesures d'urgence pour créer de l'emploi (Ortiz de Zárate 2002). A cette époque, les attentes croissantes vis-à-vis du potentiel des hydrocarbures de Bolivie proliféraient l'optimisme,⁸⁶ car la vente de gaz au Brésil ouvrait les portes à la vente aux États-Unis et au Mexique.

Pour accepter la trêve, les paysans, *cocaleros*, fonctionnaires de la santé et de l'éducation réunis à La Paz, définirent une liste de demandes liées aux développement agricole et la suppression de la flexibilité au travail, l'électrification des zones rurales, le développement de l'industrie nationale et l'abandon de la politique néolibérale, entre autres. (OSAL 2001, 102).

Le 23 août, presque de trois semaines après la proposition de trêve, le gouvernement et les paysans de la CSUTCB signèrent un document de 70 demandes. Parmi ces requêtes il y avait entre autres : l'application d'un programme de développement rural avec des crédits, une assistance technique équivalente à 70 millions de dollars, la réalisation d'une analyse par le Ministère de l'Éducation sur création d'une université agricole, l'éradication de la feuille de coca de façon volontaire, la création d'une Sécurité Sociale Paysanne de Santé indigène. Une indemnisation de Bs. 50 000 (l'équivalent de 7 500 dollars américains de l'époque) pour les familles des 87 morts pendant le conflits qui eurent lieu pendant le gouvernement de Banzer était exigée (OSAL 2001, 103). Avec cet accord, les paysans arrêtaient leurs moyens de pression, au moins pendant quelques semaines.

Il est important de rappeler cet exemple car il illustre bien le troisième élément qui permet de mieux comprendre cette période de mobilisations. Les organisations sociales se mobilisent avec un fort sens de justice sociale, qu'ils expriment dans des demandes concrètes, mais aussi dans des demandes maximalistes, qui sont impossibles

⁸⁶ D'après le ministère des hydrocarbures et de l'énergie en janvier 2002, la Bolivie comptait 52,3 TCF (Trillion cubic feet) de réserves certifiées de gaz. Les accords de vent au Brésil pendant 20 ans signifiaient 7,9 TCF, même après la soustraction les autres accords passés antérieurement et la demande interne de 20 ans, à cette époque 80% des réserves certifiées n'avaient pas de marché PNUD 2003 147.

de réaliser par un État institutionnellement faible, avec des ressources économiques limitées et qui traverse un contexte de crise économique.

Cependant, lorsque la tension des mobilisations augmente, le gouvernement négocie avec les organisations et parvient à s'engager à répondre aux besoins de la population, même ceux qui sont maximalistes, sinon, il ne serait pas possible de signer les accords. Bien qu'il soit dans l'intérêt de l'État de répondre véritablement à certaines demandes sociales, son objectif principal est celui d'apaiser le conflit. Nous confirmons alors que le conflit réapparaît un peu plus tard et avec plus de force. Dans une certaine mesure, avec plus ou moins d'intensité, ce fut l'essence de la conflictualité jusqu'en 2005.

La trêve, bien qu'éphémère, ne marcha pas au Chapare, où le mouvement cocalero s'opposait fermement au Plan de Dignité du gouvernement, connu sous le nom de « coca zéro ». Au-delà d'une éradication forcée, le plan contemplait la militarisation des zones productrices et la mise en place des quartiers généraux pour la Force de la Tâche Conjointe (FTC), chargée de l'éradication du coca.

Comme le rappelle Ledebur, le début du Plan de Dignité en 1998 avait été marqué par trois mois de conflits intenses et violents avec un blocus de la voie rapide entre Cochabamba et Santa Cruz⁸⁷, qui provoqua la mort de seize personnes, treize producteurs de coca et trois membres des forces de l'ordre.

Entre 1998 et 2001 la FTC, composée par des militaires, éradiqua 28 mil hectares de cultures de coca (Ledebur 2005, 205). Dans cette période, les affrontements entre producteurs de coca, la police et les militaires étaient de plus en plus fréquents et violents. Les tentatives d'occupation des quartiers et campements militaires de la FTC,

⁸⁷ La région tropicale du Chapare se trouve entre Cochabamba et Santa Cruz. La route qui unit ces deux villes est la plus importante du pays, car elle rejoint l'« axe central » de la Bolivie. Cet axe est formé par les trois villes les plus importantes : La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Par ailleurs, les principales agglomérations du Chapare se sont formées sur le bord de cette route. C'est pour cette raison que le principal moyen de pression du mouvement cocalero a toujours été de bloquer cette route.

des marches et grèves ou bien des blocus de chemins pour empêcher l'éradication, finissaient souvent avec la mort de personnes, pour la plupart des producteurs de coca.

Le mouvement cocalero demandait la démilitarisation du Chapare et revendiquait le droit de planter un *cato* de coca⁸⁸ par famille. Il rejeta les alternatives proposées par le gouvernement, comme celle d'un salaire annuel contre l'abandon de la culture de coca au bénéfice d'un produit du développement alternatif (oranges, palmiers, bananes, etc.), avec la garantie des prix et du soutien technique. Les offres du gouvernement ne furent pas perçues comme une alternative viable à long terme⁸⁹ (OSAL 2002b, 104).

Entre novembre 2001 et le 3 janvier 2002, les tensions atteignirent leur niveau maximal. Le blocus de la voie rapide entre Cochabamba et Santa Cruz qui avait commencé le 6 novembre déclencha une vague de conflits très graves qui allaient du Chapare jusqu'à La Paz. On enregistra 11 morts et plus de 30 blessés. Le 21 novembre, le gouvernement et les cocaleros décidèrent de promouvoir le « Sommet de la Feuille de Coca et du Développement Alternatif » ayant comme médiatrice l'Église Catholique. (OSAL 2002b, 107). Cependant, malgré la prédisposition des deux parties pour trouver un accord, le Sommet naufragea dans les pressions des États-Unis pour que le gouvernement ne flexibilise pas la politique d'éradication, en plus des menaces de destitution du député Evo Morales de son siège au Congrès National.

Janvier marca un point d'inflexion dans le conflit. Le gouvernement reprit de la fermeté concernant sa politique d'éradication à travers l'application du Décret Suprême 26415, qui interdisait toute la chaîne de production de coca du Chapare, c'est-à-dire la culture, le séchage, le transport et la commercialisation (Gomes Pinto 2005, 86). Selon Ledebur, cette décision fut conditionnée par la pression des États-Unis, vu que le pays était à deux mois d'émettre sa certification anti-drogue (Ledebur 2005, 2007) qui, étant positive, entraînerait une aide financière.

⁸⁸ Le *cato* est une extension de terre de 40x40 mètres, équivalente à 1 600 mètres carrés.

⁸⁹ Il est à noter que la coca peut être récoltée 3 à 4 fois par an. Alors, les revenus obtenus sont plus importants que les revenus provenant des produits alternatifs.

L'épicentre fut le marché de Sacaba, le principal point de vente de coca du Chapare et le seul qui était resté ouvert (Gómez 2002, 86). L'affrontement violent qui dura plusieurs jours cause la détention de dirigeants et la mort de trois producteurs de coca. D'après Zambrana, l'impact majeur fut la séquestration, torture et assassinat de trois militaires et un policier par la foule (Zambrana 2002). Le gouvernement denonça l'existence d'une « narco-guerrilla » (Zambrana 2002). L'opinion publique condamna ces actes et se tourna contre les cocaleros (Ledebur 2005, 207). La réponse gouvernementale ne tarda pas, il eut des interventions dans des sièges syndicaux cocaleros et plusieurs dirigeants furent arrêtés. Par ailleurs, le 22 janvier la Chambre des Députés destitua Evo Morales de son poste de député, accusé d'avoir voilé le code d'éthique du Parlement et d'être l'auteur intellectuel de la mort des militaires. La déchéance de Morales suscita le soutien de différentes organisations sociales pour l'ancien député. Le soutien de la COMUNAL, de la COB, des enseignants, des étudiants universitaires et même de Felipe Quispe et la SUTCB se manifestèrent dans des marches de protestation.

En février, lorsque la tension sociale était arrivée à un point sans retour, le gouvernement et les cocaleros trouvèrent un accord avec la médiation de la *Defensoría del Pueblo* et l'Eglise Catholique. Entre autres, il était convenu laisser sans effet le Décret 26415, la réouverture du marché de Sacaba, la libération des dirigeants détenus, la révision de la destitution de Evo Morales du Congrès⁹⁰ et la non éradication du coca dans la région des Yungas (Stefanoni 2002, 45).

L'accord fut perçu par les États-Unis comme un recul dans l'accomplissement des objectifs de contrôle de la drogue dans la région (Ledebur 2005, 208) et ils critiquèrent la gestion du Président Quiroga qui avait fait des concessions pour "s'éviter la conflictualité sociale"(Ortiz de Zárate 2002, 1).

La destitution d'Evo Morales du Congrès rendit visible la rupture et les désaccords entre les mouvements sociaux et la représentation politique. Evo Morales lui-même se

⁹⁰ La destitution d'Evo Morales fut finalement annulée par le Tribunal Constitutionnel. Cependant, cette décision ne fut exécutée qu'après les élections de juin 2002, lorsque Morales avait déjà été réélu député pour la législature suivante Stefanoni 2002

chargea de l'accentuer lorsqu'il exposa que son cas avait été un « processus politique contre aymaras et quechuas » (Stefanoni 2002, 28), mais aussi lorsqu'il manifesta:

“Je ne fus pas éjecté parce que j'étais un corrompu, ni un délinquant, ni un paramilitaire. Je suis fier que la classe politique corrompue m'exclût [...] Lorsqu'ils nous tuent avec leurs balles ils nous expulsent et quand ils ne nous expulsent pas, ils nous criblent. Ils criminalisent la lutte sociale.” (Zambrana 2002, 1)

Une partie de la population interpréta la destitution de Morales comme l'impossibilité d'une représentation formelle qui assimile des postures de réalités sociales diverses par un système accaparé par les partis politiques traditionnels.

Dans ce sens, Guzmán et Orduna (2002) signalent que l'expulsion de Evo Morales du Congrès National signifie *“la séparation sentimentale d'une Bolivie qui a des aspirations de représentation politique cloîtrée, [et] qui sent que les blocus sont plus participatifs que la démocratie, et elle a raison»* (citado por Stefanoni 2002, 28).

La destitution et ce genre de lectures contribuèrent sans doute au déploiement du leadership de Morales, qui dépassait progressivement le Chapare et le mouvement cocalero et se renforçait dans d'autres secteurs et régions du pays.

II. Les Marches des Peuples Indigènes des Basses Terres

Dans l'histoire bolivienne, les peuples indigènes des basses-terres (région de l'Amazonie)⁹¹ n'ont jamais eu la visibilité des peuples indigènes des hauts plateaux (région des Andes). Comme signale Eyzaguirre, lorsque la réforme agraire de 1953 favorisait à des indigènes de l'altiplano et des vallées qui vivaient dans des conditions de servitude, elle considérait ceux des basses-terres comme des sauvages qui avaient

⁹¹ Actuellement 34 peuples indigènes habitent les basses-terres de la Bolivie, divisées en six subterfuges de l'Amazonie, à savoir : Amazonie Nord, Amazonie Sud, Chapare- Moxos, Iténez Mamoré, Chiquitanía et le Chaco voir Territorio Indígena y Gobernanza .

une organisation primitive, et qui recevaient donc une protection de l'État (Eyzaguirre 2014).

Ce n'est qu'en août 1990 que les indigènes des basses-terres se présentent à la société avec force grâce la « Marche pour le Territoire et la Dignité ». La marche de 300 indigènes parcourra 640 km et monta plus de 3000 mètres au-dessus du niveau de la mer pour arriver à La Paz. Ce fut l'alors président de la République Jaime Paz Zamora lui-même qui reçut la marche.

Ce fut un événement majeur, non seulement à cause de la demande de reconnaissance à la terre et au territoire qui se traduit par la reconnaissance des zones indigènes à travers quatre Décrets Suprêmes⁹² (Clavijo Santander 2012), mais aussi car c'était la première fois qu'on exigeait la mise en place d'une assemblée constituante. Cette demande obtint la mise en place des arguments qui ont facilité que la réforme constitutionnelles de 1994 reconnaisse la condition multiethnique et plurinationale de la Bolivie (Eyzaguirre 2014).

Les marches depuis l'Amazone jusqu'à La Paz sont un mécanisme privilégié par les peuples indigènes des basses-terres pour manifester et revendiquer leurs demandes et leurs droits. Entre la première marche de 1990 et la dernière, en 2016, il y en a neuf⁹³. Leur présence dans cette étape du conflit et revendications ne pouvait être absente.

Ainsi, entre le 28 juin et 16 juillet 2000, eut lieu la troisième marche " Pour la Terre, le Territoire et les ressources Naturelles", celle-ci obtint des résultats importants car elle contribua à la création d'instances publiques spécifiques qui défendent les intérêts des peuples indigènes et paysans. C'est ainsi que fut créé le Ministère des Affaires Paysannes et des Peuples Indigènes et Originaires. De plus, la marche obtint l'approbation de trois Décrets Suprêmes.

⁹² Les quatre décret reconnaissent les zones indigènes suivantes : Parque National Isidore Secure (D.S 22610), territoires indigènes multiethniques (D.S. 22611), territoire indigène Chiman (D.S 22611), territoire indigène Sirionó (DS 22609) Clavijo Santander 2012 16-19.

⁹³ Pour une révision des objectifs et résultats de ces marches voir *ibid.*

« Le premier modifie sept articles du règlement de la loi INRA. Le deuxième approuve la création d'un fond de réactivation productive des petits producteurs paysans et colonisateurs. Le troisième flexibilise les normes des brûlis et défrichages. Les gouvernements départementaux s'engagèrent à reconnaître la personnalité juridique des indigènes et colonisateurs, qui ont l'autorité d'expulser des colonisations illégales dans les territoires indigènes. L'INRA propose d'accélérer le titrage des Terres Communautaires d'Origine » (OSAL 2000, 76)

La quatrième marche "Pour la souveraineté populaire, le Territoire et les ressources Naturelles" réalisée entre mai et juin 2002, eut un impact politique plus fort que la troisième. Le pays vivait un moment de haute conflictualité qui devenait de plus en plus nombreux et de plus en plus intenses. De plus, la marche avait lieu pendant la campagne des élections présidentielles et demandait non seulement des sujets référés à l'attribution des terres communautaires d'origine, mais aussi la réalisation d'une assemblée constituante.

Parallèlement, le conseil National des Ayllus et Markas du Quallasuyo (CONAMAQ)⁹⁴ initia la marche "Pour l'Assemblée Constituante" qui partit de Chuquisaca. Les deux marches se rejoignirent dans la commune de Sica Sica le 13 juin, formant ainsi une alliance "qui réaffirmait le compromis d'unité autour de l'Assemblée Constituante" (Romero 2006, 68). Les deux marches se renforcèrent avec leur union.

Le 21 juin, des représentants du gouvernement, des membres de divers partis politiques, des autorités du législatif et des dirigeants indigènes et paysans des hauts plateaux et les basses-terres, signèrent un accord pour la réalisation d'un Congrès Extraordinaire qui modifie l'article 230 et 232 de la Constitution Politique de l'État de manière à incorporer la possibilité de reformer la Constitution à travers une Assemblée Constituante (OSAL 2002a, 91). Le 31 juillet, le Sénat sanctionna la Loi de Nécessité de Réformes de la Constitution pour rendre ces modifications possibles.

⁹⁴ Le CONAMAQ représente les ayllus Aymaras, Quechuas et Urus des départements de Potosí, Chuquisaca, La Paz et Cochabamba.

Or, comme le signale Romero, l'alliance entre indigènes des hautes et basses-terres est d'une importance historique, parce qu'elle devient un référent ethnique fondamental pour faire face à l'un des plus graves problèmes dans la structure de l'État, à savoir l'exclusion des indigènes (Romero 2006, 69). Par ailleurs, cette alliance fut le préambule du Pacte pour l'Unité, qui allait être fondamental dans le processus constituant qui allait s'initier en 2006.

III. Les élections présidentielles de 2002

Il est possible d'analyser l'élection présidentielle de juin 2002 selon plusieurs points de vue : celui des sondages et de sa propre problématique, du point de vue des différents candidats et de leurs propositions ou bien, du point de vue des campagnes électorales⁹⁵. D'ailleurs, la campagne électorale qui permit à Gonzalo Sánchez de Lozada de gagner l'élection et qui fut dirigée par une consultante étasunienne fut immortalisée dans un documentaire qui quelques années après devint un film de Hollywood.⁹⁶

Cependant, il est important de souligner au moins quatre clés de lecture pour mieux comprendre l'importance de cette élection et ses résultats. La première est, qu'à différence de l'élection de 1997 où il n'y avait qu'un seul parti, cette élection était disputée par cinq groupes politiques qui débutaient dans la course aux présidentielles (Romero Ballivián 2002, 165).

Ainsi, les candidatures représentaient les différentes forces et options de la société bolivienne. Ces options n'étaient pas structurées par des options de gauche ou de droite, mais plutôt par des options systémiques (partis traditionnels) ou antisystèmes, (remise en cause du système en lui-même, particulièrement du politique et de l'économique). D'un côté, il y avait les partis politiques traditionnels (MNR, ADN, MIR) et leurs antagonistes populistes (CONDEPA et UCS). D'un autre côté se présentaient de nouvelles alternatives, qui dans le cas de Felipe Quispe du Mouvement

⁹⁵ Parmi les études et analyses spécifiques sur les élections voir Vacaflor 2002 41-66, Paz Ballivián 2002, Romero Ballivián *ibid.*, Singer and Morrison 2004 172-182

⁹⁶ *Our Brand is Crisis* (2005), c'est le titre du documentaire dirigé par Rachel Boynton. Dix ans après, Davion Gordon Green dirigea un film homonyme, inspirée du documentaire.

Indigène Pachacuti (MIP) et d'Evo Morales du Mouvement Au Socialisme (MAS), remettaient le système en cause d'abord à travers la protestation sociale et ensuite en se servant du principal moyen démocratique : le vote. Manfred Reyes Villa de la Nouvelle Force Républicaine (Nöth et Santaella), qui débutait lui aussi en élections présidentielles⁹⁷, ne représentait ni la remise en cause du système ni le système en lui-même, et même s'il promettait lui aussi la mise en place d'une Assemblée Constituante, il incarnait un renouvellement générationnel dans le système. Sa candidature se basait sur la figure nouvelle, et sa bonne gestion en tant que Maire de Cochabamba. Cet éventail de possibilités permettait à l'électeur de définir une voie de changement ou de continuité.

Une deuxième clé de lecture est le résultat et le message envoyé par la citoyenneté à travers sa votation. Un message de grandes variations si l'on considère les enquêtes. Ainsi, à l'exception du MNR et du MIR, qui de janvier à juin ne bougèrent pas plus de 5 points dans les prévisions (17% et 13% respectivement), les nouvelles alternatives évoluaient de façon drastique, comme si les citoyens n'arrivaient pas à décider quel type de changement ils cherchaient. Par exemple, lors des premières prévisions de janvier, le candidat antisystème Alberto Costa était à la tête des enquêtes avec plus du 20% des voix. En même temps, Evo Morales (MAS) n'avait que 2% des voies hypothétiques et Reyes villa (Nöth et Santaella) 6%. Trois semaines avant l'élection, Reyes Villa monta de 27%, 13 points au-dessus de Sánchez de Lozada (MNR), qui occupait la deuxième place. Evo Morales, lui, était monté de 10 points. Alberto Costa, quant à lui, été quasiment disparu des sondages.

Trois semaines après, les résultats des élections déterminaient un aperçu complètement différent et surprenant. Sánchez de Lozada gagnait les élections avec 22,5% des voix, Evo Morales était second, avec 20,99% soit 721 voix de plus que Reyes Villa qui avait lui aussi 20,9%. Jaime Paz (MIR) arrivait à 16% et Felipe Quispe (MIP) obtenait un 6% historique (Mesa Gisbert 2006, 186-187). L'intense campagne de diffamation du MNR envers Reyes Villa, ses propres erreurs politiques et l'ambassadeur

⁹⁷ Il convient de noter que les MAS et le NFR ont participé aux élections locales. Lors des élections présidentielles en 1997, le NFR est apparu en coalition avec de l'ADN.

des États-Unis, étaient à l'origine de ce changement abrupt. En effet, quatre jours avant l'élection, l'Ambassadeur Manuel Rocha suggéra aux boliviens de ne pas voter pour Evo Morales⁹⁸, sous peine de perdre l'aide des États-Unis (Singer et Morrison 2004, 176).

D'après Romero, les résultats de ces élections ont marqué une rupture dans la sociologie électorale bolivienne : jamais un parti de la gauche radicale était arrivé deuxième, encore moins avec plus du 20% des voix. De plus, jamais un leader paysan avait reçu autant de soutien urbain (Romero Ballivián 2002, 188). Ce qui est sûr, c'est que la dispersion du vote dans quatre forces politiques ne constitua pas un message citoyen clair, ne définit aucune voie spécifique ni aucune option. Elle laissa les coalitions de débrouiller par elles-mêmes, mais elles ne réussirent pas.

Une troisième clé de lecture est le fait que depuis le retour de la démocratie en 1982, le vote permit d'avoir un Congrès National multiethnique. Selon Rivero, 52 des 130 députés s'autoproclamaient indigènes, tout comme 3 des 36 sénateurs. Quatre des huit forces politiques représentées parlementairement comptaient des indigènes parmi leurs représentants. Concrètement, les 27 députés du MAS et 3 de ses 8 sénateurs s'autoproclamaient indigènes. Les 6 députés du MIP, 8 des 26 députés du MIR et 8 des 25 députés du NFR, s'autoproclamaient indigènes aussi (Rivero Pinto 2002, 36). La force des mobilisations indigène-paysannes furent traduites par des voix et de la représentation formelle. Cependant, ceci n'apaisa pas la force de la manifestations de rue. C'était le début d'une action double, dans le Congrès et dans les rues qui allait être indispensable dans la réalisation de ses objectifs par la suite.

La quatrième clé de lecture est la formation de la coalition gouvernementale. Les voix du parti gagnant ne suffisaient pas pour que son candidat soit directement élu président, c'était le cas depuis 1985, une coalition était nécessaire. MNR, MIR et UCS formèrent une Alliance qui rendit Sánchez de Lozada président. Un an après, en août

⁹⁸ Basé sur des articles de la presse écrite (*La Razón*, La Paz, 28-6-2002), Stefanoni cite les paroles textuelles de Rocha, prononcées à Chimoré, l'un des villages clés du Chapare :

« ils veulent que la Bolivie soit à nouveau un important pays exportateur de cocaïne, et ce résultat mettra en danger le futur de l'aide des États-Unis à la Bolivie [...] Une Bolivie dirigée par des gens qui se sont bénéficiées du narco trafic ne peut pas espérer que les marchés des États-Unis restent ouverts pour les exportations traditionnelles des textiles » Stefanoni , Svampa and Stefanoni 2007 272

2003, le NFR joignit cette alliance. Les coalitions se basaient sur des accords minimes et pragmatiques et une forte redistribution des quotas de pouvoir, concrétisées dans la gestion de ministères ou d'autres instances publiques. Cette coalition était différente et ne partagea pas la même logique que les précédentes, la répartition des quotas eut lieu également à l'intérieur des instances publiques, altérant la hiérarchie de gestion des institutions.⁹⁹ De plus, comme le signale Mayorga, la coalition MNR-MIR incluait dans son fonctionnement une logique de concurrence interne (Mayorga 2002, 153), représentée par l'antagonisme de leur leaders. Cette logique s'approfondit surtout dans les instances publiques où la hiérarchie avait été brisée. Ceci affecta fortement la gestion de l'État, comme si la tension sociale et économique ne suffisait pas.

IV. L'impuestazo du février noir

Gonzalo Sánchez de Lozada assumait la présidence de la République le 6 août 2002. Il avait hérité un déficit fiscal de près de 9% (Mesa Gisbert 2006, 738) qui réduisait sa marge de manœuvre et entravait sérieusement la mise en place du plan de gouvernement et la grande promesse électorale : des Œuvres et des Emplois.

La proposition du gouvernement de Sánchez de Lozada était, entre autres :

- La continuité et la validité d'un modèle économique de marché, qui promeut l'initiative privée, agroindustrielle et de manufacture.
- L'exploration et exploitation des ressources énergétiques des hydrocarbures de la part des entreprises transnationales, avec une petite participation étatique dans le domaine.
- L'exportation des hydrocarbures -principalement du gaz- à travers un port chilien.

⁹⁹ Par exemple, la structure organique des Ministères se divise en vice ministères thématiques. Les Vice-ministres ont des Directions et les directions avec des *Jefaturas d'Unité*. Avant, un parti politique pouvait, à lui seul, gérer les quatre niveaux, en gardant la hiérarchie de la gestion institutionnelle. La coalition de 2002 mit fin à ceci et repartit même des postes hiérarchiques à l'intérieur des institutions. Il arriva que le ministre appartienne à un parti, mais qu'un vice-ministre ne réponde pas au ministre mais au chef de son parti. Ceci pouvait aussi arriver entre un Directeur et un Vice- Ministre.

- La validité de la Constitution Politique de l'État de 1967, qui traduisait un rejet de l'Assemblée Constituante comme mécanisme de réforme.
- La continuité de l'éradication du coca.
- La réduction du déficit fiscal à travers une série de modifications dans les impôts, dont nous traiterons à suivre (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009, 13)

Ces mesures, très impopulaires, provoquèrent plusieurs protestations, mobilisations et des actes violents depuis le début de son gouvernement. Les conflits sociaux ne cessaient d'augmenter. Le 29 août, une marche menée par la COB mobilisa le pays tout entier, c'était le début d'une vague de conflits multisectoriels. : Des protestations contre l'Accord de Libre Commerce des Amériques (ZLEA), des mobilisations pour défendre le gaz, la reprise des conflits avec les cocaleros du Chapare et des Yungas, des mobilisations dans tout le pays autour de l'Allocation de Solidarité aux personnes âgées (BONOSOL) et la Sécurité maternelle-Infantile (SUMI). Les principales routes du pays furent militarisées et tous les conflits firent face à une forte répression policière qui produit 5 morts, plusieurs blessés et détenus jusqu'en janvier 2003 (OSAL 2002a, 93).

Vers la fin du mois de janvier, des dirigeants de plusieurs secteurs sociaux, dont Evo Morales, Filemón Escobar du MAS et Felipe Quispe se réunirent avec le président et les représentants du pouvoir exécutif dans la ville de Cochabamba et accordèrent la levée du blocus et des troupes militaires des routes et l'installation de sept commissions de travail pour discuter des sujets du coca, de l'exportation du gaz et du ALCA (OSAL 2003, 142).

Néanmoins, quelques jours après, le plus violent conflit de la jeune démocratie Bolivienne vit le jour. Le soir du dimanche 9 février 2003, le Président annonçait un plan d'augmentation des recettes fiscales,¹⁰⁰ qui incluait un impôt sur le salaire, pour faire face à une situation économique assez délicate. Entre 1999 et 2002, le pays ne connut que 1,5% de croissance économique, contrairement au taux de chômage, qui passa de

¹⁰⁰ Voir le message présidentiel dans Sánchez de Lozada 10 de febrero de 2003 .

4,5% à 8,5% et la pauvreté atteignit 64% des foyers. Le déficit fiscal passa de 6,5% du PIB en 2001 à 8,6% au début de 2003(PNUD 2005).

La solution à la crise que le gouvernement avait planifiée avait deux buts : réduire le déficit fiscal d'au moins 3 points et générer les ressources économiques minimums selon les exigences du FMI pour rendre la mobilisation de 4 000 millions de dollars américains provenant de la coopération internationale possible, pour mettre en place le programme gouvernemental « Des œuvres avec des emplois », destiné à améliorer la situation économique et sociale du pays.

Le plan devait collecter 240 millions de dollars américains, et pour cela étaient planifiées les mesures suivantes (Daroca Oller 2016, 5) :

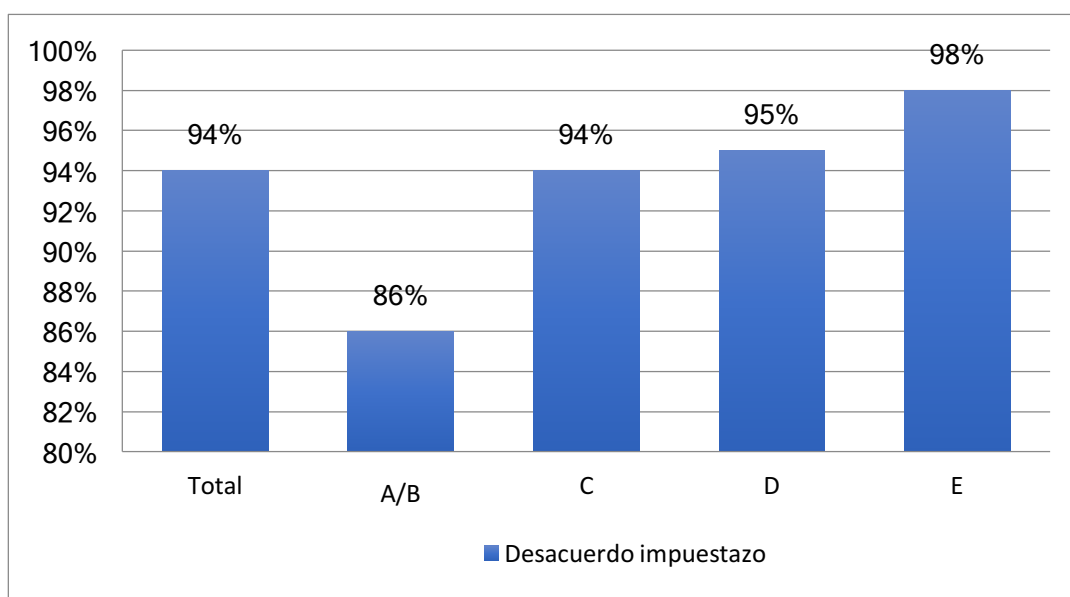
- Réduction sur 10% des dépenses du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. Cette mesure contribuerait avec 70 millions de dollars américains.
- Une augmentation de l'Impôt Spécial sur les Hydrocarbures et ses Dérivés (IEHD pour ses sigles en espagnol). Cette mesure fut la première à être lancée, 2 semaines avant l'impôt sur le salaire, et allait contribuer avec 80 millions de dollars.
- L'impôt sur le salaire, applicable à partir de revenus supérieurs à deux salaires minimums. L'impôt progressif allait de 1,5% à 12,5 Cette mesure allait contribuer avec 90 millions de dollars.

Bien que l'impôt sur le salaire ait un caractère progressif, qui allait du 1,5 % au 12,5% des salaires les plus élevés, la mesure fut perçue comme injuste par les citoyens, surtout pour deux raisons. Le premier, ils sentaient que la mesure punissait le secteur formel, qui ne représentait qu'environ 30% de la Population Economiquement Active (PEA) (Evia et Pacheco 2010). Donc, la perception était que la solution des problèmes du pays reposait principalement sur ce secteur, alors qu'il existait d'autres alternatives. Par exemple, une hausse des impôts et royalties sur les entreprises transnationales; un renforcement du contrôle et des sanctions des fraudeurs fiscaux, surtout les grandes

entreprises qui détenaient une dette fiscale ; la mise en place de mécanismes pour que le secteur informel de l'économie, qui s'enrichissait grâce à la contrebande, paye des impôts (Salinas 2003) ou bien que l'État élimine ses "dépenses réservées"¹⁰¹ (Opini3n 2003).

Le deuxi3me motif pour lequel la mesure 3tait perçue comme injuste, 3tait que l'impôt commençait à partir de deux salaires minimums. Malgré la progressivit3, l'opinion publique sentait qu'on punissait m3me les salaires les plus bas (Llora 2003). D'ailleurs, ceux qui se manifestaient contre l'impôt 3taient les secteurs les plus pauvres (voir graphique 6¹⁰²; (PAPEP Abril de 2003) . Par ailleurs, l'import sur le salaire n'a jamais 3t3 li3 à un b3n3fice concret et visible pour les citoyens (Daroca Oller 2016). Il n'eut pas de lien clair entre cette r3forme tributaire et les services publics que l'3tat allait proposer, puisque les objectifs de la r3forme r3pondaient aux demandes des cr3anciers internationaux et 3taient purement financiers.

Graphique 6. D3saccord avec l'impuestazo selon le niveau socio-3conomique



¹⁰¹ Les d3penses r3serv3es diff3rent des autres d3penses publiques par la prohibition de leur diffusion et communication, et par son syst3me sp3cial de d3charge et contr3le. Voir D3cret Supr3me 27055 de Gonzalo S3nchez de Lozada

<http://www.gacetaoficialdebolivia.gob.bo/normas/descargar/24610> visit3 le 5 mars 2014. La perception 3tait que les d3penses r3serv3es 3taient utilis3es discr3tement pour payer de sous-salaires des hauts fonctionnaires publiques, des pots-de-vin, etc. Voir Maldonado 2014

¹⁰² Selon la fiche technique de l'enqu3te, la stratification par niveau socio3conomique utilis3e est la suivante : A/B couche haute, C couche moyenne, D couche basse et E marginale.

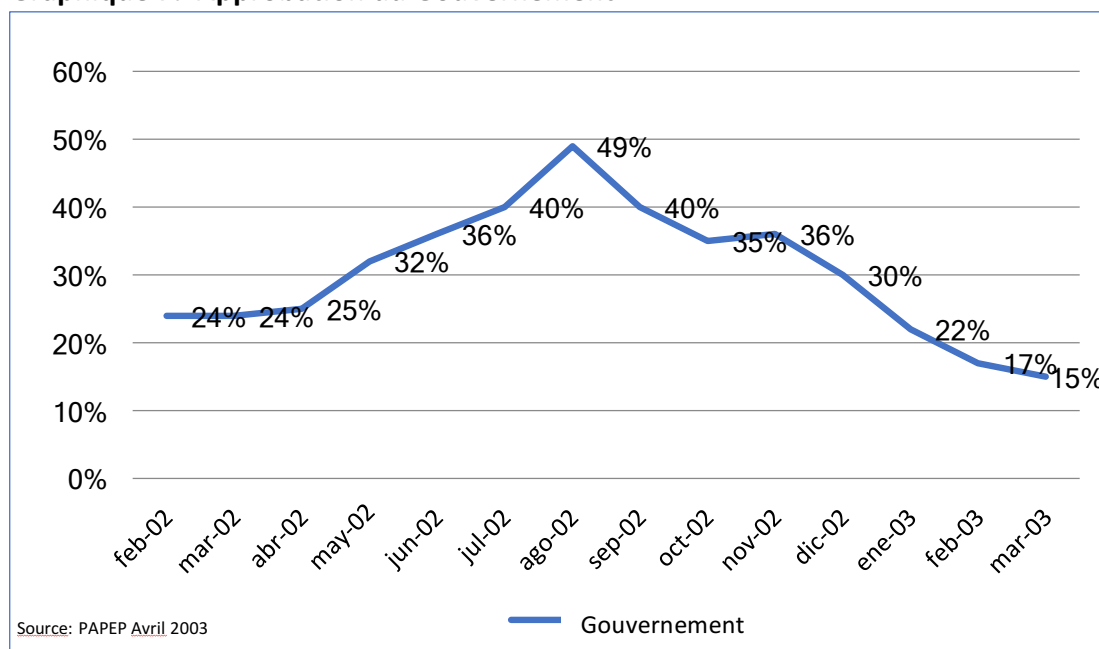
Source : PAPEP Avril 2003

Le message présidentiel qui lançait cette mesure associait indirectement le paiement de l'impôt avec le programme "Œuvres et Emplois" qui allait s'exécuter à travers les municipalités. C'était aussi le titre du programme gouvernemental du Gouvernement proposé en campagne électorale et qui voulait être financé par des fonds de la coopération internationale, qui allaient se débloquer avec la réduction du déficit fiscal. Autrement dit, l'impôt à payer allait réduire le déficit fiscal, et le programme « Œuvres et Emplois » allait être financé par la coopération internationale.

Ainsi, l'ambiguïté entre le paiement de l'impôt et le bénéfice direct qu'il pouvait signifier, accentuait la méfiance des citoyens envers l'État (Daroca Oller 2016, 8). Les personnes manifestaient leur mécontentement à travers les médias, signalant qu'ils ne "*sacrifieraient pas leurs revenus au profit d'un État qui ne faisait rien pour eux*" (La Voz 2003). Cette perception était renforcée par des analystes politiques qui disaient que la bureaucratie de l'État consommait deux tiers des impôts perçus (CEDIB 2012).

Comme cela ne suffisait pas, la crédibilité du gouvernement au moment de lancer la mesure en février 2003 était très faible. Comme le montre le graphique 7, la popularité du gouvernement par l'opinion publique était tendanciellement faible.

Graphique 7. Approbation du Gouvernement



Étant donné que l'IEHD avait été lancé deux semaines avant l'impôt sur le salaire, le Gouvernement a du faire face d'abord à l'opposition et le mécontentement des entreprises pétrolières. Près de vingt pourcent des exécutifs demandèrent une audience au Président, qui n'en concéda aucune (Daroca Oller 2016). Ils déposèrent des plaintes dans leurs ambassades, demandèrent à avoir des réunions avec le FMI, qui avait approuvé le Plan et l'augmentation de cet impôt. Ils sollicitèrent des réunions avec la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine du Développement (La Prensa 2003). Le message, qui fut retransmis par les médias, était que l'IEHD violait les règles du jeu et portait atteinte à la sécurité juridique, vu qu'il affectait amplement l'affaire¹⁰³ (La Prensa 2003). Néanmoins, il s'agissait du plus petit des problèmes du gouvernement.

Le rejet de l'impôt fut immédiat et généralisé. Le lundi 10 même, commencèrent les protestations sociales de plusieurs secteurs sociales, des entrepreneurs jusqu'aux travailleurs, en passant par l'opposition politique et les organisations sociales.

Le mardi 11, les policiers, qui étaient eux aussi touchés par l'impôt sur le salaire, se mutinèrent dans un quartier général de la place Murillo, de l'autre côté du palais du gouvernement. Ils exigeaient non seulement l'abolition de l'*impuestazo*, mais aussi le respect d'un accord avec le gouvernement qui augmentait leur salaire de 40%. La mutinerie policière s'étala dans presque toutes les villes du pays. Sous l'ordre de l'exécutif, les forces armées sortirent protéger le Palais du gouvernement. L'échange des coups de feu entre la police et l'armée ne tarda pas, transformant la place Murillo, centre des Pouvoir exécutif et législatif, en un champ de bataille.

¹⁰³ L'augmentation de l'Impôt Spécial sur les hydrocarbures et des dérivés (IEHD) se réalisa à travers la suppression de la marge de raffinement, ce qui veut dire que le coût du gel des prix des carburants devait être assumé par les entreprises pétrolières et non pas l'État. Concrètement, cette mesure enlevait une incitation extrême qu'avait été accordé aux entreprises pétrolières en 1996. La suppression de la marge de raffinement impliquait que les entreprises pétrolières ne considèrent plus la parité de l'importation mas celle de l'exportation pour négocier le prix du pétrole dans le marché interne. Avec la parité de l'importation les entreprises pétrolières vendaient le pétrole au même prix d'importation depuis les États-Unis, alors que ce pétrole était produit en Bolivie. Ceci motivait la vente au marché intérieur et non à l'exportation car la loi des hydrocarbures de cette époque ne stipulait pas le caractère obligatoire de vendre au marché intérieur Shultz 2008 .

Des manifestations sociales contre l'*impuestazo* avaient lieu dans tout le pays et sans la protection policière, il y avait des pillages d'institutions publiques et privée. À La Paz, furent occupées et incendiés le bâtiment de la vice- présidence de la République et le Ministère du Travail, entre autres installations publiques. Les manifestations commencent à exiger la démission du Président, l'accusant d'être le responsable direct des faits de violence du centre de La Paz. Sanchez de Lozada, lui, annonça dans un message télévisé l'abandon du projet du PNG, qui établissait des impôts sur les salaires et il convoqua au dialogue entre différents secteurs sociaux (OSAL 2003, 143). Le jeudi 13, le gouvernements et les principales autorités du commande général de la Police Nationale signèrent un accord et les effectifs de police retournèrent dans les rues avec l'ordre de contrôler la vague de pillages enregistrés dans différentes institutions publiques et privées (OSAL 2003, 144). Ce février noir de l'*impuestazo* laissa près de 40 morts et plus d'une centaine de blessés.

Le gouvernement, ne pouvant pas mobiliser plus de ressources à travers l'augmentation des impôts des entreprises pétrolières (comme nous l'avons vu précédente, celles-ci mettaient la pression au gouvernement à cause de l'IEHD), ni accéder à la coopération internationale (les 240 millions de dollars américains que le gouvernement prétendait collecter avec des impôts étaient un critère pour recevoir les 4 000 millions de la coopération), se trouvait bloqué dans une situation qui ne faisait qu'accentuer la tension sociale. Le collapsus total arriva en octobre avec la Guerre du Gaz.

V. La Guerre du Gaz

Les fronts du conflit pour le gouvernement s'étendaient jour après jour. Le 6 septembre plusieurs mobilisations protestèrent contre la ZLÉA (Zone de Libre-Échange des Amériques), la vente de gaz aux États-Unis par le Chili, entre autres 50 demandes sociales différentes, revendiquées par une vingtaine de secteurs sociaux. (Tableau 2).

Tableau 2. Acteurs mobilisés avant la Guerre du Gaz en Septembre 2003

SECTEUR	DEMANDE
COB	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz aux marchés étasuniens par un port chilien • Démission du président de la République, Sánchez de Lozada. • Document : Programme de lutte de la COB
CSUTCB	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Respect des 72 points de l'accord signés avec le gouvernement de 2001 à La Isla del Sol. • Libération de tous les détenus. • Démilitarisation des routes. • Que le dialogue ait lieu à Warisata. • Annulation de la Loi de Sécurité Citoyenne. • Document : cahier des charges unique national des demandes de la CSUTCB.
COR d'El Alto	<ul style="list-style-type: none"> • Démission du président de la République, Sánchez de Lozada. • Rejet de l'exportation de gaz. • Des informations liées à la COR d'El Alto
Magistère Urbain	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Hausse des salaires. • Annulation de la Résolution Ministérielle qui indique la réduction des postes pour le secteur. • Annulation du Nouveau Code Tributaire.
Communautés Interculturelles Originelles de Bolivie (CSCIOB)	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Ouverture d'une route entre Cotapata et Santa Bárbara. • Annulation de la Loi de Sécurité Citoyenne. • Respect des accords suscrits avec la Préfecture du département.
Coordinatrice du Gaz	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Rejet de l'ALCA. • Annulation de la Loi de Sécurité Citoyenne. • Annulation du Nouveau Code Tributaire et son Règlement • La fin de l'éradication de coca au Chapare et dans les Yungas de La Paz. • Retirée des militaires.
Université Publique d'El Alto (UPEA)	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Modification de La Loi 2115 de création de l'UPEA.
Transporteurs Inter-provinces	<ul style="list-style-type: none"> • Soutiennent les mesures des paysans et colonisateurs
Fédération Unique des Travailleurs de la viande à El Alto.	<ul style="list-style-type: none"> • Démission du président de la République, Sánchez de Lozada • Rejet de l'exportation de gaz. • Soutiennent les mesures de la COB
Mineurs	<ul style="list-style-type: none"> • Réactivation économique. • Rejet de l'exportation de gaz.

Mouvement Sans Terre (MST)	<ul style="list-style-type: none"> • Titrage et distribution des terres. • Rejet de l'exportation de gaz. • Démission de l'actuel directeur de l'INRA
Rentiers	<ul style="list-style-type: none"> • Annulation du Décret qui permet de diminuer leurs rentes • Les retraités dans la presse. • Maintien des grèves de la faim.
Magistère Rural	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz.
Travailleurs de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz.
Travailleurs de la Sécurité Sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Fonctionnaires de la santé dans la presse.
Cocaleros des Yungas de La Paz.	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • La fin de l'éradication de la feuille de coca.
Professionnels de Bolivie	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet du Nouveau Code Tributaire. • Rejet de l'exportation de gaz.
Corporations	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Opposés au développement des brevets • Démission du président de la République, Sánchez de Lozada
Fédération des Paysans de Santa Cruz	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz.
CSUTCB de Román Loayza	<ul style="list-style-type: none"> • Rejet de l'exportation de gaz. • Annulation de la Loi de Sécurité Citoyenne.
Association des quartiers de La Paz et El Alto.	<ul style="list-style-type: none"> • Soutiennent les mesures de la COB et la CSUTCB. • Démission du ministre de Défense, Carlos Sánchez Berzaín.
Étudiants de la Normale de Warisata	<ul style="list-style-type: none"> • Réouverture des activités académiques de la Normale. • Rejet de l'exportation de gaz.
Planificateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Soutiennent les mesures de la COB
Source : CEDIB 2012	

Le 20 septembre, les forces combinées de la police et de l'armée interviennent dans le blocus de la route par les paysans dans la commune Warisata, dans les hauts plateaux, avec le but de permettre la sortie de touristes qui étaient restés bloqués dans la ville de Sorata¹⁰⁴. La répression des forces de l'ordre causa la mort de 5 paysans, un militaire et plus de 20 blessés des deux camps. Felipe Quispe, dirigeant de la CSUTCB, regrette les faits et encourage la déclaration d'un état de siège paysan dans la région et

¹⁰⁴ Pour une description des faits de Warisata et ses conséquences voir Miranda 2013

annonce l'intensification des blocus de routes (OSAL 2005, 144). C'est le début de la Guerre du Gaz.

Pendant la deuxième semaine d'octobre, et après un long blocus des routes, la ville de La Paz se trouve cloîtrée et désapprovisionnée. La nourriture et le combustible sont en pénurie. Le matin du 12 octobre, l'armée, sous l'ordre du gouvernement, initie l'occupation militaire de El Alto, pour ouvrir la voie à des camions transportant des aliments et du combustible pour La Paz. Ainsi, l'armée interrompue la marche menée par la Fédération des Associations de Quartier (FEJUVE) et cause 2 morts. Dans l'après-midi, les manifestants essayent de bloquer le passage des camions avec des pierres et des bâtons. Les militaires répriment avec des gaz lacrymogènes et des balles en plomb. L'action militaire s'étend dans sept zones de la ville et provoque plus de 30 morts et plus de 60 blessés (OSAL 2005, 151).

Fédération des Associations des Quartiers d'El Alto (FEJUVE), la Confédération Syndicale Unique de Travailleurs Paysan de Bolivie (CSUTCB), la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) et le mouvement cocalero du Chapare se constituèrent en tant que protagonistes à la tête de la Coordinatrice du Gaz. Il s'agit de l'instance qui coordonna la mobilisation et qui exigea au gouvernement la réalisation de leurs demandes, qui devenaient de plus en plus larges au fur et à mesure que les acteurs s'ajoutaient à la protestation.

La protestation incarnait l'émergence de différents acteurs coopératifs qui s'articulaient avec des buts communs mais sans abandonner leurs demandes et intérêts spécifiques (Daroca Oller 2016). Sans doute, l'un des acteurs les plus importants était la FEJUVE qui, d'après Mamani (2005), érigea une organisation tellement minutieuse qui permit la confrontation d'une sorte de micro-gouvernements de quartiers depuis lesquels s'articulait la protestation, se mettaient en place les espaces de débat et de décision, se choisissaient des stratégies d'action collective et se renforçaient les sentiments d'appartenance à une identité indigène-populaire (citado en PNUD 2007, 364).

Le 13 octobre les manifestations et demandes de démission du président étaient plus intenses, surtout à La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. La répression militaire augmenta aussi avec le nombre de morts et de blessés. Le même jour, le vice-président Carlo Mesa retira son soutien à Sánchez de Lozada, sans renoncer à son poste. Quelques jours après il réaffirmera son éloignement en déclarant : *“On m’a demandé si j’ai le courage de tuer et ma réponse est non, je n’ai pas le courage de tuer et demain je n’aurai pas le courage de tuer, c’est pour cette raison qu’il est impossible de penser à mon retour dans le gouvernement...”* (Mesa 2008, 73)

Le mercredi 15 octobre, l’ancienne Défenseuse du Peuple, Ana María Romero, commence une grève de la faim pour demander la démission du président. Le président et le vice-président de l’Assemblée Permanente des Droits de l’Homme (APDHB) Waldo Albarracín et Sasha Llorenti joignirent cette mesure, tout comme des centaines de personnes de la classe moyenne urbaine de La Paz.

Le 17 octobre, avec un bilan de plus de 70 morts et des centaines de blessés, finit la Guerre du Gaz avec la démission et fuite du pays de Sánchez de Lozada. Cette même nuit, la succession constitutionnelle se met en marche et Carlos Mesa devient le soixante-troisième Président de la Bolivie.

Or, la Guerre du Gaz a beaucoup de lignes de lecture, l’évènement lui-même et ses conséquences.¹⁰⁵ Le chapitre prochain développera l’importance de la Guerre du Gaz dans la formation des principes d’un nouveau pacte implicite entre l’État et la Société, surtout avec une partie de la société.

¹⁰⁵ Pour une analyse depuis la perspective des mouvements sociaux, voir Córdova Eguívar 2010 175-212. Pour une analyse depuis la lutte contre le néolibéralisme, voir Rivero 2006 283. Pour un récit des dynamiques de quartier de El Alto voir Mamani Ramírez 2005 . Pour une chronique de recherche journalistique avec des entretiens et des récits des protagonistes voir Miranda Pour une analyse de la perspective de la mobilisation de ressources domestiques pour le développement social voir Daroca Oller 2016 Pour une analyse qui oppose la Guerre du Gaz aux vision géopolitiques de l’orient bolivien, voir Garay Vera and Mendoza Pinto 2015 115-139 Pour une chronologie des évènements voir OSAL 2005 159-1467

En attendant, il faut signaler que la Guerre du Gaz ne fut pas seulement un conflit qui termina avec la démission d'un président. Sinon que sur la base de multiples demandes, la protestation finit par structurer un agenda de consensus.

La dite "Agenda d'Octobre", en référence au mois qui mit fin à la Guerre du Gaz, souleva parmi ses points les plus importants : i) Convocation d'une assemblée constituante; ii) Nationalisation des Hydrocarbures; iii) Dérogation du D.S. 21060 (fin du modèle néolibéral); iv) Industrialisation du Gaz et non pas son exportation par le Chili ni aucun autre port avant d'avoir satisfait le demande intérieure et v) Justice pour les violences de l'États et les morts qu'il causa lors de la Guerre du gaz (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009, 14, Daroca Oller 2016, 10). Ainsi, l'agenda posa les bases d'un projet de société fondé sur le contrôle et la propriété des ressources naturelles, la distribution de leurs bénéfices pour tous les boliviens et un espace où la société débattre et jette les bases d'un nouveau pays. Cette agenda fut un référent pour les revendications sociales et implicitement, devint un engagement gouvernemental qui venait du mandat populaire (Daroca Oller 2016). L'Agenda d'Octobre, cependant, ne fut pas reconnue par les élites économiques de la région Est et Sud : particulièrement Santa Cruz et Tarija. Cela fut une de premières conséquences de la Guerre du Gaz

VI. Les conséquences de la Guerre du Gaz

La Guerre du Gaz eut des conséquences de différente nature. Cependant, on analysera deux des plus importants. Le premier fait référence au début de la mise en place de l'agenda octobre, spécifiquement en ce qui concerne la demande de nationalisation des hydrocarbures. Ce fut l'un des principaux défis du nouveau gouvernement de Carlos Mesa. Deux mesures ont été mises en œuvre : le gaz référendum du gaz et l'élaboration d'une nouvelle loi d'hydrocarbures.

La deuxième conséquence est liée à la négation de l'agenda octobre, de la part des régions de l'Est et du Sud du pays, qui proposaient la nommée Agenda de Janvier.

A. Carlos Mesa, le Référendum sur le Gaz et la Loi de l'hydrocarbure

Une fois élu président, la première chose que fait Carlos Mesa est de se rendre à El Alto pour rencontrer les habitants qui avaient été les protagonistes de la Guerre du Gaz. Il est reçu par des cris de guerre, ce conflit marqué au fer avait laissé son empreinte sur la ville ses habitants : “El Alto debout, jamais sur ses genoux”. Mesa promet la justice avec le slogan “ni oubli, ni vengeance”.¹⁰⁶ (Mesa 2008, 117)

En dépit de ce rapprochement avec les gens, et de l'appui important dont il bénéficie de la part de son gouvernement durant presque tout son mandat¹⁰⁷, Carlos Mena a fait face à un continuum de conflits sociaux que son gouvernement résolvait de manière réactive à travers des décrets ou des compromis de lois. Cela ne signifiait pas nécessairement la fin du conflit, mais plutôt son report. Comme il est indiqué dans le Graphique 1 du chapitre, le gouvernement de Mesa s'est confronté à 52,4 nouveaux conflits par mois, c'est de loin la moyenne la plus élevée de tous les gouvernements de cette période.

Toutefois, la manœuvre formelle qui permettait de faire un premier pas vers une mise en marche de l'Agenda d'octobre devait être un référendum au cours duquel les boliviens expriment leur volonté par rapport au devenir du gaz. Or, ni cette procédure, ni l'Assemblée Constituante n'étaient des mécanismes légaux insérés dans la Constitution de l'époque. Il a donc été nécessaire de mettre en œuvre une réforme constitutionnelle qui les introduisait comme mécanismes formels. Le gouvernement de Mesa a coordonné conjointement au Congrès, l'approbation de la Loi de la Réforme Constitutionnelle, qui était traitée en se basant sur la Loi de la Nécessaire Réforme

¹⁰⁶ Cette rencontre était chargée de symbolismes qui transcendaient ses protagonistes. Comme il a été mentionné, le chapitre suivant se penchera sur le pacte implicite entre État et Société, qui a permis la fin de la Guerre du Gaz – pacte qui démarre lors de cette rencontre.

¹⁰⁷ Selon les sondages d'opinion (Apoyo Opinion y Mercado 2005), l'approbation moyenne de la présidence de Mesa était d'environ 60 % à l'exception de Santa Cruz, de Juillet 2004 à Juin 2005, où l'approbation a fortement baissé, passant sous la barre des 30 %.

conduite par Sánchez de Lozada y Quiroga¹⁰⁸ (Mesa 2008, 157). Ainsi, le référendum tout comme l'Assemblée Constituante ont été admis par la Réforme constitutionnelle promulguée le 20 février 2004.

Le référendum contraignant portant sur le gaz¹⁰⁹ a eu lieu le 18 juillet 2004. Les cinq questions posées ont été approuvées par une large majorité. Bien qu'il ne posât pas directement le sujet de la nationalisation, les questions 1, 2, 3 et 5 ont permis de franchir le pas vers le changement du cadre juridique de manière à ce que l'État puisse recueillir des revenus plus élevés pour l'exportation des hydrocarbures. Par ailleurs, le référendum a contraint d'assigner ces ressources à l'éducation, la santé, les routes et l'emploi (question 5) (Voit Tableau 3).

Tableau 3. Questions et Résultats du Referendum sur la question du Gaz (18 Juillet 2004)

Questions du Referendum	Taux obtenu pour le "OUI"
1 Etes-vous d'accord avec l'abrogation de la Loi sur les Hydrocarbures de Gonzalo Sánchez de Lozada?	91 %
2 Etes-vous d'accord avec la récupération de la propriété de tous les hydrocarbures en tête de puits ?	95 %
3 Etes-vous d'accord pour reformer "Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos", afin de récupérer la propriété étatique des actions des boliviens dans les entreprises pétrolières capitalisées, de manière à participer à toute la chaîne de production des hydrocarbures ?	92 %
4. Etes-vous d'accord avec la politique du Président Carlos Mesa à propos de l'utilisation du gaz comme ressource stratégique pour obtenir une sortie souveraine jusqu'au Pacifique ?	56 %
5 Etes-vous d'accord pour que la Bolivie exporte son gaz après avoir couvert la consommation de gaz des boliviens, promeuve l'industrialisation, exige des impôts et/ou des redevances aux pétroliers à hauteur de 50 % de la valeur de la production et fasse	61 %

¹⁰⁸ Comme l'indique Mesa en personne, la nouvelle Loi sur la Réforme, en plus du mécanisme du référendum et de l'Assemblée Constituante, recouvre d'autres types de changements, parmi les plus marquants on note la reconnaissance de Regroupements Citoyens comme organisations de représentation politique pour la participation aux élections (Mesa 2008, 158)

¹⁰⁹ Le fait que le référendum soit contraignant et non pas consultatif implique que les résultats soient obligatoirement appliqués.

parvenir les ressources à l'éducation, la santé, les routes et les emplois ?	
--	--

Source : Mesa 2008: 154-155

Les résultats très largement positifs incarnaient alors une victoire politique pour Carlos Mesa et son gouvernement, lesquels avaient soutenu ce référendum sans l'appui initial des forces politiques du Congrès et des autres acteurs politiques. Le référendum a conféré une légitimité formelle et juridique au gouvernement pour aborder l'étape de l'Agenda d'octobre sur le thème de la nationalisation des hydrocarbures. La suite consistait alors à faire transparaître l'opinion dans la Loi sur les Hydrocarbures.

Selon Mesa lui-même, la légitimité politique conférée par le succès du référendum sur le gaz, a changé la perception que les acteurs politiques avaient de lui. Son gouvernement a cessé d'être un gouvernement de transition, pour devenir un rival politique direct (Mesa 2008, 157). Cela a complexifié le traitement de la Loi, ce qui a entraîné une augmentation des protestations sociales.

Ainsi, un an après la fin de la Guerre du Gaz, le 18 Octobre, environ 10.000 *cocaleros* (cultivateurs de coca) de Cochabamba, 5.000 paysans de La Paz et environ 30.000 mineurs sont arrivés dans la ville de La Paz depuis diverses contrées du pays, en raison de la confluence des mobilisations appelées par diverses organisations politiques et sociales, qui exigeaient la nationalisation des hydrocarbures et le début du procès judiciaire de l'ex-président Gonzalo et l'ensemble de son gouvernement (OSAL 2005a, 164).

D'autre part, la relation entre le gouvernement de Mesa et Santa Cruz s'était progressivement détériorée depuis Juillet de cette année-là, lorsque le problème de la saisie des terres du Mouvement des Sans-Terre s'était accentué, et lorsque le gouvernement a commencé à remettre en question les grands domaines des propriétaires fonciers, acquis illégalement à l'époque des dictatures militaires.

Cependant, la question de l'autonomie était la raison sous-jacente de la rupture. Santa Cruz accusait Mesa d'être "anticruceño" et "anti-autonomiste". Mesa soutenait qu'il était le premier autonomiste et que les élites n'acceptaient pas de céder l'initiative

de l'autonomie à un « gouvernement présidé par un colla »¹¹⁰ était son drapeau. (OSAL 2005a, 213-124)

Ce qui est certain, c'est que la Loi sur les Hydrocarbures a été négociée dans ce scénario. L'accaparement du revenu des hydrocarbures se constitue en un objectif central pour le projet d'autonomie. Ce différend prend vie au Congrès National, où trois propositions de projets de lois entrent en discussion. La première proposition était celle du pouvoir exécutif, défendue par le Président Mesa. L'objectif d'arriver à obtenir que 50 % des revenus provenant de la production d'hydrocarbures soit reversés à l'État, via le recouvrement de 18% en redevance et à travers une taxe supplémentaire sur les hydrocarbures, augmentant progressivement pour arriver à 32% au cours des 12 prochaines années (CEDIB 2005).

La proposition de la Commission Economique du Congrès était conduite par le Mouvement vers le Socialisme (MAS). Leur projet de loi proposait de recouvrir directement les 50 % par les redevances. La proposition des régions, dont les chefs de file étaient les Présidents de la Chambre des Députés et du Sénat¹¹¹, consistait en un recouvrement de 18% des redevances et 32% à travers une taxe directe sur les hydrocarbures (CEDIB 2005).

Au-delà de leurs différences techniques, ces propositions sont devenues les slogans politiques des acteurs qui les incarnaient. C'est dans ce cadre que la dynamique de la négociation n'est pas allée dans le sens de la coopération mais est au contraire devenue une logique d'accumulation de pouvoir qui permettait d'imposer une proposition au détriment d'une autre. Il s'est avéré que le représentant du pouvoir exécutif et le Président Mesa étaient les acteurs les plus faibles. En plus de ne pas compter sur des élus qui le représentent au Congrès, la gestion de Mesa s'est confrontée à une

¹¹⁰ Colla ou kolla est référé au personne qui vient de la zone andine du pays

¹¹¹ Le pouvoir législatif était assuré par deux leaders régionaux de grande importance. Le Président de la Chambre des Sénateurs, Hormando Vaca Diez, sénateur de Santa Cruz, et le Président de la Chambre des Députés, Mario Cossio, représentant de Tarija, région productrice de gaz.

haute conflictualité sociale. Ainsi, les secteurs sociaux proches du MAS¹¹², exigeaient que la proposition de loi sur les hydrocarbures soit approuvée en imposant les 50% de redevance. Pour leur part, les organisations civiques régionales, en particulier celles de Santa Cruz et de Tarija, ont renforcé un peu plus chaque fois leur réclamation pour plus de décentralisation et d'autonomie (Arrarás and Deheza 2005).

La proposition du Président s'est donc vue confrontée à l'opposition, à la fois au Congrès et dans les rues. En même temps, la proposition des régions se renforçait en plaçant des députés et des sénateurs de ces départements, en lien avec les organisations corporatives territoriales comme le Comité Civique Pro Santa Cruz et des secteurs comme la Chambre d'Industrie et de Commerce. Dans ce jeu d'alliance un acteur infra-national/régional fort prenait forme. C'est finalement la proposition de loi des régions qui l'emporta, ayant rassemblé autour d'elle plus de pouvoir que les autres.

La nouvelle loi 3058 sur les hydrocarbures établit une répartition des ressources de la Taxe Directe sur les Hydrocarbures (IDH), avec un net avantage aux niveaux infra-national et départemental. Ce que la loi assigne au Trésor Général de la Nation (TGN), c'est-à-dire au pouvoir national, vise à être redistribué aux municipalités, aux peuples indigènes, aux universités, etc. Cette répartition de la taxe stimule économiquement et politiquement les départements et plus particulièrement les régions productrices d'hydrocarbures, Tarija et Santa Cruz. Cependant, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, les conflits entre les régions et le gouvernement, autour des ressources amenées par cette taxe, ont réapparu en 2007 et 2008.

B. Le Cabildo ouvert à Santa Cruz et l'Agenda de Janvier¹¹³

Carlos Mesa est resté en charge de la présidence en promettant de réaliser l'Agenda d'octobre. Cette décision l'a conduit à se confronter à la fois aux partis politiques traditionnels dont la faiblesse pour faire face à la réforme structurelle a

¹¹² Au sein des secteurs proches du MAS, on comptait à ce moment le Centre Ouvrier Bolivien (COB), la Fédération des Comités de quartier de El Alto, le Mouvement Paysan, le Mouvement des producteurs de coca, entre autres.

¹¹³ Cette partie se base sur un travail précédent. Se référer à (Canedo, Daroca Oller, and Ortuño Yañez 2009, 14-15)

clairement été posée, et aux secteurs d'entreprise de l'Est du pays qui voyaient en l'Agenda d'octobre un affront aux intérêts économiques de la région fortement internationalisée.

La décision du Président Mesa, fin 2004, de diminuer les subventions sur les combustibles et d'augmenter le prix du diesel -le combustible le plus utilisé dans la région agro-industriel *cruceña*- a débouché sur une série de protestations de la population régionale, et s'est vite convertit en un argument de plus pour nourrir la réclamation d'autonomie. Cet argument plaçait Santa Cruz comme le moteur économique national, recevant pourtant proportionnellement le moins de ressources.

Dans ce contexte, ce que l'on a appelé « l'Agenda de Janvier » s'est fait voir et s'est imposé dans l'agenda national grâce au travail actif des dirigeants civiques et préfectoraux de Santa Cruz, lesquels ont organisé et mobilisé près d'un demi-million de « *cruceños* »¹¹⁴ dans un *cabildo* ouverte. Le *cabildo* ouvert constituait une menace au sens où elle était en mesure d'instituer un gouvernement départemental autonome de fait, avec pour conséquence la prise des institutions, si le gouvernement national ne donnait pas suite aux réclamations autonomistes. Cette menace ne s'est pas concrétisée, mais les adversaires ont concédé le plein pouvoir à l'assemblée autonome pour établir une élection directe du préfet¹¹⁵ départemental et ont autorisé la convocation d'un référendum national contraignant pour décider de l'autonomie (OSAL 2005b, 142) .

L'Agenda de Janvier, qui a été adopté aussi par les départements de Tarija, Beni et Pando, réclamait un renforcement de la décentralisation et de l'autonomie, surtout dans le domaine de la gestion des ressources économiques produites dans ces régions. Cet Agenda se pose d'autant plus comme étant une initiative provenant des régions orientales et sud de la Bolivie, en contraposition à l'Agenda d'Octobre qui venait des

¹¹⁴ Cruceños est le gentilé des habitantes de Santa Cruz.

¹¹⁵ Le préfet était la première autorité du Département, désignée par le Président de la République. Il représentait et administrait le pouvoir exécutif au niveau départemental.

région occidentale et l'Altiplano bolivien. (Canedo, Daroca Oller, and Ortuño Yañez 2009).

Parallèlement, dans plusieurs villes du pays, des milliers de personnes marchent pour protester contre les revendications autonomistes de Santa Cruz. A la Paz, une foule composée d'agriculteurs, d'étudiants à l'université et de membres d'organisations civiques et sociales se forme pour défendre la démocratie et la Constitution (OSAL 2005b) . Ils menacent de marcher sur Santa Cruz afin d'éviter la scission du pays (Canedo, Daroca Oller, and Ortuño Yañez 2009). Ce même jour, dans l'après-midi, le Président Mesa signe un Décret suprême pour organiser la mise en place d'élections nationales le 12 juin prochain, afin d'élire les préfets départementaux.

C'est dans ce contexte marqué d'abord par la pression des secteurs d'entreprise de Santa Cruz pour accéder à l'autonomie, ensuite par la réclamation des mouvements sociaux d'une meilleure efficacité dans l'exécution de l'Agenda d'octobre, enfin par la relation tendue entre les pouvoirs exécutif et législatif, que Mesa démissionne, au début du mois de juin 2005. Cette fois, c'est Eduardo Rodríguez Veltzé, président de la Cour Suprême de Justice, qui assure cette succession constitutionnelle.¹¹⁶

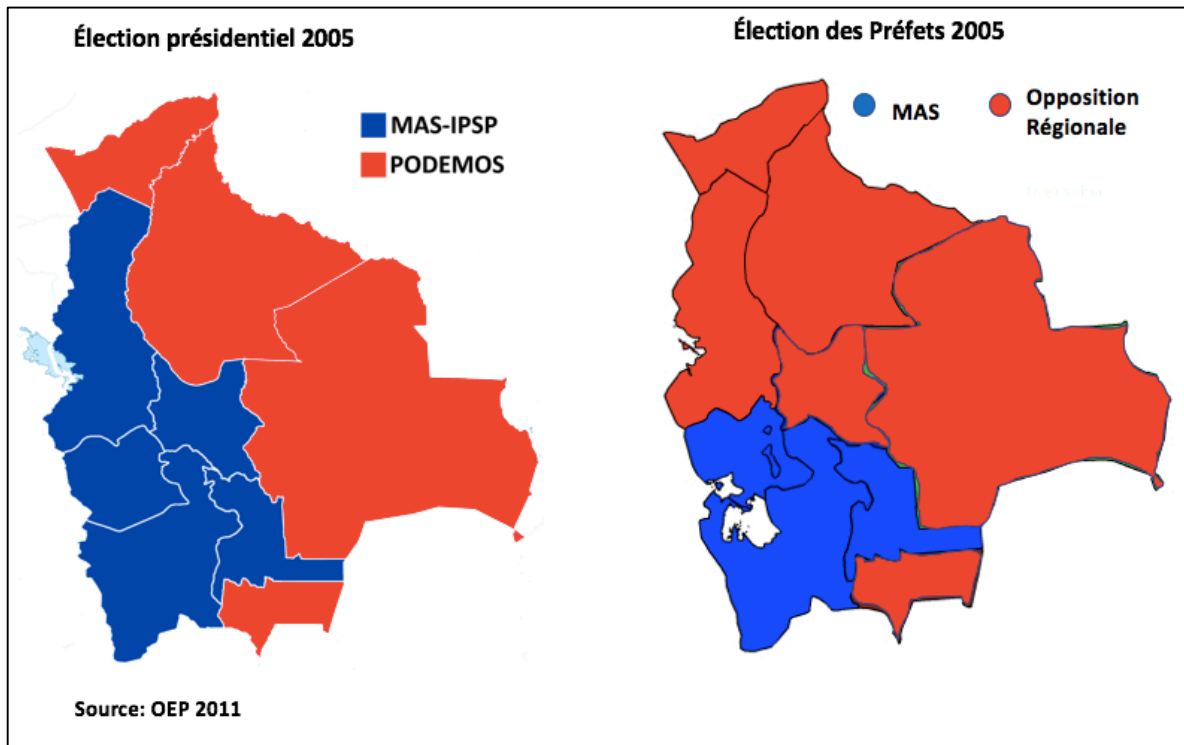
Près d'un mois après sa prise de présidence, Eduardo Rodríguez Veltzé signe les décrets 28.228 et 28.229, qui convoquent des élections générales en décembre 2005, pour élire les Président, vice-président, sénateurs et députés, pour une période constitutionnelle de 5 ans, et des élections pour les préfets départementaux pour une période de 3 ans. Le Congrès National ratifie ces deux décrets par une loi (OSAL 2005a, 165).

En décembre 2005, Evo Morales remporte les élections avec un taux historique de 52% et la promesse de réaliser chaque agenda à travers la convocation immédiate d'une

¹¹⁶ Selon la CPE en vigueur à cette époque, la norme de succession constitutionnelle est la suivante : la démission ou le décès du Président laisse place au vice-président; à celui-ci lui succède le Président du Sénat, puis le Président de la Chambre des Députés. Si celui-ci démissionne également, ou décède, la présidence est assurée par le Président de la Cour Suprême dont le mandat lui impose d'organiser des élections dans un temps qui en doit pas excéder 180 jours.

Assemblée Constituante, et l'instauration d'un référendum contraignant sur l'autonomie. Dans les départements qui ont adopté l'Agenda de Janvier, des Préfets opposés au MAS sont élus. Mais aussi dans de départements où Evo Morales et le MAS avaient gagné pour l'élection présidentielle, comme fut le cas de La Paz, Cochabamba. De 9 départements, l'opposition remporterait l'élection de préfets en 6 (Voir Carte 2).

Carte 2. Résultat des élections présidentielle et des préfets 2005



Ainsi, l'acteur régional se trouve renforcé avec la mise en place d'autorités élues, lesquelles prennent le leadership du mouvement. Les différences entre les départements et le pouvoir national s'approfondissent, dues à l'exigence de la décentralisation et de l'autonomie. Cette étape marque la configuration d'une situation en deux blocs toujours plus polarisés :

- Un bloc formé par les mouvements sociaux, articulé politiquement par le MAS dans l'Ouest et au centre du pays ;
- Un bloc composé des préfetures et des structures civique-régionales dans les zones Est et Sud du pays.

Ces deux blocs sont apparus au début de 2006, autour de visions distinctes du pays, mais en principe leurs agendas convergeaient. La dynamique politique des années

qui ont suivi, a réfuté la possibilité à ce moment de l'histoire, que le pays entre dans une période de polarisation politique et de crise de cohésion sociale la plus aiguë des dernières décennies.

VII. Une note sur l'opinion publique¹¹⁷

Pour finaliser et compléter ce récit, il semble pertinent de considérer brièvement cette période en portant le regard sur l'opinion publique. Pour cela, deux indicateurs émis par le LAPOP¹¹⁸ seront analysés : le soutien accordé au système politique et la tolérance politique. Ces deux indicateurs se basent sur des mesures effectuées en Bolivie depuis 1998 ; ils deviennent une référence incontournable à l'heure de comparer les visions et les positions de l'opinion publique au regard de la démocratie.

Comme le montrent les informations de la LAPOP, le soutien au système politique se base sur la confiance des citoyens, à l'égard de la performance des institutions centrales démocratiques, les mêmes qui garantissent aux citoyens un niveau de base de bien-être,¹¹⁹ ainsi que la protection des droits minimaux par l'État (Seligson et al. 2010).

D'autre part, la tolérance politique se conçoit comme le respect et la garantie des droits des minorités politiques. Ces droits ont à voir avec la liberté d'expression, le droit

¹¹⁷ Cette section se base sur un précédent ouvrage, se référer à (Daroca Oller 2016)

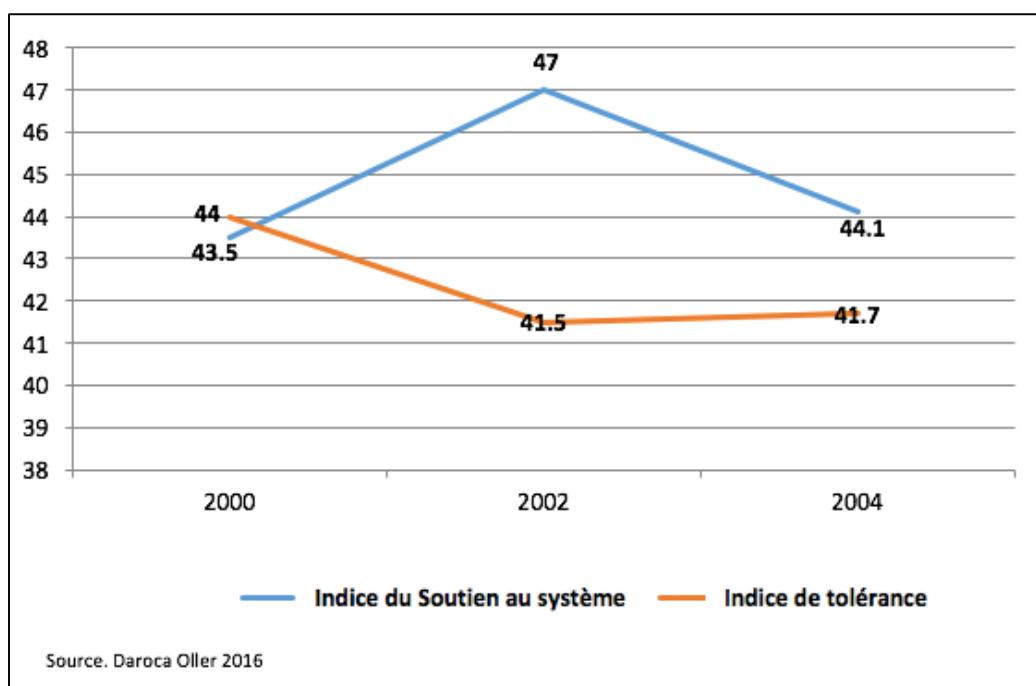
¹¹⁸ Le Projet d'Opinion Publique d'Amérique Latine (LAPOP) est dirigée par Mitchell A. Seligson et hébergé par l'Université de Vanderbilt. Se référer à : <http://www.vanderbilt.edu/lapop-espanol/acerca.php>

¹¹⁹ Ces niveaux se réfèrent à la garantie d'un jugement juste, la protection des droits de base par l'État, l'adhésion aux institutions politiques du pays et la prédisposition à soutenir le système politique. De cette manière, les quatre questions indicatives sont les suivantes : 1. Jusqu'à quel point croyez-vous que les tribunaux de justice de Bolivie garantissent un jugement juste ? 2. Jusqu'à quel point tenez-vous un respect pour les institutions politiques de Bolivie ? 3. Jusqu'à quel point croyez-vous que les droits de base du citoyen sont bien protégés par le système politique bolivien ? 4. Jusqu'à quel point vous sentez-vous fiers de vivre sous le système politique bolivien ? Et 5. Jusqu'à quel point pensez-vous qu'il faut soutenir le système politique bolivien ? L'indicateur se basait sur une échelle de 1 à 100 – se rapprocher de 1 signifiait la méfiance dans le bon fonctionnement et la performance de l'État, et se rapprocher de 100 signifiait le contraire. (Seligson et al. 2010, 138-139)

de vote et de poser des candidatures pour effectuer des mandats publics¹²⁰ (Seligson et al. 2010).

Ce qui ressort avant tout du graphique 8 c'est que chacun des indicateurs ne dépasse pas 50 points (sur une échelle de 100). A cette époque, ces indicateurs relatifs à la Bolivie s'avèrent être parmi les plus bas de la région.

Graphique 8. Soutien au système et tolérance 2000 – 2004 (Échelle 1-100)



¹²⁰ Spécifiquement "la tolérance politique est plutôt un principe de respect et de garantie des lois de ceux qui expriment des opinions et des positions politiques distinctes de celles des "vainqueurs", et des opinions et postures propres aux individus interrogés. Dans ce cas, les opinions et les positions différentes en se référencient pas au gouvernement en place ni à la conjoncture politique du pays, mais plutôt au système politique de manière générale". Les quatre questions qui composent cet indice sont : il existe des personnes qui parlent toujours mal de la forme de gouvernement en Bolivie, non seulement du gouvernement en exercice, sinon du système de gouvernement ; avec quelle fermeté soutenez-vous ou désapprouvez-vous le droit de vote de ces individus ? Avec quelle fermeté soutenez-vous ou désapprouvez-vous le fait que ces personnes puissent mener des manifestations pacifiques avec pour but d'exprimer ses points de vue ? Toujours en se référant à ceux qui critiquent la forme de gouvernement de Bolivie : Avec quelle fermeté soutenez-vous ou désapprouvez-vous le fait que ces personnes puissent postuler à des mandats publics ? Avec quelle fermeté soutenez-vous ou désapprouvez-vous que ces personnes apparaissent à la télévision pour faire une élocution ? L'indicateur s'étale sur une échelle de 1 à 100, se rapprocher de 1 est preuve d'intolérance politique, et se rapprocher de 100, le contraire. (Seligson et al. 2010, 145)

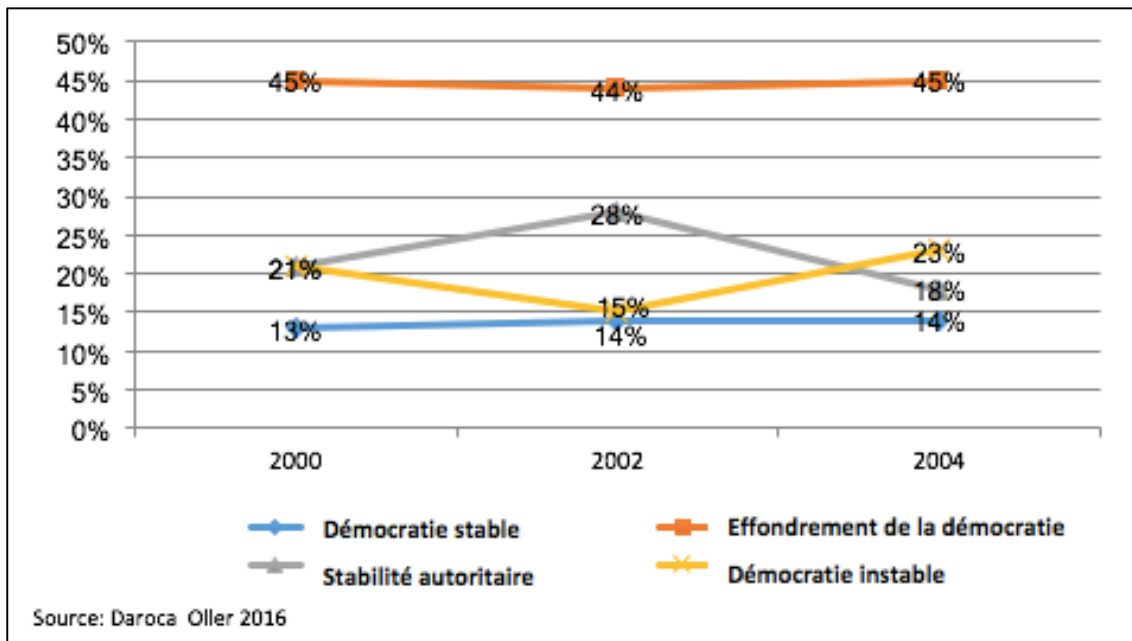
Cette période qui concentre les protestations sociales les plus intenses, est aussi celle où la tolérance politique a tendance à réduire, tendance qui ne va pas en s'apaisant suite aux traces laissés par les élections présidentielles de la fin de juin 2002¹²¹. En revanche, les élections semblent impacter positivement sur l'évaluation du système en 2002, suivi cependant en 2004 d'une baisse statistique du soutien au système politique. (Seligson, Moreno, and Schwarz Blum 2004).

La LAPOP rassemble alors chacun des indicateurs pour rendre possible une analyse prédictive concernant les possibilités de stabilité du système démocratique. Ainsi, les quatre catégories sont : "démocratie stable" lorsque les citoyens expriment un large soutien au système et une forte tolérance politique. La "stabilité autoritaire" lorsque les citoyens expriment un soutien fort au système mais une tolérance faible. La "démocratie instable" quand on relève un faible soutien au système politique mais un niveau de tolérance élevé. Et l'"effondrement démocratique" lorsque sont enregistrés de faibles niveaux pour chaque indicateur. Les pourcentages indiquent la proportion de citoyens qui font preuve d'attitudes conduisant à chacune de ces catégories (Seligson et al. 2010).

Le graphique 9 illustre l'évolution de ces quatre catégories au cours de la période de crise. Près de la moitié des citoyens ont exprimé des attitudes qui allaient dans le sens de l'effondrement démocratique. On peut expliquer cette tendance vers une démocratie instable, jusqu'à 2004, par le fait que deux tiers de la population constituait potentiellement une menace pour la stabilité démocratique. Cela contraste avec un petit noyau dur qui exprime son soutien en faveur d'une démocratie stable.

¹²¹ Selon la fiche technique, le sondage a été réalisé en Juillet 2002 (Seligson 2002)

Graphique 9. Relation entre tolérance et soutien au système démocratique en Bolivie : 2000 - 2004



Au-delà du caractère prédictif que la LAPOP donne à l'analyse de la relation entre les deux indicateurs, ce qui importe ici c'est le caractère illustratif de cette analyse ; il devient possible de se rendre compte de comment l'opinion publique vivait et sentait cette période. Cette analyse illustre les craintes du peuple face à l'impact du désaccord sur le pays et sur son futur. C'est avec ces craintes que les boliviens se livrent aux critiques des élections de décembre 2005.

Chapitre 7. La remise en question des fondements du lien social

Comme souligné au chapitre 2, le rapport du PNUD de 2002 sur le Développement Humain en Bolivie, conclut que les limites qui se présentent face au développement humain marquaient : *“un moment d’inflexion et de changement aussi bien quant au sens du développement que dans les contenus de la démocratie, ce qui suppose chercher une nouvelle articulation entre les deux.”* (PNUD 2002, 15)

Comme il a été mentionné précédemment, l’idée d’inflexion et de changement que souligne ce rapport met en lumière, d’une part, l’impossibilité du *status quo*, et de l’autre, l’imprécision à propos des contenus et de l’orientation du changement. Le rapport trace cette situation en disant : *“on ne sait pas jusqu’à où l’on voyage, pas non plus ce que l’on chargera sur nos épaules, mais il y a un sentiment généralisé de que le voyage est inéluctable.”* (PNUD 2002, 37).

Peut-être que le fait qui marquait avec le plus de force l’inflexion et le changement se trouvait dans les visions et les lectures des leaders politiques et sociaux de cette époque. Les deux se rejoignaient dans le diagnostic sur les limites des réformes institutionnelles et dans les résultats du modèle économique pour produire de l’intégration sociale et une réduction de la pauvreté. Mais ils attestaient de profondes divergences quant aux solutions nécessaires, c’est-à-dire quant aux orientations du changement.¹²²

Comme il a été vu dans les chapitres précédents, depuis 2001 lors de la réalisation de ce rapport, les différences entre ces visions ne cessaient de se multiplier. La construction de ces divergences impliquait par ailleurs que deux grands blocs d’acteurs soient restructurés et consolidés autour de différentes demandes, synthétisées dans les agendas d’Octobre et de Janvier. Chaque demande était basée sur des revendications

¹²² Spécifiquement le chapitre 5 de ce rapport analyse les orientations des leaders politiques et sociaux (PNUD 2002, 149-182)

sociales profondes qui questionnaient à partir de sa réalité, la dimension objective et la dimension subjective de la cohésion sociale.

Nous rappelons que chacune des dimensions met en relation les brèches existant entre les individus et entre les groupes, les mécanismes dont la société dispose pour intégrer ces individus et ces groupes (dimension objective) et avec le sentiment d'appartenance et d'adhésion, qui se rapporte aux individus comme aux groupes, envers la société dont ils font partie (dimension subjective) (CEPAL 2007, 16).

Depuis la problématique indigène, d'un côté, et depuis la problématique régionale de l'autre, les deux agendas ont montré que la dimension objective de la cohésion sociale a été extrêmement faible, avec des fossés historiques profonds de bien-être entre les boliviennes, avec des mécanismes insuffisants ou inefficaces d'intégration de la majorité des individus au bénéfice du développement. Les deux agendas ont montré aussi que dans la dimension subjective de la cohésion sociale a prédominé un faible sentiment d'appartenance et d'adhésion au sentiment national, et au contraire, un très fort sentiment d'appartenance régional ou ethnique.

En synthèse, l'État bolivien a souffert d'une faiblesse chronique à garantir les principes de la cohésion sociale qui réduisent les fossés entre les individus et établissent des mécanismes d'intégration sociale, dont les résultats génèrent un sentiment plus fort d'appartenance à une communauté nationale.

Dans ce cadre, les protestations et les mouvements sociaux qui se sont produits depuis 2000 peuvent se comprendre comme la réponse à la promesse de cohésion sociale soulignée par Martucelli et Sorj, la même qui faisait référence à « *les capacités d'action et les initiatives des individus ainsi que l'impact vertueux potentiel de celles-ci sur les institutions, sans pour autant ignorer les dimensions anomiques et les éléments de désintégration qu'elles génèrent également* ». (Martucelli et Sorj 2008, 17) .

Comme a été mentionné précédemment, la capacité d'action et l'initiative des individus en Bolivie a toujours été associée à une forte capacité de mobilisation sociale, qui portait des revendications sociales chaque fois plus profondes à un État de plus en

plus faible, qui n'était pas capable de répondre à ces demandes, ce qui a plutôt renforcé les éléments de désintégration, au lieu d'agir de manière vertueuse sur les institutions.

Ainsi, les demandes et revendications des protestations les plus emblématiques du période 2000-2005 remirent en cause progressivement quatre dimensions ou sujets avec lesquels l'État construit une relation spécifique et qui, en même temps, constituent les fondements de la cohésion sociale, à savoir : la relation État/Économie, État/Démocratie, État/Peuples Indigènes et État/Régions (voir tableau 4).

Tableau 4. Principaux mouvements sociaux et/ou conflits entre 2000 et 2005		
Protestation emblématique	Demande/Revendication	Fondements de la cohésion sociale mise en question
Guerre de l'Eau à Cochabamba en avril 2000	Contre la privatisation de l'eau. Cessation du contrat avec Aguas del Tunari	Relation État / Économie Relation État / Démocratie
Siège de la ville de La Paz par la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie (CSUTCB en espagnol) Septembre– Octobre 2000	Demandes d'équité matérielle, citoyenneté politique, sociale et culturelle.	Relation État/ Peuples Indigènes Relation État / Démocratie
IV Marche Pour la Souveraineté Populaire, le Territoire et les Ressources Naturelles, de la Confédération des Peuples Indigènes de Bolivie (CIDOB). Mai 2002	Permis la mise en place de l'Assemblée Constitutive pour la reconnaissance des peuples indigènes	Relation État / Peuples Indigènes Relation État / Démocratie
Février Noir. Divers Acteurs. Affrontement entre Policiers et Militaires. Février 2003	Contre « l'Impuestazo ». Réforme fiscale qui établissait un impôt direct sur le salaire.	Relation État / Économie

La Guerre du Gaz. Fédération des Associations de Quartiers de El Alto (FEJUVE en espagnol) Divers Acteurs, cocaleros (cultivateurs de la feuille de coca). Octobre 2003	Contra l'exportation du Gaz aux États-Unis via le Chili. Gaz pour les boliviens.	Relation État / Économie Relation État / Démocratie
Forums ouverts à Santa Cruz. Comité Civique, divers acteurs. Juin 2004 et janvier 2005	Demande d'Autonomie Régionale.	Relation État / Régions
Protestation pour l'eau à El Alto. FEJUVE Janvier 2005.	Contre la privatisation de l'eau. Cessation du contrat avec Aguas del Illimani	Relation État / Économie

Ces quatre dimensions relatives aux rapports de l'État forment les fondements de la cohésion sociale, puisque c'est depuis ce changement de relation que l'État pourra garantir une réduction des fossés et des inégalités existantes entre boliviens. Depuis ce changement, l'État serait à même d'assurer les mécanismes afin de réussir une meilleure intégration socio-économique, politique et culturelle des secteurs historiquement exclus.

Comme il a été souligné auparavant, la dimension subjective de la cohésion sociale est influencée par la dimension objective. Les perceptions et conceptions d'appartenances sont marquées par les dynamiques d'inclusion et d'exclusion sociale de la société. En d'autres mots, les résultats portés par le changement de ces relations renforceront un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, sans pour cela abandonner les attaches ethniques ou régionales.

I. Les quatre dimensions de la relation de l'État comme fondement du lien social

De cette manière, le changement au sein de ces dimensions se réfère aux aspects suivants :

La relation État/Économie. - Les protestations soulevèrent une redéfinition du modèle économique, contraire au néolibéralisme, avec une intervention et une participation étatique plus importante dans l'économie. Ceci basé sur les privatisations de services publique, notamment de l'eau, mais surtout sur le contrôle des ressources naturelles, particulièrement des hydrocarbures.

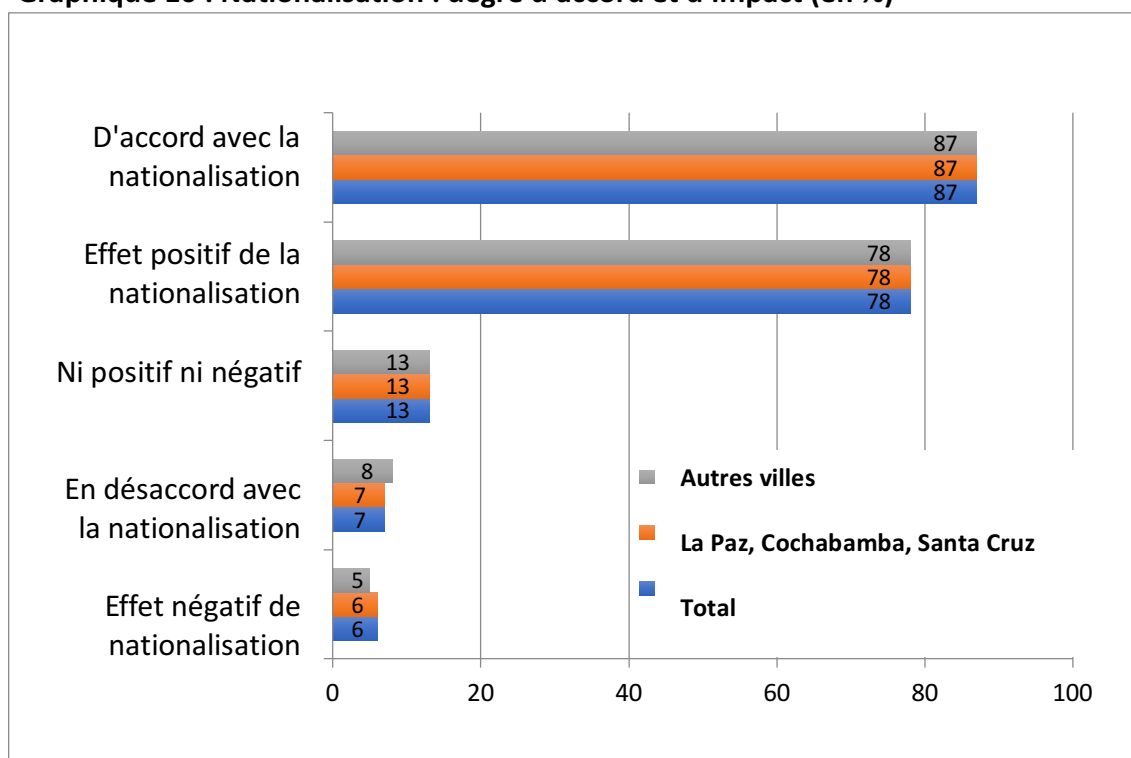
Les protestations de Cochabamba de 2000 et celles d'El Alto en 2005 contre les consortiums transnationaux qui géraient le service d'eau et qui ont obligé l'État à résilier les contrats à ces entreprises, ont clairement marqué le nouveau rôle étatique exigé. La revendication de ces protestations montre que l'accès à l'eau ne peut être un facteur d'exclusion, mais cela sera toujours le cas tant que ce soit le marché qui détermine qui accède à la consommation, et qui n'y accède pas. Seul l'État peut garantir un accès équitable pour tous. La privatisation était interrogée dans un double sens : l'abandon de l'État d'une part, et le souci du profit des entreprises qui fait que l'on privilégie les profits à la satisfaction des nécessités du peuple, d'une autre.

Ce questionnement est encore plus profond en ce qui concerne aux ressources naturelles non renouvelables. Le *"gaz avant tout pour les boliviens"* a été la consigne de la Guerre du Gaz. Plus que la privatisation et re-étatisation du service de l'eau, c'est dans le secteur des hydrocarbures que se redéfinissent les règles de l'investissement étranger et du rôle de l'État dans l'économie.

Cette redéfinition vient d'un mandat populaire consistant à récupérer la souveraineté nationale sur les hydrocarbures. Cela implique que l'État assume le pouvoir de décision sur les aspects plus importantes de toute la chaîne d'exploitation des hydrocarbures. Ce mandat populaire, exprimé durant la Guerre du Gaz et dans l'Agenda d'Octobre, se formalise à travers quatre mécanismes (Daroca Oller 2016). D'abord à travers le référendum sur le gaz de 2004, lors duquel les boliviens ont voté majoritairement pour récupérer la propriété des hydrocarbures, pour renforcer l'entreprise étatique du pétrole (YPFB) et obtenir plus de bénéfices économiques pour la vente de ces hydrocarbures. Ensuite, par l'élaboration de la nouvelle loi sur les hydrocarbures en 2005, qui traduit la volonté de la population exprimée dans le référendum. Troisièmement, par le décret de nationalisation de 2006, qui établit de

nouvelles règles dans la relation entre État et entreprises transnationales. Enfin, à travers la négociation entre l'État et ces entreprises de nouveaux contrats qui s'adaptent au changement de règles définis par la nationalisation.

Graphique 10 : Nationalisation : degré d'accord et d'impact (en %)



Source: Apoyo Opinión y Mercado 2006

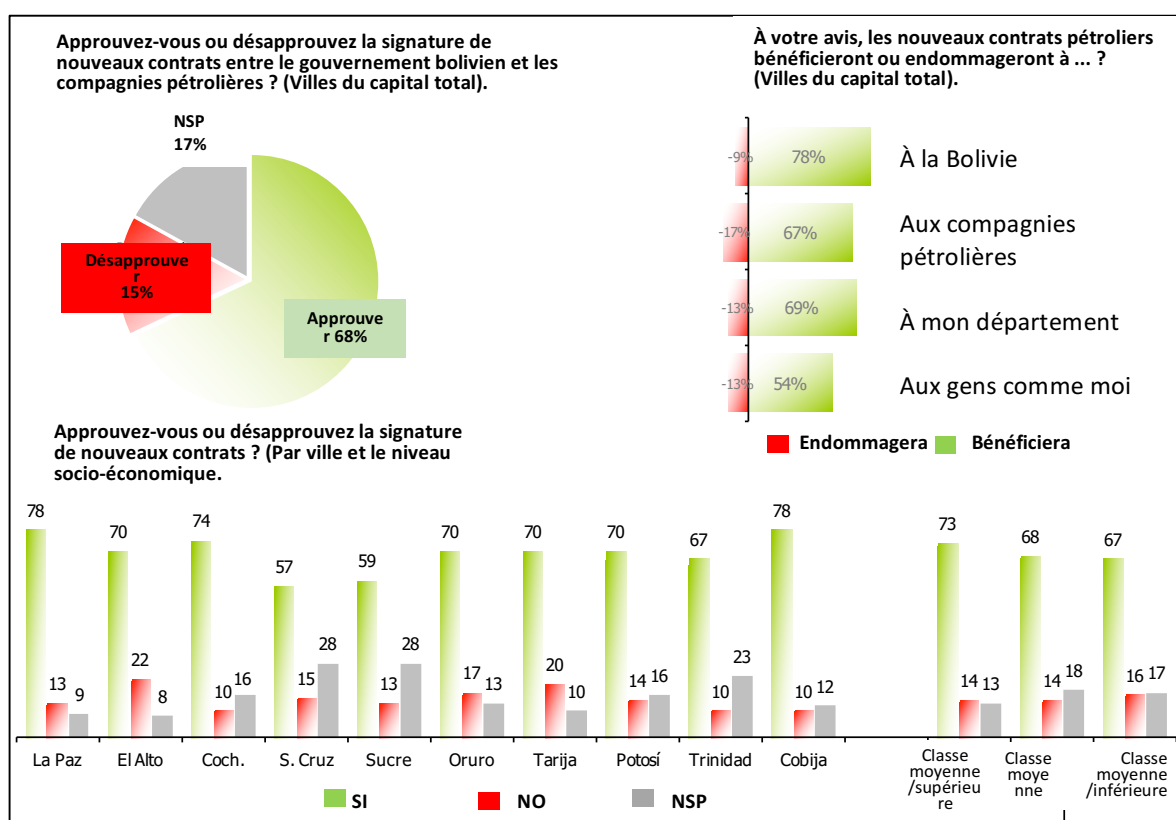
Ainsi, la nationalisation des hydrocarbures, qui exprime clairement la nouvelle relation État-Economie, a eu un large soutien citoyen, et a généré d'importantes attentes quant à ses bénéfices. Quarante-sept pourcent de la population s'est déclaré en faveur de la nationalisation (graphique 10).¹²³ Ce soutien a traversé toute la société : territoires, classes, générations confondues.¹²⁴

¹²³ Enquête de Apoyo, Opinión et Mercado réalisée entre le 8 et le 15 mai 2006 dans les 9 plus grandes villes de Bolivie et à El Alto. Les villes du « Eje central » sont La Paz, El Alto, Cochabamba et Santa Cruz. Les autres villes étaient : Oruro, Potosí, Sucre, Tarija, Trinidad y Cobija.

¹²⁴ Les données de l'enquête de Apoyo, Opinión et Mercado de mai 2006 montrent ce soutien transversal. En termes de villes, seules Trinidad (68%) et Cobija (77%) ne dépassent pas le 80% d'approbation de la nationalisation. D'autre part, les couches moyennes et basses, comme les jeunes, attestent d'un degré d'approbation plus fort à cette mesure.

Pour sa part, la négociation des nouveaux contrats avec les entreprises a soulevé l'intérêt des citoyens. Comme l'atteste le graphique 11, deux tiers des boliviens étaient au courant de la négociation de nouveaux contrats, deux tiers approuvaient cette négociation et plus de deux tiers considéraient que les nouveaux contrats seraient bénéfiques aussi bien au pays et à ses régions, qu'aux entreprises pétrolières. De la même manière, ces soutiens ont une dimension transversale : ils traversent la société (Daroca Oller 2016, 18).

Graphique 11. Traçabilité citoyenne relative à la signature de nouveaux contrats pétroliers



Source: Apoyo Opinión y Mercado 2006

L'État compte en réalité non seulement sur le mandat citoyen de récupération des hydrocarbures exprimé à travers le référendum de Juillet 2004, mais aussi sur le fait que deux ans plus tard les citoyens poursuivaient ce processus – volonté exprimée cette fois par un large soutien à la négociation avec les entreprises pétrolières. Ceci a renforcé la légitimité avec laquelle l'État a fait face à ce processus (Daroca Oller 2016).

La relation État/Démocratie. - Les protestations ont engendré une tension entre la démocratie libérale et représentative et une démocratie amplifiée, participative, communautaire, qui se développe sur la base de nouvelles règles et outils de la participation directe. Ceci implique une critique du système des partis et la démocratie pactée.

Ce questionnement s'est fait dans le contexte de l'expression des boliviens pour une préférence démocratique comme régime politique, bien qu'ils aient montré une certaine insatisfaction face aux résultats, pour autant ils ont valorisé la construction d'institutions plus proches des citoyens (Latinobarómetro 2002 a 2011).

Cette valorisation de la démocratie, malgré ses lacunes, se laisse à voir dans le fait que toutes les crises politiques qu'a connu le pays durant cette période se sont résolues dans le cadre de la légalité démocratique. Une preuve en sont les deux successions constitutionnelles du Président en 2003 et 2005 qui ont été réalisées dans un climat de convulsion sociale.

De cette manière, les protestations ont exercé une pression pour consolider les mécanismes de démocratie directe, plus participative que représentative d'une part, et plus communautaire et libérale d'autre part.

La demande d'une nouvelle relation État/démocratie s'est concrétisée à travers diverses mesures. Les réformes constitutionnelles de 2004 ont introduit des changements qui ont rompu avec le monopole de la représentation politique par les partis politiques, en favorisant la conformation de regroupements citoyens pouvant participer aux élections. Ces réformes intègrent également de nouveaux mécanismes de participation direct comme le référendum. De plus, on a vu se former la figure de l'Assemblée Constituante comme nouvelle institutions de démocratie.

D'autre part, en décembre 2005, ont eu lieu les premières élections de Préfets Départementaux, qui avant étaient nommés directement par le Président. Ce fut une grande avance démocratique qui répondait à une longue demande des régions pour choisir leurs propres autorités.

La relation État/Peuples Indigènes. - La revendication indigène se base sur la reconnaissance et l'inclusion complète dans l'ordre étatique des us et coutumes, langues et compétences territoriales des peuples indigènes.

La demande d'une Assemblée Constituante trouve son origine dans la "Marche pour le Territoire et la Dignité" réalisé par les peuples indigènes des Basses Terres en 1990. Comme il a été vu dans le chapitre 5, cette marche a conduit à d'importants résultats relatifs à la reconnaissance de la diversité culturelle et à l'augmentation de la participation politique de plusieurs communautés culturelles distinctes. Cependant, ces réalisations encourageantes dans les années 1990 se sont confrontées à des fortes limites en matière d'intégration économique, et en termes symbolique-culturelles. La protestation de la CSUTCB menée par Felipe Quispe en septembre 2000 en est une preuve irréfutable.

Les mobilisations des peuples indigènes des Hautes Terres et des Basses Terres avaient pour demande de fond la pleine inclusion des peuples indigènes à l'ordre étatique et à la reconnaissance de ses pratiques, coutumes, institutions, langues et compétences territoriales. En d'autres termes, il s'agissait d'une demande pour l'autonomie et l'autodétermination.

La victoire d'Evo Morales, l'émergence du discours sur les autonomies indigènes et sur l'État social communautaire, ont placé au centre de l'agenda étatique institutionnel ce défi de l'inclusion des peuples indigènes dans la "refondation du pays" à travers un État Plurinational. D'après le mouvement indigène, la "révolution démocratique" signifie donc aussi une "révolution culturelle" (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009)

La relation État/Région. - Les revendications régionales commencent à soulever une redéfinition du cadre politico-institutionnel qui régule cette relation, à travers les autonomies départementales. Ce processus se base sur les nouvelles dynamiques démographiques, politiques et économiques régionales.

Comme il a été vu dans le chapitre 4, la relation État/région, tout autant que la relation État/Peuples indigènes, a été un des clivages d'origine sur lequel s'est construit la Bolivie. Les luttes régionales contre "l'État centraliste" ont pris différentes formes au cours de l'histoire. Il faut rappeler qu'une des plus importantes a été la lutte pour les 11 pourcent de redevance des hydrocarbures aux régions productrices.

Le processus de décentralisation administrative mené à bien par la Loi sur la Participation Populaire au milieu des années 1990 a donné un nouveau souffle à la démocratie au niveau local en consolidant la place des acteurs municipaux ; ce processus a cependant été insuffisant pour redéfinir un champ spécifique au niveau régional et départemental. Cela apparaît plus évident dans la mesure où, en 2002, la Bolivie s'est trouvée être la seconde réserve de gaz la plus importante d'Amérique Latine avec 52,3 TCF (PNUD 2003). Les revendications régionales et départementales essentiellement conduites par Santa Cruz et Tarija retrouvaient une certaine force dans ce contexte – surtout si l'on tient compte du fait que 80% de ces 52,3 TCF sont situées dans le département de Tarija (PNUD 2003).

L'élection des Préfets en décembre 2005 et le référendum sur l'autonomie en Juillet 2006 ont enclenché le processus de re-conception institutionnel au niveau départemental. Ces élections qui désignaient par un vote populaire, la première autorité départementale illustrent le renforcement de la décentralisation politique, et introduisent une nouvelle figure d'équilibre des pouvoirs – équilibre vertical cette fois. (Mayorga 2009). En d'autres termes, les Préfets continuent à dépendre administrativement du Gouvernement National et du Président, mais leur légitimité provient du vote populaire.

Lors du référendum autonomiste de Juillet 2006, quatre des neuf régions ont voté pour être autonomes (Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando), ce qui illustre bien à la fois l'émergence de ce processus d'autonomie dans ces quatre régions et la persistance de divergences profondes à propos de la conception du modèle d'autonomie.

II. Pacte social d'une part, et fossé social d'autre part

La fin de la Guerre du Gaz a conduit à l'émergence d'un pacte social implicite entre État et société, mené à travers l'agenda d'Octobre. Ce pacte a pourtant creusé un fossé entre les régions de l'Orient et du Sud du pays, lesquelles ne se sentaient pas simplement isolées des événements et des revendications propres à El Alto, mais également menacées.

Or, ce pacte social implicite s'est articulé en trois axes : deux d'entre eux se seraient dessinés après la Guerre du Gaz à travers divers éléments symboliques entre la citoyenneté corporative de El Alto et l'État, à ce moment incarné par le Président Carlos Mesa.

Ce pacte social implicite¹²⁵ se donne à voir depuis le symbolique, pour mettre fin à la Guerre du Gaz. En étant une « guerre » symbolique, le « traité de paix » suite à la Guerre du Gaz se trouve aussi être un traité qui se donne à voir depuis le symbolique. Ces axes du pacte ont aussi été poursuivis et développés implicitement par le Président Morales. De fait, le troisième axe se structure justement en Janvier 2006 lorsqu'Evo Morales prête serment comme président.

Les trois axes qui articuleraient ce pacte sont : Plus de proximité entre État/Président et société/gens, lancement d'un État davantage crédible et le début d'une reconnaissance de l'Autre – l'Autre indigène. Ces axes se sont développés à des rythmes différents, sans pour cela cesser d'alimenter ce pacte. Alors, voyons ces trois axes du pacte :

Une plus forte proximité du Président. - La relation entre la figure du Président et les citoyens se recompose. Le Président est perçu comme étant proche ; il établit une communication directe avec les citoyens. Ce changement a été initié par le Président Mesa immédiatement après la Guerre du Gaz. Le jour qui a suivi la fuite du pays de Sánchez de Lozada et que Mesa a prêté serment comme nouveau président, il a procédé

¹²⁵ L'idée du pacte implicite et de son développement se base sur l'analyse de contenu de documents comme Mesa 2008 Diaz Cassou 2004 Sanjinés Ávila 2007 Miranda 2013 Mamani Ramírez 2005, ainsi que de divers documents des médias nationales de cette période, rassemblés dans CEDIB 2012

à une visite d'El Alto pour « se rencontrer » avec les gens qui avaient lutté et qui avaient souffert de la répression de l'État. Le symbolisme du premier axe du pacte a lieu lors de cette rencontre. La guerre représente le point haut de l'« État ennemi », d'un « père qui tue ses enfants », comme le disaient plusieurs personnes à El Alto (CEDIB 2012). La présence du Président Mesa ce jour-là restitue symboliquement la figure de l'État présent, du père protecteur. Lors de cette rencontre on voit se défaire la médiation traditionnelle qui avait primé entre Président et le peuple. C'est le début d'un contact, d'une communication directe entre les deux. Pour reprendre les mots de Mesa, s'est formée une :

« connexion spéciale [...] comme une nécessité de retrouver le Président dans la rue, proche, joint à eux, main dans la main, joue contre joue, corps et âmes entiers et présents, non pas dans la distance des charges, au milieu de la crainte et des méfiances mutuelles, mais plutôt en dessous du même soleil brûlant, en s'écoutant et en partageant. » (Mesa 2008, 116)

Cette communication directe sans médiation entre Président et citoyens en générale et non pas qu'entre citoyens corporatistes d'El Alto, s'est consolidée en une caractéristique de cette relation, autant avec Carlos Mesa qu'avec Evo Morales. L'actuel Président Morales a encore plus renforcé et a sophistiqué cette caractéristique.

Ce n'est pas une nouveauté qu'un des axes d'un pacte entre État et société soit la présence et la proximité du Président avec le peuple. Le pacte militaire – paysans ne se comprendrait pas sans la figure proche du Président Barrientos avec les gens ; ses visites constantes à des lieux retirés de la Bolivie se voyaient comme une occasion de réaffirmer constamment le pacte.

Un État davantage crédible. - Le symbole de cet axe du pacte commence à se construire aussi lors de cette même visite du Président Mesa à El Alto et se déploie autour de la promesse de justice qu'il fait. Le même État qui a tué ses citoyens doit rendre justice et chercher réparation. Il doit redevenir un État protecteur et lorsqu'il le sera, il doit devenir un État davantage crédible. La sensation du retour de l'État protecteur est symbolisée par la présence du Président à El Alto et la première action

concrète est représentée par les Décrets Suprêmes 27234 y 27237 promulgués quelques jours après cette rencontre. Ces Décrets concèdent une amnistie aux citoyens qui ont participé aux protestations, car en accord avec la Loi de la Sécurité Citoyenne en vigueur à ce moment, ils devaient être traités par la justice (Rodríguez Veltzé et Rojas Tudela 2010). Un an après, le Congrès National approuvait le procès de responsabilités contre Sánchez de Lozada et son cabinet ministériel. Ce sujet ponctuel de justice, lié spécifiquement à la Guerre du Gaz, représente symboliquement le lancement d'un État protecteur et crédible.

D'autre part, la Guerre du Gaz a instauré l'agenda d'Octobre ; avec celui-ci ce symbolisme de l'État crédible a été mis à l'épreuve. La promulgation de la loi de la réforme constitutionnelle qui rend possible la réalisation de référendums et la réalisation de l'Assemblée Constituante, la réalisation du référendum sur le gaz et l'approbation de la loi sur les hydrocarbures sont des avancées concrètes propres à l'accomplissement étatique de cet agenda.

Ainsi donc, à mesure que les résultats se font sentir, la présence et la proximité de l'État se renforce. En cela, l'État apparaît plus crédible. L'image de l'État répressif change lors de la Guerre du Gaz, vers un État bien plus protecteur, plus crédible et avec une meilleure capacité de réponse. Cette image se consolide à partir de 2006,¹²⁶ sans pour autant que l'État crédible soit constamment testé.

La reconnaissance de l'Autre. - Les peuples indigènes ont mené une lutte importante pour la reconnaissance de leurs droits par l'État, en réalisant des avancées importantes comme les reconnaissances constitutionnelles ou la reconnaissance des Terres Communautaires d'Origine, pour en citer quelques-uns. Cependant, l'arrivée à la présidence du premier indigène a marqué le début d'une autre forme de reconnaissance, qui ne se basait pas comme avant dans l'essentialisme mais dans une condition politique en tant que sujet d'action, où, comme on a vu au chapitre 2, le point central selon Kahn (2001) n'est pas l'« être ensemble » mais le « faire ensemble ». C'est

¹²⁶ Une analyse des bases de données de LAPOP montre qu'entre 2006 et 2010 le gens percevaient une plus grande capacité de réponse de l'État, spécialement par rapport à la réduction de la pauvreté. À cet égard, voir Daroca Oller

ce « faire ensemble » qui donne sa proportion au « être ensemble ». En définitive, cet axe du pacte implique que la construction du projet de société, du nouvel État est une question qui se fait ensemble. La phrase « jamais plus sans les peuples indigènes » reflète ce nouveau type de reconnaissance.

Cette nouvelle forme de reconnaissance ne se limite pas aux peuples indigènes mais s'étend aux paysans, aux organisations sociales et autres instances de la citoyenneté corporative. D'autre part, ce type de reconnaissance facilite le fait que l'État passe de la criminalisation de la protestation au droit de protester et à la reconnaissance tant individuelle que collective des droits.

Ce pacte social implicite a renforcé les acteurs impliqués au sens où il les a fait se rencontrer autour d'un projet de société, qui a postérieurement été incarné par le MAS et le gouvernement d'Evo Morales. Toutefois, ce pacte n'intègre pas les régions orientales et du sud du pays, mais il approfondit plutôt une brèche, puisque celles-ci avaient initié avec force la construction d'un autre type de projet de société, basé sur l'idée d'autonomie. Parallèlement et de manière paradoxale, ce projet tire sa force de ce pacte social implicite entre l'Occident andin et l'État.

III. Les fondamentaux du lien social en tension : État / Peuples indigènes et État / Régions

Au cours de la mise au point de ce pacte, les élites régionales d'Orient ont senti une certaine régression quant au poids et à l'influence historique qu'ils ont toujours connu dans le cadre national. Comme le montre Aranibar, pour la première fois dans la jeune démocratie bolivienne, ces élites se sont retrouvées exclues du gouvernement central. Ce fait met en évidence la nécessité de définir un agenda national qui puisse équilibrer, depuis Santa Cruz, ce qui avait lieu dans le pays. Ces élites considéraient que l'Agenda d'Octobre et l'Occident andin pesaient excessivement dans le processus de prise de décisions et dans le jeu politique national (Aranibar 2009, 123). Cet agenda régional s'est consolidé grâce à l'Assemblée Populaire de Santa Cruz en Janvier 2005 – comme il a été mentionné au chapitre précédent.

L'agenda autonomiste de Janvier qui a vu le jour à Santa Cruz, forme une alternative à l'agenda d'Octobre qui, lui, a été initié dans l'Occident andin. À mesure que l'agenda de Janvier s'imposait avec son adoption dans les départements de Tarija, Beni et Pando, une impression de « égalité » entre les deux agendas s'est diffusée dans l'environnement politique du pays, puisque les agendas se répondaient de manière antagoniste et non pas complémentaire. Cette impression d'agendas antagonistes s'exprime dans une phrase fortement présente dans l'intersubjectivité politique du pays : "l'égalité catastrophique".

Catastrophique car, selon Aranibar, étant donné que chacune de ces forces et de ces visions configurent un climat politique polarisé, caractérisé par une profonde méfiance entre les différents acteurs sociaux et leaders politiques. Méfiance qui alimentait une perception conspirative de l'Autre, de celui qui ne pense pas de la même manière. Cet atmosphère politique a été sujet à générer des dynamiques de confrontations (Aranibar 2009, 125)

Dans ce contexte politique délicat, il est important de souligner qu'il y avait un consensus implicite sur les questionnements à propos des fondements de la cohésion sociale exprimés dans la relation État-Economie, État-Démocratie, État-Peuples, Indigènes et État-Région ; les divergences se trouvaient dans les contenus et dans les orientations que prenaient les nouveaux principes sur lesquels se refondaient ces relations.

Cependant et comme il a été abordé précédemment, le large soutien citoyen apporté à la nationalisation des hydrocarbures a traversé la société, sans distinction de classe ni de régions, a fait que les contenus de la nouvelle relation État/Economie ne se sont pas déployés dans ce conflit. S'il existait bien des différences de vision sur ce sujet, ils ont été introduits dans les discours de chaque bloc, mais n'ont pas réussi à être réellement déterminants dans le conflit. Le même schéma s'est reproduit dans les contenus de la relation État/Démocratie, par exemple quant à la démocratie communautaire qui participait aux discours pour définir l'identité de certains, et l'opposition de d'autres. Mais cela ne résultait pas d'une divergence centrale.

En revanche, le contenu de la relation État / Peuples Indigènes et État / Région ont constitué le centre des divergences et des conflits. Chaque bloc concevait des principes de cohésion sociale différents afin de soutenir les nouvelles relations de l'État. Paradoxalement, le conflit autour de l'orientation du changement exprimé à travers ces nouveaux principes de cohésion sociale, a entraîné la Bolivie dans une profonde crise qui l'a presque conduit à la rupture. Les chapitres suivants analyseront ce conflit, la crise à laquelle il conduit et sa suite postérieure.

Avant de l'analyse de ce conflit, il est important de souligner que la tension de la relation État / Peuples Indigènes et État / Région met au centre la question sur la nation bolivienne. Concrètement, que signifie la création de l'État Plurinational bolivien dans la continuité historique de la nation bolivienne ?

C'est-à-dire, la plurinationalité aurait pour conséquence la reconnaissance formelle des institutions indigènes, celles-là qui fonctionnent au même niveau que les institutions républicaines, comme c'est le cas de la justice indigène. Comment la reconnaissance de la plurinationalité reconfigure la nation bolivienne ? D'autre part, comment un État avec de régions politique et économiquement autonomes reconfigure la nation bolivienne ? Comment est-il affecté l'idée de nation bolivienne avec la coexistence des autonomies indigènes et autonomies départementales ? Quels sont les défis qui posent les tensions entre ces deux niveaux autonomiques pour la construction historique de la nation bolivienne ? Au fond, la question qui est derrière la crise du lien social est la question sur la nation bolivienne et sa viabilité.

Chapitre 8. La trajectoire vers la crise et la rupture

Les résultats des élections de 2005 ont calmé les tensions sociales à l'origine des Agendas d'Octobre et de Janvier. Les premiers mois du gouvernement du Président Morales rencontrent un certain calme dans la société, couplé à un sentiment d'attente. Avec les premières mesures adoptées par le nouveau gouvernement, le Président obtient environ 80% d'opinion favorable selon les sondages (Canedo, Daroca Oller, and Ortuño Yañez 2009). Les mesures phares de ce début de présidence étaient en adéquation avec les Agendas d'Octobre et de Janvier : La Loi de convocation d'une Assemblée Constituante, le Referendum sur les autonomies régionales (6 mars 2006) prévus pendant les 60 premiers jours de la présidence et la nationalisation des hydrocarbures concrétisée le 1er mai 2006 (après trois mois du gouvernement du MAS).

Cependant, une première rupture importante se produit lorsque le Gouvernement décide de s'engager dans la campagne pour le « non » au référendum sur les autonomies. Cet événement commence à esquisser les formes du conflit, constituant ainsi la relation de pouvoir entre les deux positions. Cette rupture s'est d'abord démontrée par la forte baisse de la popularité du président dans les départements pro-autonomie (Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija). Dans ces villes, la cote de popularité du président Morales passe de près de 80% d'approbation à un rejet majoritaire qui atteint près de 60% de la population (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009).

Dans ce cadre, nous analyserons dans ce chapitre et le suivant, la relation de pouvoir qui s'engage entre ces acteurs. Pour cela, nous nous servirons des définitions de pouvoir présentées au chapitre 3. Ainsi, ce chapitre commencera par une brève analyse du contexte politique latino-américaine au sein duquel la relation conflictuelle s'est développée. En outre, les acteurs impliqués seront identifiés à travers les enjeux de la relation, les logiques de chacun des blocs, leurs principaux atouts de pouvoirs. Deux périodes successives entre 2006 et 2008 serviront de cadre à l'analyse. D'abord la période de la réalisation de l'Assemblée Constituante qui s'étend d'août 2006 à décembre 2007. Puis la seconde période sera analysée dans le chapitre suivant, période

de la crise et de la sortie de crise, qui s'étend de janvier à octobre 2008. Pour chaque période, nous analyserons les différents faits qui ont marqué la relation au regard des stratégies et des contre-stratégies des acteurs ainsi que les résultats de l'équilibre/déséquilibre du pouvoir dans la relation.

I. Le contexte politique latino-américain

Le MAS commence à gouverner en janvier 2006, avec l'élection d'Evo Morales, dans un contexte politique latino-américain dotée d'un potentiel de changement remarquable, entraîné par une série de facteurs. Concrètement, les trois facteurs les plus déterminants sont : la diminution de l'influence des États-Unis dans la région, l'arrivée de gouvernements progressistes qui se placent en faveur d'un rôle de l'État plus fort, et l'augmentation du prix du pétrole et des principales commodités, ce qui se traduit par une hausse significative des revenus de l'État.

La relation entre les États-Unis et l'Amérique Latine peut être décrite de plusieurs manières. Kissinger en propose une interprétation, lorsqu'il relève que les empires « *n'ont pas d'intérêt à opérer au sein d'un système international. Ils aspirent à être le système international. C'est dans cette visée que les États-Unis ont constitué leur politique extérieure avec l'Amérique Latine.* » (Kissinger 1994) cité par Fernández (Fernández 2009, 174). Impérialiste, interventionniste, et tant d'autres adjectifs peuvent qualifier ce rapport, mais une chose est certaine : la relation des États-Unis et de l'Amérique Latine a commencé à changer le 11 septembre 2001.

En centrant son attention sur le Moyen Orient, Fernández postule que les États-Unis ont progressivement relégué à un second plan les thèmes qui caractérisaient leur relation avec les pays d'Amérique Latine. Historiquement, on comprenait parmi ces thèmes ceux de la drogue, de la migration, du développement et de la démocratie. Les États-Unis se sont peu à peu désinvestis des liens de coopération sans prendre d'initiatives sérieuses pour affronter les problèmes d'inégalités et de pauvreté. Ces problèmes se creusent à ce moment, et ils peuvent être lus comme la conséquence du modèle d'ouverture économique appliqué pendant les années 1990 (Fernández 2009, 180).

Dans cette perspective, Erikson indique que la politique de Bush, au lieu de donner un nouvel élan à la présence étasunienne en Amérique Latine, a plutôt conduit les États-Unis :

« à se soustraire des problèmes de la région, à aliéner ses voisins les plus proches en plaçant Washington dans une situation inconfortable pour éviter que d'autres rivaux n'acquièrent des positions avantageuses dans une région toujours considérée comme la sphère d'influence directe des États-Unis. Cela s'est produit au moment où L'Amérique Latine regagne en indépendance et se trouve plus sûre de sa force, dans un contexte où le monde en développement est plus à même de solidifier des alliances entre les pays de la région. » (Erikson 2008, 60)

Pour sa part, Calderón estime que le retrait des États-Unis d'Amérique Latine tient également à l'absence d'horizon, contrairement aux années où le Consensus de Washington s'ancrait dans une perspective significative. Cette caractéristique est d'autant plus lisible au regard de la distance prise face aux propositions des institutions de Bretton Woods. En suivant cet auteur, ce vide aurait entraîné au moins quatre réactions politiques distinctes, découlant d'un dénominateur commun, celui de la conception d'un État fort (Calderón 2011).

Ces quatre réactions politiques peuvent coexister et entrer en compétition au sein d'un même pays ; ils ne sont pas forcément présents en même temps, et l'un peut être plus déterminant que l'autre. Calderón remarque que l'émergence de ces lignes politiques redessine un nouvel espace politique dans la région. Nous pouvons les énumérer de la manière suivante :

1. La modernisation conservatrice. - elle s'incarne dans la relation État-Marché, et se caractérise par une idéologie conservatrice fondamentalement religieuse. Nous retrouvons cette caractéristique en Colombie, au Chili, en Argentine, au Mexique, en Bolivie ; toutefois c'est au Mexique et en Colombie que cette ligne politique est la plus prédominante dans les nouveaux gouvernements.

2. Le national-populisme. - C'est au Venezuela que cette orientation est la plus considérable, mais on la retrouve dans tous les pays de la région, notamment au Mexique, en Argentine et au Brésil. Ce national-populisme est rendu possible dans un cadre où les problèmes liés à l'intégration sociale et nationale ne sont pas significatifs.
3. Le réformisme pragmatique. - Dans cette perspective, l'économie de marché et la globalisation sont assumés en tant qu'opportunité pour des changements graduels des structures de pouvoir. L'expérience la plus intéressante est celle du Chili, à moindre échelle les cas brésilien et argentin. La Bolivie, le Mexique et le Panamá en font aussi l'expérience.
4. Le néo-développementisme indigène. - En Bolivie, cette nouvelle aspiration se dessine clairement à travers la volonté d'un nouveau pacte avec les entreprises transnationales, menant à une transformation de la production interne qui bénéficierait à la majorité et spécifiquement aux peuples indigènes. Ce mouvement est aussi présent dans d'autres pays, non pas uniquement en tant que revendication ethnique, par exemple, au Pérou, en Équateur, au Guatemala et au Mexique. (Calderón 2011, 229)

Ainsi, ce nouveau modèle néo-développementiste dont les pays de la région font l'expérience, se caractérise par un État fort. Bien qu'il existe des différences importantes dans la façon dont le neo-développementisme fonctionne dans chaque pays, Aranibar et Rodriguez identifient quatre caractéristiques générales communes à ce modèle, à savoir :

- La diversification des relations internationales des pays de la région dans le cadre d'un nouvel ordre multipolaire en émergence.
- La centralité croissante de l'État et des mécanismes d'intégration sous-régionale autour d'un processus de recherche et / ou d'affirmation d'un plus grand espace d'autonomie économique et politique.

- La consolidation progressive d'un agenda post-néolibéral du développement qui cherche de nouveaux marchés d'exportation, tout en améliorant l'articulation et l'expansion du marché intérieur, mais qui ne met pas en cause nécessairement le modèle de développement historique.
- L'enracinement d'un ordre politique démocratique stable, même s'il est assis sur des inégalités, sur une violence chronique et aussi sur une culture politique d'héritage autoritaire (Aranibar et Rodriguez 2013, 21).

Dans ce contexte, Fernández (2009) remarque que les latino-américains se sont retournés contre le Consensus de Washington et que l'espace libéré grâce à la distance laissée par le gouvernement des États-Unis s'est vu occupé par des gouvernements de gauche légitimés par le vote populaire. En conséquence, les élections démocratiques en différentes pays ont ouvert de nouveaux sentiers qui auraient semblé impensables ou insoutenables une décennie auparavant.

Ainsi, différentes tendances de gauche sont représentées dans ces nouveaux gouvernements, à commencer par Hugo Chávez qui prend le pouvoir en février 1999 au Venezuela, puis Lula Da Silva élu en janvier 2003 au Brésil, suivi de Nestor Kirchner en mai 2003 en Argentine, de Tabaré Vázquez au mois de mars 2005 en Uruguay, d'Evo Morales en janvier 2006 en Bolivie, de Michelle Bachelet en mars 2006 au Chili, de Daniel Ortega au Nicaragua et Rafael Correa en Équateur élus tous deux l'année en janvier 2007, et enfin de Fernando Lugo, élu au Paraguay en août 2008.

Comme le souligne Fernandez :

“La portée historique de ce changement se fait connaître dans le cas d'un dirigeant syndical au Brésil, d'un indigène en Bolivie, d'une femme socialiste au Chili, du mouvement du Front Large en Uruguay, de Chávez au Venezuela, du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) au Nicaragua, de Correa en Équateur, du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) au Salvador, qui avaient remporté les élections et assumé le mandat électoral. » (Fernández 2009, 181)

De cette manière, le retrait des États-Unis et le rapprochement idéologique entre ces différents gouvernements latino-américains ont favorisé la création et le renforcement de nouveaux espaces et de mécanismes d'intégration régionale. Ainsi, en décembre 2004, le Venezuela et Cuba ont formé l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (Mayorga et al.), l'objectif était d'ériger une entité alternative à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). La structure de l'ALBA s'est vue renforcée grâce à l'intégration de la Bolivie en avril 2006, puis du Nicaragua en janvier 2007 et de l'Équateur en juin 2009. Aujourd'hui, l'ALBA compte onze membres¹²⁷. Toutefois, la portée de l'ALBA reste encore, plus symbolique que concrète¹²⁸, et l'Alliance est porteuse d'un discours idéologique plus que d'une proposition réelle concernant les échanges commerciaux dans la région.

Dans cette même perspective, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) assure un rôle d'intégration plus déterminant que l'ALBA. Comme l'indique Ain, cette instance est née au Pérou en 2004 sous la dénomination de Communauté sud-américaine des Nations (CSN). Elle avait comme objectif d'être la base d'un espace de dialogue politique centré autour des valeurs de concertation et de coordination des politiques extérieures. Pour cela, elle s'est appuyée sur la convergence de la CAN, du MERCOSUR, du Chili, du Surinam et de Guyana, également de l'intégration physique et énergétique de la région, du réseau de communication en Amérique du Sud à travers l'Initiative d'Intégration des Infrastructures Sud-américaines (IIRSA). C'est le 23 Mai 2008 au Brésil que l'UNASUR est formellement créée. Les thématiques stratégiques qu'elle vise à traiter sont l'éducation, l'énergie, l'intégration financière, la coopération en matière migratoire, l'intégration industrielle, productive et culturelle (Ain 2012, 80).

L'une des nouveautés apportées par la création de l'UNASUR en matière d'intégration régionale concerne la création du Conseil de Défense Sud-américain (CDS). Rodrigues souligne que pour la première fois, les pays sud-américains constituent ensemble et sans l'intervention de forces extra-régionales (en particulier les États-Unis),

¹²⁷ Font également parti de l'ALBA : la Dominique, Saint-Vincent, les Grenadines, Antigua et Barbuda, Sainte-Lucie et comme membres invités le Surinam et Haïti.

¹²⁸ Pour une histoire plus générale de l'évolution de l'ALBA, se référer à : SELA, 2014.

un agenda de paix et de sécurité régionale commun (Rodrigues et Rodrigues 2011, 218). Dans ce contexte, Kersffeld ajoute que la défense de la gouvernance et le régime démocratique sont devenus l'un des éléments centraux dans l'activité de l'UNASUR, sans que cela soit préalablement prévu au sein du système d'intégration sud-américain (Kersffeld 2013, 194).

Cette vocation se consolide à mesure que l'UNASUR s'implique dans les crises régionales. C'est en mars 2008 qu'un premier événement est traversé, lorsque le traité constitutif de l'UNASUR s'apprête à être signé. L'assassinat du leader des FARC, Raúl Reyes, dans un campement guerrillero situé en territoire équatorien, a engendré une crise proche de conduire à un affrontement armé entre la Colombie et l'alliance entre Équateur et Venezuela. Selon Kersffeld, l'intervention de la Communauté au cours de ce conflit a stimulé le processus d'établissement de l'UNASUR, en tentant de limiter la participation de l'Organisation des États américains (OEA) dans les instances politiques et résolutives (Kersffeld 2013, 195). Contextuellement, plusieurs conflits se succèdent dans la région. Entre août et octobre 2008 – l'UNASUR était alors formellement en vigueur –, la Bolivie entre dans une phase de crise politique. Peu de temps après, un autre conflit régional a lieu, lorsque la Colombie accorde l'autorisation aux forces étasunienne d'utiliser ses bases militaires. Ensuite, le 30 septembre 2010, l'Équateur traverse une tentative de coup d'état. Puis, en juin 2012, le président du Paraguay, Fernando Lugo, est destitué suite à une importante déstabilisation institutionnelle dans le pays (Kersffeld 2013, 195). Ainsi, l'intervention de l'UNASUR au cours de ces conflits a conféré à cette instance une plus grande légitimité, renforçant son rôle de médiateur.

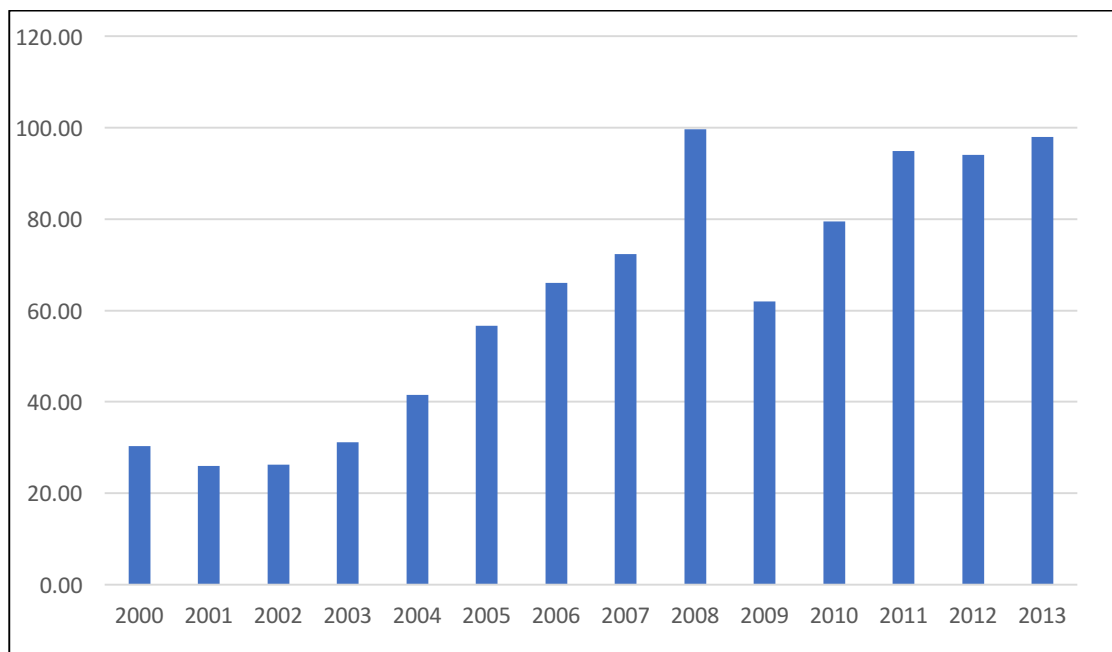
Économiquement, cette période correspond à une augmentation historique des prix du pétrole, des biens de consommation alimentaire et de l'eau. Pour illustrer cette augmentation, Curcio et Vilker montrent comment les prix des biens comme le cuivre, le pétrole, le soja, ont augmenté entre l'année 2001 et la période 2007-2009 (Voir Tableau 5).

Tableau 5. La variabilité des prix (moyenne mensuelle. Pourcentage)			
Année	Cuivre	Pétrole	Soja
2000	0	31	19
2001	6	37	26
2002	7	37	20
2003	7	25	16
2004	25	41	28
2005	14	35	17
2006	6	23	20
2007	32	53	39
2008	88	94	43
2009	75	58	42
2010	13	20	15
2011	26	23	15
2012	12	26	18
2013	2	6	9

Source: (Curcio et ANA S. Vilker 2014, 104)

Quant au prix du pétrole (Voir graphique 12), la période 2004-2008 enregistre des montées quasi permanentes des prix, entrecoupés par des baisses éphémères. Stratta souligne que la croissance de la Chine et de l'Inde, les réductions de production de l'OPEP, la diminution des réserves stratégiques des États-Unis, le désastre causé par l'Ouragan Katrina qui a conduit à l'arrêt temporaires des structures de production du Golfe du Mexique, les conflits au Venezuela et au Nigeria, participaient à la construction d'un climat de peur menant à la déstabilisation et à l'augmentation des prix. (Stratta 2016, 104). A cette période, le cours du pétrole est passé de 34 dollars à 120 dollars par baril, avec un pic à 145 dollars atteint mi-juillet 2008, ce qui rompt avec tous les records historiques de prix. Cependant, en décembre de cette même année, le cours du pétrole est descendu à 32 dollars. Toujours selon Stratta, ce moment correspond à l'échelle internationale, à la faillite de la banque d'investissements étasunienne Lehman Brothers, qui ouvre la plus grande récession de l'économie mondiale depuis la Seconde Guerre Mondiale. Au milieu de l'année 2009, une autre période de remontée des prix qui s'étire sur cinq ans, mène à la remontée des prix à 100 dollars le baril. (Stratta 2016, 104).

Graphique 12. Prix du Pétrole (USD WTI Spot Prices)



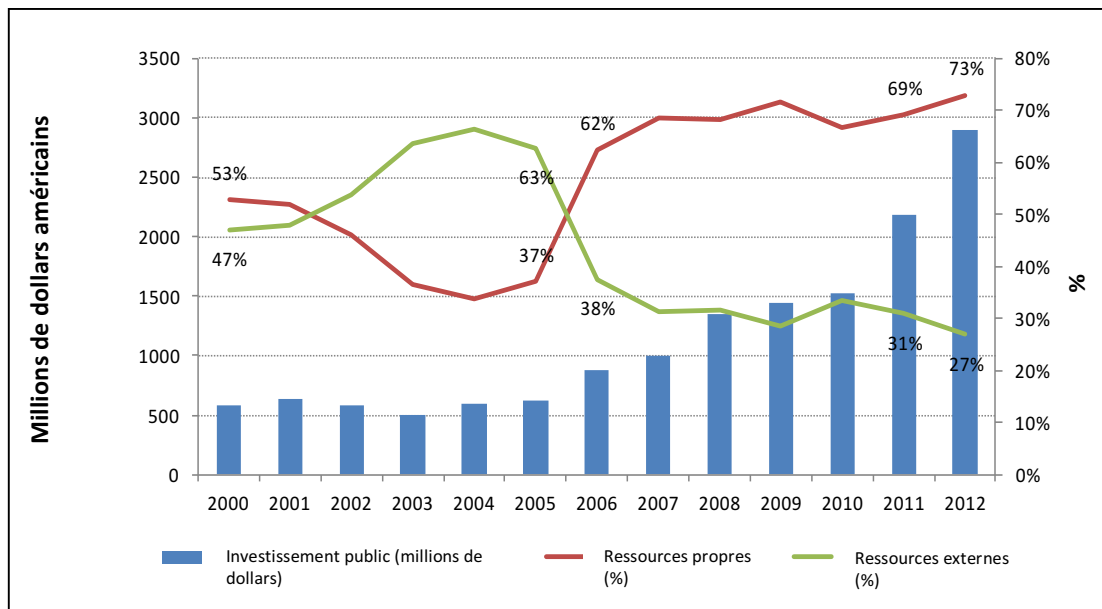
Source : US Energy Information Administration (EIA). Le WTI est un pétrole de haute qualité, son prix est utilisé comme référence pour le marché nord-américain (de New York)

L'Amérique Latine a donc connu une importante croissance économique, qui a bénéficié aux États, en particulier aux États producteurs d'hydrocarbures comme le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie. Cette situation économique bénéfique a permis aux États et aux gouvernements de gauche, non seulement d'instaurer des avancées sociales importantes, mais aussi de constituer une force autonome de poids au sein du système de coopération internationale.

Le cas de la Bolivie est exemplaire, comme le montre le graphique 13. L'investissement public s'est accru à partir de 2006, en même temps que les financements changeaient de nature : avant 2006, la principale source de financement provenait de la coopération internationale. A partir de 2006, l'investissement public commence à s'appuyer majoritairement sur des ressources propres aux États (Voir graphique 13). Cela a conduit au renforcement de la souveraineté nationale ; les politiques publiques évoluent, et avec elles la relation entre l'État bolivien et la coopération internationale.

Graphique 13. L'investissement public et la participation selon les sources de financement (2000-2012)

Source: (Paz Arauco 2016, 18)



C'est dans ce contexte politique et économique que la crise politique bolivienne survient en 2008. Depuis la théorie du pouvoir retenu dans cette recherche et explicité dans le chapitre 3, ce contexte pose les contraintes structurelles propres à la relation de pouvoir, que nous allons analyser par la suite.

II. Les acteurs et l'enjeu de la relation

Les élections de 2005 ont constitué une étape importante pour la démocratie bolivienne au sens où elles ont permis pour la première fois l'élection par vote direct de la première autorité départementale : le Préfet. Les résultats de ces élections ont configuré le scénario politique, traversé par les aspects suivants :

1. Pour la première fois depuis le retour de la démocratie en 1982, un parti politique obtient plus de 50% des suffrages. Le MAS, avec près de 54% des votes, n'a pas eu besoin des traditionnelles alliances parlementaires pour élire Evo Morales comme Président.

2. L'ampleur de la victoire du MAS lui assure le contrôle de la Chambre de Députés. Toutefois, il n'a pas réussi à se trouver en majorité dans la Chambre des Sénateurs, contrôlée par l'opposition. Ce schéma, dans lequel l'opposition contrôle une partie du pouvoir législatif et que Mayorga (2009) nomme "gouvernement divisé" ne s'était pas reproduit depuis la période 1982-1985. Période qui s'est soldé par le renoncement du Président de l'époque, Siles Zuazo.
3. Lors des élections des Préfets Départementaux, le MAS a gagné dans seulement trois des neuf départements (Chuquisaca, Potosí et Oruro) ; le parti de droite d'opposition représenté par PODEMOS a remporté trois autres départements (La Paz, Beni et Pando). Des groupes citoyens sont sorti victorieux dans les trois autres départements (Santa Cruz, Tarija et Cochabamba). Ces groupes étaient dirigés par des leaders régionaux de l'opposition au MAS. Mario Cossio de Tarija et Reyes Villa de Cochabamba avaient évolué dans la structure partisane traditionnelle et Rubén Costas de Santa Cruz provenait du Comité Civique de Santa Cruz. Ces groupes citoyens représentaient des options politiques de centre droit, et bien qu'ils se soient constitués dans des contextes politiques différents, ils partageraient un programme politique basé sur la demande d'autonomie et plus concrètement sur l'Agenda de Janvier.

Dans ce scénario politique, les acteurs de l'Agenda d'Octobre et ceux de l'Agenda de Janvier se sont regroupés. Deux grands blocs se sont configurés, bien que pas totalement homogènes en termes d'intérêts spécifiques :

1. Un bloc articulé autour du Gouvernement national dirigé par le MAS, les branches proches du MAS, et les mouvements sociaux. Le MAS et le gouvernement du Président Morales ont été renforcé par les structures des mouvements sociaux indigènes et populaires, regroupés dans le Pacte de l'Unité et postérieurement dans le CONALCAM. Ce bloc a impulsé un projet de nouvelle Constitution Politique de l'État (CPE) avec des ruptures significatives dans l'organisation politico-institutionnelle du pays, une forte tendance à inclure les peuples indigènes dans les structures politiques, et une teinte nationaliste dans le domaine économique.

2. Un bloc d'opposition au projet politique du MAS, bien plus hétérogène que l'ancien bloc formé par la Demi-Lune (la "*Media Luna*" regroupe les départements de Pando, Beni, Santa Cruz, Tarija). Ce bloc est constitué des figures départementales de l'opposition (Santa Cruz, Pando, Beni, Tarija) menées par leurs Préfets, par des référents partisans de centre-droite (PODEMOS, UN et MNR) et par des structures civique-régionales des régions d'opposition de l'Est et du Sud du Pays. Leurs orientations sont diverses, bien qu'elles convergent vers une défense des structures politico-institutionnelles libérales et surtout vers une demande pour une meilleure « autonomie », autrement dit d'une décentralisation des pouvoirs du gouvernement vers les départements. (Voire Carte 1. Deux blocs en dispute. Élaboré par (Blanchard 2008, 4)

En tenant compte des groupes qui ont intégré ces blocs et des autres acteurs d'influence (les médias privés et les entrepreneurs de l'Occident andin) et en associant leur vision à la profondeur du changement social (révolutionnaire ou conservateur) d'une part et au modèle autonomiste d'autre part (logique confédérale ou centralisme étatique), nous formulons l'analyse qui suit. Ce cadre permet de distinguer trois éléments importants : une forme d'homogénéité partielle entre acteurs de chaque bloc, des tendances plus radicales au sein d'un bloc, et des acteurs aux visions plus modérées des grandes thématiques. Il faut en effet souligner que quelques unes de ces branches n'étaient pas complètement homogènes au niveau interne. Par exemple, parmi les élues de l'Assemblée Constituante du MAS, on trouvait un noyau dur plus radical dans ses visions qu'il portait, incarnés par des individus qui avaient participé aux mouvements et aux organisations sociales mobilisées depuis la Guerre de l'eau en 2000. On trouvait également des visions moins radicales surtout propres aux représentants des classes moyennes urbaines liées à des ONG et qui avaient soutenu le mouvement indigène. De la même manière, dans l'opposition autant des parlementaires au Congrès que des élues de l'Assemblée Constituante, des groupes radicaux et des groupes plus modérés se retrouvaient.

Carte 1. Deux blocs en dispute



Dans ce contexte, l'enjeu de la relation peut être entendu d'abord à travers l'identification de l'objectif commun et des objectifs spécifiques que chaque bloc d'acteurs cherche à faire valoir dans la relation, et d'autre part, à travers les orientations développées par chaque camp.

De cette manière, l'objectif commun de la relation est de mener à bien le processus de transformation et de changement initié en Bolivie dans le but de définir l'orientation et le sens du changement. Autrement dit, de décider de la forme que prendront les principes du lien social qui entreront en crise, spécifiquement dans la relation État / Peuples Indigènes et État / Régions.

Les objectifs spécifiques de chaque bloc découlent de la vision du pays défendue par chacun d'eux à l'Assemblée Constituante. Ainsi, le gouvernement du MAS défendait une vision du changement basé sur un État plurinational, qui place à un même niveau les institutions originelles indigènes et les institutions républicaines. De la même façon, cette orientation promeut l'autonomie indigène, la démocratie communautaire et le rôle central de l'État dans l'économie.

De son côté, l'opposition défendait une vision du changement basé sur un État républicain, qui reconnaît les institutions originelles indigènes en tant que complémentaires ou alternatives. Les acteurs de l'opposition soutenaient aussi les autonomies départementales, une démocratie représentative et participative et le rôle régulateur de l'État dans l'économie.

Or, la campagne pour le « non » aux autonomies met fin à la période d'optimisme, provoquant une nouvelle série de mobilisations sociales qui instaurent progressivement une polarisation des visions. Même si la campagne électorale des élections de décembre 2005 avait tranché sur certains aspects de la polarisation, en préservant la dimension « bolivienne » face à une certaine supplantation de l'indigène (par exemple l'usage de la wiphala au lieu du drapeau bolivien), c'est à partir du conflit sur les autonomies régionales que les acteurs de chaque camp solidifient leurs visions, cristallisant ainsi la polarisation entre les deux blocs.

La formation de ces deux visions est progressive. Elle se construit à mesure que l'Assemblée Constituante fait face à des situations de confrontation profonde.

D'une part, le discours gouvernemental s'articule autour d'un processus de changement qui, selon le MAS, cherche à faire bénéficier les plus pauvres, les peuples indigènes historiquement exclus et le peuple en général. D'après Santos Ramirez, président du Sénat à l'époque, le projet de société du MAS est basé sur trois points, à savoir :

« - sur le plan politique, par la fondation d'un État social communautaire doté d'une indépendance réelle des pouvoirs. Le MAS veut « aller de la démocratie représentative à la démocratie participative » ;

- sur le plan économique, par la mise en place d'un modèle social et communautaire basé sur le contrôle, la direction et la planification des ressources naturelles, selon des principes de redistribution, d'équilibre et de réciprocité ;

- sur le plan social enfin, face à une dette sociale incroyable (graves problèmes de santé publique, déficit éducatif, manque de logements décents, sous-emploi), grâce à l'établissement d'un droit collectif à la sécurité sociale, basé sur l'universalité et la solidarité » (du Luart et al. 2006, 17)

Pour cela, le MAS signale qu'il faut démanteler l'État colonial et néolibéral et former un État plurinational. Dans le discours du MAS, l'État Républicain qui est identifié comme État colonial. Le MAS l'accuse de fonctionner sur la base des institutions occidentales qui n'intègrent ni les coutumes autochtones pratiquées couramment ni les institutions informelles indigènes qui régissent la vie sociale et politique des peuples indigènes. D'autre part, dans le discours du MAS, l'État néolibéral est conçue comme un État absent et éloigné des pauvres, défenseur des riches et des intérêts des entreprises transnationales. Le discours du MAS démontre que leur vision s'oppose à ce qu'ils appellent « les tendances séparatistes de l'oligarchie raciste de la Demi-Lune ». Souvent, le MAS réduit l'opposition politique à quelques familles de propriétaires terriens et à des politiciens traditionnels opposés au processus de changement et au fait qu'un indien soit président de la Bolivie. Ce discours renforce une identité basée sur celle du personnage révolutionnaire, soldat du processus de changement, opposé aux oligarques séparatistes.

Autrement, l'opposition construit un discours qui renforce l'existence de deux Bolivie : l'une autonomiste, libérale et démocratique, qui regarde vers le futur et qui se développe grâce à l'effort et la détermination. L'autre centraliste, communautaire et aymara-centriste, ancrée dans le passé, qui est incarnée par le gouvernement populiste,

revanchiste et autoritaire du MAS. Dans leur discours, le bloc d'opposition pose clairement la lutte que doit mener la vision d'une Bolivie autonomiste, contre celle d'une Bolivie centraliste. L'opposition organise son discours autour des principes liés à :

- *les autonomies départementales avec maintien du découpage actuel des départements, soit 9 départements alors qu'ils accusent au MAS de vouloir former jusqu'à 42 départements ;*
- *la reconnaissance des droits indigènes, au-dessous de l'État républicain ;*
- *le partage des compétences entre État, préfectures et communes dans le domaine de la propriété foncière (notamment par la conservation, la protection et la redistribution des terres) ;*
- *le régime de décentralisation fiscale permettant aux départements de disposer des ressources suffisantes pour assumer leurs charges. (du Luart et al. 2006, 23)*

Ces discours se font de plus en plus sophistiqués à mesure que différents sujets de discussion soient amenés à l'Assemblée Constituante, ce qui renforce la logique de confrontation basée sur la défense de positions politiques et idéologiques. Ce discours renforce une identité basée sur la figure d'une personne autonomiste et libérale, opposée aux « centralistes andins avides de revanche ».

Il faut souligner que les principaux acteurs de chaque bloc agissent depuis une fonction publique. Autrement dit, ils avaient le contrôle d'une partie de l'État, que ce soit au niveau national ou départemental, à la Chambre des Députés ou à la Chambre des Sénateurs. Un conflit entre différents domaines étatiques s'est instauré, articulé autour d'organisations sociales qui comptaient sur de hautes capacités de mobilisation. Dans ce contexte, chaque bloc comptait sur d'importants atouts de pouvoir propres au contrôle des instances étatiques déjà mentionnées, des atouts de type politique, social, économique et également des atouts techniques. Ce tableau illustre les principaux atouts de chacun des blocs.

Principaux atouts des acteurs	Atouts du bloc de gouvernement du MAS	Atout du bloc de l'opposition
Politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Légitimité d'action d'un gouvernement élu avec le 54% des suffrages du pays • Capacité d'action à différents niveaux à travers le contrôle du Pouvoir Exécutif • Initiatives législatives à travers le contrôle de la Chambre de Députés • Majorité absolue des membres de l'Assemblée Constituante • Capacité de mobilisation de l'Armée et de la Police • Capacité à influencer le Pouvoir Judiciaire • Soutien des pays de l'ALBA (Cuba, Venezuela, Equateur, Nicaragua) et de pays dont l'orientation idéologique est proche : Brésil, Argentine, Chili • Capacité d'interaction en tant qu'État membre d'organisations internationales comme l'OEA et Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> • Légitimité d'action des Préfets de la Demi-Lune acquis à travers le vote des citoyens • Capacité d'action à différents niveaux à travers le contrôle des Préfectures Départementales • Initiatives législatives et droit de veto dans d'autres initiatives législatives à travers le contrôle de la Chambre de Sénateurs • Plus d'un tiers des membres de l'Assemblée Constituent ce qui implique une capacité à freiner l'approbation de la nouvelle Constitution Politique de l'État (CPE). • Soutien de l'opposition politique des pays de l'ALBA, notamment au Venezuela • Capacité d'interaction avec des organisations internationales comme l'OEA et les Nations Unies
Sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de mobilisation des organisations sociales proches du MAS • Alliance avec des groupes sociaux comme les Fédérations de Voisins (FEJUVE). 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de mobilisation des organisations civiques • Alliances avec des médias privés, le secteur d'entreprise

Principaux atouts des acteurs	Atouts du bloc de gouvernement du MAS	Atout du bloc de l'opposition
	<ul style="list-style-type: none"> • Accès sans restriction aux médias d'État 	
<i>Économiques</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de mobilisation des ressources économiques étatiques • Capacité de mobilisation des ressources économiques basées sur la contribution des organisations sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de mobilisation des ressources économiques étatiques • Capacité de mobilisation de ressources économiques d'entreprises privées •
<i>Techniques</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de travaux publics d'envergure nationale • Définition des politiques sociales et économiques du pays • Capacité discursive dans le cadre de l'exercice des droits et de la justice sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de travaux publics d'envergure départementale • Capacité discursive dans le cadre du fonctionnement économique •

L'enjeu de la relation et la distribution des atouts de pouvoir de chaque bloc configure une relation de pouvoir favorable en principe au gouvernement du MAS. Cependant, aucun des acteurs ne peut poursuivre des objectifs en dehors du cadre posé par cette relation, ni mettre en œuvre des opérations d'équilibre de pouvoir en cherchant à côté à se réaliser dans une autre relation. Ainsi, l'interdépendance de la relation se renforce, ce qui, d'une certaine manière, favorise le bloc de l'opposition. En d'autres termes, le gouvernement du MAS a bénéficié d'une forte légitimité politique, en contrôlant le pouvoir exécutif et une part du pouvoir législatif et en comptant sur une large base de la société mobilisée, qui soutenait son projet de

société ; mais le MAS avait besoin de l'opposition politique partisane et régionale afin de mener à bien son projet de société de manière plus légitime. La dépendance du bloc opposé à l'égard du gouvernement du MAS est d'autant plus évidente. Ces caractéristiques de la relation, qui pourraient se définir comme une interdépendance fermée, définissent les contraintes structurelles de cette relation.

III. L'Assemblée Constituante et le chemin vers la crise

Le 2 Juillet 2006 ont simultanément eu lieu les élections de l'Assemblée Constituante et le référendum sur l'autonomie. La Loi de convocation de l'Assemblée Constituante (AC) comptait sur une conception qui empêche qu'une seule force politique obtienne plus de deux tiers des membres. Cette loi a privilégié l'intégration de forces minoritaires dans la sphère des décideurs, en permettant une plus juste représentation de la diversité du pays.

Les résultats étaient cohérents avec cette configuration et l'Assemblée Constituante a pris forme comptant 255 membres, qui représentaient au total 16 organisations politiques et citoyennes différentes, dans laquelle le MAS a obtenu la majorité absolue tout en restant loin des deux tiers d'élus.

Toutefois, il faut noter qu'entre le nombre d'élus du MAS (137) et le nombre d'élus de la principale force d'opposition, PODEMOS (60), les deux tiers étaient largement dépassés. La nouvelle Constitution pouvait donc s'élaborer en comptant seulement sur l'approbation de ces deux forces. Le cas contraire est aussi valide, la Constitution ne pouvait pas être approuvée sans le consensus entre le MAS et PODEMOS.

Par ailleurs, le référendum sur l'autonomie était contraignant pour l'Assemblée Constituante. C'est-à-dire que les résultats devaient obligatoirement être respectés par l'Assemblée, laquelle avait pour devoir de les introduire dans la nouvelle Constitution politique de l'État (CPE). En d'autres termes, avec la promulgation de la nouvelle CPE, les départements dans lesquels le « oui » l'a emporté passeraient automatiquement dans un régime d'autonomie.

Comme il a été évoqué précédemment, le MAS a seulement remporté les préfectures de trois départements qui ne pèsent que peu lourdement au niveau national : Chuquisaca, Oruro et Potosí. Le MAS perd les préfectures des départements les plus importants : Santa Cruz, Tarija, Beni, Pando, La Paz et Cochabamba. La perte de ces deux derniers départements était particulièrement coûteuse politiquement, si l'on considère qu'Evo Morales n'avait pas simplement remporté dans ces régions l'élection présidentielle, mais que La Paz et Cochabamba étaient le noyau de sa force politique, et qu'il devrait désormais composer avec des préfets de l'opposition.

Dans ce contexte, la campagne pour le « non » à l'autonomie était aussi une stratégie pour limiter les marges de manœuvre des préfets de l'opposition, afin de limiter leurs marges de liberté pour encourager la demande autonomiste au cas où le « non » l'emportait, ce qui s'est finalement produit. Comme on pouvait s'y attendre, le « oui » au régime d'autonomie remporte à Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando. C'est dans ce contexte qu'est inauguré le 6 août 2006 à Sucre, l'Assemblée Constituante.

La première tâche de l'Assemblée a été d'établir des règles et des normes de son propre fonctionnement. Divers sujets ont causé des différends entre les parlementaires ; en particulier deux sujets ont pris une importance centrale puisqu'ils se constituaient en atouts de pouvoir précieux pour chacune force.

Le premier de ces deux thèmes a été de savoir si le règlement considérait l'Assemblée Constituante comme un pouvoir dérivé ou un pouvoir originel. L'opposition défendait qu'il s'agissait d'un pouvoir dérivé puisque c'est le Congrès qui, à travers la Loi de Convocation de l'Assemblée Constituante lui a attribué la fonction d'élaborer une nouvelle Constitution. Le MAS défendait l'idée qu'en se conformant au vote citoyen, l'Assemblée revêtait un caractère originel de fondation du nouveau pays, pour le dire autrement, qu'aucun pouvoir ne devrait se poser au-dessus de l'Assemblée Constituante.

Le second sujet était relatif à la procédure d'approbation de la nouvelle Constitution : si la majorité absolue était suffisant, comme le prétendait le MAS, ou si deux tiers des votes étaient nécessaires comme le défendait l'opposition. La Loi de

Convocation stipulait que la procédure était celle de deux tiers. Cependant, le MAS posait comme arguments que l'Assemblée était autonome, qu'elle ne dépendait pas du Congrès pour établir ses propres règles, surtout si l'on considérait que l'Assemblée était originelle et non pas dérivée. Ce différend souligne ainsi l'importance du premier sujet de discorde. La majorité absolue se trouvait être un atout de pouvoir essentiel pour le MAS, car doté de cet atout, le MAS n'aurait pas de difficulté pour traduire en pratique son projet de société dans la nouvelle Constitution.

L'insistance du MAS pour la majorité absolue était soutenue par la branche la plus radicale, et selon un élu du MAS à l'Assemblée, Carlos Romero, les plus radicaux du MAS sont arrivés *“avec beaucoup d'élan, avec une idée prédominante qui est celle de la construction hégémonique, et qui les a empêché de prioriser l'intention de concertation.”* (citée par Peñaranda 2009, 13)

D'autre part, l'opposition formée par PODEMOS – ou au moins par sa branche la plus radicale soutenue par le Comité Civique de Santa Cruz – avait pour intention de boycotter l'Assemblée Constituante. Des analystes politiques et journalistes, des dirigeants politiques, pas seulement du MAS mais également de partis de l'opposition comme le MNR, UN et la branche la moins radicale de PODEMOS¹²⁹, ont reconnu que la stratégie de ce groupe radical d'opposition était de saboter l'Assemblée. Cette stratégie concevait que l'échec de l'Assemblée serait l'échec du MAS et de son projet de changement. Selon Samuel Doria Medina, chef du parti d'opposition UN et élu à l'Assemblée, cette intention peut se décrire de cette manière :

“ En arrivant à l'Assemblée Constituante, nous notons qu'il y a deux extrêmes : d'abord des acteurs du domaine régional, qui se livraient à la tâche de saboter l'Assemblée Constituante. J'ai été assez impressionné par un vieux politique que j'ai écouté mentionner un jour ce que j'ai entendu ou lu sur les alcooliques. Un alcoolique qui tente de “remonter” dit : “aujourd'hui, j'ai gagné un jour sans alcool, je verrai pour demain.” Ce politique a dit, en faisant un jeu de mots : “aujourd'hui nous avons

¹²⁹ Ces témoignages ont été recueillis et publiés par Raúl Peñaranda, voir (Peñaranda 2009, 117-120)

saboté l'Assemblée, nous verrons pour demain.” (cité par Peñaranda 2009, 120)

Les branches les plus radicales de chaque bloc se sont formées dans la dynamique de l'Assemblée et la conséquence était que les discussions au sein de l'Assemblée ne trouvaient pas d'issues, elles étaient sources de disputes et d'agressions physiques entre les parlementaires. Dans ce cadre, deux instances politiques se sont formées pour générer les accords nécessaires. La première instance était la Commission interne, composée par la Direction de l'Assemblée et les Chefs de Groupe de toutes les forces politiques. La seconde instance était externe à l'Assemblée ; elle se composait d'une part par les hauts dirigeants du MAS détenant des fonctions gouvernementales, et d'autre part par des dirigeants de l'opposition, principalement de PODEMOS, qui détenaient une place au sein du pouvoir législatif (Böhrt 2015, 40). Paradoxalement, cette dernière instance a été décisive dans la recherche d'accords, surtout à la fin du processus constituant.

Toutefois, les accords tardaient à émerger, et le débat autour de la forme de vote (deux tiers ou majorité absolue) et de la nature de l'Assemblée (originelle ou dérivée) s'est répandu dans les rues. Les tentatives du MAS pour faire approuver le règlement avec ses propres postulats ont provoqué des grèves de la faim de plusieurs parlementaires de l'opposition, des mobilisations citoyennes sous le slogan “deux tiers c'est la démocratie”. L'opposition civique-régionale de la “Demi-Lune” a mobilisée ses organisations sociales en exigeant les deux tiers et en réaffirmant sa demande autonomiste, à travers quatre rassemblements (*cabildos*) simultanément à Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando. Le rassemblement de Santa Cruz a été le plus emblématique puisqu'il a été baptisé le “*Cabildo del Millón*” (le Rassemblement du Million) en référence au nombre de personnes qui y ont assisté. De son côté, les mouvements sociaux du MAS se sont organisés autour du soutien à l'Assemblée et à la majorité absolue. (Voir Tableau 6 Chronologie des événements marquants. Année 2006)

Tableau 6. Chronologie des événements marquants. Année 2006	
22 janvier	Evo Morales, nouveau Président de la Bolivie, prend ses fonctions
6 mars	Approbation unanime de la Loi de Convocation de l'Assemblée Constituante et de la Loi pour le Referendum sur l'autonomie.
1 mai	Promulgation du Décret Suprême 28701 dit Décret «Héroes del Chaco » pour la nationalisation des hydrocarbures.
2 juillet	Le référendum sur l'autonomie départementale et l'élection des représentants à l'Assemblée Constituante ont simultanément lieu. Quatre départements votent en faveur de l'autonomie (Pando, Beni, Tarija et Santa Cruz) et cinq votent contre (La Paz, Oruro, Potosí, Cochabamba et Chuquisaca).
6 août	Première session de l'Assemblée Constituante à Sucre.
Septembre- Décembre	Premiers conflits au sein de l'Assemblée Constituante. L'enjeu est de trouver un moyen d'approuver les rapports des commissions, ainsi qu'une procédure pour valider les articles du projet et du texte constitutionnel. Le courant officialiste se place en faveur d'un vote par majorité absolue, au lieu de la majorité à 2/3 en vigueur dans la Loi de Convocation. Le courant d'opposition exige le respect de la Loi. Des grèves ont lieu, des blocages, des manifestations, qui polarisent les positions politiques en faveur ou en rejet du Gouvernement. Ces événements perturbent et ralentissent le processus constituant. De nouveaux sujets de conflit émergent, principalement autour de la question de la terre et autour de la révision de la Loi INRA. Ces conflits ont maintenant envahi la rue, sortant du cadre de l'Assemblée.
15 décembre	Des Cabildos ouverts sont effectués simultanés à Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando

Source: Diez 2011,44

Les mobilisations sociales de chaque côté ont renforcé le climat politique et social fortement polarisé, ce qui a causé des affrontements violents dans les rues, donnant lieu à la mort de 2 personnes à Cochabamba. Le désaccord s'est prolongé jusqu'à février 2007, c'est-à-dire que près de 7 mois sur les 12 mois où l'Assemblée avait pour objectif d'élaborer la nouvelle Constitution ont été monopolisés pour le règlement interne. Le consensus final a accepté le caractère dérivé de l'Assemblée sur le mécanisme de vote en résolvant les divergences de la manière suivante :

1. Les rapports des différentes Commissions sont approuvés à majorité absolue

2. Le projet “en grand” de la nouvelle Constitution serait approuvé en plénière, par la majorité absolue
3. Le projet “en détail” de la nouvelle Constitution serait approuvé en plénière, par deux tiers des membres présents
4. Les articles qui n’obtiennent pas les deux tiers d’approbation seront réglés par référendum.

L'adoption des règlements portant sur les débats de l'Assemblée, même si elle ne tranche pas définitivement sur ces sujets traités, a permis d'initier une seconde période caractérisée par le travail de 21 commissions constituantes (voir Tableau 7) chargées du développement de diverses thématiques relatives au projet de Constitution. Bien que ce travail ait été confronté à de fortes restrictions de temps et se soit vu soumis aux pressions des groupes radicaux, il a constitué la forme grâce à laquelle le débat a pu avancer. Les Commissions ont établi des audiences publiques et des rencontres territoriales afin de soulever les demandes citoyennes.

Tableau 7. 21 Commissions de l'Assemblée constituant		
1. Vision du pays	8. Autres organes	15. Développement productif
2. Citoyenneté, nationalité et nationalités	9. Entités autonomes départementales, provinciales, municipales et autochtones	16. Ressources naturelles renouvelables, terres, territoires et environnement
3. Devoirs, droits et garanties	10. Éducation et interculturalité	17. Développement intégral de l'Amazonie
4. Organisation et structure du nouvel État	11. Développement social et intégral	18. Feuille de coca
5. Pouvoir législatif	12. Hydrocarbures	19. Développement économique et financier
6. Pouvoir judiciaire	13. Exploitation minière et métallurgie	20. Frontières nationales
7. Pouvoir exécutif	14. Ressources hydriques et énergétiques	21. Sécurité et défense nationale

Source : (Asamblea Constituyente 2006)

A la fin de Juillet 2007, les Commissions ont commencé à présenter les résultats de leur travail. En général, deux rapports étaient exposés, portant sur les propositions d'articles de la Constitution : un rapport « majeur » formé par la

proposition prédominante de la Commission, et un autre « mineur » dans lequel se reflétaient les désaccords et les alternatives à la proposition majeure. A cet égard, une étude détaillée des rapports majeurs et mineurs de la commission¹³⁰ indiquait que près de 65 % des sujets trouvaient un consensus implicite ; que 20 % des articles pouvaient trouver un consensus dans la négociation puisqu'il ne s'agissait pas de sujets qui s'excluaient mutuellement. Mais 15 % des articles étaient sujets à de vives discordes au sens où ils s'établissaient sur des thèmes qui s'excluent mutuellement. Selon Torrez, 95 % des articles portant sur la terre et le territoire donnaient lieu à des consensus. Quant aux articles propres au régime économique et sur le thème des droits fondamentaux les accords étaient parfaits. Les 15 % de désaccord étaient relatifs au thème du modèle d'autonomie, de la vision du pays (État plurinational ou République), ainsi qu'autour du choix entre pouvoir législatif bicaméral ou monocaméral, et autour de la réélection présidentielle.

L'aspect paradoxal se trouve cependant dans le fait que ces études étaient très peu connues, mais que comme le dit Torrez, les mêmes parlementaires ne savaient pas que la majorité de la Constitution trouvait un consensus (Torrez 2007 cité par) (Peñaranda 2009, 116). D'autre part, le Congrès était parvenu à un accord pour prolonger de quatre mois la tenue de l'Assemblée Constituante, jusqu'au 15 Décembre, alors qu'elle devait s'achever en Août.

En dépit de ces bons signes, un autre conflit n'a pas tardé à se dessiner. L'inclusion du thème du transfert du siège des pouvoirs exécutif et judiciaire de La Paz à Sucre, évoqué dans six rapports des commissions (soutenue par l'opposition régionale la plus radicale) et le refus du MAS de traiter ce thème en séance plénière ont entraîné un conflit régional entre La Paz et Chuquisaca qui a conduit à la reprise des sessions plénières de l'Assemblée Constituante durant plus de trois mois.

Le département de Chuquisaca, dont la capitale est Sucre, était géré par un Préfet du MAS. Cependant la ville de Sucre s'est prononcée contre le parti gouvernemental en refusant de traiter ce sujet en plénière. Un Comité inter-

¹³⁰Voir (Torrez 2007)

institutionnel a pris forme à Sucre, qui comptait sur le soutien des préfets de la Demi-Lune.

Étudiants de l'Université Francisco Xavier et autres groupes de manifestants ont entouré et ont mis en place une veillée autour du bâtiment où l'Assemblée était en session. Il y a eu plusieurs tentatives pour reprendre les sessions, mais les manifestants l'empêchaient. Ils sont même entrés violemment dans les locaux de l'Assemblée pour expulser les élus qui avaient réussi à entrer. La violence se répandit au point que les élus du MAS ont été agressés dans la rue. Le Préfet du MAS de Chuquisaca a été contraint de renoncer y de demander l'asile politique au Pérou, suite à la pression qu'il a subi qui avait atteint un niveau de violence extrême, voyant par exemple son domicile se faire incendier.

Par ailleurs, les grandes mobilisations dans les rues ont de nouveau était au cœur des stratégies de chaque camp. D'abord la ville de La Paz dont le maire était un allié du MAS, a organisé un rassemblement ouvert afin de défendre la condition du siège de gouvernement à La Paz. Ce rassemblement comptait plus d'un million de personnes. Pour sa part, Sucre a également convoqué un autre rassemblement ouvert dont la participation a été également forte.

A cette période, une instance formée par les représentants de différents partis politiques (le MAS, PODEMOS, le MNR, l'UN entre autres) menée par le Vice-Président a commencé à prendre forme. Cette instance était connue comme le Comité politique multipartiste. Ce comité a puisé ses bases sur une initiative de la Fondation Bolivienne pour la Démocratie Multipartiste (FBDMP)¹³¹, qui a commencé avec une invitation d'un voyage à Cuba en compagnie de quelques représentants politiques des différents partis. Ce voyage avait pour intention de réunir ces dirigeants loin du contexte compliqué que traversait le pays (Peñaranda 2009). Tout

¹³¹ Cette fondation indépendante sans but lucratif, dont les membres appartenaient aux principaux partis politiques, qui choisissaient son Directeur. Sa mission était de chercher à améliorer la qualité de la démocratie bolivienne, en renforçant et en transformant la culture démocratique et le dialogue comme instruments fondamentaux pour obtenir des espaces de réflexion, des moyens d'entente et de construction démocratique.

au long du voyage se sont suivies des rencontres privées qui prétendaient créer un espace de réflexion et de construction d'un minimum de confiance.

Cependant, les tentatives du gouvernement pour générer des accords solides autour des principaux sujets constitutionnels en désaccord, canalisées dans un Comité politique multipartiste dirigé par le Vice-président, n'ont pas réussi à inclure l'opposition la plus radicale et se sont soldés par un échec à cause du refus de Sucre d'accepter les solutions proposées sur son statut de capitale.

Dans ce cadre, et sans que personne ne l'eût anticipé, le gouvernement du MAS a lancé des mesures à travers des Décrets suprêmes pour retenir des ressources économiques provenant de l'Impôt Direct sur les Hydrocarbures (IDH) qui revenaient aux préfectures. Les mesures prévoyaient d'une part qu'une partie de cet argent serve à financer la "*Renta Dignidad*" (la pension "dignité"), un bon pour les personnes du troisième âge, et d'autre part que l'autre partie de cette somme soit redistribuée à l'intérieur du même département, à travers les municipalités. Ces mesures ont conduit à un autre conflit avec les régions puisqu'elles s'attaquaient à un des points sensibles du débat sur l'autonomie : l'affectation des ressources et la répartition des compétences aux niveaux départementaux. Ce débat s'est complexifié dans la mesure où les préfectures de Santa Cruz et de Tarija ont triplé leurs revenus durant les deux dernières années, grâce à la répartition de l'Impôt Direct sur les Hydrocarbures prévue par la Loi sur les Hydrocarbures de 2005. La négociation de cette Loi au Congrès avait favorisé les régions au détriment du gouvernement central, qui lui se trouvait en situation de faiblesse pour financer les politiques sociales au moyen des ressources du Trésor Général de la Nation¹³². Les régions de la Demi-Lune ont appelé à la désobéissance civile et ont initié des protestations par exemple au moyen de grèves de la faim entreprises par les principaux leaders.

Face au blocage politique et institutionnel de l'Assemblée Constituante et en l'absence des trois semaines nécessaires pour clore l'accord, le MAS a appelé à la

¹³²Pour une référence plus poussée sur la négociation de la Loi sur les Hydrocarbures de 2005, voir (Daroca 2016)

réouverture des sessions de l'Assemblée, dans une autre enceinte aux environs de Sucre. Le lieu retenu a été le Palais de la Glorieta, une caserne militaire. 128 parlementaires du MAS et de leurs alliés ont approuvé « en grand » le nouveau projet de Constitution et il a été décidé de déplacer le siège de l'Assemblée à Oruro, pour que la Constitution soit adoptée dans « le détail ». Cette session a pu se réaliser grâce à une protection militaire et policière déployée autour de la caserne. Cependant, les manifestants n'étaient pas loin de dépasser ce dispositif. Ces vives confrontations ont causé la mort de trois personnes, connues comme les victimes de La Calancha, en référence au lieu des affrontements.

L'Assemblée Constituante a adopté le 11 décembre à Oruro la nouvelle Constitution, quatre jours avant la fin de son mandat formel. L'opposition s'est montrée présente pour manifester son désaccord, mais n'a pas participé à la session. Comme le règlement convenu en février de cette année stipulait que l'adoption dans le détail se ferait avec deux tiers des "présents", le groupe d'élus du MAS n'a pas eu de difficultés quant à cette exigence.

En guise de réponse à l'adoption du projet de Constitution, une Assemblée Autonomiste Provisoire s'est formée dans le Département de Santa Cruz. Elle assumait de fait la fonction de rédacteur du Statut d'Autonomie. Cet instrument, adopté ce même mois de décembre, a été une réplique solide au Projet de CPE adopté à Oruro, au sens où le contenu du Statut d'Autonomie a dépassé le cadre autonomiste pour poser un modèle plus proche du système fédéral.

De cette manière, la clôture de l'Assemblée Constituante s'est trouvée traversée par deux événements politiques différents. D'abord par la livraison au Président de la République du projet de Constitution en détail, moment où les forces armées étaient déployées et où les mouvements sociaux secouaient le Palais du Gouvernement de la ville de La Paz. Ensuite par la présentation de projets différents de Statuts d'Autonomie Départementaux en réunions publiques à Santa Cruz, Tarija, Cobija et Trinidad. Au même temps, ce fût le début d'un processus de collecte de signatures pour appeler à un référendum départemental d'approbation de ces Statuts.

Tableau 8. Chronologie des événements marquants. Année 2007

14 février	L'Assemblée Constituante décide d'une forme de vote, en approuvant que les articles soient votés par majorité simple, et ceux de la Constitution soient votés par majorité des deux tiers. Un accord politique convient que les articles qui n'obtiennent pas deux tiers des votes après les réunions à la Vice-présidence, soient votés par référendum. Bien que la majorité de l'Assemblée l'approuve, cet accord n'a pas le soutien des représentants des régions d'opposition ni du bloc civique-préfectoral. Le débat au sein de l'Assemblée Constituante est relancé.
Juillet et Août	Quelques commissions commencent à porter des résultats. L'Assemblée s'apprête à achever sa première année de fonctionnement sans avoir pu rédiger un projet de nouvelle Constitution. Le Congrès valide la prolongation de la tenue de l'Assemblée Constituante jusqu'au mois de décembre.
15 août	L'Assemblée Constituante est paralysée par la demande de Sucre d'obtenir le statut de capitale – dotée des trois pouvoirs étatiques –, avec le soutien des Comités Civiques de la Media Luna, contre les organisations de La Paz et le Gouvernement.
Août-Novembre	Des vigiles des universités et des dirigeants civiques empêchent les sessions de l'Assemblée. La tension sociale ne cesse de croître.
17 novembre	Un accord est passé pour reprendre les sessions de l'Assemblée Constituante le 21 du même mois.
22 novembre	Le texte constitutionnel est approuvé « en grand » au Lycée militaire, dans l'absence des représentants de l'opposition. Des affrontements entre manifestants et forces de police et militaires. Pillages et casses
Décembre	La Chambre des Députés du Congrès National contrôlée par le MAS, approuve la Loi sur le référendum révocatoire du mandat présidentiel et du mandat préfectoral. La Loi passe au Sénat, contrôlé par l'opposition, pour être approuvée.
11 décembre	Approbaton à Oruro du projet de Constitution Politique de l'État, dans le détail, toujours en l'absence de la majorité des représentants de l'opposition, mais avec la présence de deux tiers des membres de l'Assemblée.

Source: Diez 2011,44-45

Chapitre 9. L'éclatement de la crise et sa sortie

L'année 2007 a fini de reconfigurer un nouveau scénario politique. L'Assemblée Constituante termine de remplir ses fonctions en adoptant un nouveau projet de Constitution Politique de l'État sans la participation de l'opposition. Pour leur part, les régions de la Demi-Lune élaborent des Statuts d'autonomie et entreprennent de récolter des signatures pour appeler à un référendum sur l'adoption de ces statuts.

I. La stratégie des référendums

Les régions ont défini leur stratégie ainsi : adopter leurs statuts sur l'Autonomie au moyen du vote populaire, leur permettant ainsi de bâtir une autonomie de fait qui obligerait le gouvernement à l'accepter. L'initiative reposait sur les régions de la Demi-Lune, et le gouvernement mobilisait ses atouts de pouvoir de manière réactive face à la stratégie de ces régions.

Le 31 janvier, le Préfet de Santa Cruz, soutenue par 103 000 signatures, a appelé à un référendum départemental pour le 4 mai de cette même année, afin de faire adopter le Statut sur l'Autonomie. Il justifiait cette mesure par le fait que la Loi sur le référendum de 2004 avait rendu possible le référendum sur le gaz, mettant en avant que l'ensemble de la collecte des signatures correspondait à 8% des inscrits sur les listes électorales – pourcentage suffisant pour convoquer un référendum.

Le contenu du Statut rédigé fut polémique, entre autre parce qu'il définissait des compétences exclusives du département, une série de sujets critiques, comme par exemple :

- « - la création d'une « condition politique crucénienne (de Santa Cruz) »
autre que la forme de citoyenneté (art. 3) et d'une justice de dernière instance pour les recours contre les textes départementaux (art. 143) ;
- d'un régime électoral pour son Assemblée (art. 154) ;
- de sa police (art. 69) ;
- de sa propre régulation douanière et de transport (art. 81 et 82) ;

- *des impôts de tous types (art. 122, 124 et 135) ;*
- *de l'administration des terres, forêts, eaux, hydrocarbures, mines, et de la sidérurgie (art. 102, 111, 90, 115, 121)» (Rue89 2008, 1)*

La question de la terre fut sans doute l'un des éléments les plus importants de la confrontation entre les Statuts et le projet de Constitution. Car en 2006 le gouvernement initie une ample politique de redistribution des terres. Comme souligne Blanchard, les redistributions concernèrent d'abord les terres appartenant à l'État, à hauteur de 4,5 millions d'hectares, et dans un deuxième temps les terres privées *« qui ne sont pas exploitées pourront faire l'objet d'une redistribution. L'objectif étant de redistribuer 20 millions d'hectares dans un délai de cinq ans. Plus de 2,5 millions d'hectares sont déjà en cours de répartition »*. (Blanchard 2008, 4)

Dans ce cadre, Miguel Urioste remarque que les Statuts d'Autonomie Départementale constituent un obstacle manifeste pour la redistribution des terres. Car :

« Les départements de l'Est du pays [Demi-Lune] réclament la compétence de gestion des ressources naturelles, ce qui empêche la possible mise en place d'une réforme agraire dans cette région. La question des terres se trouve au centre du conflit de compétences entre l'autonomie départementale et l'autonomie indigène. » (Urioste 2008, 1).

Alors, le 7 Février, la Chambre plénière de la Cour électorale départementale de Santa Cruz décide de gérer et d'exécuter le référendum départemental pour la ratification et l'entrée en vigueur du Statut. Beni, Pando et Tarija se sont alignés sur cette démarche, en appelant également à un référendum d'adoption des Statuts, le 1^{er} juin dans les départements de Beni et Pando, et le 22 juin à Tarija.

Le gouvernement du MAS réagit ensuite en convoquant un référendum d'approbation du projet de Constitution. Cependant, cette procédure s'est réalisée de façon irrégulière, tant dans la forme que dans le fond. Le 29 février, les mouvements

sociaux de la CONALCAM se sont mobilisés et ont encerclé le Congrès, de sorte que les législateurs de l'opposition ne pouvaient pas entrer et participer à la session du Congrès. Dans ces circonstances, les législateurs du MAS ont approuvé la loi qui convoquait le référendum d'approbation du projet de Constitution. Deux règlements allaient passer : d'abord une disposition légale autorisant le pouvoir législatif (c'est-à-dire eux-mêmes) à convoquer le référendum. Le deuxième règlement concernait l'adoption de la loi appelant le référendum. L'erreur fut d'approuver d'abord la loi appelant le référendum puis d'établir la disposition qui autorisait les législateurs à faire passer cette loi. Autrement dit, ils ont suivi la procédure de manière inversée (Miranda 2012,106).

Cette erreur de procédure est devenue une erreur politique qui a limité la marge de manœuvre du gouvernement du MAS. Sept jours après, la Cour Nationale Électorale s'est prononcée pour la suspension des référendums – celui sur la Constitution, et ceux sur les Statuts – arguant qu'ils ne s'inscrivaient pas dans la procédure légale exigée. Face aux convocations des préfets pour des référendums, la Cour Nationale Électorale a spécifié que les régions ne comptaient pas sur les organismes exécutif et législatif issus d'un vote ; qu'ainsi seul le Congrès National était habilité à convoquer un référendum (Peñaranda 2010,141). Le Gouvernement a accepté l'arrêt de la Cour Nationale, en revanche les régions n'ont pas cédé. Face à cet arrêté officiel, les Cours Départementales Électorales des quatre régions ont validé les convocations en indiquant qu'elles administreraient elles-mêmes les référendums.

En s'appuyant sur la décision de la Cour Nationale Électorale, le gouvernement a qualifié ces référendums d'illégaux, et a appelé la population de ces régions à ne pas y participer. Étant donné que le vote est obligatoire en Bolivie, les Cours Départementales ont répondu qu'elles appliqueraient les sanctions prévues par la loi à l'encontre des citoyens qui ne participeraient pas à cette procédure électorale.

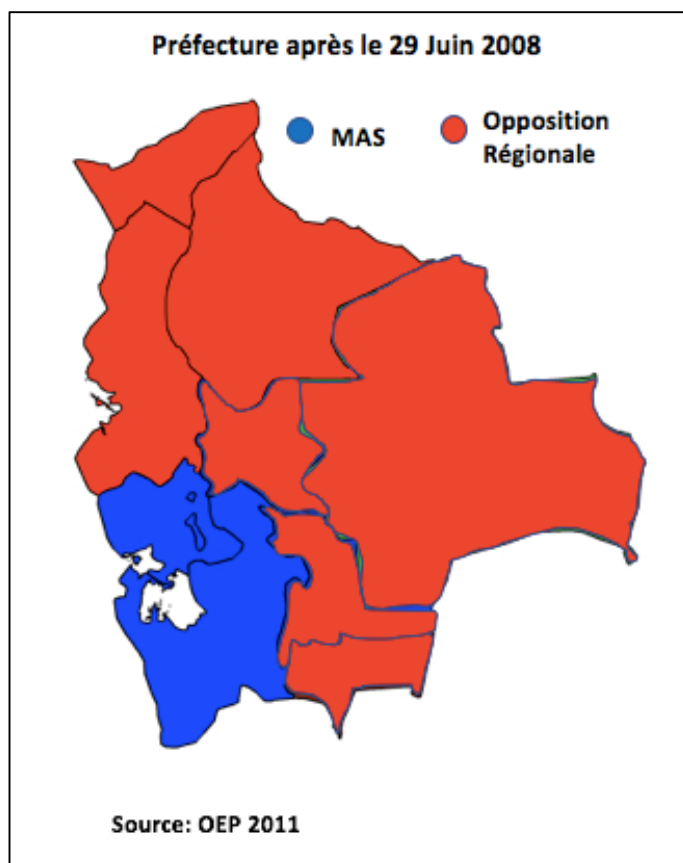
Le gouvernement se trouvait donc dans une situation délicate. Le Président Morales a alors invité les préfets à dialoguer afin de trouver une solution à la crise politique. Plusieurs tentatives de dialogue pour modifier le chapitre sur l'autonomie et introduire des changements sur le reste du texte constitutionnel ont été essayés et se sont soldés par des échecs. Ainsi, le 28 avril, quelques jours avant le référendum de Santa

Cruz, les préfets de la Demi-Lune déclarent officiellement qu'ils ne participeront à aucun autre dialogue, rejetant aussi l'appel de l'OEA à dialoguer.

Un autre élément important pour les référendums des Statuts d'Autonomie fut le soutien de l'Église Catholique, l'institution la plus crédible aux yeux de l'opinion publique¹³³. Le jour du référendum à Santa Cruz, le Cardinal Julio Terrazas est apparu dans les médias en train de voter. Dans une certaine mesure, le vote du Cardinal a "désataniser" le référendum de Santa Cruz, de surcroît les autres référendums également.

De ce contexte, les référendums ont eu lieu dans un climat de tension. L'abstention atteint 35 % à Santa Cruz, Beni et Tarija, et 45 % à Pando. Les secteurs sociaux de la CONALCAM proches du MAS bloquent les issues, et incendient les urnes, particulièrement à Santa Cruz. Le « oui » l'a emporté dans les quatre départements, avec entre 80 et 86 % des votes. À ces victoires du « oui » s'est ajoutée celle de Savina Cuellar, femme indigène et ex-alliée d'Evo Morales, qui remporte l'élection pour la Préfecture de Chuquisaca le 29 juin¹³⁴. Dans cette nouvelle configuration, sept des neuf préfets étaient opposés au MAS (voir Carte 4).

Carte 4. Contrôle des Préfectures après le Référendum Révocatoire



¹³³L'Église Catholique a historiquement été l'institution la plus valorisée dans les sondages d'opinion publique.

¹³⁴L'ancien Préfet de Chuquisaca pour le MAS avait démissionné suite au conflit pour la *Capitalia* évoqué au chapitre précédent.

Ces faits ont aidé à façonner un moment où l'opposition avait accumulé des atouts de pouvoir plus efficacement et les avait mobilisés de manière pertinente réussissant ensuite à réduire la marge de liberté du gouvernement. Celui-ci n'avait pas trouvé la manière de freiner la stratégie régionale.

Alors que les discordes avaient lieu dans l'arène politique, les tensions sociales s'aggravaient de jour en jour. Entre la convocation de ce référendum en mai et sa réalisation le 10 août, l'intolérance sociale et politique augmentait, ce qui a conduit à un accroissement de la violence. D'un côté, l'opposition civique-régionale a imposé à diverses reprises que le président Morales et d'autres autorités étatiques puissent atterrir dans des aéroports de diverses localités au sein des départements de la Demi-Lune. Pour empêcher que les autorités nationales atterrissent dans certains endroits de la Demi-Lune, des personnes liées aux Comités Civiques se sont mobilisées pour faire fermer les pistes, soit en brûlant des pneus, soit en remplissant les pistes avec des pierres ou d'autres encombrants.

D'autre part, la violence raciale s'est accrue. Les faits les plus condamnables et les plus significatifs se sont produits à Sucre, lorsqu'un groupe de paysans indigènes s'apprêtait à assister à un acte public où le Président Morales allait rendre des ambulances pour certaines communautés rurales. Finalement, le Président fut retardé par des manifestants de la ville qui voulaient empêcher cet acte. Un groupe d'indigènes fut arrêté par ces manifestants et ils furent humiliés et forcés à se dénuder sur la place principale. À Santa Cruz, des migrants andins ont été frappés sur la place principale de la ville, face aux caméras de télévision ; les coups s'accompagnaient de phrases racistes.

Alors que le gouvernement se trouvait dans une situation délicate, où la relation de pouvoir favorisait l'opposition civique-régionale, un événement inattendu a inverser cette tendance. La Chambre des Sénateurs, sous le contrôle de l'opposition politique (PODEMOS) a dépoussiéré la Loi sur le Referendum de révocation des mandats des Président, Vice-Président et Préfets, et l'a adopté. Comme évoqué à la fin du chapitre précédent, en décembre 2007, le Président Morales avait envoyé ce projet de Loi au Congrès, au cours des fortes tensions au sein de l'Assemblée, pour la récupération de l'IDH. En janvier 2008, la Chambre des Députés l'a approuvé et l'a envoyé à la Chambre

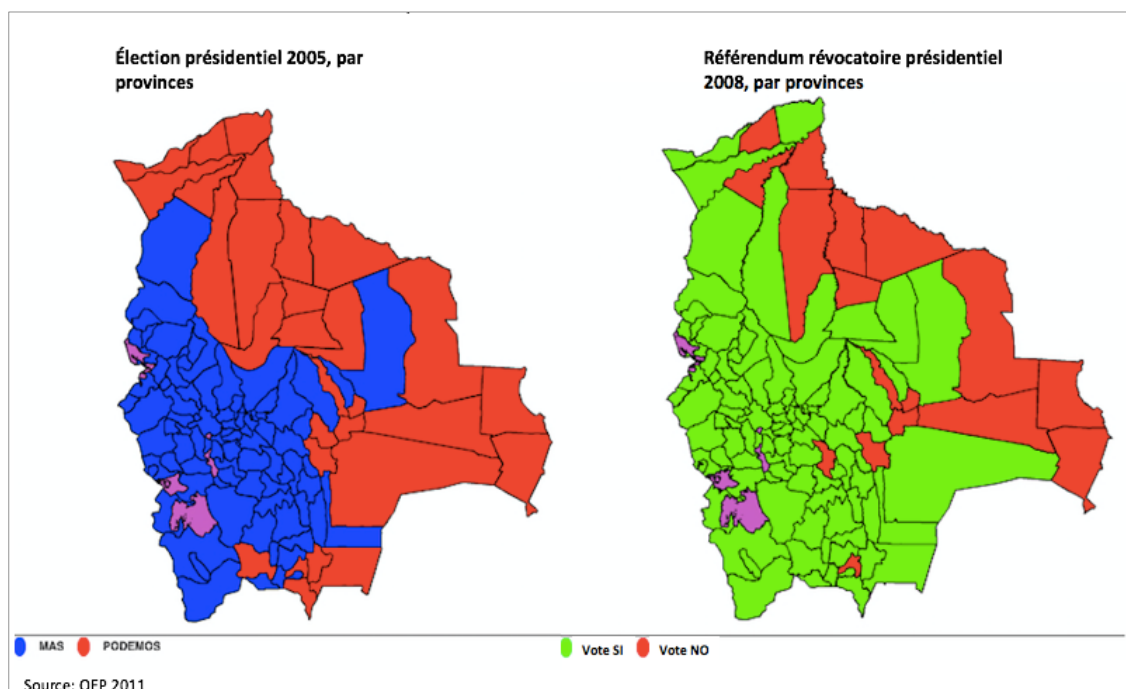
des Sénateurs pour l'étape suivante. Ce projet de Loi a été ignoré jusqu'au 8 mai, quatre jours après le référendum de Santa Cruz, jour au cours duquel la Chambre des Sénateurs l'a envoyé au Président Morales pour le promulguer. Alors, un nouveau référendum a été convoqué pour le 10 août. Cette fois-ci, toute la procédure était en ordre et la Cour National Électorale a mis en place les éléments requis pour sa réalisation.

Le Sénat contrôlé par l'opposition partisane (PODEMOS) a approuvé la Loi de révocation du mandat sans consulter l'opposition civique-régionale de la Demi-Lune, ce qui a mis en évidence une fracture interne.

Le référendum révocatoire a eu lieu le 10 août et les résultats ont modifié l'équilibre de pouvoir. Le président Morales a été suivi par plus de 67% des votants, 13% de plus que ce qu'il avait obtenu aux élections de décembre 2005. Le soutien apporté au Président n'a pas seulement augmenté dans des régions qui lui étaient favorables (La Paz, Oruro, Potosi, Cochabamba) mais surtout dans des provinces de la Demi-Lune.

La Carte 5 montre cette progression. En bleu, les provinces où Morales avait gagné en décembre 2005. En vert les provinces où Morales l'emporte en août 2008. De 112 provinces, 95 ont voté pour soutenir le Président et seulement 17 pour la révocation de mandat.

Carte 5. Comparaison des résultats aux élections présidentielles de décembre 2005 et au référendum révocatoire présidentiel août 2008

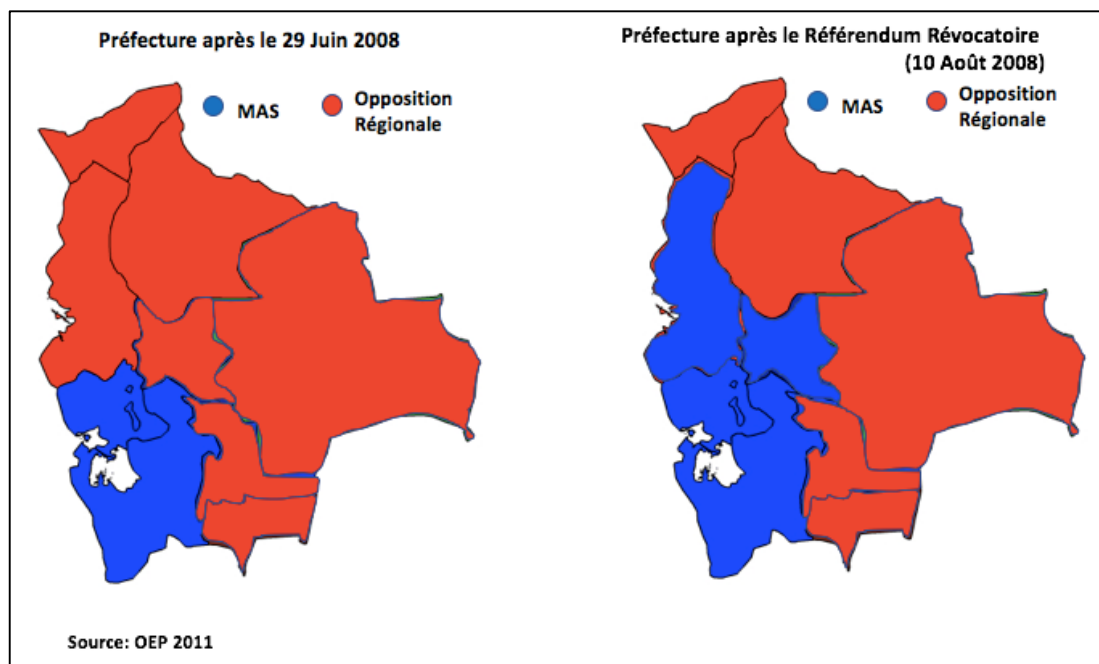


En ce qui concerne le vote des Préfets, les quatre autorités de la Demi-Lune furent également confirmées à leurs postes, obtenant entre 54 % à 70 % des suffrages. Leurs légitimités étaient aussi confirmées. Cependant, les mandats des préfets de La Paz et de Cochabamba, tous les deux opposés au gouvernement, ont été révoqué. De cette façon, jusqu'à la réalisation de nouvelles élections, ces préfets ont été remplacés par des nouveaux préfets, mais désignés par le Président. La nouvelle configuration de la préfecture changeait comme le montre la Carte 3. La Paz et Cochabamba sont passées en bleu.

Dans ce contexte, le 11 août, le Président invite les Préfets d'opposition à dialoguer et à négocier autour de trois sujets centraux : la signature d'un pacte fiscal qui pourrait apporter une solution à la récupération de l'Impôt départemental sur les Hydrocarbures (IDH), la convergence des Statuts d'Autonomie départementale avec le projet de Constitution Politique de l'État et le vote à l'unanimité de membres de la Cour Suprême de Justice et autres entités étatiques. Le dialogue se rompt trois jours plus tard, et les préfets de la Demi-Lune appellent à un arrêt des activités pour le 20 août dans les cinq départements d'opposition (Pando, Beni, Santa Cruz, Chuquisaca y Tarija). La

revendication se construit autour de la récupération de l'Impôt sur les Hydrocarbures. Des occupations de bureaux publics et des faits de violence s'enchaînent.

Carte 6. Contrôle des préfectures avant et après le Référendum Révocatoire



II. L'éclatement de la violence et la crise

Les actes de protestation de la Demi-Lune se radicalisent. Le rapport de forces dans le pays se modifie suite aux résultats du référendum révocatoire. L'opposition se fragilise, à mesure que la popularité du Président se visibilise et se renforce.

Les résultats du référendum n'ont pas réussi à limiter la dynamique de confrontation de l'atmosphère politique et social, et dans certains cas, ils ont renforcé le poids des groupes les plus radicaux de l'opposition. Cela s'est reflété à travers un grève civique à Santa Cruz (le 19 août) et à travers le blocage des routes dans la région orientale du pays (le 24 août).

Dans ce contexte, le 27 août le gouvernement annonce la convocation par Décret Suprême d'un autre référendum, pour le 7 décembre, destiné à ratifier la nouvelle Constitution de l'État. Cependant, le 1^{er} septembre, la Cour National Électorale informe par un communiqué qu'elle n'encadrera pas le processus électoral sollicité par le Président s'il n'est pas convoqué par une Loi de la République. Le Gouvernement se plie

à la décision de la Cour et commence à établir des contacts pour renouer le dialogue avec l'opposition, car pour faire approuver ladite Loi, deux tiers des votes étaient nécessaires au Congrès.

Des nouveaux faits de violence se produisent dans les régions d'opposition durant ces journées, des blocages de routes, des attaques contre les institutions gouvernementales et non-gouvernementales, des casses, des affrontements entre groupes de manifestants pro-autonomie et les forces de police. La prise d'institutions publiques nationales dans les départements de la Demi-Lune fut particulièrement violente. Dans plusieurs cas, ces mesures ont été contrées par la police, mais les effectifs étaient dépassés et les policiers s'en prenaient parfois aux manifestants. Plusieurs mesures et occupations ont conduit à des actions de destruction, des pillages et à des incendies de biens publics.

Bien que le gouvernement prévoyait ce scénario de violence, il n'a pas réagi instantanément, car selon le Vice-président Garcia Linera, l'opposition aurait causé cette violence, pour conduire le gouvernement à réagir avec davantage de violence et ainsi causer des morts. Garcia Linera souligne la stratégie du Gouvernement en pointant ses atouts, déclarant que :

« Alors, lorsqu'ils ont embrayé sur de la violence, nous avons des dispositifs déjà existants pour résister à la violence. Il aurait été différent s'ils avaient déployé des scénarios qui nous prenaient par surprise. Autant Evo que moi, nous venions de la guerre, nous ne venions pas de Walt Disney. C'est un élément personnel certes, mais très influent. [...] Ce scénario de violence, nous avons commencé à l'anticiper en février-mars 2008, ce qui nous a permis de préparer plusieurs actions. Depuis d'État et depuis la société. En tant qu'État, nous avons anticiper à la période mai-juin, le déploiement des unités militaires à Santa Cruz. Nous bénéficions de la légitimité de l'élection et nous ne comptons pas nous en défaire. Nous n'allions pas renoncer à la victoire des 54 % (score du MAS aux élections de décembre 2005) et des 67 % (approbation au référendum révocatoire). Et puis, en termes d'organisation sociale, nous nous sommes préparé en cas de conflits, grâce à la possibilité d'une grande mobilisation, de l'Altiplano, des coopératives minières, des cultivateurs de coca, jusqu'à Santa Cruz, c'était clairement établi. [...] La violence arrive à toi par les autres,

tu cherches à insister dans la voie du dialogue, du rapport de forces, dans la reconnaissance et l'égalité. Tu insistes et tu épuises toutes les options, ils prennent le parti de la violence, mais nous ne sommes pas surpris devant cette violence. Les laisser user de cette violence du mieux qu'ils peuvent, en affaiblissant leur propre stabilité [...] [Alors] leur base sociale dit, « nous ne l'avons pas voulu, cette violence, et ce n'est pas l'autonomie que de venir à brûler les édifices étatiques ». Leur base sociale se fragilise. Ils font usage de la violence et nous prenons nos distances et eux, et en s'éloignant de leurs bases de soutien, rendent leur action illégitime. (Entretien à Garcia Linera, avril 2016)

La violence a continué et l'une des institutions ciblées fut le Bureau de l'Institut National de la Réforme Agraire (INRA). Les manifestants ont tout brûlé sur leur passage. À cet égard, Miranda identifie ce moment comme une opération secrète du bureau national de l'INRA, mené quelques jours avant la prise de cette institution à Santa Cruz, car 90 % de la documentation du processus agraire dans ce département a été sauvé (Miranda 2012, 138).

D'autre part, des explosions dans des conduits des principaux gazoducs d'exportation se sont produites dans la province de Tarija et ont interrompu le flux de gaz vers les pays voisins. Dans cette ville, un groupe de paysans, d'un côté, et un groupe de personnes de la classe moyenne urbaine, se sont affrontées à coup de pierres et de bâtons. La situation a atteint un très fort degré de violence très le 9 septembre à Santa Cruz, lors d'un affrontement entre d'une part la police et les militaires, et d'autre part l'Union Juvénile de Santa Cruz (UJC) et la Fédération Universitaire Local, deux organisations liées au Comité Civique, qui s'en prennent aux institutions publiques.

L'escalade de la violence était arrivée à son point le plus haut le 11 septembre dans la municipalité de El Porvenir, département de Pando, où des affrontements civils ont été enregistré entre le mouvement paysans associé au gouvernement et des personnes liées à la Préfecture de Pando. La violence de l'affrontement dans laquelle se sont répandues des menaces mutuelles et des actions de force en marge de la Loi a causé 13 décès, 37 blessés et 106 disparus (OSAL 2008, 16) et selon certaines sources journalistiques, 1200 déplacés.

Cet affrontement est resté connu comme le « massacre à Pando » et fut un épisode qui a bouleversé le pays entier. La violence des événements a provoqué l'entrée des forces militaires dans le département, et la déclaration de la Loi martiale dans cette région. Dans ce cadre, le préfet de Pando, Leopoldo Fernández, et d'autres autorités et dirigeants sociaux ont été détenus et transférés à la ville de La Paz, où ils furent emprisonnés. Dans ce cadre, l'influence des acteurs régionaux s'est affaiblie.

La massacre de Pando fut le point d'inflexion de la crise. Le moment où les protagonistes furent face au dilemme de l'acteur : ils évaluent leurs contextes, leurs contraintes, leurs atouts de pouvoir, leurs marges de manœuvres, leurs horizons temporels et prennent une décision. Cette décision a un impact énorme sur le type de sortie de la crise, soit une sortie régressive, qui implique l'approfondissement de la violence et l'ouverture d'un chemin menant à la rupture et à la guerre civile. Soit une sortie progressive, qui exige d'arrêter la violence et de rétablir la sphère d'action du conflit, situation où les acteurs s'engagent dans une relation de pouvoir déséquilibré parce qu'ils favorisent l'un des partis davantage que l'autre, mais où le plus faible n'est jamais complètement réduit.

Le Vice-président Garcia Linera l'explique de cette façon :

« Lorsqu'ils s'éloignent de leur base, c'est le moment d'intervenir. Nous nous sommes lancés avec tout ce que nous avions et ils le savaient. Ils savaient que nous déployions les forces armées et les tanks, ils savaient que nous étions en train de faire appel aux coopératives minières, aux cultivateurs de coca, aux gens de l'Altiplano. C'est alors que ça ressemble à l'imminence de la guerre civile. Nous étions au bord de la guerre civile. Et quand nous étions sur ce bord, c'est ce que j'appelle le moment « robespierrien » de l'histoire. C'est l'idée que je me fais du point de bifurcation, c'est-à-dire du scénario où la politique abandonne le langage et la séduction et l'espace d'un instant devient un acte de force nu, dans lequel le poids des armés se compare, et tu te demandes si tu te lances ou si tu ne te lances pas, et eux, reviennent sur leurs pas parce qu'ils ont évalué la situation et le rapport entre leurs divisions – en usant d'un langage militaire – et nos divisions. Nous avons misé le tout

pour le tout, nous ne doutions pas, nous n'allions pas lâcher et ils le savaient. Et eux, ont douté, car pour eux c'était un jeu, ils ont envoyé leurs pions brûler les institutions étatiques et plus tard, ils se sont mis à jouer au poker ou à faire des grillades. Pour eux, la politique durait 3 heures, pour nous c'était une histoire de 24 heures par jour, de 365 jours par an. On peut dire qu'il s'agissait aussi d'une confrontation de volontés distinctes. C'est ce scénario du moment « robespierrien », qui conduit de nouveau au dialogue et au rapport de force, ce scénario n'aurait pas pu s'ouvrir sans ce contexte. (Entretien avec Garcia Linera, avril 2016)

III. Le dialogue et la sortie de la crise

Ce même jour où la Loi martiale a été déclarée et où l'occupation militaire de Pando a démarrée, les préfets de l'opposition représentés par celui de Tarija, ont initié un dialogue pour chercher des issues à la crise. Cette initiative a été appuyée par le Sommet des Présidents de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR), réunie au Chili et qui, en plus de soutenir le président Morales, a accordé l'envoi d'une Commission afin de faciliter le dialogue et de contribuer à la recherche sur les faits de violence à Pando¹³⁵.

Le rôle de l'UNASUR fut perçu comme très important pour les acteurs en conflit. Mais chaque groupe entendait différemment les impacts de cette institution sur le dialogue et sur les bénéfices des acteurs dus à son intervention.

Pour le gouvernement, l'UNASUR fut son allié qui a renforcé son positionnement et qui a aidé à établir les relations, mais qui ne fut pas déterminant pour trouver la sortie à la crise. Ainsi, le Vice-président Garcia Linera signale :

« L'UNASUR est une pression internationale qui isole l'opposition, mais elle ne joue pas un rôle décisif à ce moment « robespierrien ». Les membres de l'UNASUR aident à cimenter, à couvrir les blessures, à créer de la confiance.

¹³⁵ Pour approfondir sur le rôle de l'UNASUR dans la crise bolivienne, se référer à Ain 2012 Caballero Santos 2012, Kersfeld 2013 193-208, et Rodrigues 2011.

*C'est dans ces conditions que le dialogue de Cochabamba a eu lieu. »
(Entretien avec Garcia Linera, avril 2016)*

De l'autre côté, Ruben Costas, préfet de Santa Cruz, considérait que l'UNASUR les a aidé à faire s'asseoir le gouvernement à la table de négociation. Costas souligne que lorsque :

« le Président Evo Morales s'est rendu au siège de l'UNASUR pour dénoncer un possible coup civique-préfectoral, [il] était préoccupé par la prise des institutions et par tous ces faits (de violence) qui survenaient, mais il semble que certains gouvernements à tendance sociale mais démocratique, comme celui de Lula au Brésil, comme la présidente chilienne Bachelet, ou Tabaré Vázquez en Uruguay, exigeaient qu'une solution soit apportée grâce au dialogue. Je crois que c'est là l'une des données les plus intéressantes. Autrement, l'Ambassadeur Valdez du Chili assurait un rôle de médiateur très important, ainsi que Monsieur Dante Caputo de la OEA, et bien évidemment les Nations Unies et les pays de la Troika [européenne], les ambassadeurs de pays amis qui, je dirais, ont contraint le gouvernement à s'asseoir pour ouvrir un dialogue. » (Entretien à Ruben Costas, octobre 2009)

Pour sa part, Carlos Bórth, sénateur de PODEMOS pour le département de Oruro, posait que :

« le rôle de l'UNASUR a été déterminant. Mi-septembre, l'UNASUR a organisé une réunion à Santiago du Chili, un ou deux jours après les événements de Pando, et comme il arrive dans ce genre de scénarios, il n'était pas envisageable que l'UNASUR ne fasse pas une déclaration en soutien au gouvernement d'Evo Morales. Dans cette déclaration, l'importance et le soutien de l'alliance entre Caracas, Quito, Buenos Aires, également le Brésil, était mis en avant. Le Brésil s'est investi dans ce conflit [bolivien] dans le but de garantir la stabilité de ses intérêts dans l'exploitation du gaz, précieux pour les industries brésiliennes. » (Entretien à Carlos Bórth, octobre 2009)

Roger Pinto, sénateur de PODEMOS pour Pando, fait observer que même si le dialogue à Cochabamba commence avec la présence de l'ensemble de la communauté internationale, le vice-président exprime son agressivité dès sa première prise de parole :

« Vous vous souviendrez que le Vice-président a commencé par des insultes aux préfets, par des offenses dirigées vers tout le monde, sous le regard de la communauté internationale. Aujourd'hui, si nous entamons un dialogue dans ces conditions, qu'est-ce que cela peut présager ? ... mais je crois que la communauté internationale a surtout accordé de l'importance à la participation. » (Entretien Roger Pinto, octobre 2009)

Évidemment, le Vice-président pensait de façon différente. Pour lui, il s'agissait d'un espace de « décharge » nécessaire :

« [...] nous avons entrevu cette ouverture, douloureuse, en piteux état, celle du début du dialogue, grâce à laquelle nous avons pu dire avec des mots ce que nous étions prêts de nous dire avec des balles. » (Entretien avec Garcia Linera, avril 2016)

Ces efforts ont donné des résultats, et un dialogue s'est organisé à Cochabamba, lequel se concentrait sur la négociation des sujets en conflit : la rétention des ressources de l'IDH et le régime d'autonomie. Le dialogue s'est déroulé sous l'observation de certains représentants de l'UNASUR, de l'OEA, des Nations Unies et des ambassades de pays européens, comme la Grande Bretagne, la France, entre autres.

Cet encadrement du dialogue à Cochabamba fut conçu par l'opposition régionale comme une opportunité. Pour reprendre les mots de Ruben Costas, cet espace de dialogue :

« ... fut quelque chose d'extraordinaire, qui nous a permis de nous dire notre vérité, qui n'est pas nécessairement la vérité absolue, car personne ne possède la vérité... la raison n'appartient jamais à aucune des parties. Mais c'est la première fois que la communauté internationale était présente, la première fois qu'elle reconnaissait notre position et écoutait notre message, et cela nous avait coûté beaucoup pour y arriver. Parce qu'il ne faut pas le nier, le gouvernement du président Evo Morales inspire la

sympathie internationale. Je pense qu'il y a des intérêts à cela, il faut aussi le dire clairement. Nous avons saisi cette opportunité, dans ce scénario extraordinaire, pour faire valoir nos positions, nos arguments. [Avant] nous étions reconnus comme les personnes de l'opposition, les terroristes, les putschistes en faveur d'un coup d'État militaire [...]. Mais [à Cochabamba] nous pouvions aussi témoigner de notre désir de nous réconcilier. Je considère que (c'est ce qu'il s'est passé dans ma tête), bien que nous étions terriblement soumis à la pression d'un possible génocide, dans le cas de mon peuple, face à tant de scénarios envisageables qui traversaient nos esprits, nous avons eu la chance de pouvoir commenter, de pouvoir défendre nos principes et de faire valoir nos arguments. » (Entretien à Ruben Costas, octobre 2009)

Le dialogue s'est entrepris dans un contexte délicat, puisque les organisations sociales de base du MAS, regroupées dans la CONALCAM, ont marché jusqu'à Santa Cruz et l'ont encerclé. Plusieurs marcheurs avaient des armes à feu. D'autre part, dans la ville des groupes de personnes, dont la visée était de "défendre Santa Cruz", se sont organisés.

La tension sociale était élevée, Ruben Costas, l'a exprimé de cette manière :

« A un moment, le gouvernement national a décidé d'avancer avec les paysans vers Santa Cruz. Par honneur pour la vérité, nous ne saurons jamais le nombre qu'ils étaient. Certains parlent de 50 000 personnes, et l'idée était réellement d'entrer à Santa Cruz. La plupart était munis de bâtons, certains avaient des armes. [...] L'entrée de la marche à Santa Cruz avait aussi conduit d'autres à s'armer, en réaction, pour éviter les pillages. Un affrontement allait se produire, c'était prévisible, entre les deux camps ; puisqu'un conflit du même type avait justement déjà eu lieu à Pando, on pouvait tenter de réduire les risques de la situation... Cette vague de violence pouvait entraîner des milliers de morts. » (Entretien à Ruben Costas, octobre 2009)

Carlos Børth ajoute un tient compte d'un autre événement pour penser cette situation. Alors que la marche de la CONALCAM s'approchait de Santa Cruz et que la

tension montait, les préfets avaient pris la décision implicite de ne pas parvenir à un accord.

« A Cochabamba, le dialogue n'avancait pas et la marche sur Santa Cruz a été entreprise. Il s'agissait de trois ou quatre rangées de marcheurs qui s'approchaient de Santa Cruz, jusqu'à ce qu'ils arrivent à Montero (65 km de Santa Cruz). La situation était évidemment risquée. Si cette marche entrait à Santa Cruz, [le massacre à] Pando aurait été un jeu d'enfants. Cela se révélait réellement catastrophique. Ce fut un moment très, très dur, qui prenait appui en plus sur la décision assumée des préfets, de ne pas trouver un accord à Cochabamba. »
(Entretien avec Carlos Bórth, octobre 2009)

La continuité du dialogue malgré cette décision assumée, et l'action de dissuasion des dirigeants du MAS ont réussi à apaiser l'atmosphère. D'après le sénateur Bórth *« la marche vers Santa Cruz s'est arrêtée à la demande du Président Morales et les gens ont tendance à oublier ces choses. »* (Entretien avec Carlos Bórth, octobre 2009)

Le dialogue s'est terminé le 5 octobre sans la signature d'un accord formel mais avec des avancées importantes sur le thème de l'autonomie, qui se sont avérées essentielles dans la négociation initiée au Congrès, quatre jours après.

Carlos Romero, Ministre de l'Agriculture et ancien membre de l'Assemblée Constituante du MAS pour Santa Cruz, signale qu'il *« n'imaginait pas que ce serait le Congrès National qui apporterait la solution aux sujets non résolus autour du consensus sur la Constitution, mais c'est évident que c'est ainsi que ça devait se passer. »* (Entretien avec Carlos Romero, octobre 2009)

Cependant, dès que la décision de négocier les changements constitutionnels au Congrès National a été rendue publique, le CONALCAM (organisations sociales de base du MAS) a appelé à la réalisation d'une marche des mouvements sociaux pour appuyer l'adoption de la nouvelle Constitution. La marche partit le 13 octobre de la localité de Caracollo, à presque 200 km de La Paz. Des individus venant des mouvements sociaux du CONALCAM en provenance de 9 départements marchaient jusqu'à la Paz pour

encercler le Congrès et initier une veillée jusqu'à ce que l'on arrive à un accord sur la Constitution. Ainsi, la négociation commença sous cette pression.

Par ailleurs, les négociations furent compliquées parce qu'il y avait certains sujets sur lesquels les législateurs ne pouvaient pas prendre des décisions immédiates. Il fallait les consulter, voire négocier directement avec les groupes d'intérêts de chaque partie. A ce sens, Carlos Romero signale que :

« [...] En général, les sujets les plus conflictuels tournaient autour des terres, des organisations des services publics, et de la configuration du nouveau système politique ; l'autonomie avait déjà été débattue au cours du dialogue de Cochabamba et n'était donc plus tellement un sujet de conflit. Les autres sujets de conflits demandaient à être non seulement discutés et résolus entre les acteurs politiques du Parlement, mais aussi entre des acteurs coopératifs des secteurs impliqués, et c'est évidemment à travers les mouvements sociaux que ces deux types d'acteurs ont trouvé un espace d'échange direct, qu'il s'agisse des branches liées à la terre, ou rattachées au service public. » (Entretien à Carlos Romero, octobre 2009)

Un autre problème fut la négociation interne de l'opposition, en particulier celle de PODEMOS. Au sein de ce parti politique il y a eu encore des disputes entre les positions les plus modérées et les plus radicales. Alejandro Colanzi, député de Santa Cruz pour Unité Nationale, autre parti politique d'opposition, relatait que :

« Le samedi, le 19 octobre, la réunion technique s'est achevée vers trois ou quatre heures du matin, et nous avons repris à huit heures du matin parce que nous devons faire quelques démarches ; nous nous étions donné jusqu'à neuf heures et demi environ pour finaliser tout ça. La manière dont l'opposition allait faire face (à la proposition sur les accords constitutionnels) semblait déjà dessinée. Je me suis souvenu que Carlos Bórth disait [à la branche plus radicale de l'opposition] « ou vous le prenez ou vous le laissez ». À midi, la crise au sein de PODEMOS était criante. A tel point que Tuto Quiroga (le leader de PODEMOS) s'est déplacé au Parlement. Il s'y est rendu le samedi et le dimanche nous avons finalisé la négociation, lorsque la majorité a soutenu la posture de Carlos Bórth. [...] Et bien

évidemment, ceux qui s'opposaient sont les premiers à annoncer qu'ils apporteront leur soutien. Exactement les mêmes qui avaient systématiquement bloqué les échanges au cours des deux semaines, les mêmes qui systématiquement bloquaient sont les premiers qui annoncent qu'ils soutiennent, lorsqu'ils sont vaincus. Je pense que c'est aussi un moment très spécial, dans lequel se dévoile le tempérament des personnes. » (Entretien avec Alejandro Colanzi, octobre 2009)

Finalement, l'accord constitutionnel a pris forme. Il a impliqué 127 changements en 123 articles, en plus d'introduire 83 articles relatifs au modèle d'autonomie. Cela revient à dire que près d'un quart de la Constitution a été modifiée, par rapport à celle qui avait été adoptée à Oruro en décembre 2007.

Selon les témoignages des protagonistes de la crise, trois facteurs étaient essentiels pour guider le processus vers une sortie progressive de la crise. Ces facteurs ne sont pas donnés par ordre chronologique, mais étaient transversaux au processus de dialogue et de négociation, et certains en étaient même antérieurs. Ces facteurs sont les suivants : la demande des citoyens pour le dialogue, la volonté des leaders et le travail technique.

1. La demande des citoyens pour le dialogue

En Octobre, alors que les négociations allaient de Cochabamba au Congrès, avec toutes les tensions déjà décrites, les citoyens ont exprimé leur plein appui au processus de dialogue par le biais des sondages d'opinion. Ainsi, 97 % des personnes interrogées ont considéré « qu'il est important que les Boliviens soutiennent la reprise du dialogue ». 92 % signalaient que « peu importe si c'est long et difficile, il faut continuer à négocier pour parvenir à un accord » et 86 % affirmaient qu'« alors que le dialogue continue, tous les

Photo 1. L'Une de La Prensa

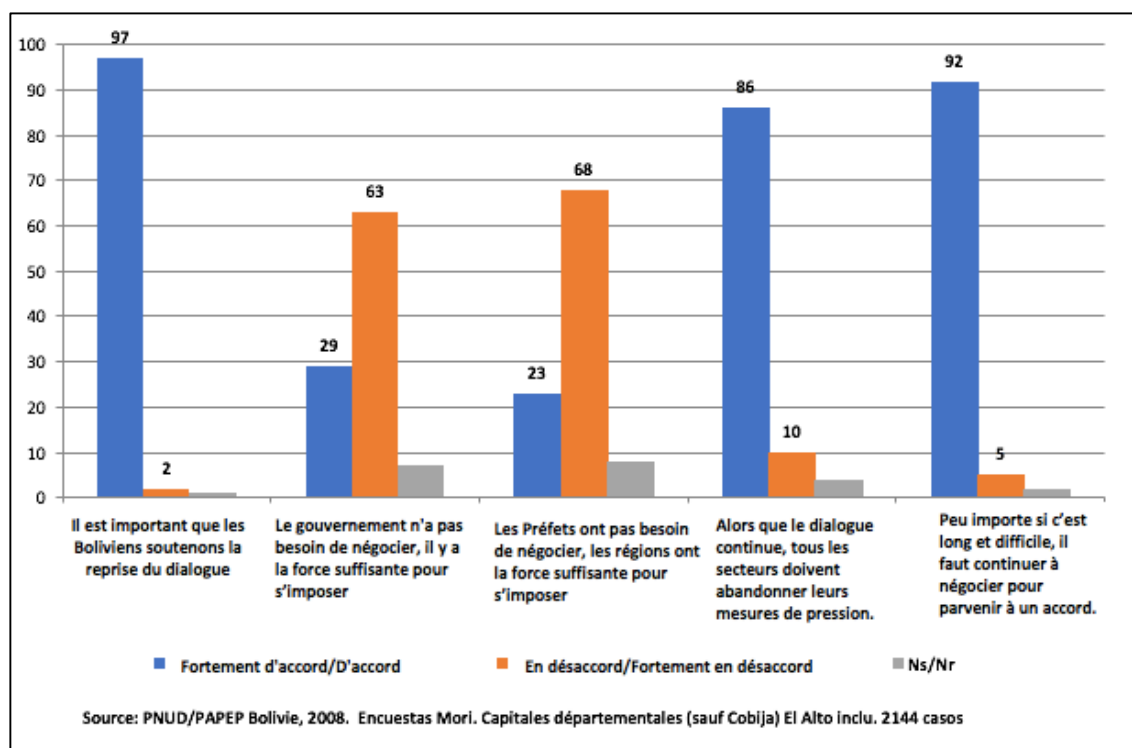


secteurs doivent abandonner leurs mesures de pression ». (Voir graphique 14)

Les données de cette enquête commandée par les Nations Unies, ont fait les unes des grands journaux. Cela a eu un impact majeur, comme souligné par Carlos Romero, quand il signale que :

« La pression de l'opinion publique était palpable parmi les différents acteurs qui ont contribué à développer et à renforcer le dialogue. Il y avait le sentiment qu'un groupe majoritaire soutenait le dialogue. Cela s'est propagé dans les médias traditionnels et a consolidé l'état d'esprit de l'opinion publique, ce qui s'est traduit, en quelque sorte, par la tentative de faire pression pour une sortie de crise par le dialogue. » (Entretien avec Carlos Romero, octobre 2009)

Graphique 14. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes ?



Dans ce sens, d'après Carlos Børth la conscience de la population fut un facteur déterminant pour trouver un accord. Concrètement :

« Il ne s'agit pas tant de la conscience des acteurs que de la conscience de la population –, c'est ce qui donne ce socle social de légitimité nécessaire

au dialogue et à la formation de solutions. Au point que le Congrès, qui n'avait même pas le pouvoir de modifier le texte de l'Assemblée, a révisé la Constitution, et le pays a accepté. C'est-à-dire, cela démontre bien que la violence avait atteint un tel degré d'intensité que la population était disposée à accepter n'importe quelle solution, tant qu'il s'agissait de sortir de la situation du moment. C'est-à-dire, c'est cela même qui est le plus important axe de réflexion. (Entretien avec Carlos Bórth, octobre 2009)

2. La volonté des leaders

Un deuxième facteur clé fut le rôle des dirigeants et des décisions politiques prises au moment délicat du processus de dialogue. À cet égard, Bórth considère que malgré le fait que leurs rôles :

*« [...] n'a pas reçu l'importance que l'on devait lui accorder. Il n'y aurait pas eu de solution si une décision politique claire d'Evo Morales n'avait pas été posée, mais aussi de García Linera et de Carlos Romero en tant que ministre dans les derniers moments, et plus généralement du cercle intime du pouvoir gouvernemental. Mais aussi au sein de l'opposition. Dans l'opposition il y avait un noyau qui s'est réduit, et qui finalement a rejoint Tuto Quiroga (leader de PODEMOS), qui a décidé d'impulser la solution [...]. Sans ces décisions politiques prises par des individus, avec comme objectif de trouver une solution, il n'y aurait pas eu non plus une solution à la crise. »
(Entretien avec Carlos Bórth, octobre 2009)*

Concrètement Bórth, raconte comment le Président Morales a joué un rôle clé pour contenir la marche du CONALCAM qui a encerclé le Congrès lorsque la négociation se déroulait :

“Lorsque la marche avait déjà avancé jusqu'à El Alto, la situation était devenue si compliquée que le président Morales s'est vu obligé de se rendre à El Alto pour rejoindre la tête de la marche ; c'était le seul moyen pour lui de prendre le contrôle de la marche [...] parce que si la marche avait atteint la ville et avait réussi à entrer au Congrès, on peut dire que... l'histoire n'aurait pas été la même. Il est donc allé rejoindre la marche [...]. Morales était le seul qui pouvait contrôler ces élans populaires. Il était le seul qui pouvait encore avoir un impact, mais il n'avait pas non plus de baguette magique. Donc il a été obligé de se rendre en tête de marche.

Et pas seulement. Lorsqu'il est arrivé à la place Murillo (où se trouve le Congrès), il a dû dormir là-bas, sur la Place Murillo, avec les autres de la marche. Je ne sais pas comment ce moment a été perçu de l'extérieur, mais de l'intérieur, au sein de cette dynamique conflictuelle, il est clair qu'il n'avait pas d'autres solutions pour empêcher que la marche entre au Congrès. Si cela s'était passé le jour suivant, c'est possible que nous ne fussions pas arrivés à trouver un accord [...] la nuit où le président Morales a rejoint la tête de la marche, environ à onze heures du soir, le dialogue était rompu. [...] À deux heures du matin, nous avons tenu une autre réunion, sans trouver de solution. Le jour suivant, à onze heures, la tête de la marche était entrée place Murillo et le dialogue n'avait toujours pas repris. La situation était très tendue. Ce sont les moments où chacun doit jouer le tout pour le tout. Et celui qui prend une décision précipitée, perd. A onze heures et demi, toujours pas de dialogue et la marche s'emparait de la Place Murillo. C'était un moment compliqué. Si compliqué que, même le peu de représentants de la ligne dure de PODEMOS sont venus pour me demander de trouver une solution. La pression de ce qui pouvait se produire était terrible. À une heure, l'appel que nous attendions arriva. Et le dialogue a repris, nous avons arrangé les choses, nous avons travaillé toute la nuit, nous avons continué à travailler, et le jour suivant, la solution était posée. » (Entretien avec Carlos Bórth, octobre 2009)

De l'autre côté, le Préfet de Santa Cruz, Ruben Costas a dû supporter et rester ferme face à la pression continue qui a suivi pour utiliser la violence. Costas relate que :

« Une figure d'autorité de notre institution et non pas du secteur d'entreprise, nous a conseillé de prendre la Huitième Division (de la Police), qu'il fallait le faire. Il régnait alors un sentiment de désespoir. Quelqu'un d'autre (également), qui aujourd'hui est candidat aux élections sénatoriales, nous a convié, lors de certaines réunions, à prendre non seulement des institutions stratégiques de la ville et de la campagne, mais également des zones d'extraction de gazoducs [...]. Voilà la conjecture. Une population complètement terrorisée, dans laquelle des gens de toute part t'interpellent. « Ici, il faut prendre les campagnes », « Là-bas, il faut convoquer », « Ici, il faut s'en aller ». Et soudainement, ils voulaient que nous réagissions aux agressions. [...] [Après] nous avons fait l'objet d'une série de commentaires et de critiques. Ils m'ont traité de « lâche », m'ont dit que je « n'avais pas défendu », ou que j'« empêchais la jeunesse d'aller prendre sa revanche », ou

encore qu'ils pouvaient « tuer des milliers ou des centaines de paysans, peu importe le nombre ». Il était clair que les étincelles et la dynamite venaient de tous les côtés. » (Entretien avec Ruben Costas, octobre 2009)

3. Le travail technique

La négociation formelle du Congrès s'est accompagnée de tables de négociation parallèles et non publiques, auxquelles participaient les branches les plus modérées de chaque bloc et qui avaient déjà partagées un espace de réflexion encouragé par la Fondation Bolivienne pour la Démocratie Multipartiste. Le développement de ces tables de négociations parallèles a été déterminant pour débloquer l'accord au Congrès. Cette négociation parallèle était basée sur un travail technique de comptabilisation entre la Constitution et les Statuts qui avait commencé à se faire presque une année auparavant.

Carlos Romero déclare :

« Nous avons attendu le moment, nous avons travaillé pour ce moment – sans savoir à quel moment arriverait cette opportunité –, ce qui est déplorable c'est que l'opportunité s'est présentée après la polarisation des conflits violents, en septembre de l'année passée. Dans tous les cas, à ce moment nous avons effectué silencieusement plusieurs tâches techniques, en particulier avec le Sénateur Børth. Il y avait aussi d'autres interlocuteurs, des leaders de l'opinion publique et des représentants des secteurs de différents groupes académiques et de groupes d'analyse et de débat. Certains étaient soutenus par le PNUD, ou par IDEA Internacional, ou encore par la Fondation Bolivienne pour la Démocratie Multipartite, par l'ILDIS. Il nous est aussi arrivé d'établir des espaces de réflexion technique à la Paz ou à Santa Cruz, quelques fois à Tarija ou à Cochabamba. » (Entretien avec Carlos Romero, octobre 2009)

Dans ce contexte :

« L'idée de la table parallèle [de négociation] a été trouvée parmi la vice-présidence, entre le Sénateur Børth, le Sénateur Roberto Ruiz, le vice-président et moi-même, parce que nous craignions que face aux caméras et au sein du débat public, le processus de dialogue n'avance pas. D'autant plus que nous avions en notre possession des informations non confirmées, selon lesquelles le principal parti

d'opposition, PODEMOS, pouvait empêcher le processus de dialogue – tout du moins, que c'était l'intention de la partie la plus radicale d'entre eux. Ainsi, avant que cette possibilité ne devienne réalité, nous voulions concevoir une alternative A et une alternative B. » (Entretien avec Carlos Romero, octobre 2009)

Pour sa part, Carlos Bórth raconte que :

«[...] à la fin de l'année 2007 et dans les débuts de l'année 2008, des réunions ont commencé à se tenir entre deux sénateurs de PODEMOS et le Président des Députés, Edmundo Novillo, Carlos Romero, et quelqu'un d'autre du MAS, je ne me rappelle plus qui. Nous avons commencé à échanger sur les différentes visions des événements et du texte, que nous avions. Et cet espace d'échange a gagné en étendue, en temps, en confiance ; il s'est agi de construire des relations de confiance, c'était ce qui manquait le plus dans ces moments. Depuis cela, les événements se sont enchaînés. Nous avons réussi à instaurer un climat de dialogue au sein de la Fondation Bolivienne pour la Démocratie Multipartite, nous avons fait que la Fondation transforme le contexte de rencontre entre les membres des partis, et – si la mémoire me revient –, il est arrivé ce que je considère encore être le dernier ou l'un des derniers efforts de concertation à l'Assemblée Constituante : la modification du texte de la Constitution, ce scénario qui n'aurait jamais dû se produire au Congrès mais qui a semblé naturel. Ce n'était pas au Congrès que ce texte devait être traité. » (Entretien à Carlos Bórth, octobre 2009)

À la fin du processus de négociation constitutionnel au Congrès, le bloc du gouvernement est sorti plus fort du processus de dialogue, non seulement parce qu'il a réussi à adopter un projet de Constitution et à convoquer un référendum d'approbation, mais aussi parce qu'il l'a terminé en assumant comme sienne plusieurs demandes de l'opposition, comme celle portant sur l'autonomie. En plus de cela, les branches modérées ont pris plus d'importance, ce qui a renforcé leur positionnement face à l'opinion publique.

D'autre part, on pouvait s'attendre à certains troubles ou rejets des accords provenant de la partie la plus radicale du MAS ou des mouvements sociaux, mais ça n'a pas été le cas. Au contraire, ces forces ont assumé l'accord. Le leadership du président

Morales a été déterminant pour transmettre le sentiment qu'il était nécessaire de céder en fonction de la soutenabilité à long terme du projet de société qu'ils menaient.

Dans le bloc d'opposition en revanche, les accords ont semé du désordre et une fragmentation interne. Bien qu'ils aient réussi à mener des avancées importantes et des ajustements significatifs au projet de nouvelle Constitution, ils ne les ont finalement pas assumés ouvertement. L'opposition politico-partisane considérait initialement les accords comme une réussite et tentait de sauver les accords, bien que les domaines civique-régionaux les interprétaient comme un échec et comme une trahison. Tout cela a fait que le discours d'opposition est devenu contradictoire et peu capable de se positionner dans l'opinion.

IV. Une note finale sur l'opinion publique face à la crise

Entre 2007 et 2008, il est possible de distinguer quelques tendances présentes dans l'opinion publique bolivienne au sujet de la polarisation du pays¹³⁶ :

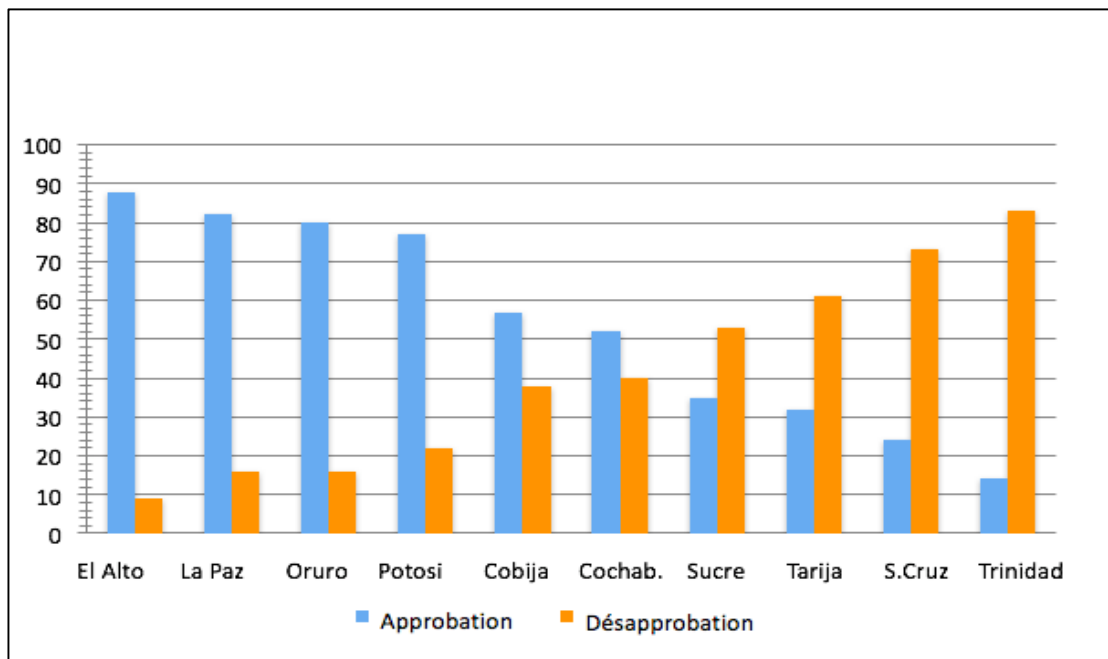
- Depuis la fin de l'année 2007, les indicateurs du climat politique et économique relatent un certain malaise de l'opinion publique. Cette situation atteint son apogée entre août et septembre 2008, lorsque, interrogées sur la situation politique et économique du pays et sur leurs propres avenir, près de deux tiers des personnes se déclarent pessimistes.
- Au fur et à mesure que la conjoncture politique se complique et que les situations de violence se multiplient, l'opinion publique insiste sur l'importance du dialogue et réclame fermement le retour à une situation de paix. Vers le milieu du mois d'août, plus de 90 % des personnes interrogées exigent que les acteurs publics dialoguent et utilisent des moyens pacifiques pour résoudre les conflits.
- Malgré la profondeur du conflit, le président Evo Morales et son gouvernement ont

¹³⁶ Les informations présentées ci-dessous se basent sur l'analyse de différents sondages d'opinion publique réalisés entre 2007 et 2008 par les entreprises IPSOS, MORI, Marketing srl. Pour des références plus approfondies sur ces sondages et ces tendances voir Canedo, Daroca Oller and Ortuño Yañez 2009.

gardé des niveaux de popularité élevés et stables depuis la fin des années 2007 (autour de 55 %), même si ces niveaux sont restés très concentrés dans l'ouest du pays, avec une moyenne de 30 % à Santa Cruz. Par ailleurs, les partis de l'opposition n'arrivent pas à augmenter leur popularité et conservent des niveaux d'approbation très faibles (autour du 20 %). Quant aux autorités régionales de l'opposition, ils remportent des niveaux de popularité élevés dans les régions qu'ils administrent, tout comme les Comités Civiques de ces localités.

- Certaines mesures économiques et sociales du gouvernement reçoivent un soutien vigoureux dans tout le pays, particulièrement la nationalisation des hydrocarbures ou des allocations comme *Juancito Pinto* (contre l'abandon scolaire) ou la *Renta Dignidad* (allocation pour les personnes du troisième âge).
- La polarisation politique ne touchait pas l'opinion publique sur ces sujets-là, elle se concentrait surtout autour du débat sur les autonomies et les réformes politiques. Au fur et à mesure que les dynamiques de polarisation empiétaient sur le politique, l'opinion publique prenait position. Vers le milieu de l'année 2008, il était possible de détecter certaines tendances :
 - a. Un clivage régional évident des opinions sur le gouvernement et l'image présidentielle. L'opinion des villes de l'Est et du sud du pays s'éloignait du Gouvernement en même temps qu'elle se renforçait dans les grandes zones urbaines de l'ouest du pays (Graphique 15).

Graphique 15. En général, approuvez-vous ou désapprouvez-vous la gestion du Président Evo Morales¹³⁷



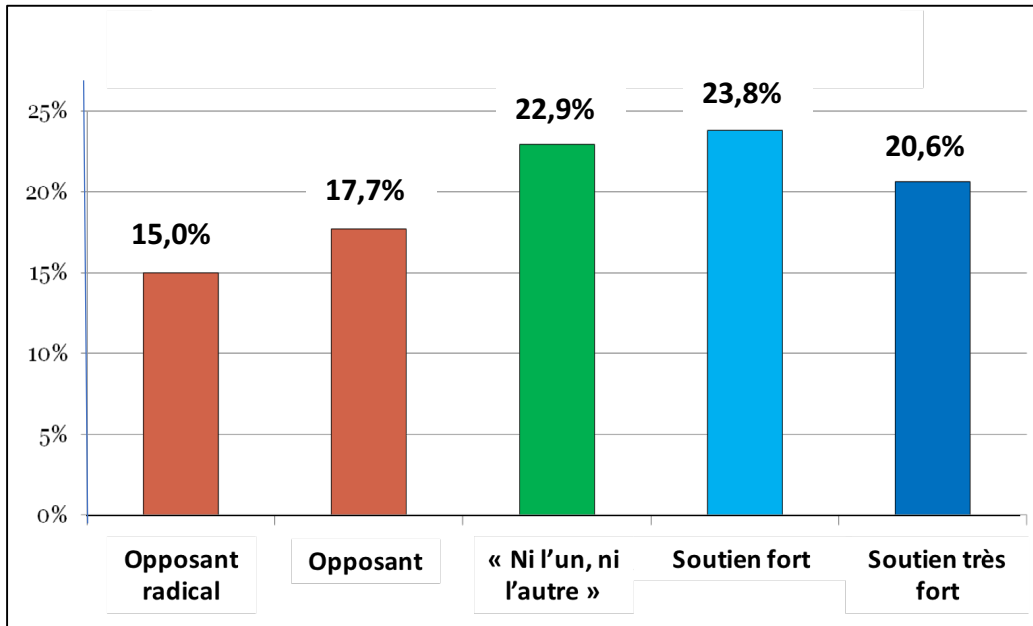
Source : (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009)

- b. Plusieurs études de l'opinion publique montraient que la plupart des personnes, sans considération de leur région d'origine ou de leur classe sociale, trouvaient que le nationalisme gouvernemental était très utile. Ainsi, même si dans une moindre mesure beaucoup de personnes pensaient que certaines mesures reconnaissant les droits des peuples indigènes étaient raisonnables : choisir leurs autorités selon leurs coutumes, ou bien la reconnaissance de la dite « justice communautaire ». Au contraire, le sujet de l'autonomie était très polarisateur voire même à l'origine de la claire distinction entre opposants et adhérents au gouvernement.
- c. Si l'on regroupait la population selon leur proximité d'avec le leadership présidentiel et leur soutien aux principales politiques du gouvernement, on

¹³⁷Sondage conduit par Ipsos Apoyo, décembre 2008. 10 villes principales, 2100 cas.

obtiendrait une segmentation illustrative du degré de « polarisation politique » dans la société de la fin de l'année 2008 (Graphique 16).

Graphique 16. Stratification selon soutien à la gestion et au leadership du gouvernement¹³⁸



Source : (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009)

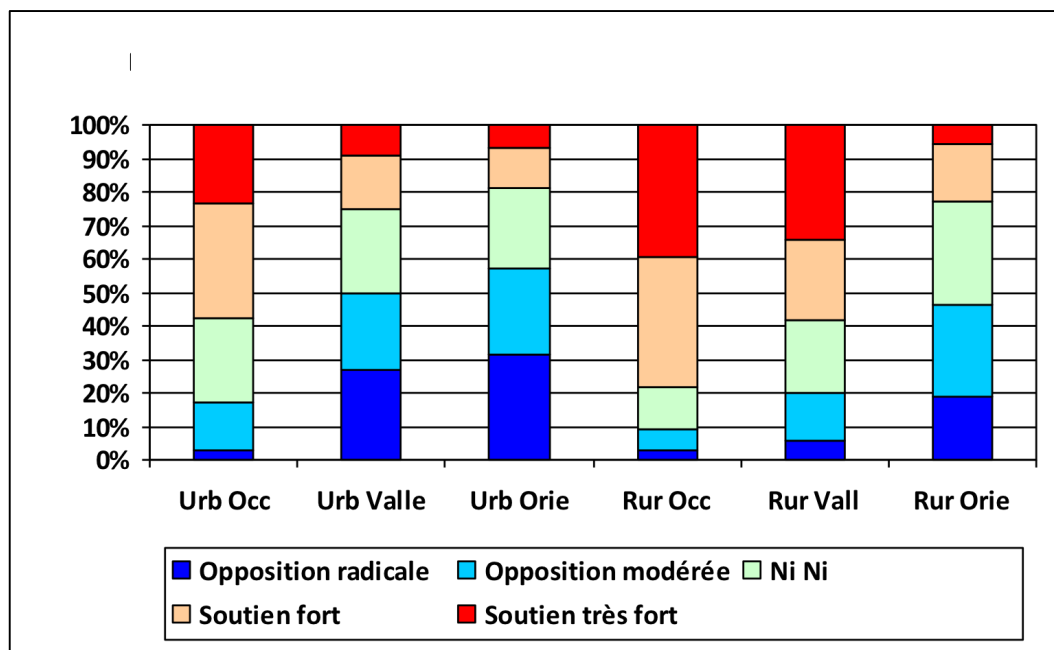
- d. Près de 15 % de la population pouvait être considéré comme une « opposition radicale » et 44 % comme « très fortement et fortement adhérente » du projet politique du MAS. L'« opposition modérée » représentait 17,7 % et 23 % ne s'identifiaient à aucune des options en particulier. Comme nous pouvons le voir (Graphique 2), les noyaux hautement polarisés étaient significatifs, même s'ils avaient des dimensions clairement différentes.
- e. Si l'on explore certaines fractures régionales et sociales, nous constatons au niveau socio-économique une opposition clairement majoritaire chez

¹³⁸ Sondage conduit par Marketing SRL. 3800 personnes ont été interrogées, représentativité urbaine et rurale, avec une marge d'erreur de plus ou moins 1,7%.

les classes aisées et moyennes/aisées, et une adhésion au MAS majoritaire chez le reste de la population, classes moyennes incluses.

- f. Au niveau régional (Graphique 17), on distingue clairement le clivage entre l’Orient et l’Occident, la Vallée ayant une situation intermédiaire. Les principaux noyaux d’opposition se trouvaient dans les zones urbaines de l’Orient et de Vallées, et les taux d’adhésions les plus forts apparaissaient dans les zones urbaines de l’Occident et des Vallées. Néanmoins, il est difficile de garder ce schéma de rupture urbaine/rurale, étant donné qu’un soutien important était fourni au gouvernement dans les Vallées, dans les grandes zones urbaines et occidentales et dans plusieurs sections des classes moyennes.

Graphique 17. Stratification de la population par adhésion au gouvernement (par région. Décembre 2008) ¹³⁹



Source : (Canedo, Daroca Oller, et Ortuño Yañez 2009)

¹³⁹Le « Urb Occ » correspond à la zone urbaine des régions de l’occident andin (La Paz, Oruro et Potosi), « Urb Valle » à la zone urbaine des régions des Vallées (Cochabamba, Chuquisaca et Tarija) et « Urb Orié » à la zone urbaine des régions orientales amazoniens. « Rur Occ » correspond à la partie rurale de l’Occident bolivien, « Rur Vall » à la zone rurale des Vallées et « Rur Orié » correspond à la zone rurale de l’Orient bolivien. Sondage conduit par Marketing SRL. 3800 personnes ont été interrogées, représentativité urbaine et rurale, avec une marge d'erreur de plus ou moins 1,7%.

Dans une certaine mesure ce schéma fut confirmé par les événements électoraux successifs d'août 2008 (référendum révocatoire) et de janvier 2009 (référendum constitutionnel) : le MAS non seulement consolide son taux à 44 % d'adhérence, mais réussit aussi à capter un grand parti des « ni, ni », ce qui lui a permis d'obtenir entre 62 et le 67 % des votes. Au contraire, l'opposition semblait batailler pour garder son taux de soutien de 33 %.

Autrement dit, même si tous les acteurs politiques polarisent la société d'une façon ou d'une autre, les adhérents du MAS ont su construire des discours et des propositions qui allaient au-delà des préoccupations et perceptions de leurs adhérents les plus fidèles.

Chapitre 10. Considérations finales : en guise de conclusion

Les considérations finales qui se présentent dans ce dernier chapitre abordent en deux sections les conclusions de cette recherche. Dans la première section, on propose une réflexion sur les relations de pouvoir, le conflit et la violence qui se sont développés au cours de la crise du lien social. La deuxième section se concentre sur les principales caractéristiques de la crise du lien social et sur les principaux facteurs entrés en jeu pour la sortie progressive de la crise.

I. Sur les relations de pouvoir, le conflit et la violence

La relation de pouvoir entre les deux blocs évoluait et conditionnait le développement du conflit. La violence changeait également, non seulement en intensité, mais aussi le sens même de la violence. Pour clarifier ces changements, on divisera l'analyse en deux périodes de temps. La première est liée au développement de l'Assemblée Constituante, qui a pris fin en décembre 2007. La deuxième est la période qui va de janvier à octobre 2008, où le conflit perd la référence institutionnelle de l'Assemblée Constituante et se dissipe dans différents espaces informels.

A. L'Assemblée Constituante comme l'espace formel de relation

La relation de pouvoir à cette étape se dessine autour d'une inclinaison vers le gouvernement du MAS et son projet de société. Il compte sur la majorité absolue dans l'Assemblée Constituante, en plus d'établir des alliances avec des forces minoritaires alliées, ce qui lui permet d'augmenter son nombre de parlementaires. Cependant, ces alliances ne lui en permettent pas d'arriver aux deux tiers. Cette configuration renforce l'interdépendance de la relation, c'est pourquoi le MAS a utilisé sa force majoritaire au sein de l'Assemblée pour faire en sorte que seule la majorité absolue approuve la nouvelle Constitution, et ainsi vouloir briser cette

interdépendance. D'autre part, l'opposition s'est servie de cette interdépendance afin de diminuer la marge de liberté du Gouvernement.

Lors de cette étape, les secteurs radicaux de chaque bloc ont pris l'initiative d'agir à l'Assemblée pour faire prévaloir leurs objectifs. La stratégie du pouvoir revenait à mobiliser ses atouts de pouvoir afin d'imposer ses visions. La stratégie de l'opposition radicale consistait à boycotter l'Assemblée.

Une partie importante des stratégies des acteurs passaient par la mobilisation de leurs bases sociales. Exposer la force sociale sur laquelle ils comptaient, c'est-à-dire le soutien social de ses projets de société. Dans ce contexte, les cabildos ouverts régionaux, surtout le « cabildo du million » se sont constitués en atouts de pouvoir mobilisés pertinemment, qui ont équilibré la relation de pouvoir. Cela parce que la participation massive qu'ils portaient contrebalançait avec le discours du Gouvernement du MAS qui qualifiait la demande autonomiste comme « des intérêts de quelques familles de propriétaires terriens ».

La stratégie de la majorité absolue du MAS s'est trouvée d'autant plus affaiblie par les manifestations citoyennes qui exigeaient les deux tiers de vote pour approuver la nouvelle constitution et aussi par la réaction agressive d'organisations alliées au MAS, contre ces manifestations. Celles dernières ont eu lieu en marge de la stratégie de l'opposition, mais sans doute ont affaibli la stratégie du MAS.

Dans ce contexte, la relation de pouvoir à cette étape concevait l'Autre comme un adversaire dont il fallait au mieux limiter la marge de liberté, pour ainsi réduire le degré de dépendance. Les stratégies étaient orientées vers l'affaiblissement de l'Autre, pour l'obliger à accepter ses exigences propres, et non pas tant pour réussir un meilleur positionnement pour les négocier. Cela a provoqué la réduction de la marge de manœuvre de chacun des acteurs, car l'imposition de positionnements et de visions réduit la marge à deux possibilités : celles qui leur sont propres, et les autres. La négociation, par contre, ouvre une série de possibles combinaisons qui étendent les marges de manœuvre des acteurs.

Cette réduction de la marge de manœuvre a accru la difficulté des acteurs à établir un horizon temporel de la relation à plus long terme. En d'autres mots, à

limiter les possibilités de négociation, car l'objectif devient « gagner ou gagner » c'est-à-dire imposer sa vision ou saboté l'Assemblée. L'horizon temporel se perd puisque n'importe quel recul dans les positions était perçu comme une défaite ; cela éliminait la possibilité de considérer comme un atout de pouvoir le fait de perdre aujourd'hui pour gagner ensuite. À ce sens, les accords sont le produit de la victoire de l'un et de la défaite de l'autre. Le perdant se livrait ensuite à une opération de réduction des coûts que ce soit en considérant l'accord comme un bien majeur ou comme un repli temporaire dans la relation pour céder le pas et donner plus d'importance à des secteurs moins radicaux. Il s'agit d'opération de réduction des coûts puisque l'accord ne changeait pas la manière de voir l'Autre : un adversaire qu'il faut vaincre, non pas avec qu'il faut construire quelque chose. Dans ce cadre, l'accord sur le règlement impliquait la défaite de la branche radicale du MAS, qui justifiait l'accord et se repliait. C'est ainsi que s'est ouvert le moment le plus constructif de l'Assemblée.

Ce moment a cependant porté atteinte à l'objectif de la branche radicale de l'opposition, qui aspirait au boycott. Le sujet de la Capitalia (la Capital pour Sucre) a ensuite été utilisé comme élément déstabilisateur. Pour sa part, le MAS a choisi de ne pas discuter de ce sujet au sein de l'Assemblée. Cela a eu pour conséquence le traitement du sujet de la Capitalia dans les rues, à travers d'autres démonstrations de force. Les radicaux de chaque groupe ont recommencé à conduire la relation. La mobilisation des atouts de pouvoir de chacun des blocs prétendait atteindre l'objectif d'approbation d'un projet de nouvelle Constitution, dans le cas du MAS, ou de provoquer l'échec de l'Assemblée, dans le cas de l'opposition.

Quand le MAS, sans la présence de l'opposition, réussissait l'approbation du projet de nouvelle constitution dans l'Assemblée Constituante en décembre 2007, la réponse de l'opposition civique-régionale pour contrebalancer cette mesure, fut l'élaboration des Statuts d'Autonomie et la collecte des signatures pour appeler à un référendum d'approbation des Statuts. De cette manière, le projet de nouvelle Constitution aussi bien que les projets sur les statuts autonome des régions se sont constitués en atouts de pouvoir de premier ordre pour chaque un des blocs.

Cette nouvelle situation a eu pour conséquence de modifier les contraintes structurelles de la relation de pouvoir. Car l'espace de l'Assemblée Constituante n'existant plus, la sphère d'action dans laquelle prenait vie le conflit s'est largement étendue. C'est-à-dire que les actions ne se limitaient plus à un règlement interne et à leurs possibilités de transgression, mais s'enraient dans le cadre juridique du pays et dans les possibilités à que celui-ci soit transgressé.

La transgression du cadre juridique impliquait que la sphère d'action du conflit devient floue. Alors, cette transgression est utilisée par les acteurs en tant qu'atout de pouvoir, car, elle est basée sur la tension entre légalité et légitimité, évoquée dans les chapitres précédents. Cependant, le facteur qui fait affaiblir le conflit en tant que relation constructive, est le fait que la relation de pouvoir à laquelle les acteurs se sont engagés, conçoit l'Autre comme l'ennemie à vaincre et non pas comme l'adversaire avec qui on doit négocier.

D'autre part, les premiers affrontements violents ont été la conséquence de la stratégie des deux bords, afin de mesurer ses forces dans les rues. Chaque groupe accusait l'autre de promouvoir et d'inciter à la violence. La violence physique qui s'est produite au début de la confrontation n'avait pas d'auteur claire et pas non plus de directivité. En d'autres termes, la violence ne prenait part à aucune des deux stratégies.

Cependant, au fur et à mesure que le temps passât et les différences ont approfondi, la violence était de plus en plus part de cette stratégie d'affaiblissement de l'Autre ; elle a été employée dans une double dynamique. D'abord l'acteur cherche à engendrer certains degrés de violence pour après espérer souffrir d'un degré plus important de violence. En étant la victime qui assume les coûts de la violence, c'est le groupe qui a les victimes, qui a la plus forte possibilité de transformer ce coût assumé en un atout de pouvoir.

B. 2008 : Le conflit perd la référence institutionnelle

Au début de cette période, la relation de pouvoir a continué à tourner en fonction de l'Autre constitué en ennemie à vaincre. En le renversant, il devient possible d'imposer sa vision et son propre projet de société. Les acteurs, jusqu'aux résultats du

référendum révocatoire, se basaient sur cette stratégie. Les régions ont réussi à faire en sorte que le retournement de la relation de pouvoir leur soit favorable. Le gouvernement ne faisait que réagir à l'initiative régionale et il ne réussissait pas à mobiliser ses atouts de façon pertinente pour espérer d'équilibrer la relation.

Les régions étaient parvenues à renverser l'équilibre de la relation de pouvoir grâce à la mise en liaison de deux éléments : d'abord, la mobilisation active de ses atouts de pouvoir, représentée par le fait d'avoir intégré à son projet de société l'institutionnalisation départementale d'une entité nationale clé, comme la Cour Électorale. Les Cours Départementales ont mené à bien les référendums d'adoption des statuts grâce aux mêmes procédures et à la même rigueur que n'importe quel autre évènement électoral. Un autre atout de pouvoir mobilisé a été celui du soutien de l'Église Catholique, l'institution la plus crédible aux yeux de l'opinion publique.¹⁴⁰ Le Cardinal Terrazas est apparu dans les médias en train de voter lors du référendum de Santa Cruz. Dans une certaine mesure, le vote du Cardinal a « dé-sataniser » le référendum de Santa Cruz, de surcroît les autres référendums également.

Le second élément en faveur du pouvoir des régions est le suivant : la stratégie régionale s'est approprié de la tension entre légitimité et légalité. Cette tension a été fondamentale dans la période de luttes sociales qui avait permis au MAS de se consolider. Un des héritages des mobilisations de la période 2000-2005 est justement cette valorisation de la légitimité comme un bien plus importante que la légalité. De cette manière, cette tension se conçoit comme part inhérente aux processus de profond changement social. Dans ce sens, les actions des régions étaient illégales (les référendums et leurs convocations), mais légitimes (en 2006, ces régions avaient voté pour être autonomes, les référendums s'appuyaient sur des signatures, etc.).

Ainsi, l'appropriation de cette tension se produit lorsque les régions prennent l'initiative et obligent le gouvernement à adopter une stratégie réactive. Dans ce contexte, prendre l'initiative ne se réfère pas tant au fait d'agir avant l'adversaire, mais

¹⁴⁰ L'église Catholique a historiquement été l'institution la plus valorisée dans les sondages d'opinion public.

bien plus au fait de mobiliser ses atouts de pouvoir avec une plus grande efficacité et pertinence que le fait l'adversaire.

Cela a été prouvé par la convocation au référendum révocatoire. Avec l'impulsion victorieuse de l'approbation des statuts sur l'Autonomie de Santa Cruz, l'opposition politique voulait mobiliser un atout de pouvoir qui leur permettrait d'obtenir la victoire ultime en conduisant à la révocation du mandat du Président Morales et de son Vice-Président García Linera. Toutefois, cette mobilisation n'a pas été faite dans le moment adéquat, c'est-à-dire n'a pas été pertinente ; elle a produit un effet contraire puisque les résultats ont permis au gouvernement d'accroître sa légitimité politique.

Les résultats des référendums se sont constitués en un point d'inflexion dans la relation. Les atouts de pouvoir se sont reconfigurés. Le Président s'est trouvé être le gagnant en termes de légitimité et de soutien. Bien que l'opposition ait perdu deux régions importantes (La Paz et Cochabamba), et que la fracture entre l'opposition partisane et l'opposition civique-régionale se soit montrée évidente, les Préfets de la Demi-Lune ont été appuyés, ce qui a également renforcé leur légitimité et implicitement validé toutes les actions menées à bien.

Dans ce contexte, le point d'inflexion a impliqué une alternative à propos de la nouvelle orientation de la relation de pouvoir. Les acteurs en conflit se sont affrontés à un dilemme : soit reconnaître la légitimité de l'Autre et le concevoir comme un adversaire avec qui l'on doit négocier et construire un projet de société conjoint, soit nier la légitimité acquise par l'Autre et approfondir la conception d'ennemie qu'il faut vaincre.

Le *dilemme de l'acteur* peut se résoudre positivement dans la mesure où chacun reconnaît la légitimité de l'autre. Pour que ce dilemme se résolve négativement il suffisait qu'un des acteurs ait nié la légitimité de l'Autre. C'est ce qui s'est finalement produit. L'opposition civique-régionale de Santa Cruz n'a pas reconnu la légitimité acquise par le Gouvernement du MAS, en soulignant qu'à Santa Cruz le vote pour révoquer le Président, l'avait remporté. Bien que la réaction de Tarija a été plus propice

à la reconnaissance de la légitimité, la région de Tarija s'est finalement alignée sur la vision de Santa Cruz. À partir d'ici, l'équilibre des pouvoirs s'est de nouveau modifié, cette fois à la faveur du gouvernement.

Ce changement s'encait toutefois dans une dynamique différente du précédent changement d'équilibre des pouvoirs, puisqu'il ne s'est pas produit à l'initiative du gouvernement (mobilisation pertinente des atouts de pouvoir), mais parce que l'opposition a perdu en ne mobilisant pas les atouts de pouvoir de manière pertinente : le rejet d'établir un dialogue convoqué par le président Morales, la radicalisation de la protestation pour les ressources d'IDH, la tentative de couper certains gazoducs (les tuyaux d'exportation de gaz), la prise de bureaux régionaux d'institutions nationales, entre autres. Ces mesures ont accru la tension sociale et la violence a débordé.

La résolution négative du *dilemme de l'acteur* a mené à ce que la violence prenne une dynamique différente de celle de l'étape antérieure, dynamique dans laquelle celui qui subissait la violence gagnait une marge de liberté plus importante ; on incitait à la violence pour la recevoir. Au cours de cette étape, la violence a été utilisée chaque fois plus comme un atout de pouvoir pour vaincre l'ennemie. Cependant, la mobilisation de la violence en tant qu'atout de pouvoir ne fonctionnait pas comme n'importe quel autre atout, duquel l'acteur puisse décider du moment de s'en défaire. La violence recouvrait une dynamique à elle seule. La violence comme tactique se mélangeait à la violence raciale qui s'était accrue pendant les derniers mois, avec l'humiliation des indigènes dans la ville de Sucre, et les brutalités à l'encontre des indigènes andins à Santa Cruz.

D'autre part, la tension entre légitimité et légalité qui avait été un facteur clef pour la réalisation des référendums d'adoption des statuts d'Autonomie, et par conséquent pour l'accumulation de pouvoir des régions, s'est vue affectée par le débordement de la violence. Si le vote du Cardinal a signifié d'une certaine manière l'approbation de la tension entre légitimité et légalité, et a contribué à « dé-sataniser » la lutte pour l'autonomie, le débordement de la violence a rompu avec cette tension et a produit une condamnation des formes qu'avait adoptée la lutte pour l'autonomie.

La violence pour vaincre l'ennemie est arrivée à son point culminant avec le massacre de Pando. La possibilité d'un surgissement d'un autre type de dynamique de violence s'est ouvert. Une dynamique qui n'en cherchait pas à vaincre l'autre sinon à l'anéantir.

À mesure que la violence se répandait, la relation de pouvoir se dissolvait, car la sphère d'action du conflit se réduisait, conquise chaque fois plus par la violence. Les bureaux publics prenaient feu, le peu de policiers qui les protégeait se faisaient humilié et insulté (Santa Cruz), des conduits de gaz ont explosé (Tarija), les paysans et les classes moyennes se sont affrontés à coup de pierres et de bâtons (Tarija), des militants de l'opposition civique régionale ont tué et poursuivi des militants du MAS (Pando). Dans cette escalade de violence, le Gouvernement et l'opposition civique régionale avaient d'ores et déjà rompu la fragile communication entre eux. L'horizon temporel de la relation étant réduit s'ouvrait sur un conflit entre ennemies qui désiraient chacun anéantir l'autre. Cet horizon temporel s'est terminait de se diluer sur la prédominance d'une logique ami/ennemi qui n'admettait pas les concessions nécessaires pour visualiser un futur commun.

La réduction de la sphère d'action du conflit dans laquelle se développait la relation de pouvoir se réduisait progressivement et lorsque la tension entre légitimité et légalité a été rompue par le débordement de la violence, le conflit a laissé place à une crise. La crise a abouti sur un autre point d'inflexion qui a placé les acteurs face à un autre dilemme : restituer la relation à travers la reconnaissance de l'Autre comme adversaire ou approfondir le déni de l'Autre en l'anéantissant une fois pour toutes. Il s'agit de restituer une sphère minimale d'action du conflit ou de le clore complètement et laisser que la relation de force conduite par la violence, détermine la nouvelle forme d'interaction des acteurs.

La décision rapide du Préfet de Tarija de chercher à se rapprocher du Gouvernement et son acceptation immédiate pour signer un accord ont restitué cette sphère minimale d'action. Cela a été le premier frein à l'escalade de la violence. Après cela, l'acceptation des autres préfets d'opposition à dialoguer, l'installation même de la table de dialogue de Cochabamba et l'acceptation de conseillers internationaux ont été

des éléments qui ont investi cette sphère d'action. La possibilité de voir ressurgir la violence, et avec elle la rupture, étaient pourtant latentes. Une preuve en est l'encerclement de Santa Cruz par une partie des organisations sociales de base du MAS, qui portait des armes à feu, et l'organisation de groupes à Santa Cruz pour se défendre en cas d'invasion dans la ville.

Le dialogue de Cochabamba était avancé, mais les menaces de rupture ne disparaissaient pas. En réalité, elles ont disparu seulement lorsque l'accord a été trouvé.

Ainsi, la restitution de la sphère d'action du conflit impliquait de retrouver la relation de pouvoir entre chacun des blocs. L'équilibre des pouvoirs favorisait le gouvernement, qui sortait plus fort de la crise, autant grâce à la grande légitimité qu'il tirait du référendum révocatoire, que grâce au soutien de la communauté internationale, particulièrement le soutien de l'UNASUR, qui, au plus fort de la crise, avait refusé de recevoir les Préfets de la Demi-Lune en même temps qu'elle donnait son support tacite au Gouvernement. Toutefois, l'opposition régionale s'est vue favorisée par le soutien de l'UNASUR au gouvernement, lequel s'accompagnait d'un appui de cette même instance au dialogue avec les préfets de l'opposition. Bien qu'il n'existe pas un mandat de l'UNASUR au gouvernement pour négocier, cela a été un conditionnement implicite. De cette manière, bien que le dialogue de Cochabamba ne se soit pas soldé par la signature d'un accord, tout ce qui avait été accordé à propos de l'autonomie s'est incorporé dans les accords du Congrès.

D'autre part, l'opposition partisane continuait à contrôler le Sénat, ce qui leur a permis d'augmenter leur capacité de négociation. Pour sa part, le gouvernement n'a pas renoncé à la mobilisation de ses organisations sociales. L'encerclement du Congrès a précipité l'accord et a favorisé le Gouvernement.

Finalement, la nouvelle Constitution a introduit les nouveaux fondements du lien social, basés sur une nouvelle relation entre l'État et les quatre dimensions avec lesquelles il était entré en tension : dans sa relation avec l'économie (la reconnaissance de l'économie plurielle), avec la démocratie (reconnaissance de la démocratie communautaire, participative et représentative), avec les peuples indigènes

(reconnaissance de l'institution originaire au même niveau que l'institution républicaine, incluant ainsi le pluralisme juridique, et les autonomies indigènes) et avec les régions (reconnaissance des quatre niveaux d'autonomie : départementale, municipale, régionale et indigène). De cette manière, le conflit autour de ces deux dernières dimensions s'est institutionnalisé et a continué à générer des différends, mais dans la sphère d'action déterminée par la nouvelle Constitution Politique de l'État.

II. Les caractéristiques de la crise du lien social et les déterminants de sa sortie progressive

Bien que les mobilisations sociales aient toujours été une partie essentielle de la dynamique sociale et politique bolivienne, les protestations initiées en 2000 avec la Guerre de l'Eau ont été une étape importante puisqu'ils ont permis d'initier une remise en cause des fondements du lien social. Fondements qui trouvent leur origine dans l'époque coloniale, mais qui se sont intégrés à la naissance de la République de 1825. La Révolution Nationale de 1952 a constitué une avancée importante tant dans l'inclusion des peuples indigènes que dans le développement et l'intégration de la région orientale du pays (Santa Cruz) à la dynamique nationale. Cependant, la révolution n'a pas été suffisante pour résoudre les différends. Comme l'a décrit Malloy, ce fut une révolution inachevée qui a laissé comme solde un développement en suspens (Malloy et Thom 1971). D'autre part, le retour de la démocratie en 1982 s'est donné à voir comme une conquête de la mobilisation et de la lutte citoyenne, qui a conduit à une importante expansion des libertés individuelles. C'est-à-dire que ce retour à la démocratie a solidifié la cohésion sociale sur le plan politique. Cependant, cette avancée a eu des difficultés pour étendre ces libertés à des domaines subissant l'exclusion, et pour dépasser les limites de la démocratie libérale.

Ainsi, les protestations et les mobilisations sociales de la période 2000-2005 ont remis en question les fondements du lien social, que les deux événements historiques évoqués avaient laissé en suspens. Cette remise en question s'est concrétisée à travers quatre axes de relationnement à l'État : la relation État/Économie, État/Démocratie, État/Peuples indigènes et État/Régions. De cette manière, la remise en question des fondements du lien social est liée directement à la question sur la

construction historique de la nation bolivienne. Car, depuis ce changement de relation, l'État pouvait garantir une réduction des fossés et des inégalités existantes entre Boliviens. Ce changement offrait à l'État bolivien une capacité à assurer les mécanismes d'intégration socio-économique, politique et culturelle des secteurs historiquement exclus.

En fonction de la remise en question de ces quatre axes, deux blocs d'acteurs se sont formés autour des deux agendas qui avaient justement émergé de ces questionnements. Le conflit s'est structuré autour du conflit pour le leadership dans l'orientation, du sens à donner à ce processus de changement et la transformation qu'avait initiée la Bolivie. Concrètement, en référence à la relation État/Peuples indigènes et État/Régions.

Chaque agenda s'est développé de manière antagoniste puisque les acteurs qui avaient impulsé l'agenda autonomiste se sentaient menacés par la force que prenait l'Agenda d'Octobre. De cette manière, comme nous l'avons dit, dans la sphère d'action de ce conflit, une relation de pouvoir a pris forme, qui constituait l'Autre en ennemi qu'il fallait vaincre. À mesure que les branches radicales de chaque groupe prenaient une part plus grande, cet aspect de la relation s'approfondissait. Cela était dû à la négation de la légitimité de l'Autre et de son projet de société, et en conséquence la négation de l'interdépendance de la relation, qui les obligeait à rendre compatibles leurs projets de société, à les bâtir ensemble. La sortie de la crise implique que la relation de pouvoir entre les acteurs puisse rentrer dans une dynamique proactive, qui se joue dans la sphère d'action du conflit et qui se développe de manière déséquilibrée puisque la relation de pouvoir favorise un acteur en particulier.

Dans ce cadre, l'expérience bolivienne montre que la violence peut faire partie inhérente du conflit, et être présent tout au long de son développement. Toutefois, l'expérience bolivienne montre aussi que sa dynamique peut varier, car elle apparaît d'abord comme conséquence de la démonstration de force des acteurs, sans aucune intentionnalité que celle d'être derrière cette démonstration. Elle surgit spontanément. Postérieurement, la violence a commencé à être utilisée de manière indirecte. On l'encourageait en cherchant à en souffrir, puisque le bloc qui assumait le coût de la

violence pouvait alors augmenter sa marge de liberté dans la relation. On a ensuite utilisé la violence comme un atout de pouvoir, qui pouvait affaiblir l'Autre, permettant ainsi de le vaincre.

Dans ce dernier cas, la violence est susceptible de déborder de son cadre, puisqu'à la différence d'un atout dont on peut cesser de se servir, la violence peut se montrer imprévisible dans son expansion et dans son intensité. L'expérience bolivienne montre que cela se produit lorsque la relation de pouvoir se brise, et que s'ouvre la possibilité d'une rupture. L'objectif de la violence cesse d'être la défaite pour être plutôt l'anéantissement de l'Autre. Dans ce cas, la sortie de la crise passe par la réaffirmation du conflit, le rejet de la violence et la restitution de la relation de pouvoir.

Dans ce contexte, la contraction de la sphère d'action du conflit signifie l'ampliation de l'espace de la crise. Ainsi, la sortie de la crise passe pour élargir de nouveau la sphère d'action du conflit. En d'autres termes, la sortie de la crise passe pour réaffirmer le conflit. La sortie de la crise implique la résolution du *dilemme de l'acteur*, lequel se produit dans un moment critique de la relation de pouvoir, marqué par un point d'inflexion dans cette relation. Face à ce dilemme, les acteurs, implicite ou explicitement, évaluent leurs positions, leurs atouts de pouvoir, l'horizon temporel dans lequel ils se déploient. Les acteurs évaluent aussi l'équilibre de leur situation et décide de la stratégie à suivre, la même qui peut conduire à la rupture ou à la recomposition de la relation.

L'expérience bolivienne montre que le *dilemme de l'acteur*, conjointement à la sortie de la crise, ne s'est pas résolu seulement en prenant une décision de relancer cette relation. Bien que la restitution de la sphère d'action du conflit implique la reconnaissance de l'Autre comme adversaire et non pas comme ennemi, la préservation de cette sphère d'action signifie commencer à construire avec cet adversaire, commencer à « faire ensemble », à argumenter, à négocier, à céder, etc. Pour soutenir ce processus qui mène à la sortie progressive de la crise en Bolivie, plusieurs éléments développés en trois niveaux sont mis en lien.

Le premier se réfère au rôle fondamental qu'ont joué les éléments qui se sont paradoxalement formés au cours du processus conduisant à la crise. La création d'espaces de réflexion et d'interactions entre les branches les plus modérées de chaque bloc, encouragée par des institutions d'intermédiation, la construction d'un niveau de confiance minime entre ces branches, les exercices réflexifs sur les solutions techniques de la cohésion entre Constitution et Statuts d'Autonomie. Lorsque la violence déborde de son cadre et qu'un dialogue décide d'être initié, compter sur ce travail technique a été prépondérant. L'importance de ces éléments et de son impact montre que la sortie de la crise a commencé à se construire au cours du processus qui l'avait formé.

Le second niveau est en relation avec les éléments qui ont surgi au cours du développement de la négociation : la restitution de moyens de communication entre les blocs à travers les cadres moyens, l'appui qu'ont reçu les équipes de négociation de chaque bloc. Ce soutien a été à la fois horizontal, à travers les membres d'un même parti politique, et vertical, mené par les leaders des blocs et par les organisations de base. Ce soutien a été plus évident au sein du bloc gouvernemental. Le rôle des leaders se laisse à voir surtout à travers celui du président Morales, pour sensibiliser les bases les moins radicales sur l'opportunité et le succès des accords dans le but de poser un processus de changement. Ce rôle a été moins évident pour le bloc d'opposition.

Le troisième niveau se réfère aux éléments externes qui ont favorisé la restitution, et surtout la préservation de la sphère d'action : Entre autres, le soutien de l'UNASUR pour établir et accompagner le dialogue, le soutien des Nations Unies et de la coopération internationale dans son rôle d'observateur, ainsi que l'appui citoyen fondamental pour préserver le dialogue, exprimé à travers les sondages d'opinion. Comme vu auparavant, près de 90 % des Boliviens ont exigé un dialogue et la pacification du pays. Les mêmes acteurs qui ont négocié ont reconnu que ces informations les ont poussés à poursuivre les négociations dans des moments où le dialogue devenait fragile.

Pour conclure, il est possible d'affirmer que le cadre d'analyse utilisé pour l'étude de la crise du lien social en Bolivie peut être appliqué pertinemment dans d'autres contextes. Penser les crises politiques et les crises du lien social depuis la dichotomie

entre conflits versus crise, et pouvoir versus violence, et se placer dans la perspective propre à l'importance des relations de pouvoir prétend à son tour apporter de nouvelles clefs de lecture pour une plus large compréhension de ce genre de processus. Ces nouvelles clefs de lecture peuvent par ailleurs contribuer à la gestion de crise en cours et éventuellement à la planification de sorties progressives de ces situations.

Depuis une perspective historique, il est possible de revoir la crise du lien social qu'a vécue l'Afrique du Sud lors de la fin de l'Apartheid depuis cet angle, notamment en ce qui concerne les nouveaux principes socioculturels sur lesquelles se construit le lien social. De même, la crise du lien social traversée en Suisse, entraînant le pays dans la guerre civile de Sonderbund en 1847, peut également être revisitée depuis une analyse de relations de pouvoir et de la dynamique conflit/crise, pouvoir/violence. Le cas suisse est particulièrement intéressant du point de vue de la construction des principes institutionnels de la cohésion sociale, car la sortie progressive de cette crise a eu pour résultat la création de l'État fédéral suisse que nous connaissons aujourd'hui.

Depuis une perspective actuelle, le cas du Népal et sa crise autour de sa nouvelle Constitution politique et l'implantation du schéma fédéraliste peut aussi être étudié grâce à la matrice analytique que propose cette thèse. Cela permet d'identifier les facteurs qui peuvent être déterminants pour une sortie progressive de la crise.

De cette manière, les potentielles contributions de cette thèse vont depuis une perspective académique et de recherche, jusqu'à une perspective empirique, en tant qu'ils constituent des outils d'analyse dans l'identification des points d'entrées afin de faire face à de situations de crises aiguës.

Références

- Ain, Gastón. 2012. "Multilateralismo y Resolución de Conflictos en Sudamérica." Maestría en Relaciones Internacionales, Departamento de Ciencia Política y Relaciones Internacionales, Universidad Autónoma de Madrid.
- Almagro, Juan José. 2004. La Estrategia de Reducción de la Pobreza y el proceso de descentralización en Bolivia. Estudio de caso sobre la economía política de la reducción de la pobreza. In *Documento de Trabajo DT/02/04*. Madrid: Fundación CILAE.
- Almaraz, Sergio. 1969. *Requiem para una República*. La Paz: Los Amigos del Libro.
- Aranibar, Antonio. 2009. "Bolivia: de la crisis y la inflexión a la gestión del cambio." In *Crisis y cambio en América Latina. Escenarios políticos prospectivos*, edited by Fernando Calderón, 117-152. Buenos Aires: PNUD - Siglo Veintiuno Editores.
- Aranibar, Antonio, et Benjamín Rodríguez. 2013. "Latinoamérica, ¿del neoliberalismo al neodesarrollismo?" In *América Latina, ¿del neoliberalismo al neodesarrollismo?*, edited by Antonio Aranibar and Benjamín Rodríguez. Buenos Aires: PAPEP/PNUD/Siglo veintiuno.
- Assies, Willem. 2001. "David vs. Goliath en Cochabamba: los derechos del agua, el neoliberalismo y la renovación de la propuesta social en Bolivia." *Revista Tinkazos* 4 (8):106-134.
- Bárcena, Alicia 2014. "La crisis de la deuda latinoamericana: 30 años después." In *La crisis latinoamericana de la deuda desde la perspectiva histórica* edited by José Antonio Ocampo, Barbara Stallings, Inés Bustillo, Helvia Velloso and Roberto Frenkel. Santiago de Chile: CEPAL/GIZ/CAF.
- Barragán, Rossana. 2001. El Estado Pactante. Gobierno y pueblos: la configuración estatal y sus fronteras, 1825-1880. In *Tesis de Doctorado*. Paris: École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Bello, Walden. 2001. "2000: el año de la protesta global contra la globalización." In *Resistencias Mundiales (De Seattle a Porto Alegre)*, edited by José Seoane and Emilio Taddei. Buenos Aires: CLASCO.
- Blanchard, Sophie 2008. Bolivie, de l'autonomie à l'éclatement ? *EchoGéo [En ligne], Sur le Vif*, : 1-10. Accessed 28 mai 2016.

- Böhrt, Carlos. 2009. "Cuarenta días que conmovieron a Bolivia y un pacto político forzado." In *Del conflicto al diálogo. Memorias del acuerdo constitucional*, edited by fBDM. La Paz: Friedrich Ebert Stiftung - NIMD - fBDM.
- Bolívar, Simón. 1826. Proyecto de Constitución para la República de Bolivia.
- Bolívar, Simón. 1995. "Discurso del Libertador al Congreso Constituyente de Bolivia." *Pensamiento Constitucional* 2 (2):235-243.
- Börth, Carlos. 2009. "Cuarenta días que conmovieron a Bolivia y un pacto político forzado." In *Del conflicto al diálogo. Memorias del acuerdo constitucional*, edited by fBDM. La Paz: Friedrich Ebert Stiftung - NIMD - fBDM.
- Brieger, Pedro. 2002. "De la década perdida a la década del mito neoliberal." In *La Globalización Económico Financiera. Su impacto en América Latina*, edited by CLASCO. Buenos Aires: CLASCO.
- Burchell, Graham. 1991. "Peculiar Interests: Civil Society and Governing 'The System of Natural Liberty.'" In *The Foucault effect : studies in governmentality : with two lectures by and an interview with Michel Foucault*, edited by Graham Burchell, Colin Gordon and Peter Miller, x, 307. Chicago: University of Chicago Press.
- CAINCO. 2004. La Evolución de las Finanzas Públicas en Bolivia: 1986-2003. Santa Cruz: Cámara de Industria, Comercio, Servicios y Turismo de Santa Cruz (CAINCO).
- Calderón, Fernando. 1995. "La Question de l'autre et la modernité aux temps du cholera." In *Penser le Sujet autour d'Alain Touraine*, edited by Colleque de Cerisy. Paris: Fayard.
- Calderón, Fernando, ed. 1996. *Ahora si que si y si no por que. Gobernabilidad, competitividad e integración social*. La Paz: CEDLA, Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario.
- Calderón, Fernando. 1999. "Un siglo de luchas sociales." In *Bolivia en el Siglo XX. La Formación de la Bolivia Contemporánea*, edited by Fernando Campero Prudencio, 427-450. La Paz: Harvard Club de Bolivia.
- Calderón, Fernando. 2011. "Sin idea de continuidad histórica no hay idea de ningún tipo de nación. Diálogo con Fernando Mayorga." In *Los laberintos de la libertad. Diálogos latinoamericanos*, edited by Fernando Calderón. La Paz: Plural.
- Canedo, Francisco, Santiago Daroca Oller, et Armando Ortuño Yañez. 2009. La Polarización Política en Bolivia (2000-2009). Mimeo.

- Casilda, Ramón 2005. América Latina: Del Consenso de Washington a la Agenda del Desarrollo de Barcelona. In *Documento de Trabajo 10/2005*. Madrid: Real Instituto Elcano.
- CEDIB. 2012. *10 años de historia nacional*. Cochabamba: CEDIB.
- CEPAL. 1996. *América Latina y el Caribe quince años después: De la década perdida a la transformación económica 1980-1995*. Santiago de Chile: Fondo de Cultura Económica.
- CEPAL. 2007. *Cohesión Social. Inclusión y sentido de pertenencia en América Latina y el Caribe*. . Santiago de Chile: CEPAL – Agencia Española de Cooperación Internacional – Secretaría General Iberoamericana. .
- Clajadep. 2003. "Nace el Estado Mayor del Pueblo boliviano." El Correo de la diáspora Latinoamericana accessed 15 Diciembre 2015. <http://www.elcorreo.eu.org/Nace-el-Estado-Mayor-del-pueblo-boliviano?lang=fr>.
- Clavijo Santander, Deicy. 2012. "Un recorrido por la historia de las marchas indígenas." *Revista Expresiones de Sociales* 1:16-19.
- Córdova Eguívar, Eduardo. 2010. "Movimientos sociales en Bolivia. Acción colectiva y democracia en tiempos de cambio (1990-2009)." In *Desafíos de la Gobernabilidad Democrática. Reformas político-institucionales y movimientos sociales en la región andina*, edited by Martín Tanaka and Francine Jácome, 175-212. Lima: IDRC-CRDI/INVEESP/Instituto de Estudios Peruanos
- Crespo, Carlos. 2000. "Continuidad y ruptura: la 'guerra del agua' y los nuevos movimientos sociales." *Clacso* 2:21-28.
- Crozier, Michel, et Erhard Friedberg. 1977. *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Paris: Seuil.
- Curcio, Silvana, et Ana S. ANA S. Vilker. 2014. "Impacto de las variaciones de precios de las commodities exportadas en la economía real de los países de América Latina." *Revista de investigación en Modelos Financieros* Año 3 (Vol. 1):93-114.
- Daroca Oller, Santiago. 2009. "Les mouvements sociaux dans le processus de changement bolivien Étapes significatives et défis de l'avenir." *Informations et Commentaires - le développement en questions* 147:26-34.
- Daroca Oller, Santiago. 2016. *Protesta Social y Movilización de Recursos para el Desarrollo Social en Bolivia*. Ginebra: UNRISD.

- Daroca Oller, Santiago 2001. "La Guerra del Agua: Protesta y acción social en Cochabamba." La Paz
- Delgado Alfaro, Mario , Eulalia Ortiz Aguilar, et Miguel Ángel Martínez Rolland. 2005. "La sostenibilidad de la deuda en los países de bajos ingresos. Iniciativas multilaterales frente al problema del sobreendeudamiento." *ICE 60 ANIVERSARIO DE LAS INSTITUCIONES DE BRETTON WOODS* 827:153-170.
- Díez Pinto, Elena. 2011. No lo habíamos imaginado así: Una historia de diálogo, conflicto y pacificación en Bolivia. La Paz: PNUD.
- du Luart, Roland, Philippe ADNOT, Bernard ANGELS, Laurent BETEILLE, Pierre FAUCHON, et Michel GUERRY. 2006. Rapport de mission. Déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France-Amérique du Sud en Bolivie et au Paraguay. edited by Groupe interparlementaire d'amitié France-Amérique du Sud. Paris: Sénat de la France.
- Dunkerley, James. 2015. "A 60 años de la revolución boliviana: política e historiografía." *Umbrales. Bolivianistas* 29:253-298.
- Elías, Antonio. 2015. "La ofensiva del capital impulsa el libre comercio en América Latina." In *Neoliberalismo en América Latina. Crisis, tendencias y alternativas*, edited by Luis Rojas Villagra. Buenos Aires: CLASCO/BASE/Fundación Rosa Luxemburgo.
- Emerson, Richard M. 1962. "Power-Dependence Relations." 27 (1):31-41.
- Erikson, Daniel P. 2008. "Requiem for the monroe doctrine " *Current History* 107 (706):58-64.
- Etzioni, Amitai 1993. "Power as Societal Force." In *Power in modern societies*, edited by Marvin E. Olsen and Martin N. Marger, xv, 327 p. Boulder: Westview Press.
- Evia, José Luis, et Napoleo Pacheco. 2010. Una perspectiva económica sobre la informalidad en Bolivia. La Paz: Fundación Milenio.
- Eyzaguirre, Jose Luis 2014. "Territorio Indígena y Gobernanza." Fundación Tierra, accessed 15 Marzo de 2016. <http://ftierra.org/index.php/opinion-y-analisis/375-territorios-indigenas-de-tierras-bajas-18-anos-despues-de-la-ley-inra>.
- Fara, Carlos. 2006. "Bolivia 2005: elecciones y comunicación." *Diálogo Político* Año XXIII (2):117-145.

- Fernández, Gustavo. 2009. "Notas sobre las relaciones de América Latina con Estados Unidos." *Umbrales* 19 (Bolivia y el contexto político actual):173-198.
- Foucault, Michel. 1984. "Questions et réponses " In *Michel Foucault, un parcours philosophique.* , edited by Hubert L. Dreyfus and Paul Rabinow. Paris: Gallimard.
- Foucault, Michel 1986. "« Omnes et singulatim » : vers une critique de la raison politique." *Le Débat* 41:5-36. doi: 10.3917/deba.041.0005.
- Foucault, Michel. . 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison.* Paris: Gallimard.
- Foucault, Michel. . 1976. *Histoire de la folie à l'âge classique.* Paris: Gallimard.
- Fundación Jubileo. 2009. Impacto de la Iniciativa HIPC en Bolivia. La Paz: Fundación Jubileo.
- García Linera, Alvaro. 2001. *Tiempos de Revelión.* La Paz: Muela del Diábolo.
- García Linera, Alvaro. 2009. *La potencia plebeya: acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia.* Bogotá: Siglo del Hombre Editores y Clacso.
- García Linera, Alvaro , Raquel Gutiérrez, Raúl Prada, et Luis Tapia. 2000. *El retorno de la Bolivia plebeya.* La Paz: Muela del Diablo.
- García Linera, Alvaro, Marxa Chávez León, et Patricia Costas Monje. 2010. *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia.* La Paz: Plural Editores / AGRUCO / nccr Norte-Sur.
- García Linera, Alvaro, Marxa Chávez León, et Patricia Costas Monje. 2008. *Sociología de los Movimientos Sociales en Bolivia. Estructuras de movilización, repertorios culturales y acción política.* La Paz: Plural.
- García Linera, Alvaro, et Raquel Gutiérrez. 2002. "El ciclo estatal neoliberal y su crisis." In *Democratizaciones plebeyas*, edited by Alvaro García Linera, Raquel Gutiérrez, Raúl Prada and Luis Tapia. La Paz: Muela del Diablo.
- Gisbert, Teresa. 2011. Historia de Bolivia (Época Republicana). Accessed 18 de marzo de 2016.
- Gomes Pinto, Victor. 2005. *Guera en los Andes.* Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Gómez, Boris. 2002. "La era del gas en Bolivia." GestioPolis, accessed 15 Febrero 2016. <http://www.gestiopolis.com/era-gas-bolivia/>.

- Gómez, Noelia. 2010. "El pensamiento político boliviano contemporáneo en la contrucción del nuevo "Estado Unitario Social de Derecho Plurinacional Comunitario" en Bolivia." Maestría en Estudios Latinoamericanos, Área de Estudios Sociales y Globales, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito.
- Guzmán, Gustavo, et Víctor Orduna. 2002. "¿Se acuerdan de un tal Evo?" *Semanario Pulso*.
- Ichuta Nina, Carlos Ernesto. 2008. "La relación de las instituciones políticas, la forma multitud y los movimientos sociales en Bolivia." *Tinkazos* 11 (25):129-152.
- Jacorzynski, Witold. 2004. *Crepúsculo de los ídolos en la antropología Social: más allá de Malinowski y los posmodernistas*. México: Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Atropología Social.
- Kahn, Jean-François. 2001. *Moi, l'autre et le loup. Esquise d'une politique de l'altérité*. Paris: Fayard.
- Kersffeld, Daniel. 2013. "El papel de la UNASUR ante los conflictos internacionales: dos estudios de caso." *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales* Año LVIII (128):193-208.
- Kissinger, Henry. 1994. *Diplomacy*. Estados Unidos: Simon & Schuster.
- La Prensa. 2003. "Las Petroleras Acudieron al FMI y a sus Embajadas para Expresar su Molestia." *La Prensa*, 29 de enero de 2003.
- La Voz. 2003. "De la Guerra Social al Impuestazo." *La Voz*, 15 de febrero de 2003.
- Laserna, Roberto. 2000. "La Guerra contra el Agua." *Revista Cuarto Intermedio* 56:36-49.
- Laserna, Roberto 2006. "Conflictos socio laborales en Bolivia. Perspectiva de mediano plazo (1994- junio de 2005)." In *Conflictividad sociolaboral en Bolivia. Estudios y reflexiones.*, edited by Roberto Laserna, Jesus Ortego and Douglas Chacón. La Paz: Subsecretaría de Asuntos Políticos de la OEA. PSPRC-Bolivia.
- Laserna, Roberto, et Miguel Villaroel. 2008a. 38 Años de Conflictos Sociales en Bolivia. Descripción general y por periodos gubernamentales. . In *Enero de 1970 - Enero de 2008*. Cochabamba: CERES - COSUDE - INSTITUTO PARA LA DEMOCRACIA.

- Laserna, Roberto, et Miguel Villaroel. 2008b. *38 años de Conflictos Sociales en Bolivia. Descripción general y por periodos gubernamentales. Enero de 1970 - Enero de 2008*. La Paz: CERES - COSUDE - INSTITUTO PARA LA DEMOCRACIA.
- Latinobarómetro. 2002 a 2011. Banco de Datos en línea. In *Anual*: Corporación Latinobarómetro <http://www.latinobarometro.org/>.
- Lavaud, Jean-Pierre. 1998. *El embrollo boliviano. Turbulencias sociales y desplazamientos políticos 1952-1982*. La Paz: IFEA - CESU - hisbol.
- Lavin, Joaquin. 2006. "Evo por dentro. Joaquin Lavin entrevista para "El Mercurio" al Presidente de Bolivia." *El Mercurio*, August 8th, 2006, Reportajes. <http://diario.elmercurio.com/2006/08/27/reportajes/portada/noticias/8EA7AF27-BA18-476A-BF6D-81577924B636.htm>.
- Ledebur, Kathryn. 2005. "Bolivia: consecuencias claras." In *Drogas y Democracia en América Latina. El impacto de la política de Estados Unidos*, edited by Coletta Youngers and Eileen Rosin, 185-234. Buenos Aires: Editorial Biblos.
- Llora, Miguel. 2003. "Golpe a la clase media." *Semanario Pulso*, 7 de febrero de 2003.
- Malloy, James M., et Richard S. Thom, eds. 1971. *Beyond the Revolution. Bolivia since 1952*. Pittsburgh Pittsburgh University Press.
- Mamani Ramírez, Pablo. 2005. *Microgobiernos barriales. Levantamiento de la ciudad de El Alto (octubre de 2003)*. El Alto: CADES - IDIS - UMSA.
- Mantilla Cuellar, Julio. 2000. "La Ch'ampa guerra (Análisis de las jornadas de Abril y Septiembre del 2000)." In *"La Champa Guerra" Abril rojo Septiembre Negro. Del Tinku de la Guerra al Tinku del Amor*, edited by Julio Mantilla Cuellar, Eddith Gutiérrez Rojas and Julio Rosendo Mantilla Gutiérrez. La Paz: Centro Multidisciplinario en Ciencias Sociales.
- Martínez Rangel, Rubí , et Ernesto Soto Reyes Garmendía. 2012. "El Consenso de Washington: la instauración de las políticas neoliberales en América Latina." *Política y Cultura* 37:35-64.
- Martucelli, Danilo, et Bernardo Sorj. 2008. *El Desafío Latinoamericano: Cohesión social y Democracia*. San Pablo: iFHC - CIEPLAN.
- Mayorga, Fernando. 2002. "Política y sociedad: escenarios del conflicto." In *El escenario post electoral en Bolivia* edited by FUNDEMOS, 139-164. La Paz: Editorial Garra Azul.

- Mayorga, Fernando. 2007. "Movimientos sociales, Política y Estado." *Opiniones y Análisis. Temas de Coyuntura Nacional* 85 (Tomo II):33-62.
- Mayorga, Fernando. 2009. "Conflictos y acuerdos políticos 2006-2008." In *Conflictos. Una Mirada hacia el futuro*, edited by fBDM, 51-92. La Paz: FES-ILDIS - fBDM.
- Mayorga, Fernando. 2011a. "El poder político en las representaciones sociales." In *Claves de la transición del poder*, edited by Roger Cortéz, 95-151. La Paz: PNUD.
- Mayorga, Fernando. 2011b. "Movimientos sociales y participación política en Bolivia." In *Ciudadanía y legitimidad democrática en América Latina*, edited by Isidoro Cheresky 19-41. Buenos Aires: Prometeo.
- Mayorga, Fernando, et Eduardo Córdova. 2007. *Temas Globales en Bolivia: Campañas internacionales y dinámica local en tiempos de crisis y cambio*. La Paz: UNRISD - CESU.
- Mayorga, Fernando, Eduardo Córdova, Alberto Lizárraga, et Alba Rojas. 2006. *Deuda externa y comercio justo en tiempos de cambio*. In *Temas Globales en Bolivia*. Cochabamba: CESU-UNRISD.
- Mesa, Carlos D. 2008. *Presidencia Sitiada. Memorias de mi Gobierno*. La Paz: Fundación Comunidad - PLURAL.
- Mesa Gisbert, Carlos D. 2006. *Presidentes de Bolivia. Entre urnas y fusiles*. La Paz: Editorial Gisbert.
- Mesa Gisbert, Carlos D., José de Mesa, et Teresa Gisbert. 2012. *Historia de Bolivia*. La Paz: Editorial Gisbert
- Miranda, Boris. 2012. *La mañana después de la guerra*. La Paz: El Cuervo.
- Morin, Edgar. 2001. "Reunión de Trabajo del Equipo del Informe de Desarrollo Humano con el profesor Edgar Morin." La Paz, Agosto de 2011.
- Nöth, Winfried, et Lucia Santaella. Otherness at the roots of cultural semiosis. Accessed July 16th, 2009
- Ocampo, José Antonio. 1999. "La Ronda del Milenio (Noviembre, 1999)." CEPAL, accessed 12 novembre 2016. <http://www.cepal.org/cgi-bin/getProd.asp?xml=/prensa/noticias/columnas/9/509/P509.xml&xsl=/prensa/tpl/p8f.xsl&base=/prensa/tpl/top-bottom.xsl>.

- Olsen, Marvin Elliott, et Martin N. Marger. 1993. *Power in modern societies*. Boulder: Westview Press.
- Opinión. 2003. "Estado Mayor del Pueblo tiene un PGN Alternativo." *Opinión*, 17 de febrero de 2003.
- Ortiz de Zárate, Roberto. 2002. "Jorge Quiroga Ramírez. Biografía." Barcelona Centre for International Affairs, accessed 15 Marzo 2016. http://www.cidob.org/biografias_lideres_politicos/america_del_sur/bolivia/jorge_quiroga_ramirez.
- OSAL. 2000. "Cronología del Conflcito Social. Región Andina." *Observatorio Social de América Latina* 2:66-156.
- OSAL. 2001. "Cronología del Conflcito Social. Región Andina." *Observatorio Social de América Latina* 5:91-128.
- OSAL. 2002a. "Cronología del Conflcito Social. Región Andina." *Observatorio Social de América Latina* 8:83-122.
- OSAL. 2002b. "Cronología del Conflcito Social. Región Andina." *Observatorio Social de América Latina* 6:97-132.
- OSAL. 2002c. "Cronología del Conflcito Social. Región Andina." *Observatorio Social de América Latina* 7:71-114.
- OSAL. 2003. "Cronología del Conflicto Social. Región Andina." *Observatorio Social de América Latina* 10 (El febrero boliviano. Crisis política y revuelta popular):131-148.
- OSAL. 2005. "Cronología del Conflicto Social. Región Andina. Bolivia." *Observatorio Social de América Latina* 17 (Conflictos Sociales y medio ambiente):159-1467.
- PAPEP. Abril de 2003. Estado de Situación de la Democracia Boliviana. In *Análisis de Coyuntura y Escenarios Prospectivos de Corto Plazo*. La Paz: PNUD.
- Paz Arauco, Verónica. 2016. El Financiamiento del Desarrollo en Bolivia. Cambios y Continuidades en la Relación Estado- Cooperación Internacional (2006–2013). Ginebra: UNRISD.
- Peñaranda, Raúl. 2009. "Crónica del proceso constituyente." In *Del conflicto al diálogo. Memorias del acuerdo constitucional*, edited by fBDM. La Paz: Friedrich Ebert Stiftung - NIMD - fBDM.

- Pinc, Christopher 2002. Evaluación Diálogo Nacional 2000. Lecciones aprendidas y recomendaciones para el futuro. La Paz: PNUD-JICA.
- PNUD. 2002. Informe de Desarrollo Humano en Bolivia 2002 La Paz: Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD).
- PNUD. 2003. Informe de Desarrollo Humano en Tarija 2003. La Paz: Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD).
- PNUD. 2005. Una coyuntura larga de crisis inflexión y cambio. La Paz: Mimeo.
- PNUD. 2007. El estado del Estado en Bolivia. Informe Nacional sobre Desarrollo Humano 2007 La Paz: Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD).
- Prada, Raúl. 2003. "Perfiles del movimiento social contemporáneo. El conflicto social y político en Bolivia." *OSAL, Observatorio Social de América Latina* Año IV (12):35-46.
- Prada, Raúl. 2005. En la hora del juicio histórico a la democracia colonial. In *Programa Andino de Derechos Humanos. Conferencia Regional Andina, Movimientos sociales, políticas de seguridad y democracia*,. La Paz: Universidad Andina Simón Bolívar.
- Quisbert, Ermo. 2010. Primera Constitución Política de Bolivia 19 Noviembre 1826 Accessed 18 marzo de 2016.
- Rivero Pinto, Wigberto. 2002. "Indígenas y campesinos en las elecciones: El poder de la Bolivia emergente." In *El escenario post electoral en Bolivia* edited by FUNDEMOS, 11-40. La Paz: Editorial Garra Azul.
- Robins, Nicholas A, ed. 2006. *Conflictos políticos y movimientos sociales en Bolivia, Estudios bolivianos IV*. La Paz: Plural.
- Rodrigues, Gilberto M.A. , et Thiago Rodrigues. 2011. "La Unión de las Naciones Sudamericanas (UNASUR) y los nuevos temas de la agenda regional de paz y seguridad: Roles y mecanismos de participación de la sociedad civil." In *De la ONU al ALBA: Prevención de conflictos y espacios de participación ciudadana*, edited by Andrés Serbin. Buenos Aires: CRIES-Icaria Editorial.
- Rodríguez Veltzé, Eduardo, et Farit L. Rojas Tudela. 2010. "Criminalización y derecho a la protesta." In *¿Es legítima la criminalización de la protesta social? Derecho Penal y libertad de expresión en América Latina*, edited by Eduardo Bertoni. Bueno Aires: CELE - Universidad de Palermo.

- Romero Ballivián, Salvador. 2002. "La elección presidencial 2002: Una visión de conjunto " In *Elecciones Presidenciales 2002.* , edited by FUNDEMOS. La Paz: Editorial Garra Azul.
- Romero, Carlos. 2006. *El proceso constituyente boliviano: Antecedentes y desarrollo de la IV marcha.* Santa Cruz: CEJIS, IBIS, HILVOS, UE.
- Romero, Carlos. 2009. "Bolivia: de la confrontación al pacto político." In *Del conflicto al diálogo. Memorias del acuerdo constitucional,* edited by fBDM. La Paz: Friedrich Ebert Stiftung - NIMD - fBDM.
- Ruano-Borbalan, Jean-Claude. 2002. "Les métamorphoses du pouvoir " In *Le pouvoir. Des rapports individuels aux relations internationales,* edited by Jean-Claude Ruano-Borbalan and Bruno Choc Auxerre Cedex: Éditions Sciences Humaines.
- Salinas, Cayo. 2003. "El Principio de Generalidad Impositiva." *El Deber*, 10 de febrero de 2003.
- Schavelzon, Salvador 2012. *El nacimiento del Estado Plurinacional de Bolivia. Etnografía de una Asamblea Constituyente.* La Paz: CLASCO/Plural/CEJIS/IWGIA.
- Seoane, José , et Emilio Taddei. 2001. "De Seattle a Porto Alegre: Pasado, presente y futuro del movimiento anti-mundialización neoliberal " In *Resistencias Mundiales (De Seattle a Porto Alegre),* edited by José Seoane and Emilio Taddei. Buenos Aires: CLASCO.
- Simmel, Georg. 1904. "The Sociology of Conflict. I." *American Journal of Sociology* 9 (4):490-525.
- Singer, Matthew M., et Kevin M. Morrison. 2004. "The 2002 presidential and parliamentary elections in Bolivia." *Electoral Studies* 23:172-182.
- Stefanoni, Pablo 2002. El nacionalismo indígena como identidad política: La emergencia del MAS-IPSP (1995-2003). *Informe final del concurso: Movimientos sociales y nuevos conflictos en América Latina y el Caribe. Programa Regional de Becas CLACSO.* Accessed Diciembre 2009.
- Stiglitz, Joseph. 2002. *El malestar en la globalización.* México: Taurus.
- Tapia, Luis. 2002a. "Movimientos sociales, movimiento societal y los no lugares de la política,." In *Democratizaciones plebeyas,* edited by Alvaro García Linera, Raquel Gutiérrez, Raúl Prada and Luis Tapia. La Paz: Muela del Diablo.

- Ticona A, Esteban, Gonzalo Rojas O, et Xavier Albó. 1995. *Votos y Whipalas. Campesinos y pueblos originarios en democracia*. La Paz: Fundación Milenio / CIPCA.
- Tilly, Charles. 1978. *From mobilization to revolution*. Reading: MA: Addison-Wesley.
- Torrez, Andrés. 2007. Los consensos en la Constituyente La Paz: fBDM - FES-ILDIS.
- Torrico, Mario. 2014. "Bolivia: nuevo sistema electoral presidencial y coordinación política de los partidos." *Perfiles Latinoamericanos* 43 77-102.
- Touraine, Alain. 2006. "Entre Bachelet y Morales, ¿existe una izquierda en América Latina?" *Nueva Sociedad* 205 46 - 55.
- UDAPEX, et KAS. 2004. *La complejidad de nuestras circunstancias: Diálogos sobre política exterior boliviana*. La Paz: Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto Fundación Konrad Adenauer.
- Urioste, Miguel. 2008. "Bolivie. La dispute pour les terres de l'Est est au centre du conflit national." AGTER/Fundación Tierra, accessed 12 décembre 2016. http://www.agter.asso.fr/spip.php?page=imprimerarticle&id_article=388&lang=fr.
- Valencia García, María del Pilar , et Iván Égido Zurita. 2010. *Los pueblos indígenas de tierras bajas en el proceso constituyente boliviano*. Santa Cruz: CEJIS.
- Vargas, Humberto, et Thomas Kruse. 2000. " Las victorias de abril: una historia que aún no concluye." *CLACSO* 2:7-14.
- Wieviorka, Michel. 2013. "Social conflict." *Current Sociology* 61 (5-6):696-713. doi: 10.1177/0011392113499487.
- Williamson, John 1990. "What Washington Means by Policy Reform." In *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?*, edited by John Williamson. Washington DC: Peterson Institute for International Economics.
- Zambrana, Juan Carlos. 2002. "Bolivia: campesinos vs. políticos." BBC Mundo, Last Modified 24 de enero de 2002, accessed 15 octubre 2015. http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_1780000/1780945.stm.

Annexe 1. Liste des entretiens effectués

Nº	Nom de l'interviewé	Date
1	<i>Samuel Doria Medina</i> , ancien membre de l'Assemblée Constituante et leader du parti politique d'opposition Unité nationale (UN)	Août 2007
2	<i>Tito Hoz de Vila</i> , ancien député d'ADN pour La Paz	Août 2007
3	<i>Jaime Hernandez</i> , ancien Président de l'Association des producteurs de plantes oléagineuses et de blé (Soja) à Santa Cruz	Août 2007
4	<i>Eduardo Paz</i> , ancien Vice-président de la Chambre de l'Industrie, du Commerce, des Services et du Tourisme à Santa Cruz (CAINCO)	Août 2007
5	<i>Pablo Antelo</i> , ancien Président de la chambre de Foresterie de la Bolivie (à Santa Cruz)	Août 2007
6	<i>Carlos Romero</i> , ancien Ministre de Développement rural	Octobre 2009
7	<i>Carlos Børth</i> , ancien Sénateur de PODEMOS pour Oruro	Octobre 2009
8	<i>Oscar Ortíz</i> , ancien Sénaterur de PODEMOS pour Santa Cruz	Octobre 2009
9	<i>Roger Pinto</i> , ancien Sénateur de PODEMOS pour PANDO	Octobre 2009
10	<i>Ruben Costas</i> , ancien Préfet de Santa Cruz, actuel Gouverneur de Santa Cruz.	Octobre 2009
11	<i>Mauricio Lea Plaza</i> , ancien Secrétaire Général de la Préfecture de Tarija	Octobre 2009
12	<i>Fabián Yacsic</i> , ancien Vice-ministre de la Présidence (2008)	Octobre 2009
13	<i>Teresa Morales</i> , ancien Vice-ministre de Développement rural	Octobre 2009
14	<i>Nigel Baker</i> , ancien Ambassadeur de Grande-Bretagne en Bolivie (2008)	Octobre 2009
15	<i>Kenny Bell</i> , ancien Ambassadeur de l'Union européen en Bolivie (2008)	Octobre 2009
16	<i>Yoriko Yasukawa</i> , ancienne Coordinatrice résidente de l'ONU en Bolivie (2008)	Octobre 2009
17	<i>Armando Ortuño</i> , ancien conseiller en gouvernance du PNUD	Octobre 2009
18	<i>Anonyme</i> , Conseiller d'une Compagnie pétrolier multinational opérant en Bolivie	Mars 2014
19	<i>Anonyme</i> , Ancien haut fonctionner de la Compagnie pétrolière bolivienne (YPFB)	Mars 2014
20	<i>Manuel Morales</i> , ancien Président de YPFB et personne responsable des négociations avec les compagnies multinationales après la nationalisation des hydrocarbures	Mars 2014
21	<i>Mauricio Medinaceli</i> , expert en hydrocarbures	Mars 2014
22	<i>Raúl Peñaranda</i> , journaliste	Mars 2016
23	<i>Hugo Fernández</i> , ancien Vice-ministre de Relations internationales (2007)	Mars 2016
24	<i>Alfonso Ferrufino</i> , ancien Ministre du Gouvernement (2004)	Mars 2016
25	<i>Alvaro García Linera</i> , Vice-président de la Bolivie	April 2016

Annexe 2. Brefs extraits des entretiens importants (non édités)

Alvaro Garcia Linera. Vice-président de la Bolivie

Sur la violence

« Les choses se sont produites dans des circonstances exceptionnelles. Il est certain que, si Carlos Mesa ou Rodríguez Veltzé étaient au gouvernement, ou n'importe qui, ils se seraient rendus, qu'il fallait se rendre, parce que ce ne sont pas des hommes d'État. Ce sont des personnes moralisantes, qui jouent de temps en temps à être l'État. Et alors, lorsque la violence advient, c'était évident qu'il s'agissait du début d'une perte totale de contrôle. Avec le Président, nous y étions déjà préparés. Nous n'avons pas cherché la violence, mais l'hypothèse de la violence était un scénario dont nous tenions compte. Tu ne l'as pas cherché, tu ne l'as pas cherché, tu as fait de ton mieux pour maintenir un échange avec Branko Marinkovic en s'asseyant ensemble pour voir quels aspects de la Constitution il était possible de corriger, avec toi, qui était celui qui finançait les affrontements à Chuquisaca, en incitant les habitants du Comité Civique de Santa Cruz de commettre des désastres à Sucre, mais peu importe : nous avons cherché le dialogue. Mais nous n'y sommes pas allés naïvement, la sociologie te fournit des éléments historiques pour comprendre la situation, et en tant que marxistes tu as les expériences des révolutions.

« La violence arrive à toi par les autres, tu cherches à insister dans la voie du dialogue, du rapport de forces, dans la reconnaissance et l'égalité. Tu insistes et tu épuises toutes les options, ils prennent le parti de la violence, ne sois pas surpris devant cette violence. Les laisser user de cette violence du mieux qu'ils peuvent, en affaiblissant leur propre stabilité. Le massacre de Pando arrive à ce moment. Puis ce sont les incendies de Santa Cruz, et sa base sociale dit, « nous ne l'avons pas voulu », ce n'est pas l'autonomie de venir à brûler les édifices étatiques. Sa base sociale se fragilise, d'une part. Ils font usage de la violence et toi tu prends tes distances et eux, en s'éloignant de leurs bases de soutien, leur action n'est plus légitime. Alors, comme il est dit dans la Bible « le rayon

tombe sur Satan ». Cette phrase de l'Ancien Testament m'enchanté. C'est une phrase politique très puissante. »

« une véritable révolution, parce qu'il y a des révolutions qui se font toujours à moitié en ces temps-ci on assiste à un scénario de violence ou de confrontation, pas nécessairement détaché de l'armée. Sinon, tu ne peux pas maintenir une stabilité à grande échelle. Quelqu'un se doit de perdre, quelqu'un doit être vaincu, tu dois vaincre ton adversaire. Il ne s'agit pas de le détruire véritablement, cela je le dois à mon expérience marxiste, mais de le démolir moralement, organisativement, et une fois qu'il est battu, se l'incorporer. L'Assemblée Constituante a été un de nos paris pour en arriver là. Nous te reconnaissons, nous dialoguons, nous faisons des pactes, mais en tant que marxiste tu savais que ça ne fonctionnerait pas. Mais il fallait prouver au monde entier que nous fournissions jusqu'à notre dernier souffle, tous nos efforts jusqu'au dernier pour que le processus fonctionne. Mais en tant que marxiste tu savais que ça ne marcherait pas, c'est pour ça que tu avais conçu ton plan B. C'est comme cela que s'est passée l'histoire. Parce que tu savais que ce scénario était celui de la violence, il y a un scénario qui peut échapper à ton contrôle. Que se passerait-il si les civiles (de la Media Luna) ne se retiraient pas ? S'ils ne se rendaient pas ? Le pays irait tout droit à la guerre civile ! Et puis, que se passerait-il ? Il n'y a aucune théorie qui peut t'expliquer où cela mènerait, c'est comme une sorte de trou noir. C'est pourquoi nous avons fourni tous les efforts possibles pour arriver à l'accord.

Sur l'hypothèse de recherche de cette thèse

C'est pourquoi je dis que ton schéma fonctionne, toujours et lorsque tu utilises ces corrections d'usage de la violence, qui finissent pas être des touches décisives, que tu te places dans un scénario de rapports de force, d'espaces de dialogue conflictuels, et tu termines par-là, mais tout au long du passage, il ne s'agit pas d'une ligne droite, ce n'est pas une autoroute, la voie est marquée par des ruptures, par des déséquilibres et des risques de guerre civile, et c'est là que l'ouverture sur un scénario de dialogue est possible. »

Sur le Rôle de l'UNASUR

« L'UNASUR est une pression internationale qui isole l'opposition, mais elle ne joue pas un rôle décisif à ce moment « robespierrien ». Les membres de l'UNASUR aident à cimenter, à couvrir les blessures, à créer de la confiance. C'est dans ces conditions que le dialogue de Cochabamba a eu lieu. Ce que je suis en train de te raconter s'est produit un jour de la semaine qui précède. C'est ainsi que le pays se définissait. Plus tard nous avons entrevu cette ouverture, douloureuse, en piteux état, celle du début du dialogue, grâce auquel nous avons pu dire avec des mots ce que nous étions au point de nous dire avec des balles. Et l'UNASUR a aidé ce basculement, elle aurait pu raccourcir ce processus car on continue à traverser des événements comme la marche à Santa Cruz, la négociation au Congrès.

Ruben Costas.- Préfet de Santa Cruz

Sur le dialogue à Cochabamba

« Ce fut quelque chose d'extraordinaire, qui nous a permis de décider de notre vérité, qui n'est pas nécessairement la vérité absolue, car personne ne possède la vérité... la raison n'appartient jamais à aucune des parties. Mais c'est la première fois que la communauté internationale était présente, la première fois qu'elle reconnaissait notre position et écoutait notre message, et cela nous avait coûté beaucoup pour y arriver. Parce qu'il ne faut pas le nier, le gouvernement du président Evo Morales inspire la sympathie internationale. Je pense qu'il y a des intérêts à cela, il faut aussi le dire clairement. Nous avons saisi cette opportunité, dans ce scénario extraordinaire, pour faire valoir nos positions, nos arguments et cela a fait que – je ne pense clairement –, nous étions reconnu comme les personnes de l'opposition, les terroristes, les putschistes en faveur d'un coup d'État militaire [...]. Mais nous pouvions aussi témoigner de notre désir de nous réconcilier. Je considère que (c'est ce qu'il s'est proprement passé dans ma tête), bien que nous étions terriblement soumis à la pression d'un possible génocide, dans le cas de mon peuple, face à tant de scénarios envisageables qui traversaient nos esprits, nous avons eu la chance de pouvoir commenter, de pouvoir défendre nos principes et de faire valoir nos arguments. »

Sur La pression pour suivre la violence

« Une figure d'autorité de notre institution et non pas du secteur d'entreprise, nous a conseillé de prendre la Huitième Division (de la Police) », qu'il fallait le faire. Il régnait alors un sentiment de désespoir. Quelqu'un d'autre (également), qui aujourd'hui est candidat aux élections sénatoriales, nous a convié, lors de certaines réunions, à prendre non seulement des institutions stratégiques de la ville et de la campagne, mais également des zones d'extraction de gazoduc [...]. Voilà la conjecture. Une population complètement terrorisée, dans laquelle des gens de toute part t'interpellent. « Ici, il faut prendre les campagnes », « Là, il faut convoquer », « Ici, il faut s'en aller ». Et soudainement, ils voulaient que nous nous portions responsables des agressions. Nous avons fait l'objet d'une série de commentaires et de critiques. Ils m'ont traité de « lâche », m'ont dit que je « n'avais pas défendu », ou que j'« empêchais la jeunesse d'aller prendre sa revanche », ou encore qu'ils pouvaient « tuer des milliers ou des centaines de paysans, peu importe le nombre ». Il était clair que les étincelles et la dynamite venaient de tous les côtés. »

Carlos Bórth. Sénateur de PODEMOS pour le Département de Oruro

Sur le rôle de UNASUR

« Le rôle de l'UNASUR a été déterminant. Mi-septembre, l'UNASUR a organisé une réunion à Santiago du Chili, un ou deux jours après les événements de Pando, et comme il arrive dans ce genre de scénarios, il n'était pas envisageable que l'UNASUR ne fasse pas une déclaration en soutien au gouvernement d'Evo Morales. Dans cette déclaration, l'importance et le soutien de l'alliance entre Caracas, Quito, Buenos Aires, également le Brésil, était mis en avant. Le Brésil s'est investi dans ce conflit dans le but de garantir la stabilité de ses intérêts dans l'exploitation du gaz, précieux pour les industries brésiliennes. »

Sur les négociations et dialogues parallèles

« A la fin de l'année 2007 et dans les débuts de l'année 2008, des réunions ont commencé à se tenir entre deux sénateurs de PODEMOS et le Président des Députés,

Edmundo Nivollo, Carlos Romero, et quelqu'un d'autre du MAS, je ne me rappelle plus qui. Nous avons commencé à échanger sur les différentes visions des événements et du texte, que nous avions. Et cet espace d'échange a gagné en étendue, en temps, en confiance ; il s'est agi de construire des relations de confiance, qui était ce qui manquait le plus dans ces moments. Depuis cela, les événements se sont enchaînés. Nous avons réussi à instaurer un climat de dialogue au sein de la Fondation Bolivienne pour la Démocratie Multipartite, nous avons fait que la Fondation transforme le contexte de rencontre entre les membres des partis, et – si la mémoire me revient –, il arrive ce que je considère encore être le dernier ou l'un des derniers efforts de concertation à l'Assemblée Constituante : la modification du texte de la Constitution, ce scénario qui n'aurait jamais dû se produire au Congrès mais qui a semblé naturel. Ce n'était pas au Congrès que ce texte devait être traité. »

A propos du moment le plus critique des négociations

« Deux moments hautement dangereux. L'un à Cochabamba et l'autre ici, au Congrès. A Cochabamba, lorsque le dialogue n'avancait pas et que la marche sur Santa Cruz a été entreprise. Il s'agissait de trois ou quatre rangées de marcheurs qui s'approchaient de Santa Cruz, jusqu'à ce qu'ils arrivent à Montero. La situation était évidemment risquée. Si cette marche entrait à Santa Cruz, pénétrer à Pando aurait été un jeu d'enfants. Cela se révélait réellement catastrophique. Ce fut un moment très, très dur, qui prenait appui en plus sur la décision assumée des préfets, de ne pas trouver un accord à Cochabamba [...]. Et il faut se rappeler que la marche vers Santa Cruz s'est arrêté à la demande du Président Morales. Les gens ont tendance à oublier ces choses. »

Sur les négociations au Congrès

“L'événement du Congrès est un autre moment difficile. Lorsque la marche avait déjà avancé jusqu'à El Alto, la situation était devenue si compliquée que le président Morales s'est vu obliger de se rendre à El Alto pour rejoindre la tête de la marche ; c'était le seul moyen pour lui de prendre le contrôle de la marche [...] parce que si la marche avait atteint la ville et réussi à entrer au Congrès, on peut dire que... l'histoire n'aurait pas été la même. Il est donc allé rejoindre la marche [...]. Morales était le seul qui pouvait

prétendre contrôler ces élans populaires. Il était le seul qui pouvait encore avoir un impact, mais il n'avait pas non plus de baguette magique. Donc il a été obligé de se rendre en tête de marche. Et pas seulement. Lorsqu'il est arrivé à la place Murillo, il a dû dormir là-bas, sur la Place Murillo, avec les autres de la marche. Je ne sais pas comment ce moment a été perçu de l'extérieur, mais de l'intérieur, au sein de cette dynamique conflictuelle, il est clair qu'il n'avait pas d'autres solutions pour empêcher que la marche entre au Congrès. Si cela s'était passé le jour suivant, c'est possible que nous en fussions pas arrivé à trouver un accord [...] la nuit où le président Morales a rejoint la tête de la marche, environ à onze heures du soir, le dialogue était rompu. [...] À deux heures du matin, nous avons tenu une autre réunion, sans trouver de solution. Le jour suivant, à onze heures, la tête de la marche était entrée place Murillo et le dialogue n'avait toujours pas repris. La situation était très tendue. Ce sont les moments où chacun doit jouer le tout pour le tout. Et celui qui prend une décision précipitée, perd. A onze heures et demi, toujours pas de dialogue et la marche s'emparait de la Place Murillo. C'était un moment compliqué. Si compliqué que, même le peu de représentants de la ligne dure de PODEMOS sont venir me demander de trouver une solution. La pression de ce qui pouvait se produire imminemment, était terrible. À une heure, l'appel que nous attendions arriva. Et le dialogue a repris, nous avons arrangé les choses, nous avons travaillé jusqu'à... je ne sais pas, six heures de l'après-midi, il me semble. Toute la nuit, nous avons continué à travailler, et le jour suivant, la solution était posée [...]. Ces deux moments ont été très, très tendus."

Carlos Romero, Ministre du Développement Rural

Sur les négociations au Congrès

"L'autre moment difficile s'est produit au Congrès National ; en général, les sujets les plus conflictuels tournaient autour des terres, des organisations des services publics, et de la configuration du nouveau système politique ; l'autonomie avait déjà été débattue au cours du dialogue de Cochabamba et n'était donc plus tellement un sujet de conflit. Les autres sujets de conflits demandaient à être non seulement discutés et résolus entre les acteurs politiques du Parlement, mais aussi entre des acteurs coopératifs des secteurs impliqués, et c'est évidemment à travers les mouvements sociaux que ces deux types

d'acteurs ont trouvé un espace d'échange direct, qu'il s'agisse des branches liées à la terre, ou rattachés au service public."

« Je n'imaginai pas que ce serait le Congrès National qui apporterait la solution aux sujets non résolus autour du consensus sur la Constitution, mais c'est évident que c'est ainsi que ça devait se passer. Nous avons attendu le moment, nous avons travaillé pour ce moment – sans savoir à quel moment arriverait cette opportunité –, ce qui est déplorable c'est que l'opportunité s'est présentée après la polarisation des conflits violents, en septembre de l'année passé. Dans tous les cas, à ce moment nous avons effectué silencieusement plusieurs tâches techniques, en particulier avec le Sénateur Børth. Il y avait aussi d'autres interlocuteurs, des leaders de l'opinion publique et des représentants des secteurs de différents groupes académiques et de groupes d'analyse et de débat. Certains étaient soutenus par le PNUD, ou par IDEA Internacional, ou encore par la Fondation Bolivienne pour la Démocratie Multipartite, par l'ILDIS. Il nous est aussi arrivé d'établir des espaces de réflexion technique à la Paz ou à Santa Cruz, quelques fois à Tarija ou à Cochabamba. »

Sur les négociations et dialogue parettes

« L'idée de la table parallèle a été trouvée parmi la vice-présidence, entre le Sénateur Børth, le Sénateur Roberto Ruiz, le vice-président et moi-même, parce que nous craignons que face aux caméras et au sein du débat public, le processus de dialogue n'avance pas. D'autant plus que nous avons en notre possession des informations non confirmées, selon lesquelles le principal parti d'opposition, PODEMOS, pouvait empêcher le processus de dialogue – tout du moins, que c'était l'intention de la partie la plus radicale d'entre eux. Ainsi, avant que cette possibilité ne devienne réalité, nous voulions concevoir une alternative A et une alternative B. »

Sur le soutien du Président et Vice-président

« Le Président et le Vice-président m'ont accordé une grande confiance et un fort soutien, une confiance excessive même, je dirais, j'ai quelques fois essayé de trouver des accords avec eux à propos des marges dont nous pouvions nous servir pour le dialogue,

et eux ont très bien su exprimer leur confiance et leur réflexion, relativement à l'importance de la réussite du processus de dialogue.

Mais c'est avant tout l'orientation politique du Président qui a été très importante, le Président se pose dans une clarté politique impressionnante, je veux dire par là qu'il possède une capacité de lecture et de projection de scénarios politiques réellement admirable. Je me suis donc entretenu quelques fois avec le Président (dans le Palais, ou dans sa résidence), parfois il m'a attendu à trois heures du matin, autrement il me convoquait pour jager, dirons-nous, des sujets les plus conflictuels, ou surtout des sujets propres au système politique. De la même manière, nous avons longuement et profondément échangé avec le Président sur la question des terres, et il a grandement fait pour que les leaders des mouvements sociaux soient informés et puissent à leur tour, soutenir ces décisions politiques ; il m'aurait été pratiquement impossible de convaincre les leaders des mouvements sociaux à propos de tous ces sujets de consensus sans l'intervention du Président, qui est celui qui détient la plus haute légitimité pour eux. L'accompagnement du Président, comme du Vice-président, a donc été précieux.

Roger Pinto, Sénateur de PODEMOS pour le département du Pando.

Sur le dialogue à Cochabamba

« A Cochabamba, malgré la présence d'organismes internationaux, le Pouvoir Exécutif se prédisposait à ne pas avancer vers le dialogue, parce qu'il avait choisi un autre chemin. Ce que nous comprenions, nous, c'était que le gouvernement avait opté pour la confrontation et la violence [...] Depuis remonte aux débuts de la réunion à Cochabamba ; vous vous souviendrez que le Vice-président a commencé par des insultes aux préfets, par des offenses dirigées vers tout le monde, sous le regard de la communauté internationale. Aujourd'hui, si nous entamons un dialogue dans ces conditions, qu'est-ce que cela peut présager ? ... mais je crois que la communauté internationale a surtout accordé de l'importance à la participation. »

Sur les négociations au Congrès

« à chaque étape (de la négociation) de l'euphorie nous parcourait car deux, ou trois points étaient traités, mais comme nous l'avons toujours dit : il y a un sujet de fond, sur lequel le MAS ne cédera pas, c'est la réélection du président Evo Morales. Car toute la Constitution du MAS était allée en faveur du pacte, de la quête d'accords, mais jamais la réélection d'Evo Morales [...] c'était une question de vie ou de mort pour le MAS »

Alejandro Colanzi, député du parti d'opposition Unité Nationale pour Santa Cruz

Sur le dialogue à Cochabamba

« Je crois qu'à Cochabamba il y a eu deux moments très durs au cours desquels le dialogue s'est rompu. L'un de ces moments s'est produit lorsqu'une proposition a été faite par le gouvernement : il nous a été demandé/exigé de créer des alliances, et nous nous sommes rapprochés de Rubén Costas (Préfet de Santa Cruz), pour former prendre place autour de la table de dialogue. Un possible s'ouvrait, mais c'est à ce moment que s'est introduit, avec beaucoup de subtilité je dois dire, le Préfet de Tarija, qui a réagi face au leadership de Rubén Costas et qui a tout exigé, juste au moment où nous trouvions une visibilité. Le dialogue était donc rompu. Je l'ai dit que les jalousies personnelles sont aussi une variable que nous prenons en compte. »

Sur les négociations au Congrès

« Le samedi, à l'aube, ça devait être le 22 ou le 21 ; c'est le 19 octobre qui nous y étions... la réunion technique s'est achevée vers trois ou quatre heures du matin, et nous avons repris à huit heures du matin parce que nous devons faire quelques démarches, nous nous étions donné jusqu'à neuf heures et demi environ pour finaliser tout ça. La manière dont l'opposition allait faire face (à la proposition sur les accords constitutionnels) semblait déjà dessinée. Je me suis souvenu que Carlos Bórth disait « ou ils prennent, ou ils laissent ». À midi, la crise au sein de PODEMOS est criante. A tel point que Tuto Quiroga (le leader de PODEMOS) se déplace au Parlement. Il s'y rend le samedi et le dimanche on finalise la négociation, lorsque la majorité soutient la posture de Carlos Bórth. »

« Et bien évidemment, ceux qui s'opposaient sont les premiers à annoncer qu'ils apporteront leur soutien. Exactement les mêmes qui avaient systématiquement bloqué

les échanges au cours des deux semaines pendant lesquelles nous étions autour de la table informelle, les mêmes qui systématiquement bloquaient sont les premiers qui annoncent qu'ils soutiennent, lorsqu'ils sont vaincus. Je pense que c'est aussi un moment très spécial, dans lequel se dévoile le tempérament des personnes. »

« Le reste a été plutôt satisfaisant, je dois dire. À l'aube du 22 (octobre), pour parler de ma propre expérience, cela faisait quatre jours que je n'avais pas dormi dans un lit, que je ne m'étais pas douché, et que je n'avais pas non plus pu me raser. Mais c'est comme pour tous les accouchements, ils sont plein d'agitation, et l'histoire se rappellera de celui-ci comme une mise au monde réussie. Parce que la démocratie n'a pas été détruite, parce que l'État bolivien est n'a pas non plus été détruit. »

« L'aube de ce 22 je dis personnellement, étaient quatre jours n'a pas dormi dans un lit, que je n'ai pas pris une douche et ne pouvait même pas me raser. »